



Exclusif « Il n'y aura pas de scénario insurrectionnel au Togo »
Une interview du président **Faure Gnassingbé**

Du 17 décembre 2017 au 6 janvier 2018

JEUNE AFRIQUE

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 58^e année • N° 2971-72-73

jeuneafrique.com

L'Afrique en

2018

AFRIQUE DU NORD

Les 7 printemps des révolutions

DIPLOMATIE

Qu'attendre de Trump ?

ÉDUCATION

Ces nouvelles fabriques
des élites

CONSUMMATION

Pleins feux
sur le marché du luxe

ANGOLA

La méthode
João Lourenço

PANORAMA

54 États à la loupe



M 01936 - 2971H - F: 7,90 € - RD



ÉDITION GÉNÉRALE

France 7,90 € • Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Autriche 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 \$ CAN • Espagne 9 € • États-Unis 12,99 \$ US • Éthiopie 110 birrs • Guadeloupe 9 € • Guyane 12 € • Italie 9 € • Maroc 50 DH • Martinique 9 € • Mauritanie 2500 MRO • Mayotte 12 € • Portugal cont. 9 € • Réunion 9 € • Royaume-Uni 8,50 £ • Suisse 15 FS • Tunisie 8 DT • Zone CFA 4800 F CFA ISSN 1950-1285

100^e ANNIVERSAIRE DE TANK



MONTRE TANK LOUIS CARTIER



Béchir Ben Yahmed

SAMEDI 16 DÉCEMBRE

Étonnante année 2017

L'année 2017 tire à sa fin et, si j'en crois les messages qui me parviennent, nous nous posons presque tous la même question : quelles sont les évolutions qui nous ont le plus étonnés au cours de l'année qui s'achève ?

J'en citerai ci-dessous quelques-unes qui pourraient vous avoir échappé.

1) *La Chine* d'abord. Elle a « couronné », en octobre, le chef du parti communiste, Xi Jinping, lequel s'achemine tout doucement vers un statut d'*empereur*, comparable à celui qu'avait Mao Zedong il y a cinquante ans.

Plus près de nous, une monarchie médiévale, qui est, sur presque tous les plans, le contraire de la Chine : *l'Arabie saoudite*.

Nous avons vu un jeune prince y devenir, en 2017, héritier du trône et, dans la foulée, accaparer en quelques semaines tous les pouvoirs.

Comparée à l'Arabie saoudite, où Mohammed Ibn Salman exerce dans tous les sens du terme une vraie dictature, la Chine apparaît comme une quasi-démocratie, bien que Xi Jinping et son parti détiennent d'immenses pouvoirs.

Mais les deux pays et les deux régimes, aussi dissemblables soient-ils, ont un point commun qui crève les yeux et dont, à mon étonnement, les médias n'ont guère parlé.

Leur dénominateur commun est qu'il n'y a pas une seule femme au sommet du pouvoir ou près d'y parvenir.

Dans les sphères dirigeantes de ces États, nous ne voyons que des hommes.

C'est frappant, mais, à la réflexion, j'observe que les islamistes et les communistes du monde entier ont tous une prédilection pour les régimes à dominante masculine ou même exclusivement masculins.

Au XXI^e siècle, où les femmes occupent une place de choix dans les universités, s'affirment les égales des hommes, voire la meilleure moitié de l'humanité, leur exclusion des cercles dirigeants communistes et islamistes est une anomalie.

2) *2017 aura été une année noire pour les milliardaires.*

Dans tous les pays et sur les cinq continents, ils sont plus nombreux et encore plus riches qu'en 2016.

Une enquête du *Crédit suisse*, que j'ai citée dans *La Revue* (n° 75), nous apprend qu'en un an, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, on a dénombré 2 300 000 millionnaires (en dollars) de plus dans le monde, dont près de la moitié aux États-Unis, plus de 600 000 dans la zone euro et 200 000 en Chine et en Inde réunies.

Parmi eux, plusieurs milliers de milliardaires. Question : ceux-ci sont-ils invulnérables pour autant ? Les derniers mois de 2017 ont montré qu'ils pouvaient s'attirer les foudres et devenir la cible de plus puissants qu'eux : les responsables politiques.

La femme la plus riche d'Afrique, Isabel dos Santos, nommée il y a quelques mois par son père à la tête de Sonangol, la société pétrolière de l'Angola, a été rayée d'un trait de plume sans préavis par le nouveau président du pays, João Lourenço.

Il avait pourtant été choisi par l'ancien président pour le protéger ainsi que sa famille...

Quant au jeune dictateur de l'Arabie saoudite cité plus haut, il a rassemblé dans un hôtel-prison de sa capitale deux cents de ses compatriotes milliardaires. Il les a assignés à résidence parce qu'ils ont, selon la formule de Donald Trump, « trop longtemps considéré leur pays comme

une vache à lait ». De son propre aveu, le prince héritier leur a soutiré 100 milliards de dollars avant de les libérer un à un.

On espère que ce montant colossal sera versé au budget de l'État. Mais rien n'est moins sûr.



Le doute n'est pas permis : qu'ils aient un train de vie modeste ou qu'ils se soient enrichis, ceux qui détiennent le pouvoir politique prennent le pas sur les milliardaires, fussent-ils immensément fortunés.

Souvenez-vous de Vladimir Poutine. Il n'a pas hésité, au début de son règne, à faire arrêter Mikhaïl Khodorkovski, l'oligarque le plus riche de Russie, et à le maintenir dix ans en détention.

Sont-ils mieux protégés dans les pays démocratiques, où la loi et les droits de l'homme sont davantage respectés ? Oui, mais ils ne sont pas pour autant invulnérables, raison pour laquelle ils veillent à être « du côté du manche », c'est-à-dire en bons termes avec les pouvoirs politiques.



3) Daesh n'a plus de territoire, ni en Syrie, ni en Irak, ni nulle part ailleurs.

« L'État islamique » a été chassé de Mossoul et de Raqqa, et le califat proclamé il y a trois ans a disparu corps et biens après avoir semé la terreur dans le monde entier et ligué contre lui la terre entière.

Mais nul parmi ceux qui se glorifient d'avoir détruit ce pseudo-État ne nous a dit ce que sont

devenus les chefs de Daesh, et à leur tête le « calife » autoproclamé, Abou Bakr al-Baghdadi.

Ils n'ont été ni capturés ni éliminés ; ils ne se sont pas suicidés. Alors, où sont-ils ? Se trouve-t-il quelqu'un qui le sache, et, si oui, pourquoi ne le dit-il pas ?



4) Nul ne sait si nous sommes en guerre ou en paix, si les guerres circonscrites à quelques pays de l'ex-Tiers Monde vont prendre fin ou s'intensifier.

Alors on s'arme.

Le *Stockholm International Peace Research Institute* (Sipri), qui fait autorité en la matière, nous a appris, le 11 décembre, que les ventes d'armes entre États se sont élevées, en 2016, à la somme astronomique de 374,8 milliards de dollars. Soit une augmentation de 38 % au cours de ces quatorze dernières années.

Après un quinquennat de stagnation, la hausse a repris en 2016 et se confirmera sans doute en 2017.

Avec près de 60 % des ventes totales, les États-Unis se taillent la part du lion. Loin derrière eux, la Russie arrive au deuxième rang avec 23 % des armes vendues ; un nouveau venu, la Corée du Sud, se place parmi les autres grands.



Une comparaison cruelle vient à l'esprit : avec 140 milliards de dollars par an, l'aide publique des pays riches aux pays sous-développés n'atteint même pas la moitié de cette somme. ●

Humour, saillies et sagesse

Pour vous faire sourire, grincer des dents - ou réfléchir -, ici, chaque semaine, une sélection subjective, la mienne, de ce qui a été dit ou écrit au cours des siècles par des hommes et des femmes qui avaient des choses intéressantes ou drôles à nous dire. **B.B.Y.**

- ▶ **L'idéologie, c'est ce qui pense à votre place.** **Jean-François Revel**
- ▶ **Faute de richesses, une nation n'est que pauvre ; faute de patriotisme, c'est une pauvre nation.** **Talleyrand**
- ▶ **La philosophie est comme la Russie : pleine de marécages, et souvent envahie par les Allemands.** **Roger Nimier**
- ▶ **Ce n'est pas que je suis si intelligent, c'est que je reste plus longtemps avec les problèmes.** **Albert Einstein**
- ▶ **Couche-toi et sois malade, tu sauras qui te veut du bien et qui te veut du mal.** **Proverbe espagnol**
- ▶ **Il revient à l'homme d'habiller la femme qu'il déshabille et de parfumer celle qu'il enlace. Comme il lui revient de défendre au péril de sa vie le pas fragile qui s'est attaché au sien.** **Amin Maalouf**
- ▶ **Je ne vois pas les choses de cette oreille-là.** **Perles de police et de tribunal**
- ▶ **Le succès commercial, le seul qui vaille. Les succès d'estime ne conduisent jamais leur bénéficiaire qu'aux épinards sans beurre.** **Pierre Desproges**
- ▶ **Un bon mot peut être considéré comme réussi lorsqu'il fait sourire les dix premières secondes et donne ensuite à penser.** **Philippe Bouvard**
- ▶ **Le bonheur : comme une raison que la vie se donne à elle-même.** **Simone de Beauvoir**



UN LEADER DU TRANSPORT MARITIME AU SERVICE DE L'AFRIQUE

Présent dans plus de 40 pays en Afrique, MSC continue d'investir dans des infrastructures de pointe afin d'offrir à ses clients un solide réseau maritime, routier et ferroviaire ainsi que des solutions de stockage. Nos équipes locales vous apportent l'expérience, l'expertise et la connectivité portuaire mondiale indispensables à vos activités commerciales. Quelle que soit votre destination, votre cargaison sera toujours entre de bonnes mains.

Pour plus d'informations, veuillez contacter votre agence MSC.

[msc.com/africa](https://www.msc.com/africa)



Marwane Ben Yahmed

Révolution(s)

L'année qui s'achève ne nous aura épargné aucune surprise. Sur le plan international, citons naturellement l'élection de Donald Trump (qui a pris ses fonctions en janvier) aux États-Unis et celle d'Emmanuel Macron en France. Le chef de la première puissance mondiale, qui ne semble guère s'embarrasser dans la vie du qu'en-dira-t-on et des usages diplomatiques, ne laisse d'inquiéter. Le président français, lui, continue de nous étonner, plutôt positivement. L'Afrique n'a pas été en reste. Qui eût cru que l'indéboulonnable Robert Mugabe aurait pu être contraint à la démission ? Ou que José Eduardo dos Santos, réputé tout aussi inamovible, déciderait de passer la main à un successeur – en l'occurrence João Lourenço (*lire pp. 14-15*) – qui, chaque jour, se libère un peu plus des liens tissés autour de lui par « Zedu » ? Nos certitudes, si nous en avons encore, volent en éclats...

L'année 2018 sera aussi pour *Jeune Afrique* celle de grands changements.

Le numéro triple que vous avez entre les mains est le dernier de cette drôle d'année. Il intègre, en grande partie, le contenu de ce qui était jusqu'ici un hors-série, lancé en 2004 et baptisé « L'état de l'Afrique » : 204 pages destinées à vous éclairer sur l'évolution, en 2018 et au-delà, d'un continent que nous décryptons en profondeur chaque semaine depuis cinquante-huit ans. En faisant le pari de l'objectivité, en nous affranchissant des prismes déformants et des points de vue, au sens propre, qui empêchent de le voir tel qu'il est réellement et tel que les Africains eux-mêmes le perçoivent. C'est un long et passionnant voyage que nous vous proposons, au cœur des réalités mais en prenant la hauteur requise. Au programme, des enquêtes menées aux quatre coins de l'Afrique, de Bizerte au Cap, de Dakar à Mogadiscio. Et un large spectre de domaines et de thèmes – vie politique, diplomatie, enjeux économiques,

évolutions sociétales, éducation, consommation, mode, technologies – passés au crible par notre rédaction et nos chroniqueurs, et significatifs des bouleversements rapides de nos sociétés ainsi que de nos rapports avec le reste du monde. Sans oublier les 54 fiches pays pour tout comprendre des trajectoires suivies par chacun de nos États. Leurs progrès, leurs lacunes, leurs dirigeants et, surtout, les défis qu'ils vont affronter en 2018 sur les plans politique comme économique. Une année qui s'annonce riche en rendez-vous électoraux : présidentielles au Mali, en Égypte, au Cameroun, à Madagascar, au Zimbabwe et, peut-être, en RD Congo ou au Soudan du Sud. Législatives en Mauritanie, en Guinée, au Togo, à Djibouti, au Rwanda, en Guinée-Bissau ou à São Tomé, entre autres. Si tout se passe bien, évidemment.

L'année 2018 sera également pour *Jeune Afrique* celle de grands changements. Une nouvelle formule de l'hebdomadaire verra le jour à la fin du mois de janvier. Le fond comme la forme du magazine vont considérablement évoluer, pour vous donner accès chaque semaine à un contenu que nous espérons de qualité, en prise avec l'actualité et faisant la part belle à l'analyse pour vous aider à savoir, mais aussi et surtout à comprendre. Une évolution d'envergure, rendue indispensable par celle de notre époque, à la fois transparente, parce que l'on sait presque tout, tout de suite et partout, et opaque, parce que l'on peine à discerner où vont le monde et les hommes dans un univers globalisé submergé par la surinformation, voire la mauvaise information. Dans la foulée de cette nouvelle formule, notre site jeuneafrique.com fera également sa révolution. Pour se nourrir des événements, sans être dévoré par l'actualité. Bref, *Jeune Afrique* change, comme le continent qu'il tente de décrypter avec le plus de rigueur possible. Mais il restera fidèle à lui-même. En attendant, l'ensemble de notre rédaction vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année. Bonne lecture à tous ! ●



*Chaque client
nous rend chaque
jour meilleur*

Meilleure Compagnie Africaine 2017

Meilleure Compagnie Africaine 2016

Meilleure Classe Affaires pour la 5^{ème} année consécutive

Merci pour votre soutien



Depuis les principales villes françaises, envoyez-vous quotidiennement à bord de nos Dreamliners dernière génération vers le berceau de l'Humanité ou l'une de nos 42 destinations d'Afrique et de l'Océan Indien. Plus d'information sur www.kenya-airways.fr ou dans votre agence de voyage.

 **Kenya Airways** 
The Pride of Africa



Jeune Afrique
n° 2971-72-73
L'Afrique en 2018

- 3 **Ce que je crois** Étonnante année 2017,
par Béchir Ben Yahmed
- 6 **Éditorial** Révolution(s)
par Marwane Ben Yahmed
- 10 **Confidentiel**
- 14 **L'homme de l'année** João Lourenço,
liquidateur implacable
- 16 **2018** dans le viseur de Glez
- 20 **Interview** António Guterres,
secrétaire général des Nations unies

ÉVÉNEMENTS



- 28 **Géopolitique** Les 7 printemps
des révolutions arabes
- 36 **Michaëlle Jean** Opération reconquête
- 44 **États-Unis** Désordre nouveau
- 48 **Interview** Faure Gnassingbé,
président du Togo
- 56 **Élections** Quitte ou double

TENDANCES



- 64 **Finances** Vive l'impôt!
- 70 **Interview** Vera Songwe, secrétaire générale
de la Commission économique pour l'Afrique
- 74 **Innovation** Big data, c'est données-donnant
- 78 **Consommation** La bonne fortune du luxe
- 82 **Éducation** Ces nouvelles fabriques des élites
- 86 **Développement** Maintenir le cap
- 92 **Banque-assurance** Ainsi naissent les géants
- 94 **Aérien** Comment prendre de l'altitude
- 96 **Technologie** Drones multi-usages
- 100 **Décideurs** Les 8 qui feront 2018
- 108 **Design** Place au bogolan
- 112 **Mode** Ambassadeurs de style



TRIBUNES

- 34 **Nadia Lamlili**
- 40 **François Soudan**
- 46 **Brahima Coulibaly**, directeur de l'Initiative pour
la croissance africaine, The Brookings Institution, États-Unis
- 59 **Odon Vallet**, historien des religions,
professeur des universités
- 68 **Jérôme Chenal**, architecte et urbaniste suisse,
directeur de la Communauté d'études en aménagement
du territoire à l'École polytechnique fédérale de Lausanne
- 73 **Karfa Diallo**, essayiste et directeur de l'association
internationale Mémoires et partages
- 80 **Véronique Tadjó**, écrivaine, universitaire et peintre,
dernier ouvrage paru : *En compagnie des hommes*
- 85 **Yann Alix**, délégué général de la Fondation Sefacil,
spécialisée dans les questions de transports et de logistique
- 90 **Ajay Kumar Dubey**, professeur au centre des études
africaines de l'école des études internationales,
à l'université Jawaharlal-Nehru (JNU) de New Delhi
- 93 **Scholastique Mukasonga**, écrivaine rwandaise,
Prix Renaudot 2012 pour *Notre-Dame du Nil*
- 97 **Eugène Ebodé**, écrivain camerounais
et ancien international junior de football
- 103 **Ali Benmakhlouf**, professeur de philosophie
à l'université de Paris-Est-Créteil
- 106 **Edwige-Renée Dro**, journaliste,
écrivaine et traductrice
- 110 **Mabrouck Rachedi**, journaliste et écrivain
- 116 **Katia Touré**

119

54
**ÉTATS
À LA
LOUPE**

- 121 **Afrique du Nord**
L'austérité au menu
- 129 **Afrique de l'Ouest**
Année pivot
- 149 **Afrique centrale**
Vive la crise!
- 159 **Afrique de l'Est**
Enlèvement
- 173 **Afrique australe**
Changements
en trompe-l'œil
- 185 **Océan Indien**
Vague à l'âme

- 202 **Post-scriptum**
On l'appellera Excellence,
par Tshitenge Lubabu M.K.

**Abonnez-vous à
JEUNE AFRIQUE**

Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74
www.jeuneafrique.com/abonnements/



Poiray

POIRAY.COM

COLLECTION MA PREMIÈRE

YUXE - GALERIE SOFITEL HÔTEL IVOIRE — ABIDJAN CÔTE D'IVOIRE
MOUNIER BOUVARD - 9 RUE BRAHIM NAKHAI - MAARIF EXTENSION — CASABLANCA MAROC



Pantomime de rue d'activistes d'Oxfam se moquant des paradis fiscaux, aux abords des institutions européennes, à Bruxelles, le 5 décembre.

Liste noire Ça rame à Tunis

L'inscription, le 5 décembre, de la Tunisie sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE au titre des juridictions non coopératives suscite dans le pays un vif sentiment d'injustice. Les autorités tunisiennes devaient rendre compte, par écrit, aux ministres des Finances européens de leurs efforts en matière de lutte contre l'évasion fiscale, ainsi que contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Selon nos sources, le gouvernement savait depuis le 3 novembre que, faute de s'être engagé à redresser la situation avant janvier 2019, le Groupe d'examen de la coopération internationale (qui relève du Groupe d'action financière de l'OCDE) avait inscrit le pays parmi les États à hauts risques en matière de blanchiment et de financement du terrorisme.

Une double peine pour Tunis, qui a révélé un manque de communication entre les équipes gouvernementales dans le traitement de ce dossier, géré, sous le contrôle de la primature, par le ministère de l'Investissement, du Développement et de la Coopération internationale. À l'étude depuis novembre 2016, il n'a pas été traité dans les délais : la réponse de la Tunisie n'est arrivée que le 4 décembre dernier.

Depuis, les négociations s'accélérent. Sans attendre la réunion des ministres des Finances européens, le 23 janvier, la commission parlementaire mixte tuniso-européenne de l'Assemblée tunisienne est attendue à Bruxelles début janvier. **Hichem Ben Ahmed**, le secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, se rendra lui aussi dans la capitale belge, les 14 et 15 janvier - une visite déterminante, aussi bien pour les négociations sur l'accord de libre-échange complet et approfondi (Aleca) que pour le retrait de la liste noire. Il devra donner des gages de transparence et rassurer les Européens sur les réformes en matière de fiscalité et de contrôle du blanchiment, afin de se mettre en conformité avec la législation de l'UE. Des points qui conditionnent également le soutien du FMI à la Tunisie.

Rabat n'est pas un paradis (fiscal)

En établissant leur liste noire des paradis fiscaux, qui comprend 17 États (dont la Tunisie), les ministres des Finances de l'UE avaient d'abord considéré que les facilités fiscales que le Maroc accorde aux entreprises européennes installées sur son sol encourageaient d'éventuelles fraudes.

« Or c'est une mesure de compétitivité économique pour nous. L'UE ne peut tout de même pas condamner les fondements de notre politique industrielle ! » objectait une source diplomatique marocaine. Au terme d'âpres négociations, Rabat a pu obtenir que ce point précis fasse l'objet de « discussions approfondies » et que les exemples d'évasion fiscale repérés par l'UE soient examinés « au cas par cas ». Le 2 décembre, soit trois jours avant la publication de cette liste - établie sur la base d'un simple questionnaire envoyé aux pays partenaires en juin -, **Mohamed Boussaid**, le ministre marocain de l'Économie et des Finances, a envoyé un courrier à ses pairs européens, leur donnant suffisamment d'assurances pour qu'ils renoncent à mettre le Maroc à l'index. Le royaume s'est engagé à se conformer aux normes de l'OCDE en matière fiscale et à signer une convention d'échanges d'informations fiscales avec l'UE d'ici à 2019.

France-Afrique Opération portes ouvertes

Ancien porte-parole de **Manuel Valls** et actuel membre de la commission de la coopération internationale au sein du conseil régional d'Île-de-France, **Ali Soumaré** s'active à sensibiliser les députés français aux relations avec l'Afrique. Directeur conseil à l'agence de communication Solicom, il a piloté fin novembre un voyage de plusieurs parlementaires en Mauritanie dont faisait partie **Jean-**

Jacques Bridey (LREM), président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale. Disposant de solides réseaux au Mali (il a organisé en octobre une rencontre, à Paris, entre **Ibrahim Boubacar Keïta** et les élus franco-maliens) et au Sénégal (il a ses entrées chez **Macky Sall**), Soumaré est également reçu en Côte d'Ivoire par **Hamed Bakayoko**, le ministre de la Défense.

Tunisie Et si les binationaux mouillaient le maillot?

Depuis la qualification de la Tunisie pour la Coupe du monde, les Aigles de Carthage attirent les joueurs binationaux. Plusieurs d'entre eux sont sur le point de répondre favorablement au courrier que s'apprête à leur envoyer la Fédération tunisienne de football. **Nabil Maâloul**, le sélectionneur, les a déjà presque tous rencontrés, notamment **Saïf-Eddine Kahoui** (Troyes), **Mouez Hassen** (Châteauroux) et **Ellyes Skhiri** (Montpellier), tous nés en France, et **Rani Khedira** (FC Augsburg), né en Allemagne et frère de **Sami Khedira**, qui, lui, joue pour ce pays depuis 2009. En revanche, Maâloul a fait une croix – pour l'instant – sur **Wissam Ben Yedder** (FC Séville), qui ne jure que par la France, même s'il n'a jamais été appelé par les Bleus. La plupart de ces binationaux devraient faire leurs débuts en mars à l'occasion d'un match amical.

Côte d'Ivoire La juge et les dix comzones

À la demande de la partie civile, la juge d'instruction française **Sabine Kheris** veut entendre dix anciens comzones qui étaient présents lors de l'arrestation de **Michel Gbagbo** (photo), en avril 2011 à Abidjan, parmi lesquels **Issiaka Ouattara**, dit Wattao, **Morou Ouattara** ou **Hervé Touré**, alias Vetcho. Chargée d'instruire la plainte pour « enlèvement, séquestration, traitements inhumains et dégradants » déposée en juin 2012 par le fils de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, elle avait fait témoigner **Guillaume Soro** en 2016 dans le cadre d'une commission rogatoire après avoir en vain tenté de le convoquer à Paris. Vexée par le traitement que lui ont réservé les autorités ivoiriennes depuis le début de la procédure, Sabine Kheris ne souhaite plus se rendre à Abidjan. Elle pourrait donc transmettre prochainement une nouvelle demande de commission rogatoire afin que la justice ivoirienne se charge d'entendre ces ex-comzones. Dans cette éventualité, **Jean-Paul Benoit** et **Jean-Pierre Mignard**, les avocats français de l'État ivoirien, pourraient saisir la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris pour contester sa décision.



ISSAM ZEILY POUR JA

Exposition Au temps des poupées noires

Réputée pour l'originalité de ses expositions, la Maison rouge (Paris) présentera du 23 février au 20 mai prochains un ensemble, jamais vu en dehors des États-Unis, de près de 200 poupées noires créées par des Africains-Américains anonymes entre 1840 et 1940. Ces « Black Dolls » proviennent de la collection de l'Américaine **Deborah Neff**. Confectionnées à la main, en tissu, en bois ou en cuir, au temps de l'esclavage puis durant la ségrégation, elles racontent « une histoire politique et intime inédite des Noirs américains, de la maternité et de l'enfance ».

Togo Bodjona reprend du service

Retiré de la vie politique depuis sa sortie de prison, en février 2016, **Pascal Bodjona** prépare très discrètement son retour. Il a proposé ses services au président ghanéen, **Nana Akufo-Addo**. En sa qualité de médiateur dans la crise togolaise, ce dernier l'a reçu à Lomé mi-novembre pour recueillir ses observations et lui confier une mission. Tombé en disgrâce auprès du chef de l'État, **Faure Gnassingbé**, et évincé du gouvernement togolais en 2012, l'ex-tout-puissant ministre de l'Administration territoriale facilite les rencontres d'**Albert Kan-Dapaah**, le ministre ghanéen de la Sécurité, chargé du dossier togolais, avec les protagonistes de la crise. Bodjona a déjà eu plusieurs entretiens avec Faure Gnassingbé et rencontre régulièrement les leaders de l'opposition.



Le général Ahmed Gaïd Salah accueille Emmanuel Macron à Alger, le 6 décembre.

G5 Sahel Le cas Ag Ghali

Durant sa visite à Alger, le 6 décembre, **Emmanuel Macron** a abordé le cas d'**lyad Ag Ghali** avec les dirigeants algériens, en particulier lors de son entretien avec **Ahmed Gaïd Salah**, le vice-ministre de la Défense nationale, et ses collaborateurs. Ces échanges portant sur le chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), qui chapeaute les principaux groupes jihadistes au Mali, ont été tendus. Les renseignements français ont en effet acquis la certitude qu'Ag Ghali et ses proches bénéficient du soutien, voire de la protection, des services de sécurité algériens. Ce qu'Alger dément catégoriquement. « Si les Français le voulaient vraiment, ils le mettraient hors d'état de nuire : ils en ont tous les moyens », souligne un responsable algérien.

Alger fait la sourde oreille

Le 13 décembre, aucun représentant algérien n'a participé à la rencontre portant sur le G5 Sahel qu'organisait **Emmanuel Macron** au château de La Celle-Saint-Cloud, près de Paris. Une absence d'autant plus remarquée que le président français tente depuis des mois d'obtenir le soutien d'Alger à la force conjointe de l'organisation sahélienne. En juin, lors d'un entretien téléphonique avec **Ahmed Ouyahia**, alors directeur de cabinet d'**Abdelaziz Bouteflika** et aujourd'hui Premier ministre, Emmanuel Macron avait sollicité une première fois l'appui des autorités. Le 6 décembre, lors de sa visite en Algérie, il a une nouvelle fois abordé le sujet, notamment avec le président Bouteflika. « Il en a été amplement question car l'Algérie doit être associée au G5 Sahel », explique-t-on à l'Élysée. Selon nos sources, le chef de l'État français a demandé une aide financière et militaire à ses hôtes, lesquels estiment avoir déjà beaucoup contribué à la sécurisation du Sahel.

Côte d'Ivoire Municipales : quand est-ce qu'on vote ?

Selon nos sources, **Alassane Ouattara** souhaite reporter à 2021 les élections municipales et régionales. Soucieux de ne pas raviver les tensions politiques après une année agitée, il préférerait rapprocher ces scrutins locaux, censés se tenir en avril 2018, de la présidentielle, prévue en 2020. De fait, à moins de quatre mois de l'échéance, rien n'est prêt. La lettre que la CEI a adressée il y a plusieurs semaines au gouvernement est restée sans réponse. Par ailleurs, seuls 9,5 milliards de F CFA

figurent au budget prévisionnel 2018 de la Commission, alors que cette instance estime avoir besoin de 30 milliards pour réviser les listes électorales et organiser les scrutins. Au sein du RDR (au pouvoir), la perspective de leur report fait grincer des dents. Certains maires estiment que ce délai laisse le temps à l'opposition de se réorganiser et redoutent de perdre leur fauteuil. C'est aussi l'avis d'**Amadou Gon Coulibaly**, le Premier ministre, qui plaide pour des élections en 2018. En vain pour le moment.

Burkina Pourquoi Roch hésite

Un mois après avoir reçu l'avant-projet de Constitution, laquelle est censée instaurer une Ve République et marquer une rupture avec le régime de **Blaise Compaoré**, **Roch Marc Christian Kaboré**, le chef de l'État, hésite entre deux options pour faire adopter cette réforme : le référendum ou la voie parlementaire. La première, soutenue par **Halidou Ouédraogo**, le président de la commission constitutionnelle, permettrait à la nouvelle loi fondamentale de bénéficier d'une forte légitimité populaire. Seul inconvénient : le coût d'une telle consultation, environ 20 milliards de F CFA, selon une source au cœur de l'exécutif. La seconde option, moins onéreuse, mais que les constitutionnalistes désapprouvent, consisterait à passer par l'Assemblée nationale, où une majorité de trois quarts des votes est requise. « Le président souhaite un large consensus. Il consultera les différentes forces politiques avant de choisir », glisse l'un de ses proches, qui assure que le débat sera clos « début 2018 ».



AFRICA CEO FORUM Awards

Abidjan
26-27 MARS 2018

Célébrer l'excellence africaine

Depuis 5 ans, les **AFRICA CEO FORUM AWARDS** récompensent les entreprises et investisseurs qui ont fortement contribué à la croissance du continent. Plus de 200 entreprises en Afrique et à l'international, ainsi que 50 CEOs, figures emblématiques de la vitalité économique africaine, ont été nominés et 30 awards, décernés.

Pour postuler dans l'une des 7 catégories suivantes, contactez-nous
AVANT LE 15 JANVIER 2018 sur awards@theafricaceoforum.com

- CEO of the Year
- Young CEO of the Year
- African Company of the Year
- Private Equity of the Year
- International Company of the Year
- Most Promising Digital Company of the Year **NEW**
- CSR Strategy of the Year **NEW**

www.theafricaceoforumawards.com



CO-HOST



DIAMOND



GOLD



INSTITUTIONAL PARTNER



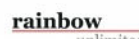
PARTNERS



OFFICIAL CARRIER



ORGANIZERS



João Lourenço

Liquidateur implacable

Depuis son élection, il y a trois mois, **le nouveau président angolais** a su s'imposer dans un système qui semblait verrouillé par l'ancien régime. Avec le soutien de piliers du MPLA, au pouvoir depuis plus de quarante ans, et parce qu'il vient lui-même du sérail.

Michael Pauron

« **U**n chien s'attache à vous par loyauté. Et, d'un point de vue pragmatique, parce que vous êtes sa source de nourriture » : ce bon mot de l'auteur américain John Herbert Varley pourrait faire sens pour l'ancien président angolais José Eduardo dos Santos (« Zedu »). Sans doute, après trente-huit années d'un pouvoir sans concession, a-t-il péché par excès de confiance. En laissant les rênes du pays à son ministre de la Défense, João Lourenço (JLo), en nommant des proches aux postes clés juste avant son départ et, enfin, en gardant la direction du MPLA, probablement estimait-il s'être mis à l'abri avec son clan. Mais, à peine élu, le nouveau président, 63 ans, a fait mentir tous ceux qui ne voyaient en lui qu'un ersatz de dirigeant.

Le coup de grâce a été le limogage d'Isabel dos Santos (surnommée « la princesse »), le 15 novembre, de la tête de la Sonangol, la compagnie pétrolière qui assure les trois quarts des revenus du pays. Pis, il l'a remplacée par Carlos Saturnino, que la princesse avait écarté, le traitant d'« incompetent ». Autres membres de la fratrie mis à l'index, Welwitschia « Chizé » et José Paulino « Coreon Du », qui tenaient les principaux médias à travers Semba Comunicação. Les jours seraient aussi comptés pour Filomeno, à la tête du fonds souverain et pris dans les filets des Paradise Papers. « Il n'est pas encore limogé car une enquête sur les comptes est en cours [le fonds gère 5 milliards de dollars], et on lui demande de coopérer »,

affirme une source bien informée, qui ajoute que les Américains suivraient l'affaire de près. Pétrole, diamants, finance... JLo a finalement repris en main l'économie sans difficulté. « L'arrogance des dos Santos a nourri des ressentiments, JLo s'en sert », conclut notre source.

Il s'est aussi attaqué à l'appareil sécuritaire en nommant l'ambassadeur à São Tomé, Alfredo Mingas « Panda », chef de la police (un ancien de la police d'intervention rapide), et le consul général au Cap, Apolinário José Pereira, à la direction des services de renseignements et de la sécurité militaire, cassant les derniers décrets de Zedu. L'« Exonerador Implacável » (le « liquidateur implacable ») semble vouloir faire table rase du passé, même si lui aussi fait partie du sérail. « Seul quelqu'un comme lui pouvait faire ce qu'il fait. Mais il ne peut pas non plus se passer de toutes les compétences », relativise l'ancien diplomate Daniel Ribant. Pour avoir les coudées franches, il lui manque les clés du parti. Lors de sa prestation de serment, le 26 septembre, il a confié à plusieurs de ses pairs africains vouloir régler cette question dans les six à douze mois.

ALLÉGEANCE. Pour ce faire, il s'appuie sur des cadres éminents du MPLA. Parmi eux, Norberto dos Santos, membre du bureau politique, député, gouverneur de la province du Malanje. Celui-ci s'était fait remarquer en révélant, avant

l'annonce officielle, que Lourenço serait le candidat du parti. Mário António de Sequeira e Carvalho, général membre du bureau politique, ancien président du conseil d'administration du groupe Gefi (bras financier du MPLA), est aussi un soutien de poids. L'amiral Condesse de Carvalho, dit « Toka », 87 ans, l'un des fondateurs des Forces armées populaires de libération de l'Angola (ancienne branche armée du MPLA), a pris fait et cause pour Lourenço. Cet ancien ambassadeur à Cuba et en Algérie a déjà invité dos Santos à quitter la direction du parti. « Le MPLA tombe dans l'escarcelle de Lourenço, décrypte Paula

Pour avoir les coudées franches, il lui manque les clés du parti. Ça devrait bientôt être chose faite.

Cristina Roque, chercheuse à l'université d'Oxford. Quelques cadres soutiennent encore dos Santos, mais tout indique que JLo ne pardonnera pas la dissidence. »

Opportunistes ou vrais déçus de l'ancien régime, ils sont nombreux à faire allégeance à Lourenço. Le général Fernando Garcia Miala a rongé son frein pendant près de dix ans. L'ancien chef des services de renseignements avait été écarté par dos Santos en 2006 au profit du tout-puissant général Helder Vieira Dias « Kopelipa ». Jugé pour « insubordination », Miala avait été condamné en 2007 à quatre ans de prison. Un temps pressenti pour reprendre ses anciennes

Le candidat en campagne électorale à Lobito, dans l'est du pays, le 17 août 2017.

médiation. Pour Daniel Ribant, « Lourenço veut rapprocher son pays de l'Afrique du Sud et de la SADC ». Sentiment renforcé par la décision récente de supprimer les visas pour les Sud-Africains.

GALVANISÉS. Au sommet UA-UE, Lourenço a multiplié les rencontres : Macron, une nouvelle fois, mais aussi, plus remarquable, une tripartite avec Zuma et le souverain marocain, Mohammed VI, laissant présager un réchauffement des relations que la question de la RASD a toujours empoisonné. Et il est fort probable qu'il sera présent au prochain sommet de l'Union africaine, en janvier 2018, à Addis-Abeba. Par ailleurs peu proche des Portugais, contrairement à son prédécesseur, Lourenço l'est davantage des Américains, encouragé par sa femme (*lire encadré*). Washington aurait d'ailleurs demandé au « Liquidateur » de lever le pied, craignant pour sa sécurité...

En quelques semaines, celui que l'on disait « inconnu » sept mois avant l'élection, ou encore « peu charismatique » au lendemain de sa victoire, est devenu l'homme le plus populaire d'Angola. Même dans le camp d'en face, son action est scrutée avec une certaine anxiété. Le 18 octobre, JLo a reçu Isaias Samakuva, le président de l'Unita (parti d'opposition historique qui a fait 24 % au dernier scrutin), alors que dos Santos ne l'avait fait que deux fois depuis la fin de la guerre civile, en 2003. Amélioration du sort des anciens combattants, ouverture économique et politique... « Un geste dans la bonne direction » pour l'Unita, qui attend « de voir s'il va au bout de ses promesses ». Les Angolais, eux, semblent galvanisés par la fin du système dos Santos, qu'ils n'espéraient plus après quatre décennies d'un règne sans partage. ●

MANUEL DE ALMEIDA/EPA/MAXPPP

fonctions, il se serait finalement vu confier par JLo la mission de tracer les milliards de dollars cachés hors du pays. Il pourrait s'appuyer sur les dossiers transmis par Manuel Vicente, ancien dauphin de dos Santos lâché par celui-ci depuis ses ennuis judiciaires au Portugal, mais aussi sur Edeltrudes Costa « Nando », l'ancien chef de la Maison civile, qui fut un intime de l'ex-chef de l'État, nommé ministre, directeur de cabinet.

JLo, qui parle couramment l'anglais et le russe, a par ailleurs réveillé l'Angola sur la scène internationale. Dos Santos ne se déplaçait presque plus hors du pays, si ce n'est en Espagne, à Barcelone, pour se faire soigner. En juillet, alors qu'il n'était que candidat, Lourenço a été reçu à Paris par le président Emmanuel Macron, puis à Rome par le Premier ministre Paolo Gentiloni. Lors des troubles au Zimbabwe, il était aux côtés de Jacob Zuma pour mener la

Ana Dias, une première dame au cœur du système

Dans cette mise au pas du système par João Lourenço, il ne faut pas sous-estimer le rôle de sa femme, Ana Dias. La première dame, ex-ministre du Plan (1997-2012), avait été « démissionnée » par dos Santos, dont elle avait pourtant été extrêmement proche - au point d'alimenter des rumeurs sur une liaison entre eux. Militante de la première heure, elle fut emprisonnée trois mois en 1977 après une tentative de coup d'État menée par des dissidents du MPLA. Sa participation n'a

jamais été prouvée. Elle est très liée aux Américains depuis son passage à Washington, où elle fut économiste à la Banque mondiale. La nièce de Fernando da Piedade Dias dos Santos, l'actuel président de l'Assemblée nationale, connaît tous les arcanes du pouvoir et s'appuie sur un carnet d'adresses bien fourni à l'international. Un atout indéniable pour le nouveau chef de l'État.

M.P.

2018 DANS LE VISEUR DE GLEZ



CAN 2019 Pourra, pourra pas?

En 2018, lorsqu'elle ne sera pas concentrée sur les performances des équipes africaines au Mondial, l'Afrique sportive suivra l'état d'avancement de l'organisation de la CAN 2019. Longtemps, la CAF s'est montrée sceptique sur la capacité du Cameroun à relever le défi du cahier des charges...

Dak'Art L'ombre du sculpteur

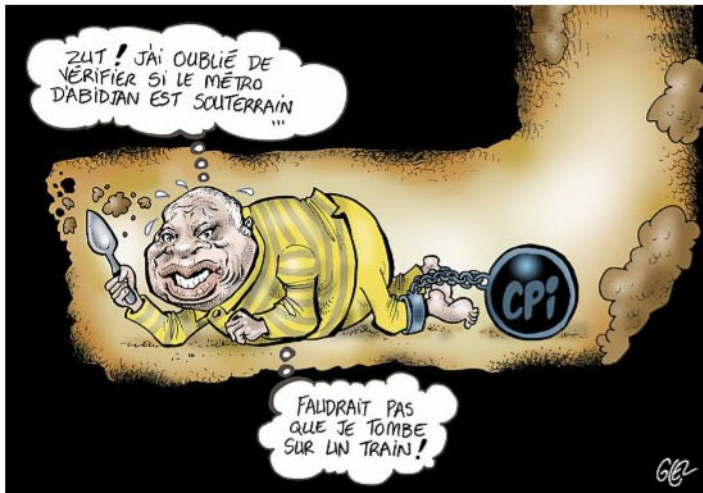
La treizième édition de Dak'Art, la biennale de l'art africain contemporain, se tiendra à Dakar du 3 mai au 2 juin 2018. Soixante-quinze artistes venus de 33 pays participeront à cette exposition internationale. « L'heure rouge » constituera le thème artistique de la manifestation. Et nul doute que planera l'esprit du sculpteur sénégalais Ousmane Sow, décédé après la dernière édition.



Sécurité La preuve par 5

Après des premières patrouilles communes, c'est en 2018 que se déploiera véritablement le G5 Sahel, le cadre de coordination et de suivi de la coopération militaire entre la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. La mise en commun de ces forces permettra-t-elle un affaiblissement significatif de l'ogre terroriste?





Côte d'Ivoire Des travaux et un procès

Le chantier du métro d'Abidjan a été lancé en présence du président français, Emmanuel Macron, même si, contrairement à celui de Paris, il ne s'agit pas de transport souterrain. La patience est de rigueur. Que verra-t-on en premier: la fin des travaux ou le retour au pays de Laurent Gbagbo? À La Haye, les suites du procès de l'ancien président répondront peut-être à cette question en 2018...

À l'épreuve du temps

L'année 2017 a été rythmée par des manifestations contre le régime de Faure Gnassingbé.

Le président togolais parviendra-t-il à stabiliser son régime en 2018? Son parcours ressemblera-t-il, entre autres scénarios possibles, à celui de son père - décédé alors qu'il était encore au pouvoir -, ou à la trajectoire de celui qui joua les médiateurs dans certaines crises togolo-togolaises: le déboulonné Blaise Compaoré?

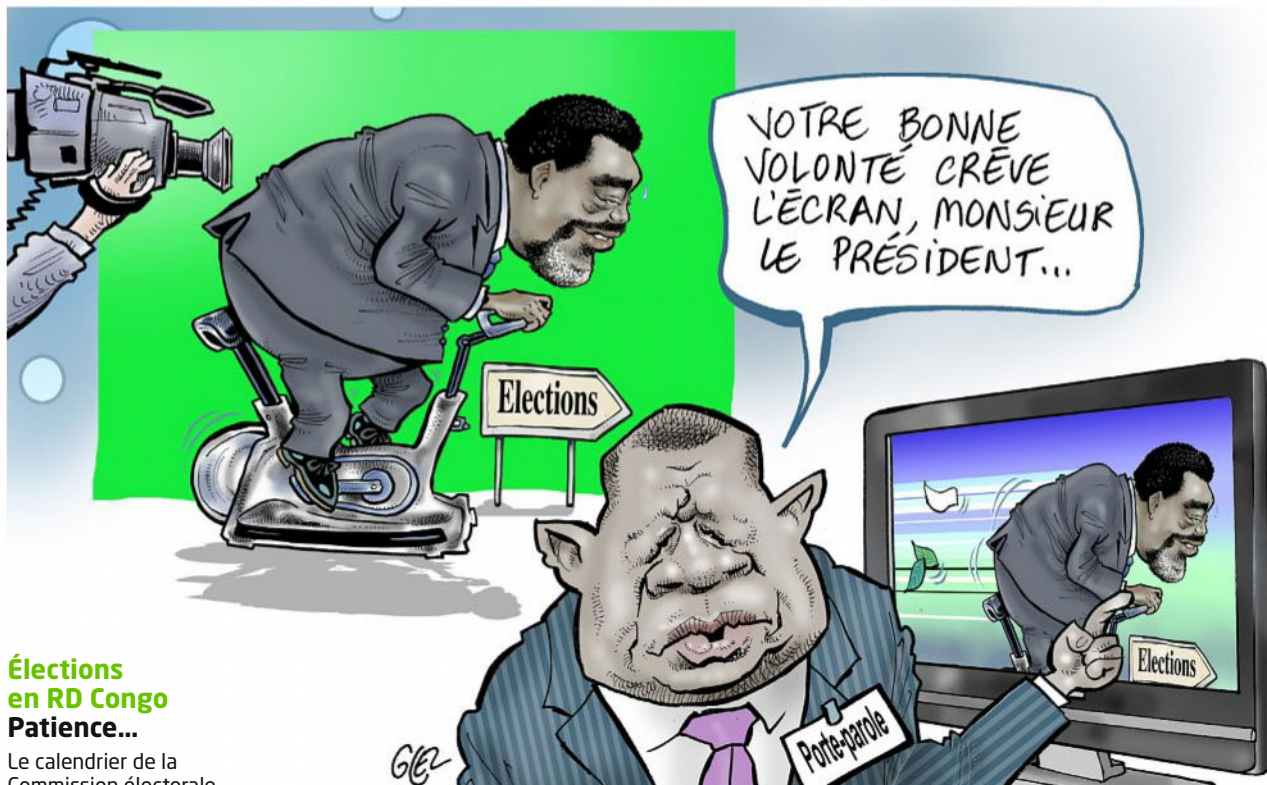


Égypte

Métamorphose militaro-présidentielle

Abdel Fattah al-Sissi, le président égyptien sortant, devrait aborder avec optimisme l'élection présidentielle du premier semestre de 2018, même si les organisations internationales de droits de l'homme dénoncent une régression du respect des libertés. Un régime militarisé sur les bords du Nil, ça ne rappelle pas un ancien raïs?





Élections en RD Congo Patience...

Le calendrier de la Commission électorale congolaise, qui prévoit la tenue de la présidentielle le 23 décembre 2018, sera-t-il respecté? L'actuel président cédera-t-il son fauteuil le 12 janvier 2019, plus de deux ans après la fin de son mandat officiel? Des sceptiques s'inquiètent de nouveaux tours que Joseph Kabila pourrait avoir dans son sac...

Tunisie Casting des présidentiables

Si la prochaine élection présidentielle tunisienne n'est prévue qu'en 2019, c'est en 2018 que les candidats fourbiront leurs armes. Moncef Marzouki et Rached Ghannouchi scruteront les faits et gestes d'un candidat potentiel qui cultive le mystère: Béji Caïd Essebsi, chef de l'État sortant, qui sera alors âgé de 93 ans.



Migrations Gestion en amont, mais jusqu'où?

Comment l'Union européenne pourra-t-elle contenir, en 2018, le flux des migrants portés par les flots méditerranéens? Certaines autorités préconisent une gestion des demandes d'asile en amont des traversées, notamment sur le continent africain, par l'ouverture de « centres de tri », en commençant par le Niger. Jusqu'où ira l'anticipation?

Choisissez la simplicité
et le confort



■ Confiance

■ Originalité

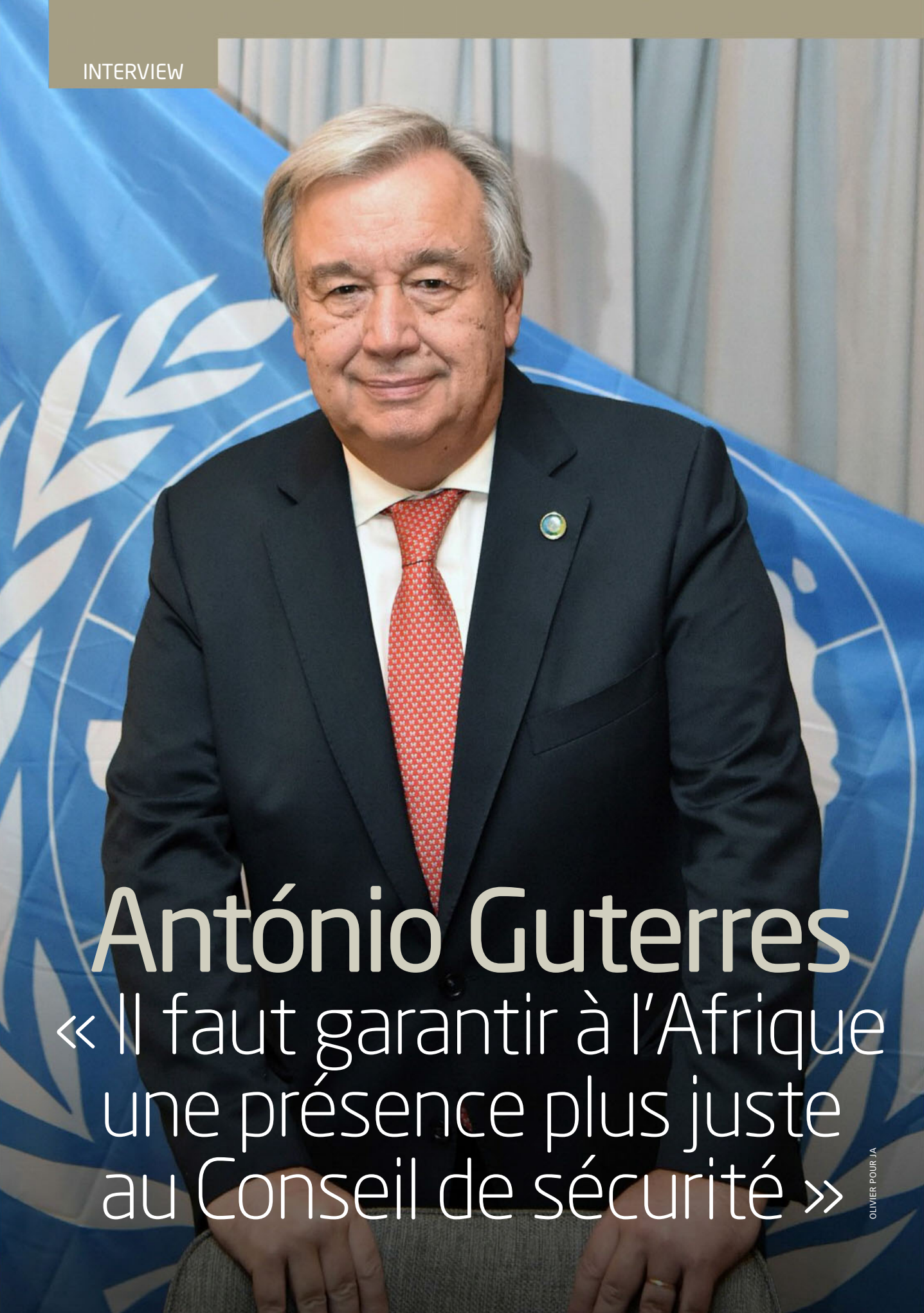
■ Responsabilité

■ Intégrité

■ Sociabilité

La Banque Autrement
www.coris-bank.com



A portrait of António Guterres, the 9th Secretary-General of the United Nations. He is an older man with grey hair, wearing a dark suit, a white shirt, and a red patterned tie. He is standing in front of a large blue United Nations flag, which features the white UN emblem. The background is slightly out of focus, showing vertical folds of the flag.

António Guterres

« Il faut garantir à l'Afrique
une présence plus juste
au Conseil de sécurité »

Terrorisme, opérations de maintien de la paix, déplacement des populations... **Le secrétaire général des Nations unies**, en poste depuis un an, est conscient de la difficulté de sa mission, mais convaincu que l'ONU a encore un rôle important à jouer dans ces domaines. Entretien.

Propos recueillis par Vincent Duhem

C'était il y a un peu moins d'un an. Le 1^{er} janvier 2017, António Guterres devenait le neuvième secrétaire général des Nations unies. Son élection, quelques semaines plus tôt, avait suscité beaucoup d'espoir, notamment en Afrique. Et ce n'est sans doute pas un hasard si c'est en Centrafrique qu'il a choisi de célébrer, en octobre, la 70^e « Journée des Nations unies ».

António Guterres mesure la difficulté de cette responsabilité. Premier ministre du Portugal de 1995 à 2002 et haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés de 2005 à 2015, il connaît les lourdeurs de l'administration qu'il dirige et se fait peu d'illusions sur ses capacités à imposer les décisions de l'ONU aux chefs d'État. Il sait que les Casques bleus déployés en nombre au Mali, en Centrafrique, au Soudan ou en RD Congo sont régulièrement pris pour cibles. Le 8 décembre, il disait sa « profonde peine » après l'annonce de la mort de 15 soldats de la Monusco – la pire attaque jamais perpétrée contre une mission de l'ONU. Mais António Guterres demeure malgré tout persuadé que son organisation peut encore jouer un rôle majeur dans le processus de stabilisation dans les zones de conflits. Lui-même défend la réforme d'une institution vieillissante et aime à répéter que celle-ci ne peut agir seule. Entre le Sahel, la Centrafrique et la RD Congo, où des élections vont devoir être organisées, 2018 sera pour lui une année chargée.

JEUNE AFRIQUE : Quelles réponses peut apporter l'ONU aux problèmes de l'immigration et de l'esclavage en Libye ?

ANTÓNIO GUTERRES : Des mesures immédiates ont été prises pour punir ceux qui sont responsables de ces crimes horribles. Mais nous devons aller plus loin pour résoudre le fond du problème. D'abord, les politiques de coopération pour le développement doivent avoir comme objectif principal de permettre aux gens de vivre chez eux. Ensuite, il nous faut plus de possibilités d'immigration légale. Il y a un déficit démographique en Europe. Et la migration est une partie de la solution. Il faut mieux organiser ce mouvement avec les pays d'origine. Enfin, il faudrait que les services de renseignements, de police, des agences douanières, coopèrent de manière bien plus efficace pour infiltrer ces réseaux, les combattre et arrêter les gens impliqués, les traduire en justice. Il n'y a pas suffisamment de volonté politique.

Certains demandent que la CPI se saisisse de ces cas... Êtes-vous d'accord ?

Je crois qu'il y a des circonstances où la CPI peut être saisie.

N'y a-t-il pas beaucoup d'hypocrisie dans ce débat sur l'immigration ?

Certainement. Les migrations ont toujours existé. Elles sont selon moi une partie des solutions aux problèmes du monde, et pas un problème en elles-mêmes. D'ailleurs, aujourd'hui, il y a une migration Sud-Sud qui est plus importante que la migration Sud-Nord. Et quand mon pays, le Portugal, a connu des difficultés économiques, un grand nombre de mes compatriotes sont allés travailler en Angola. Il faut voir les questions migratoires hors de ce débat quelquefois schizophrénique qui existe en Europe.

Êtes-vous de ceux qui estiment que la baisse de la natalité est une condition nécessaire pour le développement de l'Afrique ?

Il est évident qu'il est de la responsabilité des États de permettre la mise en place d'une planification familiale maîtrisée. Je me rappelle avoir vu dans un village des femmes se marier à l'âge de 12 ou 13 ans. Elles mettaient au monde un grand nombre d'enfants, puis les maris partaient, laissant les femmes seules.

Dans le Sahel, les pays de la sous-région tentent de mettre en place une force militaire antiterroriste. Mais l'ONU semble divisée sur le soutien à lui apporter...

La résolution adoptée le 8 décembre envoie le signal fort que le terrorisme et l'extrémisme violent seront combattus frontalement. Mais elle n'est pas aussi ambitieuse que je l'aurais souhaité et demeure bien évidemment en deçà des attentes des pays de la région. Le défi sera maintenant de négocier, comme demandé par la résolution, dans les meilleurs délais, un accord technique entre les pays du G5, l'ONU et l'Union européenne pour déterminer les modalités de soutien et pour garantir une prévisibilité financière suffisamment importante.

Les migrations ont toujours existé. Elles sont une partie des solutions aux problèmes du monde.

Faites-vous allusion à la position de l'administration Trump dans ce dossier ?

Je ne vise pas un pays en particulier. Ce qui m'inquiète, c'est que les oppositions à l'approche qui est la mienne – une approche multilatérale où les forces africaines doivent être appuyées directement par l'ONU et par un mandat clair du Conseil de sécurité – gagnent du terrain. Il y a aujourd'hui des problèmes de terrorisme qui ne peuvent pas être résolus par les opérations de maintien de la paix classiques et qui exigent des forces africaines qui doivent agir avec un mandat très fort du Conseil de sécurité et avec un financement prévisible, pérenne. Prenons l'exemple de l'Amisom, la Mission de l'Union africaine en Somalie : elle a réalisé un travail extrêmement important, mais elle connaît aujourd'hui des problèmes de financement. Et pourtant : ce qui se passe en Somalie ou au Sahel ne concerne pas seulement les pays de la région, il y va de notre intérêt à tous.

Comment s'intégrerait la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali dans la force du G5 ?

Ce sont deux missions complémentaires. La Minusma pourrait fournir un appui logistique important. Mais les forces de maintien de la paix n'ont pas vocation à faire du contre-terrorisme. Elles n'ont ni l'équipement ni les capacités nécessaires. Cela explique pourquoi elles subissent des pertes dramatiques.

Êtes-vous favorable à l'utilisation de drones de combat au Sahel ? Certains mettent en garde contre les risques de pertes civiles...

Dans toutes les guerres, il y a des risques de pertes civiles. Peu important les instruments que l'on utilise. L'essentiel est le cadre dans lequel les opérations ont lieu.

En Centrafrique, où en est le processus de sortie de crise, et notamment de désarmement ?

Sur le plan politique, il y a désormais une initiative africaine sous l'égide de l'UA. Les Nations unies l'appuient entièrement. En même temps, il y a une aide aux institutions nationales. Car ce qui est le plus dramatique dans ce pays, c'est l'absence de l'État, notamment hors de Bangui. Il faut aussi renforcer le contingent et la capacité d'action de la mission de paix.

L'action de la Minusca est régulièrement critiquée. Avez-vous ressenti cela lors de votre visite à Bangui, en octobre ?

Oui. Mais en même temps il faut reconnaître que sans la Minusca ça serait un désastre. Les critiques devraient en tenir compte. Toutefois, nous avons été amenés à réfléchir et à comprendre qu'il fallait renforcer la capacité de la force, notamment vis-à-vis des exactions commises par les groupes armés.

Y a-t-il une enquête en cours sur l'action de la Minusca ?

Il n'y a pas d'enquête, mais une révision stratégique de son action. Ensuite, il y a eu des cas de violation des droits de

Au Mali, la force d'imposition de la paix doit aussi pouvoir faire le travail antiterroriste nécessaire.

l'homme, d'abus sexuels, qui donnent lieu aux investigations nécessaires. Nous allons prendre une série de mesures pour que la tolérance zéro soit appliquée.

On en revient à la question des mandats et à celle de la pertinence de certaines missions de la paix...

On peut distinguer la nature des risques en Centrafrique et au Mali. En Centrafrique, une mission de maintien de la paix plus robuste peut faire le boulot. Au Mali, en revanche, il faut une force d'imposition de la paix aux capacités élargies, qui puisse aussi faire le travail antiterroriste nécessaire. La mission de maintien de la paix ne peut pas à elle seule résoudre le problème.

En RD Congo, un nouveau calendrier électoral a été publié. Comment s'assurer qu'il sera cette fois respecté ?

La capacité de l'ONU à imposer est limitée. Mais nous avons travaillé avec nos partenaires pour essayer de convaincre les autorités congolaises qu'il est dans leur intérêt de permettre une normalisation de la vie politique en RD Congo. Il y a un risque de crise économique et sociale extrêmement grave. Ce pays a besoin d'autorités légitimées pour qu'elle soit évitée. J'espère que ce nouvel engagement va être respecté, et nous ferons de notre mieux pour appuyer l'organisation des élections à la date prévue.

Quelles relations entretenez-vous avec le président Kabila ?

Une relation de dialogue, mais un dialogue exigeant. ...



Des migrants ivoiriens débarquant à l'aéroport d'Abidjan après leur rapatriement de Libye, le 20 novembre.

LA PERFORMANCE VOUS OUVRE LE MONDE

GROUPE
MAROC
TELECOM



Le Groupe Maroc Telecom, leader des solutions télécoms en Afrique, et Teddy Riner, double champion olympique de judo et 9 fois champion du monde, partagent tellement de valeurs de respect, de confiance et de générosité qu'ils ne pouvaient que se rencontrer.

Nous visons les mêmes objectifs : transmettre notre savoir-faire et notre modèle unique de réussite pour que chacun puisse atteindre l'excellence.

Nous construisons un même rêve : donner à chaque africain le pouvoir de réaliser ses projets, d'apprendre, de se comprendre, d'entreprendre et de réduire les distances entre les pays et les hommes.





ESKINDER DEBEBE/UN PHOTO

Le secrétaire général des Nations unies, au camp de Bangassou, en Centrafrique, le 25 octobre, avant la cérémonie en l'honneur des Casques bleus marocains et cambodgiens de la Minusca tués dans une embuscade en mai.

... La question du conflit entre le Maroc et la RASD a été très présente lors du sommet UA-UE qui s'est tenu fin novembre à Abidjan. Où en est le processus onusien de règlement de ce différend ?

J'ai nommé un nouvel envoyé spécial pour le Sahara occidental, Horst Köhler. Il a fait une première visite dans la région, et j'espère qu'on pourra relancer le processus le plus vite possible.

Le processus doit-il, selon vous, mener à la tenue d'un référendum ?

C'est un processus politique de dialogue dans la cadre des résolutions des Nations unies. On fera tout pour le relancer et pour que les résolutions de l'ONU soient respectées.

Au sein du quartet UA-ONU-Union européenne-Ligue arabe, la coopération est aujourd'hui positive.

Il faut aussi que le Maroc et l'Algérie puissent dialoguer...

C'est en effet nécessaire et important. L'ONU fera de son mieux pour que tout le monde puisse coopérer. Il y a un mandat, il a été interrompu du point de vue pratique pendant une certaine période pour des raisons connues. C'est le moment de le relancer.

La coopération entre l'ONU et l'UA était l'une de vos priorités. Comment a-t-elle évolué concrètement depuis votre élection ?

Je suis très satisfait. Nous avons signé un accord de coopération élargie en matière de paix et de sécurité. Nous préparons un accord en matière de développement durable, en faisant la convergence de l'agenda 2020-2030 et de l'agenda 2063 de l'UA. Nous avons réussi à aligner nos positions sur toutes les crises africaines. C'est le cas au Soudan du Sud, où l'Igad [Autorité intergouvernementale pour le développement], l'UA et l'ONU

sont sur la même ligne, en Centrafrique, où l'ONU appuie l'initiative africaine, mais aussi en RD Congo ou au Burundi.

Et en Libye ?

Un mandat très clair a été donné à Gassam Salamé, qui, selon moi, fait un travail exceptionnel, en dialogue permanent avec l'UA. Nous avons tous en mémoire ce qui s'est passé en Libye. Cela a causé un traumatisme entre le Conseil de sécurité et l'UA. Mais je crois que c'est du passé. La coopération au sein du quartet – UA, ONU, UE, Ligue arabe – est aujourd'hui positive.

Où en est la réforme de l'ONU ?

Concrètement, la grande préoccupation des pays africains, c'est leur présence au sein du Conseil de sécurité. À cet égard, ils sont en quelque sorte doublement victimes de la colonisation, parce que, s'ils y sont peu représentés, c'est aussi parce que l'ONU a été créée avant les indépendances. Il faut garantir à l'Afrique une présence plus juste au Conseil de sécurité. Mais c'est une réforme sur laquelle je n'ai aucun contrôle, bien que je favorise les initiatives des États membres.

Y a-t-il encore de fortes réticences ?

Ce n'est pas une réforme facile.

À titre personnel, n'est-ce pas difficile d'être dans une position où l'on pourrait penser avoir le pouvoir de changer les choses et se rendre compte que l'on est à ce point dépendant de la volonté des États ?

C'est très difficile. Vous avez bien défini la situation.

Mais pensez-vous que l'ONU ait encore un rôle important à jouer ?

Bien sûr. L'ONU, ce sont les États membres, ce n'est pas le secrétaire général. C'est la seule plateforme dans le monde où tous les États membres sont capables de mettre en commun leurs préoccupations, leurs initiatives, pour que l'on puisse surmonter les crises graves du monde actuel. ●



Nous sommes présents et **partenaires de l'Afrique** depuis **20 ans**
 Nos **6700 collaborateurs** contribuent chaque jour au
 développement économique et au progrès social du continent.



NOS METIERS
 La gestion globale du cycle de l'eau,
 des **déchets** et de l'énergie.

ÉVÉNEMENTS



28 GÉOPOLITIQUE
Les 7 printemps des
révolutions arabes

36 MICHAËLLE JEAN
Opération reconquête

44 ÉTATS-UNIS
Désordre nouveau

48 TOGO
Interview exclusive
de Faure Gnassingbé

56 ÉLECTIONS
Quitte ou double

Les partisans du leader
de l'opposition Raila Odinga
face aux forces de l'ordre,
le 17 novembre, à Nairobi.





Géopolitique

Les 7 printemps des révolutions



Un membre des Forces démocratiques syriennes, lors de la reprise de Raqqa, le 16 octobre.

Que reste-t-il du **vent de contestation populaire** qui s'est levé en 2011 dans les pays arabes, du Maroc au Yémen? Alors que les rêves de changement ont été balayés par des crises politiques profondes et par l'hydre jihadiste, l'heure est à la « reprise en main » contre-révolutionnaire.

Laurent de Saint Périer

Il y a sept ans, le 17 décembre 2010, un jeune marchand de légumes tunisien s'est immolé par le feu, sacrifice offert au seul apaisement de son désespoir. Le geste du martyr sans cause a libéré de leurs peurs des millions de ses frères arabes qui se sont soulevés contre les pouvoirs autoritaires dont la pérennité était vue, de loin, comme un gage de leur solidité. De janvier à mars 2011, six pays, la Tunisie, l'Égypte, le Yémen, Bahreïn, la Libye et la Syrie, entraient en révolution quand d'autres régimes – en Algérie, en Arabie saoudite, en Jordanie et au Maroc – parvenaient in extremis à conjurer la menace. L'embrasement causé en ce début de 2011 par l'allumette du petit vendeur de Sidi Bouzid était aussi peu anticipé que l'incendie dantesque qui, sept ans plus tard, n'en finit plus de consumer le monde arabe et dont les flammèches retombent sur les cinq continents. Qu'en sera-t-il demain? Plus que l'hyperterrorisme du 11 septembre 2001, plus que la crise cataclysmique des subprimes de 2007-2008, ce que les médias internationaux ont rapidement appelé le Printemps arabe est l'événement qui a changé la face du monde au XXI^e siècle, aux conséquences comparables à celles de la chute du mur de Berlin au siècle précédent. Un « grand chambardement », titrait en 2016 l'essai de l'ancien ambassadeur français en Irak et en Tunisie Yves Aubin de La Messuzière (*lire pp. 30-31*).

POUVOIR RÉPRESSIF. Ce 4 décembre 2017, le crâne éclaté par une balle, le général Ali Abdallah Saleh, maître machiavélique du Yémen pendant trois décennies, est allé rejoindre dans la tombe le colonel libyen Mouammar Kadhafi, abattu le 20 octobre 2011 par des miliciens insurgés. Deux autres raïs déchus, le Tunisien Zine el-Abidine Ben Ali et l'Égyptien Hosni Moubarak vivent en reclus, et les deux régimes contestés qui se sont maintenus, ceux du Syrien Bachar al-Assad et du roi de Bahreïn Hamad Al Khalifa, ne survivent qu'en ayant livré leurs pays à des armées étrangères. Mais si les révolutions arabes ont eu raison de quatre dictateurs, elles ont épuisé les forces politiques de tous bords, gauchistes, libéraux et islamistes, sans mettre fin aux dictatures, comme ...

BULENT KILIC/AFP

De jeunes participants au Misk Global Forum, sponsorisé par la fondation du prince Mohammed Ibn Salman, à Riyad, en novembre.



Yves Aubin de La Messuzière

Ancien ambassadeur, auteur de *Monde arabe, le grand chambardement*, Plon, 2016.

De la transition tunisienne à la tragédie

Faire un bilan d'ensemble du Printemps arabe, depuis son émergence en 2011, ne fait pas vraiment sens, tant les situations sont contrastées au Machrek comme au Maghreb. La relative réussite de la transition en Tunisie et la tragédie sans fin que vit la Syrie en sont la démonstration.

Les diplomaties occidentales, surprises par les mouvements tectoniques à caractère révolutionnaire qui ont renversé les régimes autocrates en Tunisie et en Égypte, ont cru à tort à un effet domino. Mais il faut se garder de porter un

jugement réducteur sur l'échec du Printemps arabe, même si la désillusion est grande devant les conflits qui n'en finissent pas, de la Libye au Yémen, en passant par la Syrie et la Palestine. Les causes sont tout aussi endogènes au sein d'États faillis, qu'exogènes du fait des interventions des puissances régionales et internationales. L'échec de l'islam politique, notamment en Égypte et en Tunisie, où des formations islamico-conservatrices s'étaient pourtant imposées par des voies démocratiques, a ouvert de nouvelles voies à l'islamisme radical. Le groupe

État islamique a été démantelé en Irak et en Syrie, mais ses épigones survivent, aux côtés des branches d'Al-Qaïda, au Yémen, en Libye et en Égypte.

tandis que les États-Unis s'effacent relativement. Les bouleversements créés par l'occupation américaine en Irak et les insurrections en Syrie et au Yémen favorisent

Le mouvement vers plus d'État de droit et de lutte contre la corruption est inéluctable.

Les équilibres géostratégiques bousculés par les révolutions s'en trouvent modifiés. La Russie de Poutine fait un retour impérial au Proche-Orient,

l'extension de l'influence de Téhéran, qui détient entre ses mains l'avenir du régime de Bachar al-Assad. En réaction, la monarchie saoudienne, sous l'impulsion de

... en témoigne le pouvoir répressif d'un nouvel homme fort en Égypte, le maréchal président Abdel Fattah al-Sissi. Elles ont accouché directement ou indirectement de guerres dévastatrices en Syrie, en Libye, dans le Sahel, en Irak et au Yémen, qui forment aujourd'hui un cercle de feu autour du monde arabe.

NAÏVE. Des failles révélées ou ouvertes par les révolutions a surgi, en 2014, la nouvelle hydre jihadiste et terroriste de Daesh, qui a essaimé jusqu'aux Philippines et porté la mort jusqu'au cœur de l'Europe et des États-Unis. Sept ans après l'euphorie révolutionnaire, le décompte sans fin des centaines de milliers de victimes de ces crises a masqué le souvenir des masses descendues pacifiquement dans les rues en 2011 pour obtenir enfin le pain, la dignité et la justice sociale. Dans son rapport 2017 diffusé le 20 novembre, la Fondation Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique dresse ce constat évident à propos de l'Égypte, de la Libye et de la Tunisie : « Les résultats sont contrastés. » Mais, fin novembre, l'opinion internationale est médusée par la révélation, sur CNN, de l'existence de marchés aux esclaves subsahariens en Libye et remarque à peine le projet de loi

contre la discrimination raciale présentée au même moment par la Tunisie, pionnière du monde arabe en la matière.

En sept ans, le discours sur les révolutions arabes s'est inversé. Le récit de la peur et de la sécurité a remplacé celui de l'espoir et de la liberté. L'exaltation optimiste mondialement partagée en 2011 apparaît aujourd'hui naïve, voire dangereusement aveugle. Les « prophéties autoréalisatrices » d'Assad – un séisme régional, des ondes de choc mondiales – ont acquis tout le crédit perdu par les utopies révolutionnaires et le *wishful thinking* (« vœu pieux ») démocratique des Occidentaux. Était-ce mieux sous Ben Ali ? Sous Kadhafi ? Sous Moubarak ? Était-ce mieux en Syrie avant le 15 mars 2011 ? Quand ces questions passaient pour aberrantes en 2012, la réponse affirmative est devenue pour beaucoup, jusque dans les pays concernés, une évidence. En avril 2016, dans un discours délivré dans la capitale saoudienne, le roi du Maroc, Mohammed VI, a donné le nouveau « la » : « Après ce qui fut présenté comme un Printemps arabe qui a occasionné tant de ravages, de désolations et de drames humains, nous vivons aujourd'hui un automne calamiteux. »

Le 23 novembre 2017, Thomas Friedman, éditorialiste réputé du *New York Times*, achevait l'idée d'un printemps ...

syrienne

l'impétueux Mohammed Ibn Salman, constitue un front sunnite contre l'axe chiite. Son aventure guerrière risquée au Yémen, l'échec de ses initiatives pour isoler le Qatar et mettre le Liban sous tutelle fragilisent le royaume. Au total, dans ce chaos multipolaire, les États ne seront pas démantelés. Le dogme de l'intangibilité des frontières s'imposera. Sont ainsi écartés l'instauration d'un « Sunnistan » au Levant, un État alaouite en Syrie ou un État kurde en Irak. Mais, à terme, une fois la stabilité retrouvée, ces États évolueront probablement dans un cadre décentralisé.

Hormis la Libye, pays fragmenté, où tout est à construire, le Maghreb devrait connaître la stabilité en dépit des tensions sociales et politiques récurrentes. La singularité de la situation en Tunisie tient surtout à la force de la société civile, qui a réussi à sauver la transition. Quatre de ses composantes, l'UGTT [premier syndicat], la Ligue des droits de l'homme, l'Ordre des avocats et l'Utica [patronat], récompensés en 2016 par le prix Nobel de la paix, ont été les promoteurs du « dialogue national », qui a permis l'adoption d'une Constitution, la plus

avancée du monde arabe. L'État y est qualifié de « civil », tandis qu'est reconnue la liberté de conscience et de croyance.

La monarchie marocaine, dont la légitimité n'est pas en cause, a su anticiper les réformes institutionnelles nécessaires, tandis que le souvenir des années noires de la guerre civile en Algérie a sans doute écarté une contestation généralisée. Les populations des trois pays du Maghreb central se sentent assez peu concernées par les tragédies que vivent celles du Proche-Orient.

Les ressorts des révolutions arabes n'ont pas disparu, tant ils sont profondément ancrés dans les sociétés. Même s'ils n'ont pas débouché sur des solutions politiques stables, ces mouvements portés par les jeunes générations marqueront à terme la fin progressive du modèle monolithique autoritaire dans ses différentes versions : religieuse, civile ou militaire. Le mouvement vers plus de démocratie, d'État de droit, de pluralisme, de lutte contre la corruption est inéluctable, mais s'inscrira dans le long terme. ●



VINCENT FOURRIER POUR JA

... révolutionnaire en présentant le jeune et impérieux Mohammed Ibn Salman comme porteur d'un Printemps arabe à la saoudienne qu'il oppose aux autres Printemps arabes, « qui, venus d'en bas, ont tous échoué lamentablement, sauf en Tunisie ». Professeur à Sciences-Po Paris et codirecteur de *Révolutions et transitions politiques dans le monde arabe*, paru en août 2017 (Karthala), Mohammed el-Oifi confirme : « La perception dominante du Printemps arabe a profondément évolué. Les raisons sont multiples, mais c'était, avant tout, l'objectif principal des forces de la contre-révolution menée par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et les élites traditionnelles dans la région, qu'elles soient militaires ou politiques. Il fallait faire perdre à la révolution sa pureté originelle, noyer la contestation politique dans le sang et attiser la violence militarisée dans laquelle l'État espère avoir le dernier mot. »

Le nouveau modèle aujourd'hui proposé a été élaboré à la fin du siècle dernier par feu le président des EAU, Cheikh Zayed al-Nahyane, celui d'un régime autoritaire adepte de l'ultralibéralisme économique qui affiche, dans des domaines choisis, des postures progressistes de bon aloi au sein des chancelleries et de la presse occidentales. Peaufiné par des cabinets de conseil occidentaux, porté par une cohorte d'agences de communication, ce modèle est aujourd'hui promu à grands coups de pétrodollars, ou de bombes, par le prince Mohammed, fils de Zayed, et son complice, l'héritier saoudien Mohammed Ibn Salman. Mais un univers sépare la très remarquée permission de conduire accordée aux femmes par le monarque saoudien en septembre 2017 de la levée par le palais de Carthage, au même moment, de l'interdiction faite aux Tunisiennes d'épouser des non-musulmans. Si les deux mesures répondaient à des attentes profondes des sociétés, l'une est le fait d'un prince qui démontre ailleurs le peu de cas qu'il fait des libertés et des vies humaines quand l'autre est une conséquence logique des aspirations

populaires exprimées en 2011. Las, dans un contexte mondial d'anxiétés économiques, sécuritaires et nationales, et alors que l'état de guerre se généralise de Tripoli à Mossoul, « l'homme fort » fait figure de dirigeant providentiel, voire de sauveur. Celui de la Maison-Blanche, Donald Trump, a toutes les complaisances vis-à-vis des dirigeants à poigne du Moyen-Orient, en Égypte, en Arabie saoudite, aux EAU

La France révolutionnaire a dû épuiser deux empires et deux monarchies pour que triomphent ses idées.

mais aussi en Israël. Au Caire, le maréchal Sissi est devenu un client et un allié privilégié de la France, tandis que la communauté internationale accorde des égards croissants à son voisin libyen, le maréchal Khalifa Haftar, au détriment de son rival Fayez al-Sarraj, le Premier ministre reconnu par les Nations unies.

CLIVAGE. Dans la foulée de 2011, les pays révolutionnaires ont vu s'opposer les forces séculières socialistes et libérales aux partis islamistes pour l'éphémère victoire de ces derniers. En 2017, le monde arabe, miné par les guerres, s'est scindé en deux camps hostiles : un axe « moderniste », autoritaire et éradicateur de l'islam politique mené par l'Arabie saoudite, les EAU et l'Égypte contre un axe non moins autoritaire mais réputé promoteur de l'islamisme rassemblant la Turquie, le Qatar, le Hamas palestinien et, dans une moindre mesure, l'Iran. De Bagdad à Tripoli, ce clivage détermine désormais les scènes politiques locales. Quant au champ militaire, il est dominé au Moyen-Orient par des puissances non arabes : la Russie et l'Iran, en voie de remporter la guerre de Syrie ; la Turquie, qui envoie ses chars dans les provinces rebelles syriennes ainsi qu'au nord de l'Irak et établit une base au

Irréductibles optimistes

Le 7 décembre, l'agence Sigma Conseil présentait à Tunis les résultats d'une enquête d'opinion éclairante intitulée « Enseignements de sept ans de la révolution tunisienne ». La perception des événements de 2011 et de leurs suites est pessimiste. Pour 8 % des sondés considérant que la révolution a globalement réussi, 51 % estiment qu'elle a échoué. Et ils sont 80 % à penser que la situation est pire, même « bien pire » qu'à la veille des événements. Leur impact est vu comme

négatif sur la situation économique (90 %) comme sur la situation sociale (79 %). Mais entre ces chiffres préoccupants, il y a des signes d'espoir et d'optimisme. Ainsi, les sondés considèrent que les principaux gains sont la liberté d'expression et la démocratie. Et, si 44 % des Tunisiens considèrent la révolution comme une « perte personnelle », ils sont 23 % à la voir au contraire comme une « victoire personnelle ». À chacune des questions posées apparaît ainsi un

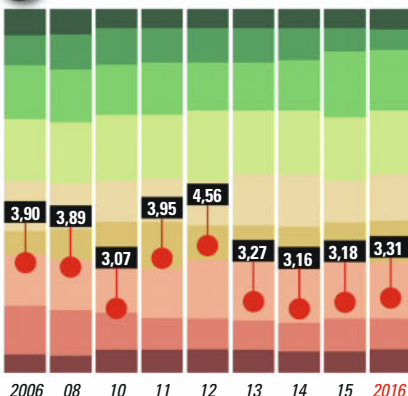
groupe de 15 % à 25 % de sondés qui restent positifs dans leur perception de la révolution. « Ces 20 % vont sauver les 80 % de leurs concitoyens », commente Hassen Zargouni, président de Sigma, pour qui il existe une vraie exception tunisienne héritée d'une histoire ouverte plus précocement qu'ailleurs aux idées et influences européennes. « Si la révolution tunisienne a inspiré ses voisins, son expérience n'est pas transposable », estime-t-il.

L.S.P.

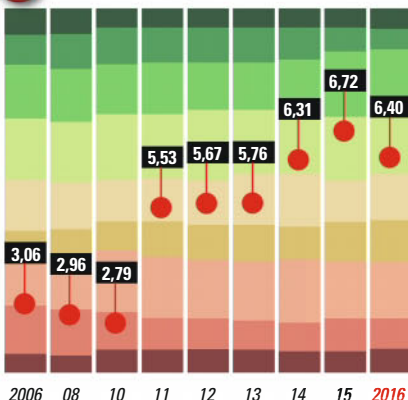
Démocratie en dents de scie

Indice de démocratie 2016 du département de recherche du magazine britannique The Economist, basé sur 60 indicateurs.

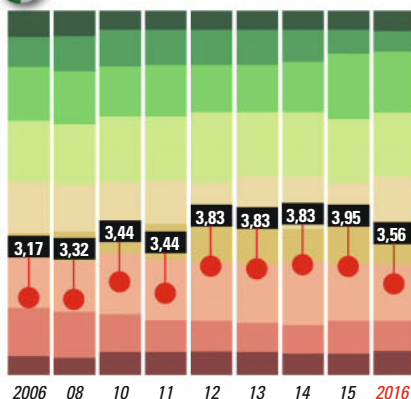
ÉGYPTE



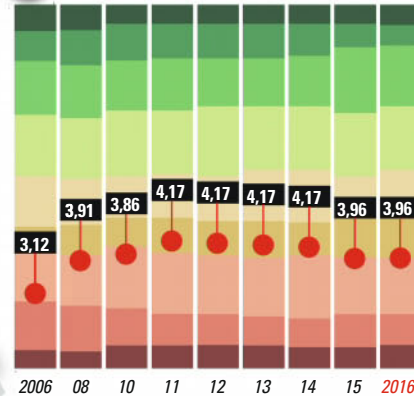
TUNISIE



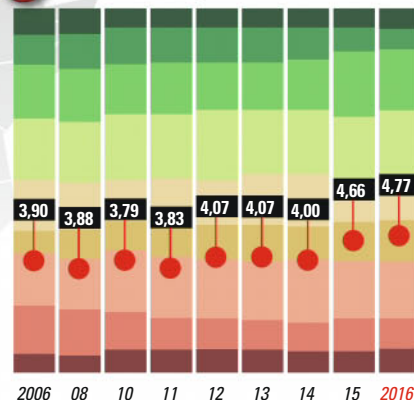
ALGÉRIE



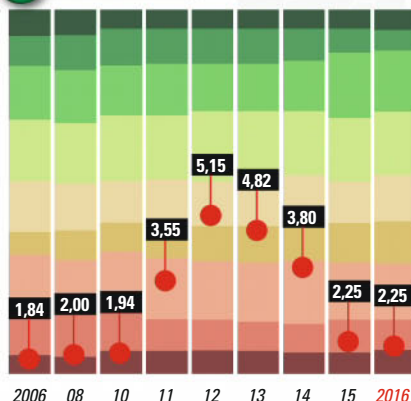
MAURITANIE



MAROC



LIBYE



Démocratie complète
Démocratie imparfaite
Régime hybride
Régime autoritaire

Qatar ; et enfin Israël, qui multiplie les frappes à sa frontière nord et menace de se lancer dans une grande offensive. Dans ce contexte explosif, l'idée de transition démocratique semble enterrée, les économies affaiblies peinent à garantir le pain exigé par les foules de 2011, et les libertés sont opportunément présentées comme un luxe qui ne se mange pas.

Face au chaos qui règne à l'est mais aussi dans son Sud sahélien, les pays du Maghreb francophone montrent une remarquable stabilité. La Tunisie, d'où a surgi la flamme révolutionnaire, poursuit non sans difficultés mais avec succès sa transition politique dans la direction tracée en 2011. Mais celle-ci demeure fragile, le pessimisme prévaut dans l'opinion (*lire ci-contre*), et le petit pays reste sous le feu menaçant de la guerre libyenne. En Algérie, encore meurtrie par la guerre civile des années 1990, les autorités sont parvenues en 2011 à juguler la contestation à grand renfort de primes et de subventions. Mais la chute des cours du pétrole a tari les ressources de l'État, qui aurait du mal à appliquer

aujourd'hui les mêmes remèdes. Et la situation économique est critique. (*lire fiche pays p. 122*).

Reste le Maroc, qui, en 2011, a connu son Mouvement du 20-Février. Passé l'inquiétude, le pouvoir royal a su désamorcer la bombe par la mise en œuvre de réformes politiques et sociétales tout en maintenant ses prérogatives.

Pour Mohammed el-Oifi, « face au Printemps arabe, il n'y a pas d'exception marocaine. Aujourd'hui, l'impasse du Parti de la justice et du développement, l'unique bénéficiaire du Mouvement du 20-Février, est liée à la reprise en main par le roi de l'essentiel du pouvoir ».

Partout ailleurs qu'en Tunisie, l'heure est ainsi à la « reprise en main ». Mais les autorités ont-elles davantage que les opinions conscience que sept ans ne sont qu'un balbutiement à l'échelle de l'Histoire ? Sept ans après le 14 juillet 1789, la France révolutionnaire se relevait à peine de la Terreur, et les partisans de l'Ancien Régime étaient sur le point de l'emporter dans les urnes. Elle a dû épuiser deux empires et deux monarchies pour que triomphent ses idées. ●



HUMEUR

Nadia Lamlili



Allah est grand, la femme aussi...

L'année 2018 s'annonce prometteuse après le lot de bonnes nouvelles que 2017 a apporté dans les pays arabes en matière de droit des femmes.

C'est la Tunisie, historiquement pionnière, qui s'est le plus illustrée, avec deux actions « coup de poing ». Le 13 août 2017, à l'occasion de la journée de la femme tunisienne, le président Béji Caïd Essebsi a décrété vouloir réformer les lois musulmanes sur l'héritage afin de permettre l'égalité successorale. Un mois après, l'entourage présidentiel a annoncé l'abrogation de toutes les circulaires interdisant le mariage des Tunisiennes avec des non-musulmans.

De quoi hérisser la barbe des gardiens du temple orthodoxe, dont ceux de la prestigieuse institution Al-Azhar, qui ont désavoué ces réformes, les qualifiant de « contraires à la charia ».

Mais c'était compter sans la force de ce vent de changement, qui a soufflé même sur les pays les plus régressifs du monde en matière des droits des femmes. Le 26 septembre, un décret royal a autorisé les Saoudiennes à conduire. On peut en rire, mais c'est une révolution dans un royaume où chaque femme vit encore sous la tutelle d'un homme de sa famille. La Jordanie et le Liban n'ont pas démerité non plus. Suivant le modèle tunisien, ils ont aboli la possibilité pour un violeur d'échapper à la prison s'il épouse sa victime.

Dans le monde arabe, les lignes sont bel et bien en train de bouger en faveur des femmes. Mais uniquement au niveau des lois. Car leur quotidien pâtit encore d'un fléau majeur, appelé harcèlement sexuel.

Les images d'agression qui nous sont venues cette année du Maroc, dont celles d'une tentative de viol collectif d'une jeune fille dans un bus, nous ont rappelé la réalité violente de la rue. En Égypte, pays considéré comme le plus dangereux pour les femmes, un avocat conservateur, interviewé par une chaîne de télévision locale, en est arrivé à dire que la fille qui marche dans la rue avec un jean déchiré « mérite d'être violée ». « C'est même un devoir national que de la harceler et la violer », avait-il vociféré sous le regard horrifié des autres invités. Il a depuis été condamné à trois ans de prison.

Ces déclarations violentes, pour ne pas dire criminelles, viennent rappeler que le corps de la femme, malgré les bonnes intentions des politiques, n'appartient toujours pas à celle-ci. Dans bien des pays arabes, la fabrique du mâle alpha tourne à plein régime. Tous les jours, les réseaux sociaux dégagent des effluves aussi nauséabonds que l'appel à la violence de cet avocat égyptien.

Résultat : le discours réformiste ne peut plus passer uniquement par les lois et les quelques leçons dispensées par un enseignement public défectueux. Le temps est venu d'utiliser l'instrument qui parle le plus à la rue : la religion. Pendant de longues décennies, les mosquées ont servi à embrigader les jihadistes et à vendre un discours des plus obscurantistes à la jeunesse arabe. Il est grand temps qu'elles se transforment en porte-voix de la nouvelle société que nous voulons édifier. Tous les vendredis, au lieu de décréter leur vision manichéenne du halal et du haram, les imams doivent réapprendre aux gens les règles basiques du savoir-vivre : qu'il est interdit de harceler une femme dans la rue, qu'elle a droit à l'espace public autant que l'homme, que le viol est un crime aux yeux d'Allah...

Il va sans dire que ce changement sera plus facile à mener dans les pays où l'État exerce un contrôle sur le culte. Au Maroc, le roi, première autorité religieuse du pays, a pu lancer une réforme d'envergure, même si elle avance timidement en raison de la résistance des conservateurs. L'État tunisien, qui nous a agréablement surpris cette année, pourrait aussi insuffler ce changement, du moins dans les mosquées qui sont sous son aile (certaines échappent encore à son contrôle).

Au moment où la parole se libère un peu partout dans le monde dans le sillage de l'affaire Weinstein, rares sont les femmes arabes qui ont déballé les actes d'agression

Dans les pays arabes, il ne suffit pas d'édicter des lois pour arracher des droits. Il faut aussi éduquer le peuple.

qu'elles ont subies. Celles qui ont osé dire #metoo sont généralement issues de la classe moyenne, instruites et engagées depuis longtemps dans la bataille de leur libération. Mais le plus gros du bataillon – celles qui ne parlent pas, qu'on n'entend pas – a refoulé ses blessures dans les limbes du silence et de la *hchouma* (« honte »).

Lorsqu'elles verront que le discours d'Allah a changé dans les mosquées et que les hommes ont commencé à les regarder comme des êtres humains et non comme une *aoura* (« tentation »), les femmes pourront alors exister sans avoir honte de leur féminité.

Dans les pays arabes, on l'aura compris, il ne suffit pas d'édicter des lois pour arracher des droits. Il faut aussi éduquer le peuple. ●



Un partenaire de long terme pour les besoins énergétiques de l'Afrique



- Production d'électricité - solaire, hydroélectrique, biomasse, géothermie, gaz
- Installations hors réseau et mini-réseaux
- Services à l'énergie et gestion des installations
- Infrastructures gazières

www.engie-africa.com

A decorative horizontal bar at the bottom of the page, composed of several segments in shades of blue and green.



ÉLODIE GRÉGOIRE/REA

Michaëlle Jean Opération reconquête

La secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie sollicitera **un deuxième mandat** en octobre 2018, au sein d'une institution où elle a encore du mal à s'affirmer. **Justine Spiegel**

Ce mot d'ordre, Michaëlle Jean l'a voulu discret mais elle a tenu à le faire passer à ses troupes dès le mois de juillet dernier. « Nous sommes en campagne ! » Éluë en novembre 2014 à la tête de

l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), elle sait que le temps passe vite et que le sommet d'Erevan (Arménie) en octobre 2018 approche à grands pas. Elle y sollicitera un deuxième mandat de quatre ans et

aucun de ses prédécesseurs n'a jamais échoué à se faire réélire. Si les États membres de l'OIF devaient ne pas lui renouveler leur confiance, ce serait une première – et un véritable camouflet. Mais Michaëlle Jean, 60 ans, peine

à s'affirmer. Ces derniers mois, les rumeurs d'une candidature de l'ancien Premier ministre béninois Lionel Zinsou, réputé proche d'Emmanuel Macron, n'ont pas été pour la rassurer. Surtout que l'Élysée n'a pas



Les visites de présidents africains se font rares dans son bureau de l'avenue Bosquet, à Paris.

l'air pressé de lui apporter son soutien... Dans son discours à l'université de Ouagadougou, le 28 novembre 2017, le chef de l'État français a longuement abordé la place de la langue française en Afrique, sans jamais citer l'OIF ni sa secrétaire générale. Les détracteurs de Michaëlle Jean se plaisent aussi à souligner qu'Emmanuel Macron avait

demandé à Leïla Slimani, sa représentante personnelle pour la francophonie, de réaliser un « dictionnaire de la francophonie », alors même que l'OIF a une directrice « Langue française, culture et diversités », Youma Fall, qui aurait pu être mise à contribution. L'épisode a eu le don d'irriter la secrétaire générale. « De tels projets ont déjà été lancés sans jamais voir le jour, remarque son directeur de cabinet, Jean-Louis Atangana. Mais nous avons reçu Leïla Slimani. Nous avons une expertise et nous sommes prêts à travailler ensemble. »

« **EFFICACITÉ** ». Pour autant, l'Élysée bat-il froid Michaëlle Jean ? À cette question, les proches de la secrétaire générale répondent par la négative et rappellent qu'Emmanuel Macron l'a reçue le 31 juillet 2017. « Les discussions se sont parfaitement bien passées », affirme Jean-Louis Atangana, qui en veut pour preuve le fait que le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne est régulièrement reçu au siège parisien de l'OIF. « Michaëlle Jean et Emmanuel Macron ont échangé leurs numéros de portable », ajoute-t-il. Mais selon des proches du président, l'entretien a été en demi-teinte. « Les retours des collaborateurs de Macron étaient loin d'être bons, assure un cadre de l'OIF. Ils sont très sceptiques sur son efficacité. » Paris s'agacerait de ce que lui coûte la Francophonie, pour des résultats parfois considérés comme assez minces.

Le problème de Michaëlle Jean, c'est que certaines portes lui restent fermées et que les chefs d'État africains ne se bousculent pas avenue Bosquet, au siège de l'organisation, comme c'était le cas du temps d'Abdou Diouf. « Elle a

de bons rapports avec Macky Sall ou Ibrahim Boubacar Keïta, mais elle peine à tisser un lien de confiance avec les présidents d'Afrique centrale, résume le cadre de l'OIF. Joseph Kabila et Denis Sassou Nguesso ne la reçoivent pas. » En 2014, désireux que le secrétariat général reste africain, ce dernier avait d'ailleurs œuvré pour l'élection de son compatriote Henri Lopes.

C'est là le péché originel de Michaëlle Jean aux yeux de ses détracteurs : Canadienne d'origine haïtienne, elle a été imposée à la tête de l'OIF lors du sommet de Dakar par François Hollande. Elle ne serait donc pas légitime. De plus, à peine élue, cette ex-gouverneure générale du Canada

l'Afrique – c'était un pilier de l'institution. Exit aussi en 2017 Nicolas Simard, ancien directeur de la planification et de l'évaluation à l'époque de Diouf, puis directeur de cabinet d'Adama Ouane. Le Canada lui a proposé dans la foulée le poste d'ambassadeur en RD Congo. « Abdou Diouf avait un savoir-faire remarquable, juge un ex-responsable de la Francophonie à l'Élysée. Il manque aujourd'hui cette même expertise africaine. »

FRONDE. Bien qu'elle ait fait campagne sur le thème « l'africanité globale » et qu'elle y ait multiplié les déplacements, Michaëlle Jean connaît mal le continent. Avenue Bosquet, l'Afrique est officiellement

Si les États membres ne lui renouvelaient pas leur confiance, ce serait un véritable camouflet.

(une fonction honorifique bien plus qu'exécutive) a imposé sa méthode. L'institution a ses codes, très rigides, mais Michaëlle Jean a voulu repenser la maison et ses fondations telles que posées par l'ex-administrateur de l'OIF Clément Duhaime (2006-2015). Elle a choisi, pour la première fois dans l'histoire de l'organisation, de ne pas respecter la règle de la répartition géographique : alors que le poste d'administrateur devait revenir à une personnalité d'Afrique centrale, elle a préféré désigner le Malien Adama Ouane, 70 ans, un ex-fonctionnaire de l'Unesco. Lequel, sitôt nommé, a congédié tous les hauts cadres qui avaient été mis en place par Abdou Diouf. Parmi eux, Ousmane Paye, conseiller spécial de l'ancien secrétaire général et fin connaisseur de

« gérée » par le Canadien d'origine camerounaise Georges Nakseu Nguefang, directeur des affaires politiques et de la gouvernance démocratique. Il opère en binôme avec Jean-Louis Atangana. C'est ce duo qui a préparé les deux missions de l'OIF au Togo, qui étaient prévues en octobre dernier. Entre une « mission mal préparée » et les « problèmes de calendrier » évoqués par le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, elles se sont toutes deux soldées par des échecs. À l'OIF, on tient à relativiser : « aucune organisation ne peut imposer une médiation », insiste Jean-Louis Atangana. Mais tout de même, l'affaire n'est pas passée inaperçue.

Il y a plusieurs mois, Michaëlle Jean a également dû faire face à une fronde ...



MICHEL EULER/AP/SIPA

Le 31 juillet 2017, elle était reçue par Emmanuel Macron à l'Élysée.

... en interne – et a essuyé son premier revers institutionnel. Réunies exceptionnellement, les commissions administrative et financière (CAF) et de la coopération et de la programmation (CCP) ont stoppé le projet *Hermione*, pour lequel la secrétaire

générale demandait un prélèvement complémentaire de 250 000 euros sur les fonds de réserve de l'OIF. Certains pays, dont le Canada et la province du Québec, s'y sont très nettement opposés, estimant qu'il ne présentait pas un « caractère urgent ». Qualifié

de « caprice » en interne, ce projet, qui vise à la formation de cent jeunes francophones à bord de la frégate *L'Hermione*, a également été très critiqué par huit des neuf directeurs de l'OIF. « Notre démarche initiale était tout à fait courante, nous cherchons

d'abord à voir s'il est possible de puiser dans les fonds de réserve », justifie le porte-parole de Michaëlle Jean, Bertin Leblanc. Il n'empêche : le programme n'a finalement pu être financé (et lancé en décembre) que grâce à une réallocation budgétaire.

Une épine nommée Kako Nubukpo

Dans quelques semaines, une commission disciplinaire examinera le cas de Kako Nubukpo, directeur de la francophonie économique et numérique, suspendu « à titre conservatoire » de ses fonctions le 5 décembre 2017. Soit quelques jours après la publication par le Togolais d'une tribune s'attaquant aux propos sur le franc CFA tenus à Ouagadougou le 28 novembre par le président français Emmanuel Macron.

Les recommandations (non contraignantes) de cette commission permettront à Michaëlle Jean et à Adama Ouane, l'administrateur de l'OIF, de statuer et d'infliger ou non une sanction définitive à cet ancien ministre de la Prospective de Faure Gnassingbé.

En écartant l'économiste, bien connu pour ses positions anti-franc CFA, la patronne de l'OIF a voulu envoyer des signaux aux dirigeants des pays membres de l'organisation à quelques mois de l'élection d'un nouveau secrétaire général. D'abord à l'Élysée, dont le maître des lieux, Emmanuel Macron, a ainsi été pris à partie par un haut fonctionnaire de l'institution. Ensuite aux chefs d'État africains irrités par les sorties de Kako Nubukpo. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2017 à New York, Alassane Ouattara, le président ivoirien, avait fait part à Michaëlle Jean de son incompréhension face au maintien en poste de Kako Nubukpo.

J.S.

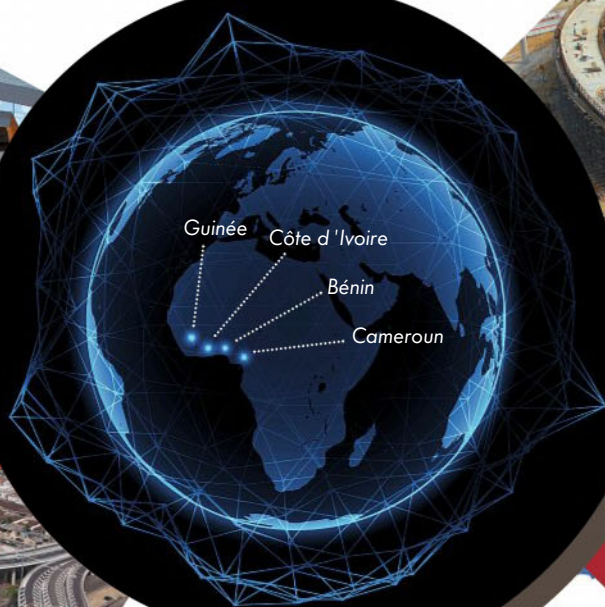
PARACHUTÉ. La fin de l'année 2017 n'aura pas été non plus de tout repos puisque l'OIF a suspendu son directeur de la francophonie économique et numérique, Kako Nubukpo, un ancien ministre togolais connu pour ses prises de position hostiles au franc CFA (*lire l'encadré ci-contre*). Michaëlle Jean a-t-elle voulu donner des gages à Paris, comme en 2016 lorsque Dominique Delpuech (ex-premier conseiller à l'ambassade de France à Haïti) avait été parachuté au poste d'adjoint à la direction des affaires politiques ? L'histoire officielle ne le dit pas. Mais Erevan approche à grands pas. ●

LEADER MONDIAL DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION



LafargeHolcim

CONSTRUIRE
AUJOURD'HUI L'AFRIQUE
DE DEMAIN



SO THE WORLD
BUILDS BETTER



LafargeHolcim en Afrique de l'Ouest

LHMA : 6, route de Mekka, Quartier les crêtes - B.P. 7234 Casablanca 20 150, Maroc - Tél.: (+212) 05 22 49 72/80 - www.lafargeholcim.com

GUINÉE : LafargeHolcim Guinée : Usine de la cimenterie - Sonfonia - BP 3621 - Conakry, Guinée - Tél. : (+224) 628 68 60 00 - www.lafargeholcim-gn.com

CAMEROUN : Ciments du Cameroun (CimenCam) Z.I. de Bonabéri - 1323 Douala, Cameroun - Tél. : (+237) 233 391 119 - www.cimencam.com

CÔTE D'IVOIRE : LafargeHolcim Côte d'Ivoire : Boulevard du port 01 - BP 887 - Abidjan 01, Côte d'Ivoire - Tél: (+225) 21 755 100 - www.lafargeholcim.ci

BÉNIN : SCB-Lafarge : 01 BP 1557 - Haie vive, Lot C/ 11, Rue 375. Cotonou, Bénin - Tél. : (+229) 21 30 61 81 - Email : scb.lafarge@scb-lafarge.bj



EN VÉRITÉ

François Soudan



Comment acheter un président

State capture, en français « captation de l'État » : phénomène de glissement furtif aboutissant à la mainmise des intérêts privés sur ceux de la collectivité. À l'œuvre en Russie, au Brésil, mais aussi, mais surtout, en Afrique. À son niveau, vorace mais somme toute artisanal, Grace Mugabe s'y est essayée avec une prédilection pour les terres et tout ce qui tourne autour : fermes, laiteries, troupeaux, minoteries, champs de maïs. La première dame déchue du Zimbabwe avait l'appétit agricole, au point d'entraîner son vieux mari dans les abysses de la prédation. Mais Gucci Grace n'était qu'une petite frappe en regard du casse du siècle perpétré de l'autre côté du Limpopo par les trois frères Gupta : le plus grand scandale de l'Afrique du Sud postapartheid. En moins de dix ans, Atul, Ajay et Rajesh Gupta, fils d'immigrants indiens, ont réussi le tour de force de s'offrir le président de la République, la moitié de son gouvernement, une demi-douzaine de PDG de sociétés d'État et les principaux responsables des services de sécurité de la première puissance économique du continent africain. Leur rôle dans la criminalisation d'une partie de la direction du parti au pouvoir, le glorieux ANC, a été déterminant, et comme en cette époque de mondialisation un délit qui se respecte ne saurait être que global, la saga des trois frères étend ses tentacules de Houston à Abou Dhabi, de Dubaï à Hong Kong, de Londres à New Delhi.

Cette version zouloue du Wall Street d'Oliver Stone commence en 1993, au lendemain de la libération de Nelson Mandela, dans une Afrique du Sud euphorique à qui tous les rêves de liberté et de prospérité semblent permis. Atul Gupta vend des chaussures, puis des ordinateurs. Le commerce marche bien, ses deux frères le rejoignent, et Sahara Computers, leur société, devient rapidement l'une des premières du pays dans son domaine. Les Gupta, dont l'objectif est d'accéder au juteux marché des contrats d'État, ont l'idée d'utiliser la filière indienne de l'ANC pour approcher les cercles du pouvoir. Un ancien compagnon de Mandela, Essop Pahad, leur sert de mentor. Élu président en 1999, Thabo Mbeki n'est pas insensible à leur entregent, les emmène avec lui lors d'une visite en Inde, mais les tient à distance. Peu importe : les Gupta ont ferré dans son entourage un gros poisson beaucoup moins regardant sur la morale, le vice-président Jacob Zuma. Ils embauchent deux de ses enfants et l'une de ses quatre épouses dans leur société et ne lâchent plus leur prise. Y compris – et c'est là tout leur talent – lorsque le même Zuma, accablé par une affaire de viol, viré de la vice-présidence et poursuivi dans plus de sept cents affaires de racket, blanchiment, corruption et fraude, se retrouve, fin 2007, au fond du trou. Alors que

personne n'aurait parié un rand sur son avenir, les Gupta, eux, ont flairé qu'un ANC en perte de valeurs et gangrené par l'argent finirait par se rallier au moins recommandable des candidats à la présidence. En 2009, Jacob Zuma est élu. Pour les trois frères, c'est le jackpot.

Depuis leur luxueux QG du 5, Saxonwold Drive, à Johannesburg, les Gupta vont littéralement faire exploser leur business à coups de prébendes, de pressions et de mélange des genres. Mines, médias, rail, ports, pipelines, énergie : rien n'échappe à leur appétit. Des mégagroupes comme Transnet et Eskom, des pans entiers de l'industrie agroalimentaire tombent, si ce n'est dans leur escarcelle, tout au moins dans leur zone d'influence. Les Gupta convoquent ministres et présidents de société à Saxonwold Drive, donnent leur feu vert ou mettent leur veto aux nominations sensibles et font au besoin intervenir Jacob Zuma, qui ne peut rien leur refuser, sur un simple coup de fil. Au printemps austral de l'an 2013, c'est le climax. À Sun City, cité des plaisirs à deux heures de route de Johannesburg, les trois frères marient leur nièce chérie Vega. Quatre jours de fête extravagante non-stop, 130 des meilleurs chefs de cuisine indienne convoyés depuis New Delhi, un millier d'invités, des cadeaux à gogo, un Airbus affrété spécialement pour amener les VIP. La Zuma family est là, le champagne coule à flots, on danse comme dans un film de Bollywood. Mais il y a un hic, un accroc au tableau, ce petit dérapage de trop que commettent souvent les nouveaux riches et qui est le début de leurs ennuis. Pour que l'Airbus puisse se poser, les frères ont littéralement privatisé l'aéroport le plus proche, celui de Waterkloof, qui se trouve être une base de l'armée de l'air. Les militaires n'ont rien pu y faire :

Les frères Gupta ont commis une erreur majeure en sous-estimant la puissance du couple presse-justice.

l'ordre est venu de Union Buildings, la présidence de la République. Ils n'ont pas apprécié et l'ont fait savoir aux médias. Premier scandale. Désormais, les Gupta sont dans le collimateur d'une presse qui, en Afrique du Sud, est à la fois libre et pugnace.

Dans ce pays, contrairement à d'autres où sévit le syndrome de la « captation de l'État », la justice est, elle aussi, indépendante. Avoir sous-estimé la puissance du couple presse-justice, avoir pensé qu'ils pouvaient l'acheter a été l'erreur majeure commise par la fratrie. À partir de 2014,



THULI DLAMINI/THE TIMES/GALLO IMAGES/GETTY IMAGES

Manifestation de la centrale syndicale Cosatu contre la corruption et la « captation de l'État », le 27 septembre, à Durban.

l'incorrupible procureure générale Thuli Madonsela enquête sur eux dans le cadre des investigations qu'elle mène sur Jacob Zuma. Bientôt, les deux affaires n'en font qu'une sous le nom de « Zupta case », pour mieux souligner la symbiose entre le président et les hommes d'affaires. Patiemment, Madonsela attend le témoignage qui lui permettra d'accrocher les frères à son tableau de chasse. Il ne va pas tarder. Un jour d'octobre 2015, les trois loups de Saxonwold convoquent le vice-ministre des Finances, Mcebisi Jonas. Ils lui demandent d'accepter le poste de directeur du Trésor, afin de débarasser cette institution clé de quelques fortes têtes qui font obstacle à leurs affaires. En échange, il recevra un bonus de... 600 millions de rands (36 millions d'euros)! Une partie du pactole est disponible en cash, dans des mallettes que le vice-ministre peut emporter séance tenante – sous l'œil des caméras qui filment la scène. Comme il l'avouera plus tard, Jonas prend peur devant l'énormité du pot-de-vin. Quitte précipitamment le QG et s'en va tout raconter au protecteur public, l'ombudsman sud-africain, lequel transmet son témoignage à Thuli Madonsela.

Dès lors, les médias se déchaînent contre les Gupta, accusés de tous les maux, avec des arguments qui, parfois, relèvent de la xénophobie. S'en prendre à leur influence, à leur puissance et à leurs méthodes permet, il est vrai, d'affaiblir encore un peu plus Jacob Zuma et, par ricochet, la candidature de son ex-épouse, Nkosazana Dlamini, à sa succession. À partir du début de 2016, Zuma n'a en effet qu'une seule préoccupation en tête : garantir son impunité judiciaire quand il aura quitté, en 2019, ce qui lui reste de pouvoir. Pour les trois frères, que le président tient désormais à bout de gaffe tant ils sont radioactifs, l'heure est venue de faire profil bas. Plus aucune banque sud-africaine n'accepte de faire affaire avec eux, et ils doivent revendre (à des proches, tout de même) une partie de leurs sociétés. Prudents, ils se font rares à Saxonwold Drive, préférant se mettre à l'abri à Dubaï. « Il est absolument incroyable que l'on puisse donner crédit à cette histoire de captation de leaders élus par le peuple, s'exclamait il y a peu Ajay Gupta. Si c'était vrai, cela signifierait que nous avons salement foiré cette démocratie. » On ne saurait, hélas, mieux dire. ●

CÔTE D'IVOIRE



UNION EUROPÉENNE

L'EUROPE À ABIDJAN

Dans une Côte d'Ivoire nouvelle, en route vers l'émergence, et dont les métamorphoses illustrent les volontés de changement du président Alassane Ouattara, Abidjan a reçu l'Europe, les 29 et 30 novembre 2017. C'était le cinquième sommet Union Africaine-Union Européenne et le retour en force de la Côte d'Ivoire sur la scène diplomatique internationale. Au programme des échanges, les thèmes de la jeunesse, de l'éducation, de la sécurité et des relations économiques. Pour un nouveau partenariat.



Le président ivoirien Alassane Ouattara, son homologue guinéen Alpha Condé, président en exercice de l'Union Africaine, et la chancelière allemande Angela Merkel.

Pendant deux jours, Abidjan, la capitale économique, a affiché complet. Elle a accueilli pas moins de 43 chefs d'État et de gouvernements africains, dont le Guinéen Alpha Condé, président de l'Union Africaine, Macky Sall (Sénégal), Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Muhammadu Buhari (Nigeria), Jacob Zuma (Afrique du Sud), Ali Bongo Ondimba (Gabon), Paul Kagame (Rwanda), Beji Caïd Esse-

bsi (Tunisie), João Lourenço (Angola) ou encore Faure Gnassingbé (Togo).

Le roi du Maroc, Mohammed VI était arrivé dès le 26 novembre, pour une visite d'amitié et de travail.

Du côté européen, les 28 pays membres seront représentés, dont 16 chefs d'État, parmi lesquels Angela Merkel, la chancelière allemande, et Emmanuel Macron, le président français.



SIA KAMBOU / AFP

Le roi du Maroc Mohammed VI, arrivé dès le 26 novembre pour une visite d'amitié et de travail, soulignera l'importance de bien analyser les flux migratoires et de les maîtriser.

« **Investir dans la jeunesse pour un avenir durable** », tel était le thème du sommet. Cependant, l'indignation suscitée par la diffusion d'une vidéo montrant des migrants subsahariens vendus comme esclaves en Libye a porté le sujet des migrations au cœur des débats. En effet, cet esclavage moderne lié à la pauvreté, est la cause principale de ces migrations, exploitées par des réseaux de trafiquants.

Comme l'a souligné le Président Alassane Ouattara, dans son discours de bienvenue lors du sommet, il est important de prendre des engagements forts pour la jeunesse africaine car la stabilité du continent ne peut s'obtenir sans elle.

Avant de conclure, il a invité la jeunesse africaine « **à avoir foi en l'avenir, à ne pas se lancer à l'aventure** », car a-t-il précisé, vous incarnez notre avenir et nous devons tout mettre en œuvre pour votre épanouissement.

Les moyens nécessaires pour y parvenir vont bien au-delà des seules ressources des pays africains. La solidarité entre l'Afrique et l'Union Européenne n'est pas un concept vide. Elle doit être un vrai partenariat, transversal, qui permettra de relever les défis d'une Afrique moderne, bien gérée et innovante.

Impacts et effets

- I. Le sommet d'Abidjan est le point de départ d'un partenariat stratégique assumé entre l'Afrique l'Europe.
- II. Des réformes ambitieuses, des investissements importants dans l'éducation et la formation sont indispensables.
- III. L'Europe doit offrir un accès plus large aux Africains pour leurs formations.
- IV. L'Afrique doit s'appropriier les nouvelles technologies et intégrer la transformation numérique
- V. Dans un cadre de coopération internationale, une « Task Force » doit-être créée pour démanteler les réseaux de trafiquants et leurs financements.



ISSOUF SANOGO / AFP

Un tête à tête entre les présidents Alassane Ouattara et Emmanuel Macron, avant l'inauguration du chantier du futur métro d'Abidjan.



MICHAEL KAPPELER / AFP

Le nouveau président angolais João Lourenço et la chancelière allemande Angela Merkel.

États-Unis Désordre nouveau

Entre coups de sang et respect des promesses de campagne les plus incongrues, le président américain semble gérer sa stratégie de politique étrangère à vue. **À l'heure du premier bilan d'étape**, la question africaine ne s'invite que sur la pointe des pieds dans l'agenda de la Maison-Blanche. **Olivier Caslin**

Un an déjà. Le 8 novembre 2016, Donald Trump devenait, contre toute attente, le 45^e président des États-Unis. Sonné à la confirmation des résultats, le monde entier se demandait alors ce qu'il était en droit d'attendre de ce businessman iconoclaste, entré à la Maison-Blanche grâce à son slogan « America First ». Il s'interroge encore. Difficile en effet de trouver une ligne directrice dans la politique étrangère américaine. « La seule cohérence constatée jusqu'à maintenant semble consister à faire tout le contraire de ses prédécesseurs, tout en flattant toujours plus sa base électorale

capitale de l'État d'Israël. Isolationniste, protectionniste, le président américain s'est surtout escrimé jusqu'à présent à respecter ses promesses de campagne sans trop tenir compte de leurs conséquences sur la scène internationale.

« **PULSIONS** ». Dès le 23 janvier 2017, Donald Trump signe le décret qui désengage son pays des accords du partenariat transpacifique (PTP), signés en février 2016. En août de la même année, il demande la réouverture des négociations concernant l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Le nouvel hôte de la Maison-Blanche juge le

Privilégiant le passage en force au dialogue, le deal plutôt que le rapport de confiance, Donald Trump montre les muscles devant Téhéran et Pyongyang. Il invective même des alliés aussi traditionnels que l'Australie, le Mexique et l'Allemagne, en fonction d'un agenda très personnel, « davantage commandé par des pulsions que par une véritable logique raisonnée », s'inquiète encore Witney Schneidman. Et ce n'est pas le département d'État, placé entre les mains de responsables aussi approximatifs et inexpérimentés que le président lui-même, qui risque d'inverser cette

donne. Surtout que, fidèle à sa réputation forgée lors du show télévisé *The Apprentice*, Donald Trump n'hésite pas à se débarrasser des conseillers qui lui déplaisent, quand ils ne partent pas d'eux-mêmes. Ainsi Rex Tillerson, le très discret secrétaire d'État, semble être déjà assuré de quitter son poste moins d'un an après sa nomination (*lire p. 45*).

Et l'Afrique dans tout cela ? Méprisant envers le continent durant la campagne présidentielle, le chef d'État élu a d'abord démontré sa méconnaissance totale de la question africaine, voire son indifférence, avant de changer de position ces derniers mois. Il a en effet fallu

Le chef de l'État privilégie le passage en force au dialogue, le deal au rapport de confiance.

à mesure qu'approchent les élections de mi-mandat prévues pour novembre 2018 », constate Witney Schneidman, conseiller auprès de la Brookings Institution de Washington. La diplomatie américaine semble donc surtout obéir, ces derniers mois, à des impératifs de politique intérieure, Donald Trump n'hésitant pas à perturber un ordre mondial pourtant imposé par son propre pays depuis 1945, comme il l'a encore fait le 6 décembre 2017 en reconnaissant de manière unilatérale Jérusalem comme

traité « désastreux » et n'hésite pas une seconde à brandir la menace d'une sortie de son pays... quelques jours seulement avant de soustraire les États-Unis des accords sur le climat, signés à Paris en décembre 2015. Enfin, en octobre, l'administration prend de nouveau ses distances avec la communauté internationale en annonçant le retrait américain de l'Unesco, avant celui, probable, du plan global d'action conjoint signé en juillet 2015 (JCPOA) sur le programme nucléaire iranien.



Donald Trump accueillait en septembre 2017 à New York plusieurs de ses homologues du continent, dont le Nigérien Buhari.

DOUG MILLS/NYT-REDUX-REA

attendre fin septembre pour que Donald Trump délivre son premier véritable discours de politique africaine, devant plusieurs chefs d'État du continent invités, le temps d'un déjeuner organisé à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Le président américain est sorti de sa vision purement sécuritaire pour reconnaître « le potentiel commercial exceptionnel » du continent. Sans plus de détails.

ÉCLAIR. Quelques semaines auparavant, il avait enfin nommé – par intérim – Donald Yamamoto à la tête du bureau des affaires africaines du département d'État, avant d'envoyer, fin octobre, Nikki Haley, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, en visite officielle sur le continent. Une première pour l'administration, qui n'avait jusqu'alors dépêché que son ministre de la Défense, James Mattis, en voyage éclair sur la base

militaire de Djibouti en avril. « Nous espérons que cette visite va enfin déboucher sur une vraie politique à l'égard de l'Afrique », insiste un diplomate africain. Et qu'elle va surtout permettre de lever le flou persistant sur l'avenir des programmes lancés par ses prédécesseurs, tels que l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), le Plan d'urgence pour la lutte contre le VIH/sida (Pepfar) ou l'initiative Power Africa. Avant d'annoncer son propre projet ? « Il est clair que l'Afrique n'est pas sa priorité. Il s'est pour l'instant essentiellement concentré sur la lutte antiterroriste, mais le président sait être pragmatique, surtout s'il s'agit de contrecarrer l'influence chinoise sur le continent », estime Whitney Schneidman, selon lequel il n'est jamais trop tard pour bien faire. « Après tout, même Obama avait attendu son deuxième mandat pour s'intéresser au continent. » ●

Sièges éjectables

Un secrétaire d'État déjà poussé vers la sortie et un gendre idéal soupçonné de connivence avec la Russie. À Washington, le jeu des chaises musicales commence. **Jean-Éric Boulain**

Ce sont les hommes et les femmes du président en matière de politique étrangère. En nommant Rex Tillerson, ancien PDG d'ExxonMobil, au département d'État, Donald Trump pensait avoir tiré la bonne carte. Entre businessmen, on se comprend. Cela n'a pas vraiment été le cas et Tillerson, 65 ans, est plus que jamais sur la sellette. Fantomatique, averse de ses paroles, ce dernier s'est davantage préoccupé de réduire à la serpe le budget de ses services – avec notamment le départ de 2 000 diplomates – que de faire entendre sa voix sur la scène internationale. Il est en outre en désaccord avec son boss sur à peu près tous les sujets, du programme nucléaire iranien à la Corée du Nord en passant par la crise du Golfe entre le Qatar et le camp saoudien. Trump a publiquement critiqué les efforts mis en œuvre par le Texan pour régler pacifiquement le dossier nord-coréen, estimant que son secrétaire d'État « perd[ait] son temps ». En privé, Tillerson aurait traité son président de « crétin ». Ambiance.

BOUCLE. L'hôte de la Maison-Blanche entretient par contre de bien meilleures relations avec Nikki Haley, l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies. Voix de l'administration, notamment sur le dossier syrien, Haley a pris un peu plus la lumière lors de la tournée qu'elle a effectuée en Afrique en octobre. Le troisième poids lourd de la politique étrangère américaine n'est autre que Jared Kushner, le gendre du président. Jeune – il a 36 ans – et sans aucune expérience diplomatique, c'est pourtant lui qui a été chargé d'aller arracher un accord de paix entre Palestiniens et Israéliens, « le deal ultime », selon Trump. Kushner fait la navette entre les capitales du Proche-Orient, se rapprochant notamment du prince héritier saoudien, Mohammed Ibn Salman. C'est lui qui aurait proposé au leader palestinien Mahmoud Abbas le plan de paix confidentiel concocté par Kushner, sans même mettre Tillerson dans la boucle.

L'équipe sera, en tout état de cause, profondément remaniée dans les prochains mois. Trump songerait à Mike Pompeo, un faucon républicain, actuel chef de la CIA, pour remplacer Tillerson. Une éventualité jusqu'alors réservée à Nikki Haley, longtemps favorite pour récupérer le poste de secrétaire d'État. Quant à Kushner, soupçonné de collusion avec la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016, il pourrait être inquiété par l'enquête en cours. Si l'étau venait à se resserrer, « Monsieur Gendre », qui s'est déjà fait nettement plus discret ces derniers mois, serait alors contraint d'aller voir ailleurs. ●





PAUL MORIGI

Doctrine Trump, le grand flou

À la veille du premier anniversaire de l'arrivée du président Trump à la Maison-Blanche, la stratégie africaine de son administration reste toujours aussi illisible. Washington semble essentiellement voir le continent au travers du prisme sécuritaire. Le thème a été au cœur des premières discussions entre le chef de l'État et ses homologues nigérian, kényan et sud-africain. Par la suite, l'administration a déployé des troupes en Afrique de l'Est pour lutter contre les Shebab et a vendu pour 593 millions de dollars (504 millions d'euros) de matériel militaire au Nigeria.

Le président Trump, son vice-président, Mike Pence, et son secrétaire d'État, Rex Tillerson, ont multiplié les déplacements autour du globe, mais seul le chef du Pentagone, Jim Mattis, s'est rendu sur le continent, pour visiter la base américaine de Djibouti. Il aura fallu attendre septembre 2017 pour que le président Trump donne son premier discours sur l'Afrique. Devant les Nations unies, il a souligné le potentiel du continent à devenir un « partenaire économique viable » pour les États-Unis. Une déclaration qui contrastait avec les signaux décourageants envoyés en juillet, lors du sommet du G20 sur l'Afrique. Si la stratégie américaine reste des plus floues, c'est parce que pour l'instant il n'y en a pas. Que souhaite faire Trump des initiatives de ses prédécesseurs ? Quel agenda veut-il proposer à l'Afrique ?

MULTILATÉRALISME. Le programme le plus significatif lancé par les États-Unis est l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), signé en 2000 par Bill Clinton. Cette loi reste la tentative la plus avancée de sortir de la relation classique donneurs-récepteurs, pour l'orienter vers un vrai partenariat économique. George W. Bush a lui poussé pour davantage d'assistance humanitaire, à travers son Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (Pepfar), quand Obama a lancé l'Initiative pour les jeunes leaders africains (Yali) et le programme d'électrification Power Africa.

Le budget proposé par Trump au Congrès donne une idée de la stratégie que compte suivre son administration en matière de politique étrangère. Il préconise une réduction de 28 % des montants accordés au département d'État et à l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), ainsi que la disparition des fonds alloués pour l'assistance d'urgence aux réfugiés et aux migrants. Le Pepfar poursuit son action, avec un budget en baisse de 17 %. Les programmes destinés à l'Afrique devraient diminuer de 13 %. Dans le même temps, le budget américain accordé à la défense va augmenter de

10 %. Des propositions qui reflètent les priorités de Trump, qui préfère la force à la diplomatie, les relations bilatérales et « transactionnelles » au multilatéralisme.

L'administration ne devrait pas minimiser l'importance de son partenariat avec l'Afrique. À l'échelle mondiale, la moitié des économies aux taux de croissance les plus soutenus se trouvent sur le continent. La classe moyenne y est en expansion rapide, et les dépenses des ménages et des milieux d'affaires devraient augmenter de 4 % chaque année d'ici à 2025. De plus, le manque actuel d'infrastructures est une opportunité à saisir pour les entreprises américaines. Il ne faudrait pas que notre incapacité à reconnaître ces atouts et ce dynamisme ne fasse perdre aux États-Unis davantage de terrain en Afrique, face à l'Europe ou à la Chine.

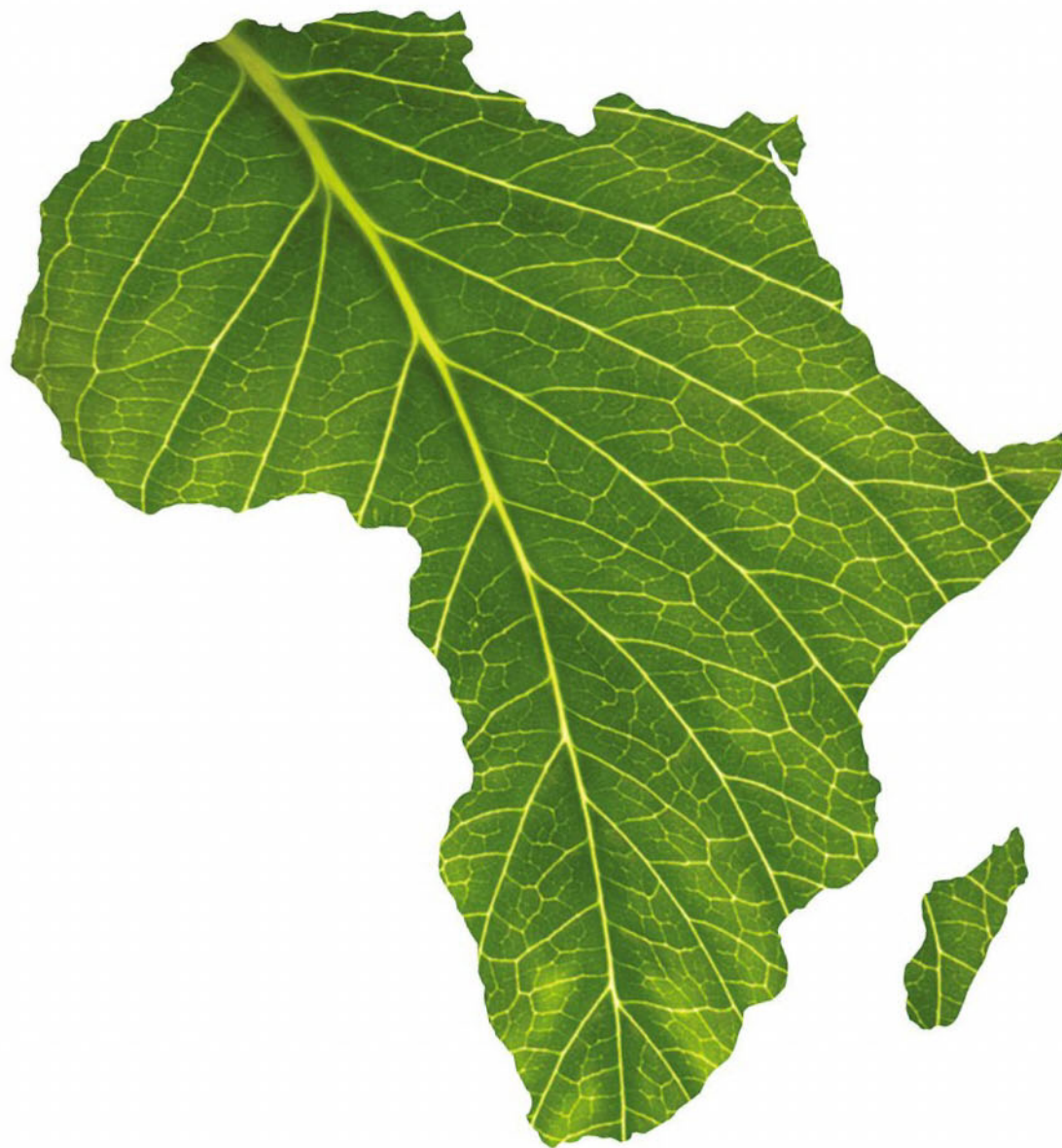
Ce n'est pas la première fois qu'un président arrive au pouvoir sans idée claire sur l'Afrique. Néanmoins, ses prédécesseurs ont laissé un héritage sur lequel Donald Trump peut construire. Il a encore le temps de bâtir son propre legs. La réunion, à la mi-novembre 2017, entre les ministres des Affaires étrangères africains et le département d'État à



ADRIA FRUTOS POUR JA

Washington, pour discuter gouvernance, sécurité et échanges commerciaux, est un bon premier pas. Mais les problèmes de politique intérieure de cette administration et l'établissement laborieux des relations avec ses principaux partenaires internationaux font craindre que l'Afrique ne soit condamnée à rester à l'arrière-plan des préoccupations américaines. ●

Les agriculteurs africains nourriront le monde



Pourrons-nous nourrir durablement un monde de près de 10 milliards d'habitants ?

Chez OCP Africa, nous pensons que la réponse est « oui ».

OCP Africa et ses 9 filiales ont pour objectif commun de promouvoir une agriculture durable, moderne et créatrice de valeur. Dans cet objectif, OCP Africa mène de nombreux projets dans 16 pays.

Filiale du Groupe OCP, OCP Africa s'appuie sur la longue expérience du groupe pour accompagner les agriculteurs africains en les sensibilisant aux meilleures pratiques agricoles et en rendant accessibles les produits adaptés à leurs sols et cultures.

OCP Africa est fière de travailler main dans la main avec les agriculteurs africains, valorisant les ressources du continent afin de libérer durablement son immense potentiel agricole.



Faure Gnassingbé

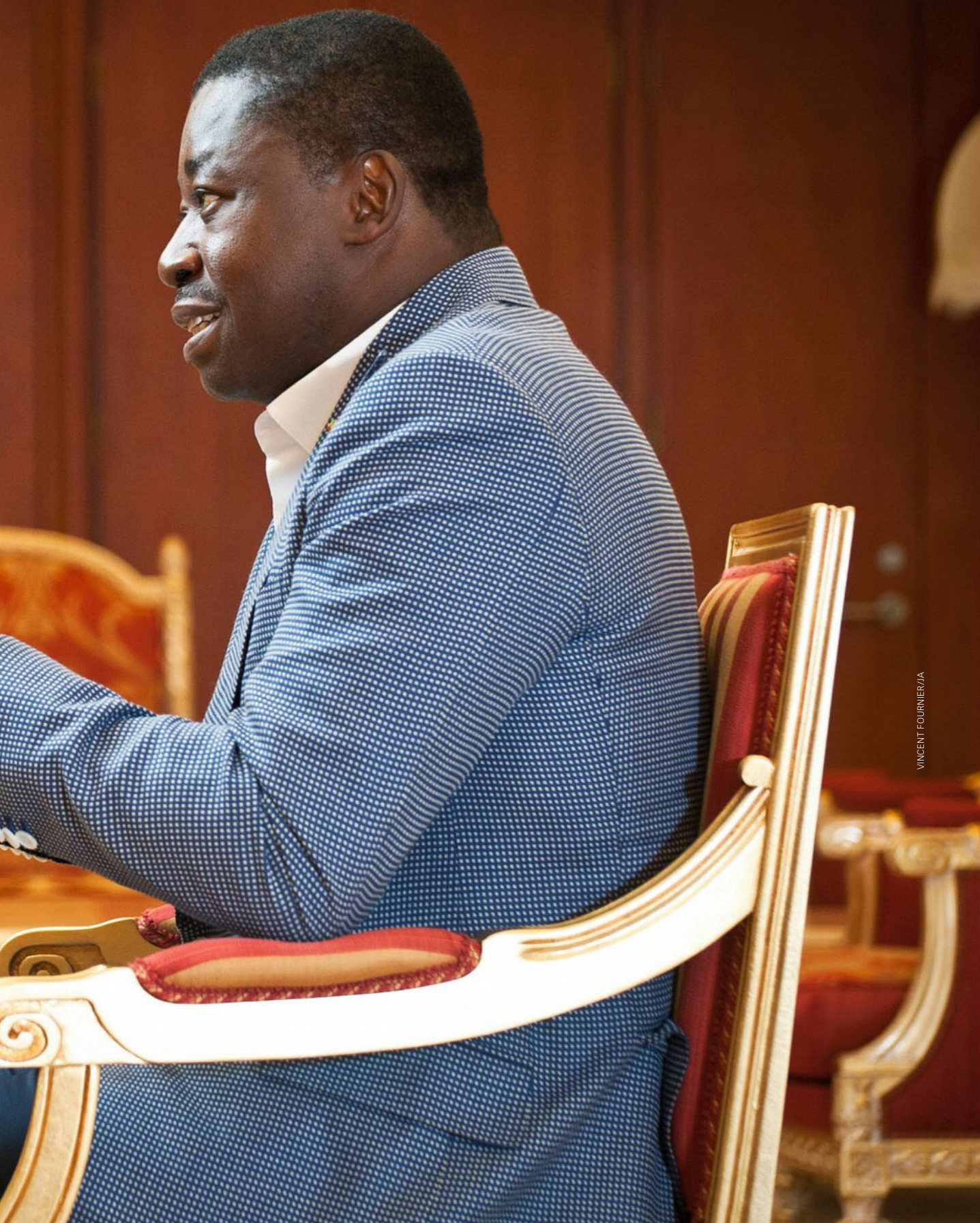
« Dans un État de droit, le pouvoir ne se prend pas par la rue mais par les urnes »

Le président togolais n'est pas homme à s'épancher et c'est à JA qu'il a choisi de donner sa première interview depuis le début de la crise. Contesté par une opposition qui réclame son départ immédiat, il appelle au dialogue.

Propos recueillis à Lomé par François Soudan

Dimanche 10 décembre : un épais voile de brume poussiéreuse recouvre Lomé. Dans ce Sud très chrétien, les fidèles sont à l'église, au temple ou dans les assemblées de prière. En son palais présidentiel désert où il s'est lui aussi aménagé un lieu de culte, c'est un Faure Essozimna Gnassingbé d'allure déliée et d'apparence sereine qui reçoit JA pour sa première interview depuis le début de la crise politique qui secoue son pays. Les contours en sont connus : face à ce « fils de » de 51 ans, au pouvoir depuis 2005, trois fois élu et réélu et qui contrôle l'essentiel des leviers du pays – sécuritaire, économique, législatif, judiciaire –, une coalition de quatorze partis d'opposition organise depuis près de cinq mois des manifestations quasi hebdomadaires, avec des revendications à la fois réalistes (composition de la commission électorale, vote des Togolais de l'étranger, malaise social) et irréalistes (le départ immédiat du chef de l'État) – un cocktail qui lui permet de ratisser large. Si la période de violence qui a accompagné l'irruption de l'ovni Tikpi Atchadam sur la scène revendicative et qui s'est soldée par un nombre encore indéterminé de victimes (seize selon l'opposition, la moitié selon les autorités) semble surmontée, la tension demeure palpable. Après avoir montré des signes de fébrilité face à ce qu'il a ressenti comme les prémices d'un scénario à la burkinabè, le pouvoir s'est ressaisi, décrétant début décembre des mesures de confiance et d'apaisement – négociées avec l'aide du facilitateur guinéen Tibou Kamara, dépêché par le président Alpha Condé –, lesquelles devraient déboucher sur l'ouverture prochaine d'un dialogue national. Certes, le Togo n'en est ni à sa première crise ni à son premier dialogue. Mais rarement, alors que ce pays semblait de l'avis général réussir son redécollage économique, l'arbre à palabres n'avait paru aussi indispensable. ●





JEUNE AFRIQUE: Le Togo traverse une période de fortes turbulences depuis cinq mois. Pourquoi et comment en est-on arrivé là ?

FAURE GNASSINGBÉ: Il est encore un peu tôt pour avoir une pleine compréhension de ce mouvement assez complexe. Je m'en tiendrai donc à deux constats. Le premier est l'élément politique qui a porté la revendication, notamment dans les médias internationaux : les réformes constitutionnelles. Nous les avons engagées, le texte proposé est devant l'Assemblée nationale et le processus va suivre son cours. Le second constat est plus préoccupant. Nous sommes en Afrique de l'Ouest, où sévit un arc de crise terroriste qui va du Mali au lac Tchad. Quand on voit au Togo, lors des manifestations, des gens brandir des kalachnikovs, quand on entend des imams appe-

“ L'objectif, c'est évident, était de rééditer une sorte de scénario insurrectionnel.

ler à l'émeute dans certaines mosquées, quand on exige des forces de l'ordre de réciter des versets du Coran pour avoir la vie sauve, cela interpelle. Surtout lorsque le parti à l'origine de ces manifestations est d'apparition soudaine et que ses circuits de financement sont opaques. Ces aspects inquiétants ont certes été depuis tempérés lors des manifestations communes organisées entre ce parti et l'opposition, ce dont je me félicite, mais je ne les oublie pas. Ils sont là.

Vous faites évidemment allusion à Tikpi Atchadam et à son parti, le Parti national panafricain, très implanté au sein de la communauté musulmane des Tem. Ni vous ni l'opposition « historique » n'avez vu venir ce phénomène. Pourquoi ?

En réalité, avant la manifestation violente du 19 août qui a été une sorte de climax, ce parti avait organisé une quinzaine de démonstrations pacifiques et encadrées. Puis, brusquement, les revendications et le mode opératoire se sont radicalisés. L'objectif, c'est évident, était de rééditer une sorte de scénario insurrectionnel. Ce à quoi nous avons assisté ensuite n'était rien d'autre qu'une tentative de prise du pouvoir par la rue. Elle a échoué.

L'opposition, disons, traditionnelle s'est greffée sur cette contestation avec un mot d'ordre classique - le retour à la Constitution de 1992 - et un autre maximaliste : votre départ immédiat du pouvoir. Est-elle également, selon vous, partie prenante de ce scénario insurrectionnel ?

Je crois que ces slogans, dont les auteurs savaient pertinemment qu'ils ne pouvaient être appliqués, ont été brandis pour justifier la poursuite des manifestations. Leur apparition est curieusement concomitante avec le dépôt du projet de réforme de la Constitution devant l'Assemblée. Ce texte répondant aux revendications de l'opposition, cette dernière a choisi un autre terrain : la rue. En ce sens, oui, sa volonté de déstabiliser le pouvoir était très claire. Elle ne s'en est d'ailleurs jamais caché.



Partisans de l'opposition dans les rues de la capitale, le 4 octobre 2017.

Ce projet de réforme, qui doit être en principe soumis à référendum, que dit-il ?

Limitation du nombre de mandats présidentiels à deux fois cinq ans. Limitation également du mandat des députés. Instauration d'un mode de scrutin à deux tours. Une réforme très classique, qui de plus apporte un supplément de démocratie par rapport à 1992, de l'avis de nombre de constitutionnalistes.

Pourquoi un retour à la Constitution de 1992 est-il inenvisageable à vos yeux ?

Cette question a été vidée par les rédacteurs de cette Constitution eux-mêmes, qui ont expliqué lors d'un colloque qu'il était illusoire, inopportun d'y revenir et qu'il convenait d'aller de l'avant. La Constitution de 1992 était une Constitution partisane adoptée par une Assemblée monocolor. Elle a été rectifiée en 2002 par une autre Assemblée monocolor. Il fallait donc sortir de cette dichotomie des extrêmes et convenir d'un texte consensuel.



MATTEO FRASCHINI KOFFI/AP

Pourtant, même la conférence épiscopale du Togo demande le retour à la Constitution de 1992!

Je crois que les évêques ont, depuis, mis un peu d'eau dans leur vin de messe. Cette revendication tardive de la conférence épiscopale a d'autant plus surpris qu'on ne l'avait jamais entendue auparavant de sa part, ni lors du dialogue de 2006 ni ailleurs. C'était une erreur d'appréciation de la complexité de la situation.

Autre personnalité à s'être prononcée pour un retour à ce qu'on appelle ici la C-92 : Gilchrist Olympio. Redeviendrait-il votre adversaire après avoir été votre allié ?

La réalité est plus simple. Le parti de Gilchrist Olympio s'est entre-temps divisé, et la majorité a rejoint l'ANC de Jean-Pierre Fabre. L'essentiel de sa propre famille biologique est également resté au sein de l'opposition. Ce sont ses proches qui ont exercé des pressions sur lui afin qu'il adopte cette position, tout en annonçant sa retraite politique.

L'opposition exige que la réforme constitutionnelle soit rétroactive en ce qui concerne le nombre de mandats. En d'autres termes, que vous soyez empêché de vous représenter en 2020. Que répondez-vous ?

Faisons les réformes, évitons de les personnaliser. Ne mélangeons pas les sphères politique et juridique. Les constitutions disposent pour l'avenir, non pour le passé.

Autre revendication : le vote des Togolais de l'étranger. Pourquoi vous y opposez-vous ?

C'est inexact. Je n'ai aucune position de principe à ce sujet, et cela fait partie des choses sur lesquelles nous pouvons nous entendre lors du dialogue. Il faut simplement bien examiner les aspects techniques.

Les manifestations qui se sont déroulées depuis le mois d'août ont fait des victimes. Combien, selon votre décompte ?

Je ne cesse de penser à ces victimes innocentes, j'en suis peiné, nous n'avions nul besoin d'en arriver là. Il y a eu six morts par balles du côté des manifestants et deux membres des forces de l'ordre lynchés et décapités à Sokodé. C'est absolument déplorable. Des enquêtes sont en cours, et la justice fera son travail.

On a relevé la présence de milices, qualifiées de groupes d'autodéfense, aux côtés de la police et de l'armée. Le reconnaissez-vous ?

C'est une réalité que je déplore mais qu'il faut replacer dans son contexte, celui des premières manifestations violentes du PNP et des multiples provocations auxquelles se sont livrés les militants de ce parti. C'est cela qui a donné naissance à ces groupes d'autodéfense, qui sont également condamnables et que nous condamnons.

On vous reproche d'avoir tenu des propos revanchards devant les bérets rouges du camp de Témédja, au début de novembre. Est-ce exact ?

Écoutez. Je suis le chef des armées. Je demande aux militaires de ne pas faire usage de leurs armes. Deux soldats qui gardaient des édifices publics ont été massacrés. La moindre des choses de ma part était de compatir et de promettre aux militaires qu'on rechercherait les coupables sans relâche et par tous les moyens pour les livrer à la justice. Je n'ai pas dit autre chose. Tout chef d'État responsable aurait tenu les mêmes propos.

Une poignée d'imams radicaux a tenté d'enflammer les esprits en appelant au jihad contre l'armée.

Êtes-vous satisfait du comportement de votre parti, l'Unir, pendant ces événements ?

Tout à fait. L'Unir a organisé dans le calme de grandes manifestations, et ses dirigeants ont toujours tenu des propos responsables.

Vous semblez discerner derrière la frange la plus dure de l'opposition, en l'occurrence le PNP de Tikpi Atchadam, l'influence de réseaux islamistes radicaux. De quels éléments disposez-vous pour avancer cette hypothèse ?

Je pense que cette hypothèse est réaliste. Les éléments constitutifs qui l'accréditent existent. La région de Sokodé, berceau du PNP, est fortement islamisée. Des armes circulent. Une poignée d'imams radicaux tente d'enflammer les esprits en lançant des appels au jihad contre l'armée et les familles des militaires. Deux d'entre eux ont été arrêtés, puis relâchés et placés sous contrôle judiciaire dans le cadre de la procédure. Cela dit, il ne faut pas stigmatiser cette ville, ni cette région. Lors de ma récente visite à Sokodé, j'ai reçu un accueil bienveillant, voire chaleureux, qui prouve que sa population aspire à la paix et rejette la radicalisation qui mène à la violence

Neuf mesures de confiance ont été prises début décembre par votre gouvernement afin de faciliter l'ouverture d'un nouveau dialogue avec l'opposition. Ce n'est pas le premier. Quel en sera l'ordre du jour ?

Le dialogue est un élément essentiel de notre société. Avant de décliner son ordre du jour, il va falloir convenir de sa composition. Nous avons, au sein de l'opposition, des partis

Il y aura un dialogue et un référendum, mais pas de conférence nationale bis.

représentés à l'Assemblée et des partis extraparlamentaires : ils devront décider s'ils y viennent séparément ou en coalition. Nous avons aussi des partis qui n'ont ni manifesté ni revendiqué et qui agissent dans le cadre des institutions. Ceux-là aussi ont le droit de participer. Cette crise est politique, le dialogue sera donc une séquence purement politique.

Dialogue ou conférence nationale bis ?

Dialogue. Tout le dialogue. Rien que le dialogue. Il n'y aura pas de conférence.

Le référendum aura-t-il vraiment lieu ?

Nous y sommes tenus. C'est une disposition constitutionnelle. Il aura lieu après le dialogue.

Quand s'ouvrira celui-ci ?

Très rapidement en ce qui concerne sa phase préparatoire. Avant les fêtes de fin d'année.

Si le projet que vous avez soumis à l'Assemblée est adopté par référendum, vous pourrez vous représenter en 2020 puis en 2025 et, si vous l'empportez, rester au pouvoir jusqu'en 2030. Comprenez-vous que cette perspective soit insupportable aux yeux de vos adversaires ?

Je comprends leur impatience, bien sûr. Mais les épreuves que nous avons connues dans le passé doivent nous enseigner une chose essentielle : il faut respecter l'État de droit. Il n'y a pas d'autre moyen d'accès à la magistrature suprême que les

élections. Il faut faire confiance au peuple togolais et, pour cela, l'interroger plutôt que de parler à sa place.

Serez-vous candidat en 2020 ?

Je ne me situe pas encore dans cette perspective. Ma préoccupation est immédiate : sortir de ce moment difficile afin que les Togolais retrouvent quiétude et sérénité et se remettre dans le sens de la marche, car cette crise a coûté cher à notre économie – en particulier aux femmes commerçantes, qui ont beaucoup souffert.

Les présidents guinéen, ghanéen, ivoirien, béninois, nigérian, d'autres encore ont offert leurs services de médiateurs dans cette crise. Cela ne fait pas un peu trop ?

Au contraire. Ce sont autant de preuves d'amitié et de solidarité à l'égard du Togo. Et puis toutes ces offres de facilitation tiennent compte de notre souveraineté et du fait que c'est aux Togolais que revient in fine la responsabilité de trouver une solution. Cela est essentiel.

Cette crise politique vous a contraint à annuler le sommet Afrique-Israël prévu en octobre à Lomé. Vos invités ont-ils eu peur de l'insécurité ?

Non. La décision d'annuler cette conférence a été prise par moi avant le début de la crise, même si elle a été annoncée après. J'avais le fort sentiment qu'il fallait mieux expliquer son bien-fondé auprès de mes pairs, afin que son intérêt en matière de coopération technique pour un développement durable ne soit pas occulté par le conflit israélo-palestinien.

Allez-vous pouvoir maintenir un taux de croissance à 5 % par an malgré la situation politique ?

Cette crise est néfaste pour le Togo, pays de l'Afrique de l'Ouest qui a le plus investi dans les infrastructures en pourcentage de son PIB. Le secteur privé doit prendre le relais mais la situation ne s'y prête guère, notamment parce que le risque politique renchérit le coût des investissements. Il est urgent qu'on en sorte, et, pour cela, que le dialogue se tienne. « Le dialogue, disait Houphouët-Boigny, c'est l'arme des forts. »

Le Rwanda est-il toujours, en matière de politique économique, une sorte de modèle pour vous ?

Un modèle de réussite, sans aucun doute.

Dominique Strauss-Kahn vous conseille dans vos relations avec le FMI. Est-ce utile ?

Absolument. Il nous a été précieux dans la phase de négociation de notre programme avec le Fonds. C'est un expert dans ce domaine.

Et Tony Blair ?

Le Tony Blair Institute intervient avec efficacité dans le domaine de la *good governance*, comme il l'a fait dans plusieurs pays d'Afrique anglophone et francophone.

Comment jugez-vous l'attitude de la communauté internationale à votre égard ?



E. PITA/PRÉSIDENCE

« Cette crise coûte cher à notre économie et à notre réputation. Il est urgent qu'on en sorte. »

Les gouvernements ont été en général respectueux de notre souveraineté car ils comprennent les enjeux en matière de stabilité politique au niveau de la sous-région. Je n'en dirais pas autant des médias internationaux : il y a eu beaucoup de désinformation et de mensonges de leur part. Le nombre des manifestants et celui des victimes ont été outrageusement gonflés, sur la base de ce que véhiculaient les réseaux sociaux.

Et le président français Emmanuel Macron ? Vous êtes-vous parlé à Abidjan, fin novembre, lors du sommet UA-UE ?

Nous avons eu un bref échange au cours duquel il a exprimé le vœu que les élections législatives et locales prévues en 2018 se déroulent dans le meilleur des climats possible.

Une prochaine rencontre à l'Élysée est-elle envisageable ?

Je ne suis pas demandeur pour l'instant. Je préfère me consacrer en priorité à nos problèmes internes.

Les anciens présidents Rawlings et Obasanjo ont tous deux tenu des propos critiques à votre rencontre. Leur en tenez-vous rigueur ?

Ils s'en sont, l'un et l'autre, expliqués depuis auprès de moi. Ils ont à présent bien intégré les vrais enjeux de cette crise. L'incident est clos.

Lors du congrès de l'Unir à la fin d'octobre, vous avez eu cette phrase : « Les réseaux sociaux m'ont transformé d'un homme simple en un dictateur sanguinaire. » Qu'est-ce à dire ?

C'est ce que les Américains appellent le « *character assassination* ». On vous prête des actions, des intentions, des propos qui ne sont pas les vôtres au point que, lorsque vous lisez le résultat, vous vous dites : est-ce de moi que l'on parle ? Toujours,

“
L'opposition n'a pas de leçons de démocratie et de respect des droits de l'homme à me donner.

j'ai pensé que la conquête et la préservation du pouvoir ne pouvaient pas tout autoriser, qu'il y avait des lignes rouges à ne pas franchir. Pour moi, le respect de la vie humaine est sacré, absolument sacré. Or, si les mots ont un sens, un dictateur sanguinaire est quelqu'un qui tue et qui tue en série. Je veux bien admettre que ceux qui profèrent ce genre d'insanités n'en mesurent pas la portée et je n'ai pas de leçons de démocratie

et de respect des droits de l'homme à donner à l'opposition. Mais cette opposition n'a pas plus de leçons à me donner en la matière.

Comment vivez-vous cette crise ?

Je suis triste pour mon pays. Au-delà de l'affichage d'intentions démocratiques, ce que cherchent mes adversaires c'est la captation du pouvoir avant le terme de mon actuel mandat. Tout cela est vain, mais le risque de ruiner la réputation du Togo auprès de la communauté internationale et des investisseurs est, lui, bien réel. C'est pourquoi je suis déterminé à faire respecter l'État de droit et à protéger nos acquis économiques et sociaux dans l'intérêt de tous les Togolais.

La revendication de votre départ immédiat est une revendication maximaliste. N'est-ce pas plutôt une posture de négociation ?

C'est possible, même si je suis certain que certains ont cru que mon renversement par la force était faisable. C'est là le problème de notre opposition : poser des exigences irréalistes, être par la suite incapable d'expliquer à sa base pourquoi elles ne sont pas suivies d'effet et en être réduit à blâmer le gouvernement.

Vous avez succédé à votre père. Peut-on, pour autant, parler d'alternance ?

Je le crois, oui. Le Togo d'aujourd'hui, tous les observateurs, toutes les institutions internationales le reconnaissent, n'a plus guère à voir avec celui d'hier. Ce changement, je l'ai fait avec mon parti, qui s'est transformé, et avec les Togolais de bonne volonté. Si la presse est ce qu'elle est ici, libre et pugnace, si les manifestations de l'opposition peuvent se dérouler sans encombre, c'est bien parce qu'il y a eu dépenalisation des supports essentiels de la démocratie formelle.

Pourtant, vous êtes un Gnassingbé, fils de Gnassingbé. Impossible de vous défaire de cette étiquette dynastique, au point qu'on vous attribue, finalement, cinquante ans au pouvoir !

Je suis le fils de Gnassingbé Eyadéma et j'en suis fier. Devrais-je changer de nom pour satisfaire certains ? Et lorsque j'entends mes pairs qui l'ont connu me parler de lui avec

Je suis le fils d'Eyadéma et j'en suis fier. Devrais-je changer de nom pour satisfaire certains ?

admiration, pourquoi aurais-je honte du président Eyadéma ? Ce délit de patronyme n'a aucun sens par rapport aux transformations politiques, économiques et sociales que connaît le Togo depuis 2005. Lorsque viendra l'heure des campagnes électorales, alors nous débattrons devant le peuple avec de vrais arguments. Pour le reste, qu'on ne pense pas que je cherche à m'accrocher à tout prix au pouvoir.

Savez-vous vraiment ce que pensent les Togolais ?

Oui. Je parle peu mais j'écoute beaucoup et j'ai mes propres canaux d'information. Si j'ai placé mon actuel mandat sous le signe du social, c'est bien parce que j'ai constaté que la pauvreté n'avait pas assez reculé.

Une sortie de crise est-elle possible à court terme ?

Absolument. Mais à une condition : que l'on comprenne bien qu'il est impossible de laisser de côté nos institutions et notre Constitution pour se livrer à des arrangements politiques de circonstance. Avec le dialogue, qui permet de dépasser les slogans, le seul chemin praticable en démocratie, ce sont les élections. Les appels au soulèvement, à l'insurrection et autres stratégies extralégales n'aboutiront qu'à nous faire perdre du temps, beaucoup de temps. Chacun le paiera cher, à commencer par l'image même de notre pays qui est considéré aujourd'hui par les instances internationales comme faisant d'énormes progrès économiques et sociétaux. Je partage pleinement la vision de leaders de nouvelle génération comme Paul Kagame, Alpha Condé ou Nana Akufo-Addo, qui revendiquent une véritable indépendance à la fois politique, économique mais aussi culturelle et mentale des nations africaines. Je ne peux pas imaginer une seconde que le Togo régresse sur cette voie. ●



Lors de l'entretien au palais présidentiel, à Lomé, le 10 décembre.

VINCENT FOURNIER/JA



UNE BANQUE ENGAGÉE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

Élections Quitte ou double

Qui aurait cru que les Zimbabwéens choisiraient en 2018 le successeur de Robert Mugabe ? Sous la contrainte, « Bob », 93 ans dont 37 au pouvoir, a annoncé sa démission le 21 novembre 2017. Mais après l'intérim d'Emmerson Mnangagwa, la prochaine élection présidentielle sera-t-elle libre et transparente ? Rien ne permet de l'affirmer.

Au Cameroun, Paul Biya, 84 ans, devrait quant à lui rempiler en octobre. Comme à son habitude, le locataire longue durée du palais d'Etoudi (depuis 1982) n'annoncera sa candidature qu'au dernier moment. Mais face à une opposition qui peine à s'unir et dans un pays quadrillé par le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), il est l'immense favori. Un nouveau mandat lui permettrait de battre le record au pouvoir de Mugabe dès 2019.

Élu en 2013 au Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, lui, ne réclame qu'un second mandat. Et est bien placé pour l'obtenir en juillet, même si beaucoup lui reprochent de ne pas avoir réglé la question du Nord.

Reste le colossal chantier des élections présidentielles, législatives, provinciales et locales en RD Congo, prévues le 23 décembre. Selon la loi, Joseph Kabila ne peut briguer un nouveau mandat. Après déjà moult reports, le scrutin peut-il encore être repoussé ? L'année 2018 promet d'être tout sauf un long fleuve tranquille. ● **Mathieu Olivier**



TUNISIE INCERTAINE. La date du 25 mars 2018 fixée en octobre est contestée par les trois partis au pouvoir.



MALI AVRIL À NOVEMBRE. L'année 2018 devrait être celle de tous les scrutins. Les locales, reportées, devraient se tenir **en avril**, avant une présidentielle prévue en juillet, lors de laquelle **Ibrahim Boubacar Keïta** jouera sa réélection, et des législatives en **novembre**.



MAURITANIE DATE INCERTAINE. Le mandat des députés s'achèvera en **novembre 2018**, et la Mauritanie devrait donc connaître des législatives avant cette date. Des régionales, **une première dans le pays**, sont également prévues, et des municipales, mais les dates restent inconnues.



GUINÉE-BISSAU DATE INCERTAINE. En pleine impasse politique due au conflit entre le parti au pouvoir, le PAIGC, et le chef de l'État, José Mario Vaz, le pays devrait organiser des législatives **avant avril 2018**.



GUINÉE FÉVRIER/SEPTEMBRE. Déjà reportées plusieurs fois, les élections locales, qui n'ont pas été organisées **depuis plus de douze ans**, devraient enfin se tenir le **4 février**. Les législatives sont quant à elles prévues **pour septembre**.



SIERRA LEONE MARS. Plus de **3 millions d'électeurs** seront appelés aux urnes le **7 mars 2018** pour les élections présidentielle, législatives et locales, après deux mandats d'**Ernest Bai Koroma**.



CÔTE D'IVOIRE DATE INCERTAINE. Le mandat des maires et présidents de conseils régionaux expire **en avril 2018**. Mais il pourrait être prolongé, et les scrutins ne pourraient avoir lieu qu'**après la présidentielle de 2020**.



TOGO JUILLET. Les scrutins législatifs auront lieu au plus tard le **14 juillet 2018**. Et des élections locales doivent se tenir **dans l'année**.



SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE OCTOBRE. L'Action démocratique indépendante (ADI, centre droit) de **Patrice Trovoada**, qui a remporté les législatives en 2014, et le Mouvement de libération de São Tomé-et-Príncipe - Parti social-démocrate (MLSTP-PSD) de **Manuel Pinto da Costa** livreront bataille.

● Présidentielle ● Provinciales
● Législatives ● Municipales
● Régionales ● Locales



LIBYE DATE INCERTAINE.

L'accord de La Celle-Saint-Cloud prévoit des législatives puis une présidentielle **au plus tard en juillet**. Souhaités par la plupart des acteurs, ces scrutins restent toutefois incertains.

ÉGYPTE ENTRE FÉVRIER ET MAI.

Abdel Fattah al-Sissi est éligible pour un **deuxième et dernier mandat**. L'élection doit avoir lieu **entre le 8 février et le 8 mai 2018**.

CAMEROUN SEPTEMBRE ET OCTOBRE.

S'il n'a pas encore officialisé sa candidature, **Paul Biya** devrait à nouveau être le grand favori de la présidentielle qui doit se tenir **en octobre**. Les législatives devraient se dérouler un mois plus tôt.

RD Congo DÉCEMBRE.

Après deux ans de **négociations**, les doutes ne sont pas tout à fait levés, mais les Congolais devraient élire leur président, et leurs députés provinciaux et nationaux **le 23 décembre**.

DJIBOUTI FÉVRIER.

Une nouvelle fois dispersée, l'opposition n'a que **très peu de chances de faire le poids face à la majorité présidentielle**.

SOUDAN DU SUD DATE INCERTAINE.

L'élection présidentielle était prévue en 2015 mais elle a été **reportée à deux reprises, à 2017 puis à 2018**, en raison de la guerre civile. Un nouveau report n'est pas à exclure. Les législatives devraient quant à elles se tenir **avant début juillet**.

RWANDA SEPTEMBRE.

En 2017, le président **Paul Kagame** a été réélu à la tête du pays. Le Front patriotique rwandais, son parti, devrait assurer sa **mainmise** sur le pays lors des législatives.

MADAGASCAR DÉCEMBRE.

Confirmée en septembre 2017, la présidentielle est bien **attendue pour décembre 2018**. Elle devrait mettre aux prises l'actuel chef de l'État **Hery Rajaonarimampianina** et ses deux prédécesseurs **Marc Ravalomanana** et **Andry Rajoelina**.

ZIMBABWE DATE INCERTAINE.

Après la démission de **Robert Mugabe** et la nomination d'**Emmerson Mnangagwa** comme président par intérim, les Zimbabwéens devraient choisir **en juillet** leur prochain chef de l'État.

SWAZILAND SEPTEMBRE.

Des législatives sans partis politiques (les députés étant élus sur leur nom propre) doivent se tenir **en 2018**. L'opposition a **appelé au boycott**, comme lors des précédentes, **en 2013**.

GABON AVRIL.

Après une présidentielle chaotique **en 2016**, les Gabonais voteront pour les législatives, **déjà reportées**. L'opposition espère bousculer une nouvelle fois **Ali Bongo Ondimba**.



LA CREATION D'UN PRODUCTEUR D'OR AFRICAIN DE PREMIER RANG

Nous nous engageons auprès de nos employés, de nos actionnaires et des communautés des régions dans lesquelles on opère à créer une valeur durable.



4,000
EMPLOYES



9.8Moz
RESERVES



154Moz
RESSOURCES



10-15Moz
OBJECTIF DE
DECOUVERTE
SUR 5 ANS



10,090km²
CONCESSIONS
D'EXPLORATION



630-675koz
2017
OBJECTIF
PRODUCTION



\$850-895/oz
2017
OBJECTIF AISC





VINCENT FOURNIER/IA

Dieu unique, islam multiple

L'islam africain est mal connu en Europe. Les Français croient volontiers que le Maroc et l'Algérie sont les deux principaux pays musulmans du monde, car les personnes originaires du Maghreb sont majoritaires parmi les musulmans français. En fait, ils figurent respectivement en 9^e et en 10^e position, l'islam étant une religion de plus en plus asiatique. Les quatre premiers pays musulmans du monde, l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh, sont situés à l'est ou dans la région de l'Indus, et un sixième seulement des adeptes de l'islam sont arabophones.

À peine 36 % des Africains subsahariens sont musulmans, contre 94 % de la population du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le pourcentage de musulmans ne dépasse pas 2 % en Afrique du Sud et 10 % en République centrafricaine, mais les violences en ce pays le font percevoir à tort comme plus musulman qu'en réalité, alors que la Mauritanie, à 99 % musulmane, ne fait pas beaucoup parler d'elle.

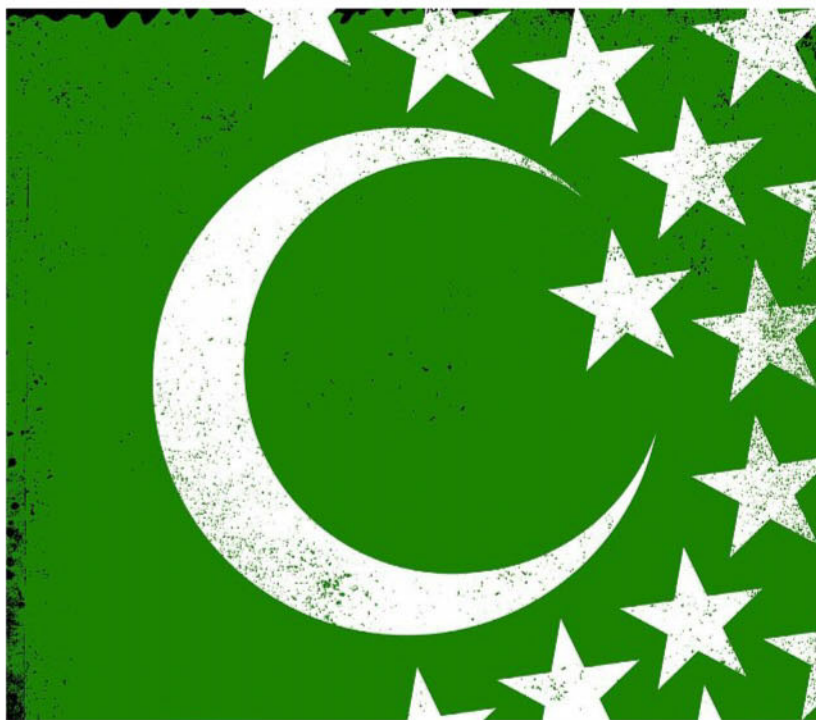
Et reste à savoir de quel islam il s'agit. On parle souvent des Frères musulmans en Égypte, mais il s'y trouve plus de chiïtes qu'on ne le croit, bien qu'ils soient moins nombreux que les Coptes. Et les 6 millions de chiïtes nigériens ont subi les assauts de l'armée nigérienne et l'hostilité de Boko Haram. Pour compliquer le tout, le Nigeria sunnite et ses 80 millions de musulmans sont théoriquement de rite malékite, non intégriste, alors que les États du nord du pays appliquent le régime de la charia, interprétée parfois sévèrement.

Il faut y ajouter 3 millions d'ahmadis, une école de l'islam originaire du Pendjab et non violente. Ses adeptes sont également très présents en Tanzanie ou au Bénin et se montrent actifs dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ils sont souvent persécutés, comme en Algérie, car ils disent que leur fondateur, Mirza Ghulam Ahmad, né douze siècles après Mohammed, dernier des prophètes, avait une dimension prophétique.

Quant aux kharidjites algériens de Ghardaïa, ville inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, ils sont inclassables et méconnus depuis que... le rallye Paris-Dakar ne passe plus par chez eux. De même, on ignore souvent que les ismaéliens, disciples de l'Aga Khan, sont présents en Afrique de

l'Est et en Afrique de l'Ouest, du Kenya à la Côte d'Ivoire, notamment dans les milieux d'affaires. Ils sont tout aussi pacifiques que leur leader amateur de chevaux, même si leur origine remonte au VIII^e siècle et à la secte des Assassins...

Autant dire qu'il est impossible de prévoir l'avenir de l'islam en Afrique, dans un contexte géostratégique compliqué. Le grand projet de formation des imams d'Afrique à un islam malékite et pacifique, cher au roi du Maroc, semble bien parti à Rabat, mais jusqu'où et jusqu'à quand pourra-t-on recruter des chefs de prière subsahariens quand ceux-ci sont tentés de considérer le Maghreb comme trop proche de l'Occident ? Le salafisme sous ses diverses formes, toutes conservatrices mais plus ou moins violentes, va-t-il



ADRIA FRUITOS POUR IA

prendre le pas sur le malékisme ? Les efforts du prince héritier d'Arabie saoudite pour moderniser l'islam du pays des lieux saints auront-ils des répercussions en Afrique ? Nul ne le sait. La seule quasi-certitude : les 450 millions de musulmans africains seront 1 milliard en 2040.

Reste à savoir combien parmi eux auront tenté de gagner l'Europe. Les migrations sont toujours difficiles à prévoir. Mais les musulmans dans la population européenne seront sûrement plus nombreux, sans qu'on sache ce qu'ils auront gardé de leur pratique religieuse et de leurs racines africaines. ●



SÉNÉGAL

Environnement des affaires



1. Investissement immobilier dans le quartier des affaires des Almadies. 2. Industries alimentaires du Sénégal. 3. Lancement du centre d'innovation technologique d'Atos. 4. Activités dans le port de Dakar. 5. Industrie de l'élevage de poulets chez Sedima aux environs du Lac Rose. 6. Étudiante en commerce international ESTEL Dakar.

Le Sénégal parmi les plus grands réformateurs au monde

Démocratie modèle, stabilité politique, économie ouverte, porte d'entrée maritime sur l'Afrique et le monde... Le Sénégal est un pays d'opportunités. Il l'est encore plus depuis que le gouvernement s'est attelé à améliorer l'environnement des affaires, faisant gagner au pays 38 places en cinq ans au classement Doing Business.

Mis en œuvre depuis 2012, le Plan Sénégal émergent (PSE) est le référentiel de la politique économique et sociale du gouvernement sur le moyen et le long terme. Il désigne six moteurs de croissance : l'agriculture, l'habitat social, la modernisation de l'économie informelle, les mines, l'industrie et la logistique et les services. L'industrialisation du pays est l'un de ses objectifs transversaux fort. Il est réalisé à travers un Plan d'actions prioritaires (PAP) quinquennal évalué à 9 685,7 milliards de F CFA.

Réformer l'environnement des affaires pour réussir le PSE

Pour le mettre en œuvre, le Sénégal compte sur des fondamentaux solides : une démocratie modèle, une stabilité à toute épreuve, une économie ouverte aux investissements ou encore des ressources humaines qualifiées. Mais pour se donner davantage de chances de réussir le PSE et d'attirer des capitaux privés de qualité, le pays de la Teranga

(« terre d'accueil » en wolof) s'est engagé dès 2012 dans une série de réformes destinées à faciliter l'investissement dans l'économie productive.

PREAC 1 : plus de quarante réformes finalisées

Le gouvernement a mis en œuvre un Programme triennal de 56 réformes de l'environnement des affaires et de la compétitivité (PREAC 2013-2015) qui affichait au début de l'année 2017 un taux d'exécution de près de 90 %, avec une quarantaine de mesures finalisées. Il a permis de faciliter les procédures liées à la création d'entreprise, à l'investissement, au transfert de propriété, à l'octroi du permis de construire, au commerce transfrontalier, à la justice commerciale ou encore à l'accès à l'électricité et au crédit.

La procédure de raccordement à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement et aux télécommunications a par exemple fusionné en 2014. Deux étapes suffisent pour créer

une entreprise et depuis 2013, une SARL est enregistrée en six heures au Bureau d'appui à la création d'entreprise, domicilié à l'Agence de promotion des investissements et des grands travaux (APIX). Le statut de l'« entreprenant » est apparu dans la législation pour répertorier et accompagner les entreprises de l'informel les plus fragiles.

Des réformes sectorielles

Le Sénégal nourrit de grandes ambitions dans l'exploitation pétrolière, après les découvertes encourageantes effectuées par des compagnies internationales ces dernières années dans son sous-sol. Pour parachever l'encadrement administratif du secteur extractif, le Code pétrolier, qui régit les hydrocarbures depuis 1998, est en cours de révision. Le pays a déjà adopté un nouveau code minier en 2016 afin de continuer à attirer les investisseurs tout en défendant les intérêts de l'État.

PREAC 2 : promouvoir des zones économiques compétitives

Fort de cette réussite, le président Macky Sall a appelé à approfondir le PREAC avec la formulation d'une seconde phase. Celle-ci est articulée autour de quatre axes stratégiques : l'automatisation des procédures (investissement, commerce...), le renforcement de la compétitivité des facteurs de production, le coaching des administrations, pour une prise en charge efficace des réformes, et la promotion des investissements à fort impact social. La promotion de zones compétitives, à travers la réalisation de plateformes d'investissement, d'agropoles et de zones économiques spéciales, est également au centre du PREAC 2.



Rencontre du président Macky Sall avec le secteur privé lors du Conseil Présidentiel de l'Investissement 2017.

**Le Sénégal,
classé 68^e dans
la catégorie
« création
d'entreprise »**

Des réformes saluées par « Doing Business »

La réalité de ces efforts a été relevée depuis cinq ans dans les classements Doing Business successifs de la Banque Mondiale. Pointé à la 178^e place en 2013, le Sénégal figure dans le classement 2018, publié en octobre dernier, à la 140^e place sur 190 économies. Cela représente un gain de 38 rangs et met le Sénégal au 18^e rang africain.

Des litiges commerciaux plus vite résolus

Doing Business a pris en compte la mise en œuvre de cinq réformes dans son rapport 2018. Elles concernent la création d'entreprise, l'obtention de prêts, le transfert de propriété, le paiement des taxes et des impôts et

l'exécution des contrats. Parmi les dernières réformes relevées par l'institution, le Sénégal a notamment rendu les règles plus strictes pour les audiences préliminaires et réduit le temps de résolution des litiges commerciaux.

Parmi les 5 pays africains les plus réformateurs

Les délais d'exécution des contrats sont passés de 925 à 740 jours en deux ans. Quant à la baisse des frais notariés pour la constitution d'une société et des frais de transfert de propriété, ils ont permis de diminuer les coûts de création d'une entreprise et de cession d'un bien. Classé 68^e dans la catégorie « création d'entreprise », le Sénégal figure en 2017 parmi les cinq pays en

Afrique subsaharienne et les treize pays au monde les plus réformateurs. En 2016, Doing Business avait déjà salué les efforts sénégalais dans la facilitation de l'enregistrement des titres de propriété, l'amélioration de l'accès à l'information sur le crédit ou la réduction des coûts relatifs au paiement des impôts.

La croissance économique suit le mouvement

La mise en œuvre du PSE, facilitée par l'amélioration des affaires, a permis une hausse continue du taux de croissance sénégalais. Celui-ci, estimé à 6,7 %, a poursuivi sa tendance haussière en 2016. Il est projeté à 6,8 % en 2017 et 7 % en 2018 par la Banque Mondiale.



Le port de Dakar.

LE SÉNÉGAL AU CLASSEMENT DOING BUSINESS DEPUIS 2014

2014 > 178 ^e	2015 > 161 ^e	2016 > 153 ^e	2017 > 147 ^e	2018 > 140 ^e
-------------------------	-------------------------	-------------------------	-------------------------	-------------------------

TROIS CRITÈRES CLÉS DU CLASSEMENT DOING BUSINESS

	Sénégal	Afrique subsaharienne
Raccordement à l'électricité	118 ^e	148 ^e
Transfert de propriété	121 ^e	131 ^e
Commerce transfrontalier	135 ^e	137 ^e

Une réforme foncière ambitieuse

Un nouveau code des impôts en 2012, un code des douanes en 2013 et une loi sur les partenariats-public privé en 2014 ont été adoptés pour mieux coller aux réalités des échanges mondiaux. Le gouvernement met également en œuvre l'une des réformes foncières les plus importantes depuis l'indépendance. Elle doit permettre aux Sénégalais de réaliser la transformation gratuite de leurs titres provisoires en titres fonciers, et ainsi impulser une « dynamique de croissance et de progrès social », comme l'affirme le président Macky Sall.

TENDANCES



64 FINANCES

Vive l'impôt!

70 INTERVIEW Vera Songwe:

« Le continent ne doit pas copier les solutions venues d'ailleurs »

74 INNOVATION

Big data, c'est données-donnant

82 ÉDUCATION

Ces nouvelles fabriques des élites

100 DÉCIDEURS

Les 8 qui feront 2018

112 MODE

Ambassadeurs de style

Dans la cour de l'Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle (Insaac) d'Abidjan, en juin 2017.



Dans un rapport publié en octobre, **l'OCDE et l'Union africaine font le bilan des recettes publiques de seize pays** du continent. Malgré des efforts notoires, leurs gouvernements peinent encore à mettre en place de véritables politiques fiscales, au détriment de leur stratégie de développement.

Alain Faujas



Il n'est pas un rapport financier international, pas une analyse macroéconomique concernant l'Afrique qui ne donne l'injonction aux pays du continent de mieux collecter leurs impôts, ou plus exactement leurs recettes publiques domestiques. On dira que l'Afrique peut compter sur ses exportations ? Elles sont sujettes à des hoquets dus à la conjoncture des pays riches ou aux fluctuations des monnaies mondiales. Sur ses matières premières ? Que la Chine s'enrhume, et leurs prix s'effondrent. Sur la générosité internationale ? Un Donald Trump à la Maison-Blanche ou une crise budgétaire en Europe, et les aides s'évaporent sans prévenir.

Il ne faut pas oublier que les prélèvements qu'un État réalise sur l'activité de la population et des entreprises sont le préalable obligé pour faire fonctionner des services publics de qualité... Voilà pourquoi la mobilisation des ressources intérieures fait partie des priorités de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et des Objectifs de développement durable (ODD). L'UA et son Forum sur l'administration fiscale ainsi que l'OCDE et son Centre

GETTY IMAGES

Finances Vive l'impôt!

de développement ont donc décidé depuis deux ans de faire le bilan de santé des recettes publiques du continent, avec l'appui de l'Union européenne. En 2016, huit pays ont été auscultés. Le rapport « Statistiques des recettes publiques en Afrique 2017 » en analyse seize entre 1990 et 2015. Ils représentent un tiers de la population et du PIB africains : Afrique du Sud, Cap-Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Maroc, Maurice, Niger, Ouganda, RD Congo, Rwanda, Sénégal, Swaziland, Togo et Tunisie.

VARIABLE. Le rapport étudie l'importance et l'évolution des trois composantes de leurs recettes publiques. Tout d'abord les impôts proprement dits, qu'ils soient sur le revenu des personnes physiques ou sur les bénéfices des sociétés, sur la consommation (TVA) ou sur le foncier. Ensuite, les cotisations sociales, qui sont très faibles en Afrique. Enfin, les recettes non fiscales, catégorie où l'on retrouve les dons, les loyers (par exemple miniers) et les recettes diverses (amendes, reversement de droits régionaux). « Cette étude nous a permis de constater que la collecte publique des pays concernés s'est améliorée de cinq points de PIB entre 2000 et 2015, explique Arthur Minsat, du Centre de développement de l'OCDE. La moyenne non pondérée des seize pays est passée de 14,1 % à 19,1 %, alors que celle des pays latino-américains progressait moins – de 17,9 % à 22,8 % – et que celle de l'ensemble de l'OCDE stagnait de 34 % à 34,2 %. »

En facilitant les déclarations et les paiements, l'Afrique du Sud est parvenue à réduire la fraude.

La situation est très variable d'un pays à l'autre. Ceux qui ont le plus augmenté leurs recettes en pourcentage du PIB sont le Togo, la RD Congo, le Niger ou le Rwanda, pays qui sont le plus souvent dans le bas du tableau des prélèvements publics. En effet, c'est la Tunisie qui dispose des recettes les plus substantielles (30,3 % du PIB) devant l'Afrique du Sud (29 %), le Maroc (26,1 %) et le Togo (21,3 %), alors que le Ghana (15 %), l'Ouganda (12,5 %) et la RD Congo (10,8 %) prélèvent nettement moins.

Ces progrès ont plusieurs explications. La bonne conjoncture des années 2000, portée par le boom des matières premières, a créé un dynamisme qui a permis aux États de se constituer de nouvelles ressources. Mais ces progrès ont surtout été réalisés par le biais des impôts sur les biens et services, comme la TVA. Or celle-ci a l'avantage d'être plus facile à collecter, mais a l'inconvénient de peser lourdement sur les plus défavorisés. En 2015,

la TVA représentait 31,5 % du total des recettes fiscales, contre 14,6 % pour les impôts sur les bénéfices des sociétés et 16,3 % pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le Kenya, l'Afrique du Sud et le Swaziland tiraient la plus grande partie de leurs recettes de l'impôt sur le revenu et les bénéfices, alors qu'en Tunisie et au Maroc, les cotisations sociales représentaient la part la plus élevée des recettes fiscales, soit respectivement 29,5 % et 17 %. Quant à l'aide internationale sous forme de dons – qui fait partie des recettes publiques –, elle représentait 5,5 % du PIB du Niger et 6,3 % de celui du Rwanda, qui figure parmi les pays les plus aidés du continent. Le Maroc, lui, ne reçoit aucun don.

RÉUSSITES. La faiblesse des rentrées fiscales tient à l'importance de l'économie informelle, à une certaine indiscipline, aux exemptions accordées aux investisseurs étrangers pour les attirer dans des zones économiques spéciales et au manque d'efficacité des administrations fiscales. C'est pourquoi l'UA et le Centre de développement de l'OCDE poussent les pays à partager leur expérience et leurs réussites en matière de

collecte. Le rapport cite notamment le cas du Maroc, qui est parvenu à élargir son assiette fiscale en abaissant fortement le taux d'impôt sur les sociétés pour certaines petites entreprises ciblées ou en créant des services des impôts dédiés aux gros contribuables et aux PME.

MAÎTRISE. L'exemple de l'Afrique du Sud montre quant à lui comment le pays a réorganisé la collecte de ses impôts autour d'une plateforme électronique eFiling à partir de 2001. Déclarations et paiements facilités ont permis de réduire la fraude fiscale, favorisant dans le même temps l'augmentation du nombre des contribuables payant leurs impôts en temps et en heure.

« Nous entendons appuyer le développement de ce dialogue entre les pays, conclut Arthur Minsat, et nous allons

poursuivre l'élargissement du champ de notre rapport annuel en y traitant l'an prochain au moins vingt pays, dont le Nigeria. » Car il y a encore beaucoup à faire pour que les gouvernements comprennent qu'ils peuvent tuer la poule aux œufs d'or en surtaxant un trop petit nombre d'entreprises, apparemment florissantes mais qui subissent de plein fouet la concurrence du secteur informel, qui, lui, ne paie ni taxes ni charges sociales.

Symétriquement, ces mêmes gouvernements doivent entendre le FMI et la Banque mondiale leur dire, chiffres à l'appui, que les exonérations et autres exemptions fiscales qu'ils accordent trop généreusement n'attirent pas beaucoup les investisseurs et les privent de précieuses recettes. Le développement passe bien, aussi, par une maîtrise de la fiscalité. ■

Les Robins des bois de la fiscalité

C'est en 2010 que John Christensen, directeur du Tax Justice Network (Réseau mondial pour la justice fiscale), avance l'idée de s'inspirer du modèle de Médecins sans frontières pour envoyer des fiscalistes expérimentés du monde entier aider les administrations des impôts des pays en développement à accroître

les recettes publiques nécessaires à leur développement durable.

POSITIF. Le secrétariat d'Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) est installé à Paris en 2014. En 2015, l'OCDE et le Pnud lui apportent leur soutien technique et financier. En avril 2016, le comité directeur

d'IISF se fixe pour objectif de réaliser une centaine d'interventions d'ici à 2020.

En ce qui concerne l'Afrique, le bilan est positif : sur la trentaine de programmes d'assistance demandés par les pays d'accueil en cours ou à venir, un peu plus de la moitié concerne le continent, avec des missions au Botswana, au Cameroun,

en Côte d'Ivoire, en Égypte, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Liberia, au Malawi, au Nigeria, en Ouganda, au Rwanda, au Congo, au Sénégal, en Zambie et au Zimbabwe. Dans le monde entier, 328 millions de dollars (281 millions d'euros) ont été ainsi récupérés et, au vu du nombre de ses programmes, on peut estimer que l'Afrique en a perçu près de 150 millions.

Ce n'est qu'un début, et l'aide d'IISF n'est pas exclusive. Par exemple, les spécialistes de l'OCDE ont directement aidé les services fiscaux du Liberia et du Nigeria à traquer les manipulations des prix d'exportation du fer pour l'un et du charbon pour l'autre.

Et depuis 2016, le coup de main ne vient plus seulement du Nord et des pays riches. C'est ainsi que le Botswana a demandé une assistance au Kenya en 2016 et que l'Ouganda vient de solliciter celle de l'Afrique du Sud. La coopération fiscale Sud-Sud est en bonne voie.

A.F.



John Christensen, directeur du Réseau mondial pour la justice fiscale, à Londres.

ERIC TSCHAEN/REA

Participer à la transformation du continent donne du sens à chacun de nos projets

MOBILITY



HEALTHCARE



CONSUMER GOODS



TECHNOLOGY & ENERGY





Le « modèle Kigali » en questions

Pas une journée sur les réseaux sociaux sans lire la fascination pour Kigali, ville propre. Pas une journée dans la presse africaine sans un article élogieux sur Kigali, ville où tout fonctionne. Kigali est le modèle à suivre, et l'injonction est forte : soyez Kigali !

Kigali réussit, ses rues sont entretenues, ses infrastructures opérationnelles, internet pénètre même les transports publics, et les investisseurs du monde entier viennent à Kigali, délaissant de plus en plus Nairobi. Pourtant, au-delà de cette fascination, de cette réussite insolente que le monde entier veut voir, Kigali pose de vraies questions. Interrogeons-nous donc sur le « modèle Kigali ».

Cette réussite signifierait avant tout l'échec cuisant des autres villes. L'histoire semble pourtant simple : les habitants de Kigali se sont réveillés un jour, se sont mis au travail, et Kigali est devenue Kigali. Tout le monde peut y arriver, avec un minimum de volonté. Mais alors, dans cette légende de la simplicité, pourquoi toutes les villes ne font-elles pas comme Kigali ? Il y aurait une autre histoire, un peu plus complexe, qui fait que le miracle rwandais ne peut se dérouler qu'au Rwanda... Première faille dans le modèle, qui se révèle peu exportable dans des contextes politiques et culturels différents. Et quand on regarde de plus près, quand on se promène un peu, il y a beaucoup de belles choses, de Cotonou à Dakar, de Brazzaville à Addis-Abeba.

Ce sont avant tout les expatriés qui font la promotion de Kigali, car ils y trouvent ordre et sécurité, des facteurs importants lorsque l'on vit loin de chez soi. La diaspora aime aussi retrouver à Kigali l'aspect immaculé des rues de Genève ou de Singapour. Pour cette élite la vie y est simple, comme elle l'est pour toutes les élites. Mais l'habitant des villes, celui qui représente les 98 % de la population, voit-il en Kigali un modèle de réussite ? Personne ne le sait car personne ne lui a jamais demandé.

On ne se réveille pas un jour en disant « tiens, aujourd'hui, je vais être discipliné ». L'ordre et la sécurité reposent sur la peur du gendarme et c'est bien un système policier qui doit être mis en place, comme à Genève ou à Singapour. Là, l'habitant ne jette jamais rien par terre, de peur qu'un policier ne le voie. Et pris sur le fait, pas de négociation possible, il faut payer l'amende.

Kigali met également en place un zonage des activités économiques et se bat ainsi contre la mixité des territoires, pendant que le reste du monde cherche à dépasser cet outil de réglementation imposé dès les années 1920 par

le mouvement moderne. Les grandes zones de bureaux en sont la preuve. Les villes du continent ont la caractéristique de pousser la mixité à son paroxysme, répartissant ainsi l'emploi sur tout le territoire urbain et réduisant les déplacements. La mixité permet de faire de la ville durable. De ce point de vue, Kigali ne veut pas être africaine et met en place un système emploi-habitat qui sera à terme coûteux en transports et ainsi peu durable.

Alors que la décentralisation est sur toutes les lèvres, Kigali est un modèle de la centralisation des pouvoirs. Le modèle de réussite de la ville, c'est celui de la réussite d'un



pays. Que voulons-nous ? Quelle forme de démocratie ? Celle de Genève ou de Singapour ?

Enfin, pour évaluer un modèle, d'autres indicateurs sont nécessaires. La ségrégation, la fragmentation et la pauvreté ont-elles reculé ? Si la grandeur d'une ville ne se mesure qu'à la propreté de ses rues, alors l'humanité est dans une impasse.

Après ces quelques pistes de réflexion, si Kigali est toujours le seul modèle pour les villes africaines, alors faisons Kigali à Dakar, à Bamako, à Accra et à Libreville. Mais il est possible de faire à Dakar le modèle de Dakar, à Bamako celui de Bamako et ainsi de suite. Questionnons nos référentiels de pensée, et peut-être que l'identité, la culture, les croyances, les rapports humains et le cadre social de nos vies seront plus importants pour nos villes que la seule propreté de leurs rues, même si avouons-le, s'y promener est agréable. ●

REUSSIR

C'EST INVESTIR



RAWBANK, votre banque, poursuit une politique commerciale très active, dans le respect de ses clients, de l'ensemble du marché et avec une excellente maîtrise de ses risques tant opérationnels que de crédit. Elle confirme son leadership avec **une part de marché moyenne de 25%** sur le total des dépôts et des crédits.

Avec plus 400 000 clients, Rawbank compte aujourd'hui plus de 1500 collaborateurs, 90 agences & guichets et près de 160 distributeurs automatiques de billets.

Grâce à votre appui, nous continuerons à consolider notre position de leader et faire de votre banque, un acteur clé du développement de l'ensemble du pays; car ce qui nous importe le plus, c'est de **réussir avec vous**.

*Chiffres au 31 décembre 2016

3487, Boulevard du 30 juin, Kinshasa.
République Démocratique Congo
Tél. +243 99 60 16 300 - Numéro gratuit: 4488
www.rawbank.cd Rawbank Rawbank sa

RAWBANK

is my bank.

**Total
bilan
1095**
USD millions

**PNB
82**
USD millions

**Part de
marché
25%**

Vera Songwe « Le continent ne doit pas copier les solutions venues d'ailleurs »

La secrétaire générale de la Commission économique pour l'Afrique **encourage les pays** à s'emparer des nouvelles technologies. **Propos recueillis par Olivier Caslin**

Vera Songwe est une femme d'influence. Régulièrement nommée parmi les Africaines qui comptent, la Camerounaise, née à Nairobi, occupe depuis le 13 avril le très convoité fauteuil de secrétaire général de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qui assoit une réputation dans la sphère économique du continent. À 49 ans, celle qui a également le rang de secrétaire général adjoint de l'ONU a succédé, à la surprise générale, au très charismatique Carlos Lopes, démissionnaire après quatre années à ce poste. Première femme à occuper cette fonction, Vera Songwe n'est pas une inconnue. Économiste de formation, passée par les meilleures universités, elle entre en 1998 à la Banque mondiale (BM). Elle y reste près de vingt

ans, alternant les postes à Washington, au siège de l'institution. Elle y travaille notamment sous les ordres de la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de 2007 à 2011. Cette même année, Vera Songwe représente la BM à Dakar, avant d'être nommée en 2016 à la tête du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale de la Société financière internationale (IFC), la filiale de la BM consacrée au secteur privé. C'est là que viendra la chercher António Guterres, quelques mois seulement après sa propre nomination en tant que secrétaire général de l'ONU. Réputée plus orthodoxe que son prédécesseur, Vera Songwe doit maintenant orienter, depuis Addis-Abeba, la réflexion des gouvernements africains en matière de politique de développement.

JEUNE AFRIQUE: Le 5^e sommet UA-UE vient de se terminer à Abidjan. Quelle est l'utilité de ce genre de rendez-vous pour l'Afrique?

VERA SONGWE: Toute rencontre permettant à des partenaires de discuter des problèmes est utile. Nous sommes dans un monde globalisé qui demande des réponses globales sur des questions qui concernent la planète entière: le changement climatique, les problématiques de paix et de sécurité, de développement et de croissance économique. Il faut un dialogue permanent pour affiner les positions, dégager des stratégies communes. C'est ce que permet ce genre de sommet en jouant un rôle de plateforme de discussion. À Abidjan, deux continents qui représentent aujourd'hui une part importante de la population et de l'économie

mondiale se sont rencontrés. C'est forcément utile.

L'Afrique semble aujourd'hui être au cœur de ces grandes discussions internationales. Pour quelle raison?

Le continent prend plus de poids sur la scène internationale. Sa part dans l'économie mondiale reste modeste, de l'ordre de 5 %, mais elle ne cesse d'augmenter. L'Afrique a son avenir devant elle. D'ici à 2050, sa population comptera 450 millions de jeunes supplémentaires âgés de 15 à 24 ans, contre 50 millions aux États-Unis et 40 millions en Europe. C'est donc l'Afrique et l'Asie qui, pour des raisons démographiques, vont tirer la croissance de l'économie mondiale. Cette jeunesse africaine va prendre toute sa place dans des industries qui ne sont plus nationales mais globales. Il y va de l'intérêt même des pays occidentaux. Ce sont les travailleurs d'autres pays qui contribueront à leurs systèmes de retraite et de protection sociale. Même si les tensions migratoires entre les pays du Nord et ceux du Sud ont encore

La « dream team » de Kagame

La Camerounaise fait partie des neuf experts retenus par Paul Kagame en octobre 2016 pour réfléchir aux nécessaires réformes de l'Union africaine. Au sein de cette équipe de haut vol, elle côtoie des personnalités de premier plan, de Donald Kaberuka à Cristina Duarte, d'Acha Leke à Carlos Lopes, son prédécesseur à la tête de la CEA.

Diplômée de l'université du Michigan et enseignante à l'université de Californie du Sud (USC), Vera Songwe s'est également fait une réputation aux États-Unis. Elle continue

de tenir un blog au sein de la prestigieuse Brookings Institution de Washington, intitulé Mondialisation et développement. L'économiste y revient souvent sur ses thèmes de prédilection: la fiscalité et les sources de financement innovantes, l'agriculture et l'énergie, la gouvernance économique. Autant de sujets sur lesquels la nouvelle patronne de la CEA devrait faire entendre ses positions, tout au long de son mandat.

O.C.



« si l'Afrique a inversé sa courbe de croissance, c'est parce que les pays du continent commercent de plus en plus entre eux. »

SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

tristement fait l'actualité de ces douze derniers mois.

Quel a été selon vous l'événement le plus important en 2017 ?

En quelques mois seulement, l'arrivée du nouveau président américain a profondément changé la donne internationale. C'est pour cela que je trouve très significatif de voir la région Asie-Pacifique confirmer ses accords commerciaux sans les États-Unis et réaffirmer au monde entier l'importance de ces traités et du commerce international. D'ailleurs, si l'Afrique a inversé sa courbe de croissance, c'est parce que les pays du continent commercent de plus en plus entre eux. L'Afrique a beaucoup avancé ces dernières années en matière d'intégration à l'échelle continentale. L'année 2017 a confirmé cette tendance et marqué une inflexion pour qu'en 2018 l'Afrique retrouve un environnement économique plus fort, plus stable.

Le cadre macroéconomique du continent s'est amélioré, mais la baisse des cours des matières premières a montré sa fragilité.

Peut-on encore parler de malédiction des ressources naturelles en Afrique ?

Il faut arrêter de parler de malédiction et nous concentrer sur les problèmes structurels de nos économies. Les grandes économies africaines ont souffert, mais l'Afrique du Sud a dû faire face à la méfiance des marchés financiers à la suite de problèmes internes de gouvernance, l'Égypte a enregistré une dégradation de sa situation sécuritaire et le Nigeria, de sa situation monétaire. Nos économies sont devenues aujourd'hui bien trop complexes pour être résumées à la question des matières premières. Une quarantaine de pays ont enregistré une croissance positive durant cette période, et je pense que l'Afrique, dans son ensemble, a bien mieux géré la crise que d'autres continents. Le défi reste de diversifier les économies. Nous avons vu avec le Bénin, le Sénégal ou le Kenya que, lorsque c'est le cas, elles ont les moyens de faire face aux difficultés qui se présentent.

Diversification, intégration, industrialisation... Les solutions sont connues, et pourtant les populations attendent toujours les fruits de la croissance.

Beaucoup a déjà été réalisé ! Je reviens sur l'importance du commerce intra-africain. Il a plus que doublé depuis 2000, pour représenter aujourd'hui 18 % des échanges commerciaux du continent. Ce qui est intéressant, c'est la valeur ajoutée, la productivité et les emplois qui en découlent. Ce commerce doit rivaliser qualitativement avec celui réalisé en dehors du continent. Plus généralement, l'Afrique a connu des avancées significatives en matière d'inclusion financière, d'utilisation d'intrants agricoles. Si elle n'était pas confrontée à des problèmes de paix et de sécurité, elle serait capable de se nourrir elle-même. Nos pays disposent aujourd'hui d'une véritable expertise dans de très nombreux secteurs. Notre continent est jeune, et on lui demande de faire en quelques décennies ce que les autres ont mis des siècles à accomplir.

Pensez-vous que l'Afrique doit développer ses propres solutions à son rythme ?

L'inclusion financière s'est faite beaucoup plus vite en Afrique qu'aux États-Unis, par exemple. L'innovation va clairement permettre au continent de faire un bond en avant. Mais pour en tirer le meilleur parti, l'Afrique doit encore s'emparer des nouvelles technologies, préparer cette fameuse quatrième révolution industrielle. La population a l'énergie de sa jeunesse et elle peut vite rattraper son retard technologique. Je suis convaincue que d'ici dix ans certaines des principales évolutions technologiques viendront d'Afrique. Notre continent n'a pas vocation à copier les solutions venues d'ailleurs. Il emprunte déjà sa propre voie et impose ses propres standards, comme avec le *mobile banking* au Kenya. L'Afrique a de quoi largement contribuer au monde qui se dessine. Bien sûr, nos capacités en matière de recherche et d'innovation sont aujourd'hui réduites par rapport à celles de l'Inde ou de la Corée du Sud, mais nous allons créer l'environnement nécessaire pour les développer et montrer au reste du monde que nous avons un savoir-faire à partier.

Quel est l'impact de la gouvernance dans le développement du continent ?

L'évolution sur la durée de l'indice Mo Ibrahim, qui mesure justement cet impact, montre que l'Afrique a considérablement avancé sur cette question, même s'il est vrai qu'une détérioration certaine a pu être constatée ici et là ces trois dernières années. Notre problème reste la constance. Nous ne pouvons pas relâcher nos efforts, nous devons au contraire renforcer nos

institutions et surtout amener nos jeunes à participer à ces instances de décision. Tout le monde en est aujourd'hui conscient en Afrique. La gouvernance comme la stabilité sont essentielles au développement économique du continent.

C'est primordial pour donner confiance au secteur privé. En tant qu'ancienne responsable pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale de la Société financière internationale (IFI), quelles solutions proposez-vous pour aider celui-ci à émerger ?

Le secteur privé a toute sa place en Afrique. Il est vrai qu'aucun groupe africain n'est encore coté sur les grandes places boursières de la planète, mais certains d'entre eux pèsent aujourd'hui lourd dans les économies de leurs pays

respectifs et représentent une valeur ajoutée importante pour le continent. Mais le secteur privé en Afrique, ce sont surtout les PMI et les PME, qui ont besoin d'un cadre légal amélioré, d'un accès aux financements plus aisé. Il est

« Si l'Afrique veut prendre le contrôle de son destin, elle doit financer ses institutions. »

également urgent de corriger la perception du risque à travers le continent, qui reste très éloignée de la réalité. Nous devons éduquer nos partenaires, créer les produits financiers qui permettront de diminuer ce risque et donc de favoriser les investissements.

Les questions de fiscalité, sur lesquelles vous avez longtemps travaillé, font l'objet d'une véritable réflexion sur le continent depuis ces derniers mois. Avec quels objectifs ?

De nombreux pays, comme le Ghana, se penchent effec-

30 % pour que l'ensemble des pays puissent bénéficier des rentrées budgétaires nécessaires à leur développement. Mais c'est un sujet sur lequel nous avançons.

Et sur la réforme de l'UA, quels sont les résultats attendus ?

Ses pairs ont confié cette réforme au président Kagame pour justement obtenir des résultats. Cela fait une éternité qu'un changement profond est espéré. Si l'Afrique veut prendre le contrôle de son destin, elle doit financer ses institutions. C'est tout l'objet de cette réforme, qui, une fois adoptée, permettra à l'UA de prendre les décisions qui la concernent en toute indépendance. Et de tenir toute la place qui lui revient dans les grandes instances internationales. ●

AZALAÏ HOTELS

**L'Afrique
vous
accueille.**

BAMAKO OUAGADOUGOU BISSAU COTONOU NOUAKCHOTT ABIDJAN

www.azalaihotels.com
reservation@azalaihotels.com

De Bamako à Abidjan en passant par Ouagadougou, Bissau, Cotonou et Nouakchott, les hôtels Azalai vous réservent le meilleur de l'hospitalité Africaine.


AZALAÏ
HOTELS



Esclavage : le débat est nécessaire

Maintenant que l'émotion légitime sur la situation d'esclavage des migrants africains en Libye et en Afrique du Nord s'est exprimée, vient le temps de la réflexion. Pour appréhender la condition des droits humains du Nègro-Africain, sur le continent et en diaspora, il importe d'user d'une extrême lucidité, de partir non pas de l'Afrique telle qu'on la voudrait mais de l'Afrique qui est. Depuis longtemps, quelques intellectuels et artistes posent la nécessité d'un débat, qui doit d'abord être africain, sur la persistance de la violence esclavagiste sur le continent. Il faut qu'on ait le courage de le mener jusqu'au bout, en faisant la part de ce qui est conjoncturel et de ce qui est structurel. À défaut, cette belle et juste émotion risque de retomber comme une feuille morte.

Dans le fatras de problèmes irrésolus que pose l'Afrique, il y a, au sommet, la question de l'esclavage. La marchandisation de l'humain, fait économique et social mais aussi culturel, est combattue par les États africains avec un maillage territorial, des structures, des campagnes de sensibilisation et une chaîne pénale. Avec des résultats, et des statistiques qui sont dressées.

Mais c'est surtout au niveau sociétal qu'on a l'impression d'une justification des pratiques esclavagistes. Les travaux du médiéviste sénégalais Brahim Diop et de l'anthropologue ivoirien Harris Memel-Foté peuvent permettre de comprendre les représentations qui ont servi à l'explication de l'esclavage par le fait religieux et lignager en Afrique. S'il y a acceptation et perpétuation, c'est qu'il y a une justification ancienne.

Si quatre siècles de marchandisation du corps noir par l'Occident ont laissé un racisme et des discriminations aussi tenaces en Europe, on peut imaginer la profondeur de la blessure et du trauma en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient. Quand le migrant subsaharien reste toujours désigné, en arabe, par le mot « esclave » (*abid*), on comprend que de la dénomination à la marchandisation il n'y ait qu'un pas, allègrement franchi pendant les quatorze siècles où ont été pratiqués la traite et l'esclavage des Nègro-Africains au Proche-Orient et au Moyen-Orient. C'est pourtant à un intellectuel algérien, Malek Chebel, qu'on doit la première enquête anthropologique sur le sujet. En 2007, il publie *L'Esclavage en terre d'islam* (Fayard), un ouvrage qui s'attaque frontalement à ce trou noir des pensées arabe, africaine mais aussi occidentale. Son réquisitoire contre la légitimation de l'esclavage par le fait religieux musulman, de la Mauritanie à la Turquie en passant par le Maghreb et l'Espagne, est implacable. Le Sénégalais Tidiane Ndiaye, avec



Le Génocide voilé (Gallimard), étudie quant à lui l'ampleur historique de ce drame humain.

On peut d'ailleurs se demander, toutes proportions gardées, dans quelle mesure l'imaginaire colonial arabe n'a pas influencé l'imaginaire colonial occidental. Car les structures de la violence économique, sociale et culturelle préexistaient à la domination occidentale et ont préparé et accompagné la première mondialisation menée par les pays européens en Afrique.

Pour ce qui est des mouvements abolitionnistes, on sait que la fin de l'esclavage dans les pays du Moyen-Orient a été fortement suscitée par l'Europe. D'ailleurs, si en Occident il y a eu émergence d'un leadership d'ascendance négro-africaine capable de défendre ses intérêts, dans les pays d'influence arabe de féroces répressions ont dissuadé toute démarche d'affirmation.

Dans le grand mouvement de reconnaissance et de défense des droits humains des Africains et de leur descendance, si la France a été le premier État au monde à reconnaître la traite et l'esclavage comme « crimes contre l'humanité », suivie par le Sénégal, unique pays à le faire en Afrique, il faut regretter que les législateurs français et sénégalais aient restreint le cadre aux crimes occidentaux commis entre le XV^e et le XIX^e siècle. Ce travail de reconnaissance sur l'esclavage ne peut être efficace et changer les imaginaires et les consciences que s'il intègre une perspective globale. C'est une urgence. Le temps de la réparation des traumatismes viendra. ●

Innovation

Big data, c'est données-donnant

Télécommunications, banques ou compagnies pétrolières... De plus en plus d'entreprises **collectent les informations issues des objets connectés**. Mais leur pleine exploitation reste encore en chantier.

Charles Bouessel

« Le big data est la nouvelle ressource naturelle du XXI^e siècle. À l'instar des pierres précieuses ou du pétrole, les données doivent être exploitées pour trouver leur véritable valeur », explique Solomon Assefa, directeur de la recherche d'IBM en Afrique, qui s'enthousiasme de l'usage croissant du téléphone portable sur le continent.

De fait, les smartphones, ordinateurs, tablettes et autres interfaces en tout genre collectent aujourd'hui des masses d'informations trop volumineuses, désormais impossibles à analyser pour des capacités humaines, voire par des outils informatiques classiques. On entre alors dans le domaine du big data.

Ces « données massives » représentent aujourd'hui une activité en pleine croissance. Elles auront généré un chiffre d'affaires de 150,8 milliards de dollars (128 milliards d'euros) à l'échelle mondiale en 2017, selon des estimations de l'International Data Corporation.

« En Afrique, l'éducation, la santé, l'agriculture et les transports sont les domaines majeurs dans lesquels le big data offre de grandes possibilités », observe Abdoul Seck, directeur de l'analyse des données chez Deloitte, qui précise que « le continent est en retard sur le sujet, Afrique du Sud, Nigeria ou Kenya mis à

part ». Dans ces deux derniers pays, une étude d'IBM montrait qu'en 2014 seulement 40 % des entreprises tenaient compte du big data dans le développement de certains de leurs projets. La moyenne mondiale est de 51 %.

FLUX. Certaines applications existent déjà. IBM se concentre surtout sur les secteurs de la finance, de la gouvernance, de la santé, des écosystèmes urbains et de l'éducation. Le géant de l'informatique travaille sur les technologies d'inclusion financière, en analysant les informations brutes des smartphones pour des institutions comme Nedbank, en Afrique du Sud. L'objectif est de mieux définir le profil financier des futurs clients, non encore bancarisés, pour leur proposer des produits les mieux adaptés.

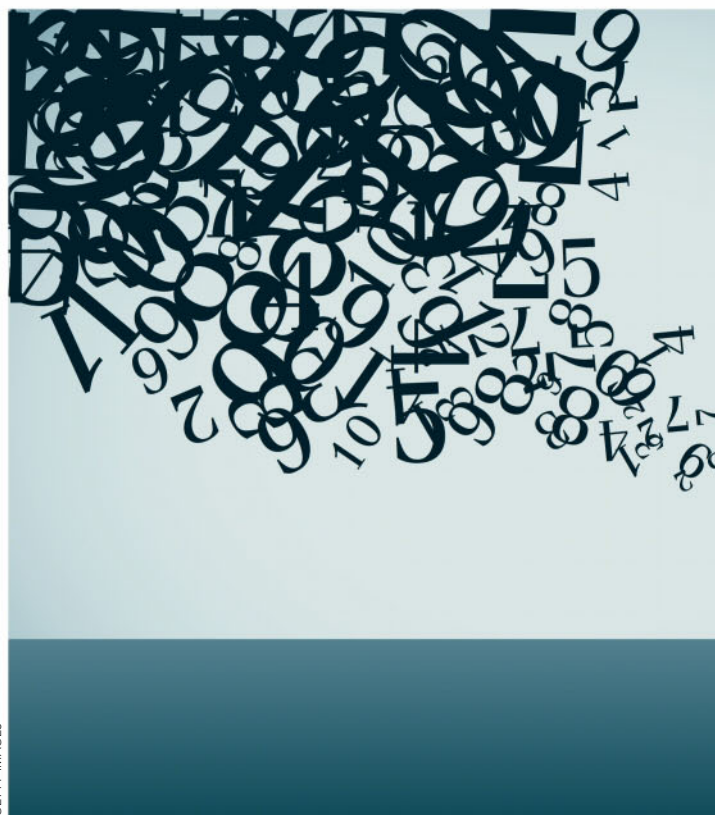
De son côté, Microsoft propose des outils d'agrégation de différents systèmes d'information et bases de données, déjà utilisés sur le continent par les entreprises Schlumberger et Sonangol, dans les secteurs aérien, pétrolier ou bancaire. « Les systèmes d'information des banques africaines sont parfois vétustes, isolés, non agrégés, explique Marc Israel, directeur de la technologie chez Microsoft. Les banques ne sont donc pas toujours en mesure de déceler les piratages. »

Microsoft ou IBM se positionnent davantage sur l'analyse de ces informations que sur leur collecte. « IBM n'est pas un pourvoyeur de données. Nous nous concentrons sur la vente d'outils analytiques pour créer de la valeur à partir des données, qui restent détenues par nos clients », insiste Solomon Assefa.

Beaucoup d'entreprises rechignent à vendre ou à partager leurs données inexploitées. Mais les temps changent, et des partenariats sont en

gestation entre Microsoft et Safaricom ou Airtel, deux grands collecteurs de mégadonnées à travers le continent.

Les opérateurs de télécommunications deviennent en effet incontournables, tant ils disposent d'énormes volumes de renseignements, à commencer par la géolocalisation des utilisateurs. « Ils sont en position de force pour trouver des applications et développer des partenariats avec d'autres grands générateurs de données comme Google ou



GETTY IMAGES

Facebook», confirme Thomas Chalumeau, le directeur de la stratégie et du développement international Afrique et Moyen-Orient chez Orange.

« La géolocalisation permet d'obtenir des données agrégées et anonymes sur les flux de population, qui sont très utiles pour éclairer les choix de localisation des investissements, pour implanter par exemple des stations-service, des routes ou des hôpitaux », détaille ce dernier.

Orange développe de nombreux projets dans ce secteur, notamment avec son programme Flux Vision, qui permet de convertir des milliers de données provenant du réseau mobile en indicateurs statistiques, afin d'analyser la fréquentation des zones géographiques, les déplacements de population, etc.

Malgré cette apparente complémentarité entre d'un

côté des collecteurs de données et de l'autre des analystes, « les échanges se font de gré à gré, il n'existe pas de "marché" à proprement parler, ouvert et structuré », observe Abdoul Seck.

La faiblesse de ces échanges s'explique d'abord par la nouveauté du secteur. Pour Thomas Chalumeau, « la capacité de monétisation du big data existe déjà en Afrique,

confiance, Microsoft va ouvrir des centres de données en Afrique dès 2018, notamment à Johannesburg et au Cap. L'éditeur de logiciels s'associe à IBM et à Oracle pour sensibiliser les autorités publiques à cette problématique d'une voix commune.

L'enjeu se situe également du côté de la sécurisation des données. « L'accès à toutes ces informations pose des ques-

beaucoup d'entreprises ont des masses d'informations qu'elles ne savent pas utiliser », déplore à son tour Marc Israel. En attendant le développement d'applications commerciales et pour perfectionner leurs outils, certains groupes investissent dans des programmes de recherche et de développement basés sur le big data. En Afrique du Sud, Square Kilometer Array, sur lequel travaille IBM, doit devenir le radiotélescope le plus grand et le plus sensible jamais conçu.

De son côté, Orange développe en collaboration avec des États comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire un projet en faveur du développement baptisé D4D (Data for Development), qui comprend un programme de mesure de la pauvreté (basé sur le temps d'appel et le nombre de contacts des utilisateurs), du taux d'alphabétisation (qui s'appuie sur l'usage ou non des SMS) et de la santé. L'opérateur participe également au projet Opal (Open Algorithms), soutenu par l'Agence française de développement et qui vise à utiliser les données des entreprises privées pour améliorer la définition et la mise en œuvre des politiques publiques.

« Pour le moment nous travaillons sans contrepartie, reconnaît Nicolas de Cordes. Mais il y a beaucoup de retombées possibles. Le calcul du taux d'alphabétisation et de la pauvreté est utile dans des perspectives d'études de marché et de développement commercial. Cela permet aussi à Orange de perfectionner sa compétence en matière de big data et d'enrichir notre relation avec les pays. Et si ceux-ci se développent, c'est gagnant-gagnant ! » ●

En Afrique du Sud, IBM prépare le radiotélescope le plus grand et le plus sensible jamais conçu.

notamment en Égypte, au Maroc, en Tunisie et, dans une moindre mesure, au Sénégal et en Côte d'Ivoire ».

Le retard relatif du continent dans ce domaine est aussi dû à un manque d'infrastructures adaptées. « L'analyse des mégadonnées nécessite une puissance de calcul importante. Or les centres de données sont souvent hébergés ailleurs [essentiellement en Irlande pour l'Afrique] », analyse Abdoul Seck.

« **SENSIBILITÉS** ». Cette délocalisation des serveurs soulève des questions de souveraineté des données, une problématique encore mal appréciée. « Beaucoup de pays n'ont pas encore de loi sur la protection de ces informations », explique Marc Israel, qui note une légère avance des pays anglophones dans ce domaine, notamment au Rwanda, au Nigeria et au Kenya. Faute de cadre, « les États sont réticents à faire sortir les données de leur pays », reprend le spécialiste de Microsoft. Pour leur donner

tions d'éthique » explique Nicolas de Cordes, vice-président marketing anticipation chez Orange. Il détaille les principes de l'opérateur sur cet aspect : « Ne pas permettre de retrouver un individu, protéger les données de nos activités et dans certains cas prendre en considération les sensibilités nationales. » L'opérateur dispose aussi de commandes à distance pour activer ou désactiver ses plateformes d'analyse en cas de crise. Il s'est également engagé dans une stratégie de développement de *data centers* sur le continent, au Cameroun, au Sénégal ou encore au Maroc. « Mieux vaut faire circuler les algorithmes que les données », appuie Nicolas de Cordes.

Reste ensuite à résoudre le manque de ressources humaines sur place. « La formation autour de la gestion de l'information est très insuffisante sur le continent » poursuit Abdoul Seck. « L'ensemble de nos clients et partenaires se plaignent du manque de compétences pour exploiter et se servir des outils. Résultat,





Un nouveau chapitre s'ouvre

Le deuxième tome du recueil des œuvres choisies de Xi Jinping propose un aperçu unique sur la gouvernance de la Chine

Par Wang Hairong

Bien que l'hiver se soit désormais bien installé à Beijing, le gel matinal en ce 27 novembre ne semble aucunement freiner les ardeurs de Diana Olenja. Cette directrice des relations publiques du Kenya Literature Bureau, une maison de publication gouvernementale kenyane, est en effet à Beijing pour signer un accord sur la coédition du second tome du livre de Xi Jinping intitulé *La gouvernance de la Chine*. « Nous allons traduire le livre en kiswahili et le publier au Kenya », annonce-t-elle fièrement. Avec plus de 50 millions de locuteurs au Kenya, en Tanzanie et en Zambie, le kiswahili est l'une des langues les plus répandues d'Afrique.

Mais Mme Olenja n'était pas la seule à franchir d'un pas fébrile le seuil de Diaoyutai – la résidence des invités étrangers – pour participer à la cérémonie de signature. Ce jour-là, les Éditions en Langues étrangères, relevant de China International Publishing Group (CIPG), a signé des accords de copublication avec 16 homologues de 16 pays.

Tous les partenaires sont des éditeurs influents et reconnus dans leur pays d'origine, et ont tous participé à la traduction et à la publication du premier ouvrage, explique M. Zhang Fuhai, président du CIPG. Publié en septembre 2014, le premier tome s'est vendu à plus de 6,6 millions d'exemplaires à travers le monde, et est désormais disponible en 24 langues. « Le CIPG souhaite travailler en étroite collaboration avec nos partenaires étrangers pour présenter au monde cette excellente œuvre », a déclaré M. Zhang lors de la cérémonie.

Une œuvre marquante

Publié en chinois et en anglais le 7 novembre, le livre contient 99 articles et discours de Xi Jinping d'août 2014 à septembre 2017, répartis en 17 catégories. Il a été salué comme un ouvrage de référence sur la Pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère. Cette pensée a d'ailleurs été inscrite comme nouvelle composante du plan d'action du Parti communiste chinois (PCC) lors du XIX^e Congrès du PCC, qui

s'est achevé à Beijing fin octobre.

« C'est un témoignage saisissant de la grande entreprise du Comité central du PCC avec le camarade Xi Jinping comme noyau dirigeant, qui dirige le Parti et le peuple chinois pour soutenir et développer le socialisme à la chinoise, a noté M. Zhang. Cela donne également un aperçu du charisme et de la personnalité de M. Xi, offrant aux lecteurs chinois et étrangers l'occasion de mieux comprendre les convictions de M. Xi et du Parti. »

« Ce livre donne également des indications sur le développement historique des idées de M. Xi, explique Robert Lawrence Kuhn, un sinologue américain et président de la Kuhn Foundation. On peut voir ces idées prendre forme et se rassembler, pour enfin se cristalliser et devenir la Pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère. »

La publication du livre est « un événement majeur dans la vie politique du Parti et de l'État », explique M. Wang Xiaohui, directeur exécutif adjoint du

Bureau de recherche sur les politiques et responsable adjoint du Département de la communication du Comité central du PCC. Selon lui, l'œuvre permettra au public et à la communauté internationale de comprendre la voie et les concepts de développement de la Chine d'une manière complète et objective. M. Wang note en particulier que le livre incarne la philosophie de gouvernance du PCC centrée sur le peuple. Guidée par cette philosophie, un grand nombre de mesures bénéfiques ont été adoptées et mises en œuvre depuis 2012, permettant de tirer plus de 60 millions de personnes de la pauvreté et de créer 13 millions de nouveaux emplois dans les villes, a-t-il remarqué.

Les textes ont non seulement soigneusement sélectionnés, mais les 29 photos qui les accompagnent ont aussi été minutieusement choisies. Ces images, qui capturent les diverses facettes des fonctions officielles de M. Xi, sont regroupées en deux catégories, à savoir les affaires intérieures et les activités diplomatiques. Plusieurs photos montrent l'attention que porte M. Xi aux conditions de vie de la population. Dans l'une d'entre elle, on le voit avec des villageois de Liangjiahe, dans le district de Yanchuan, dans la province du Shaanxi (nord-ouest de la Chine), lors de sa tournée d'inspection consacrée à la réduction de la pauvreté le 13 février 2015. D'autres photos le montrent lors de réunions multilatérales organisées par la Chine, notamment la 22^e réunion des dirigeants économiques de l'APEC à Beijing en novembre 2014, le II^e sommet du G20 à Hangzhou en septembre 2016 et le 9^e sommet des BRICS à Xiamen en septembre 2017.

La lettre et l'esprit

Le livre de M. Xi révèle non seulement ses pensées en matière de gouvernance, mais aussi sa personnalité et sa prose. « Il exprime très bien ses points de vue ainsi que sa compréhension des problèmes majeurs à la lumière de l'histoire et de la culture de la Chine et de ses expériences personnelles, constate Sun Yeli, directeur adjoint du Centre d'études de la documentation du

Comité central du PCC. Il est également doué pour raconter des histoires sur la Chine et le PCC, faisant des allusions aux classiques d'une manière perspicace et pénétrante, dans une langue vive et familière. »

Bien que ce style littéraire exerce un fort attrait sur les lecteurs, il pose néanmoins un défi aux traducteurs des Éditions en Langues étrangères. L'équipe de traduction de la version anglaise, qui compte 29 membres, a mobilisé des experts nationaux de premier ordre. « Nous avons mis sur pied une équipe de traduction et d'édition de haut calibre, dévouée, très responsable et efficace », confirme Feng Xin, chef du département anglais des Éditions en Langues étrangères. La traduction a dû être réalisée en un laps de temps très court, ce qui constitue un défi supplémentaire. « C'était une vraie course contre la montre », précise M. Feng. Pour gagner du temps sans nuire à la qualité, une procédure de travail efficace et rationnelle a été établie. « Tous les matins, des consultants expérimentés se rencontraient pour discuter des problèmes qu'ils avaient identifiés et proposaient ensuite leurs solutions », se remémore-t-il. Des réunions spéciales ont également été organisées pour aborder des questions techniques comme la façon de rédiger des titres accrocheurs, des notes de bas de page précises et d'assurer la cohérence du style tout au long du livre.

« Durant le processus de traduction, nous nous mettions autant que possible dans la peau des lecteurs étrangers, en pensant toujours à la meilleure façon de transmettre le sens du texte original, tout en facilitant sa compréhension, explique Liu Kuijuan, directrice adjointe du département anglais des Éditions en Langues étrangères. Cela nous a obligés à être fidèles à l'original tout en restant flexible. »

Plus difficile enfin, la traduction des métaphores. Comme la traduction littérale de certaines métaphores risquait de prêter à confusion, il a été préférable dans certains cas de les transposer dans un langage clair et compréhensible, explique Wang Qin, un traducteur en chef.

Les 17 sujets abordés par Xi Jinping dans La gouvernance de la Chine (II)

- * Le socialisme à la chinoise et le rêve chinois
- * L'édification intégrale de la société de moyenne aisance
- * Une réforme plus profonde
- * L'État de droit socialiste
- * Une discipline rigoureuse dans les rangs du Parti
- * Les nouveaux concepts de développement
- * La nouvelle normalité du développement économique
- * La démocratie socialiste
- * La confiance en soi concernant la culture
- * Le bien-être du peuple
- * La belle Chine
- * Le renforcement militaire
- * « Un pays, deux systèmes »
- * Une diplomatie de grande puissance à la chinoise
- * Le développement pacifique et la coopération gagnant-gagnant
- * L'initiative des Nouvelles Routes de la soie
- * La communauté de destin pour l'humanité

Consommation

La bonne fortune du luxe

L'émergence d'une classe aisée en Afrique subsaharienne **fait le bonheur des enseignes haut de gamme**, bien décidées à combler les envies de faste de cette clientèle exigeante. **Katia Touré**

Ces dernières années, l'Afrique subsaharienne se laisse doucement séduire par les produits de luxe, voire d'hyper-luxe. De la haute joaillerie au prêt-à-porter en passant par la haute horlogerie, la parfumerie, les vins et spiritueux ou encore les bolides dernier cri, les enseignes internationales les plus prestigieuses comptent désormais sur une clientèle africaine dont le train de vie et les revenus donnent le tournis : 145 000 d'entre eux disposent d'actifs s'élevant à 1 million de dollars minimum (environ 850 000 euros). Ces High Net Worth Individuals (HNWI) seront près de 198 000 sur le continent en 2026. Sans oublier bien sûr la trentaine de milliardaires et les 7 000 UHWN, ces « ultra-millionnaires » dont les actifs financiers sont supérieurs à 30 millions de dollars. Ces fortunes sont généralement issues du secteur privé : pétrole, immobilier, bâtiment, énergie, transports, finance, tourisme ou télécommunications. À ces clients au phénoménal pouvoir d'achat s'ajoute une classe moyenne en forte croissance, une population jeune et dynamique et une élite connectée. En 2016, le secteur du luxe en Afrique a généré 5,9 milliards de dollars,

soit environ 3 % du marché mondial. Un chiffre qui, dans les cinq années à venir, devrait progresser de 30 %. « Le luxe ne concerne pas seulement les produits finis mais aussi l'art de vivre, avec la fréquentation croissante des hôtels étoilés, des palaces ou encore l'acquisition de jets privés », précise Coralie Omgba, ancienne gestionnaire de fortune, fondatrice du site Magnates Place et spécialiste du marché du luxe en Afrique.

GRIFFES. Ces dix dernières années, les grandes enseignes de luxe ont été de plus en plus nombreuses à s'implanter

En 2016, le secteur a généré en Afrique 5,9 milliards de dollars, soit environ 3 % du marché mondial.

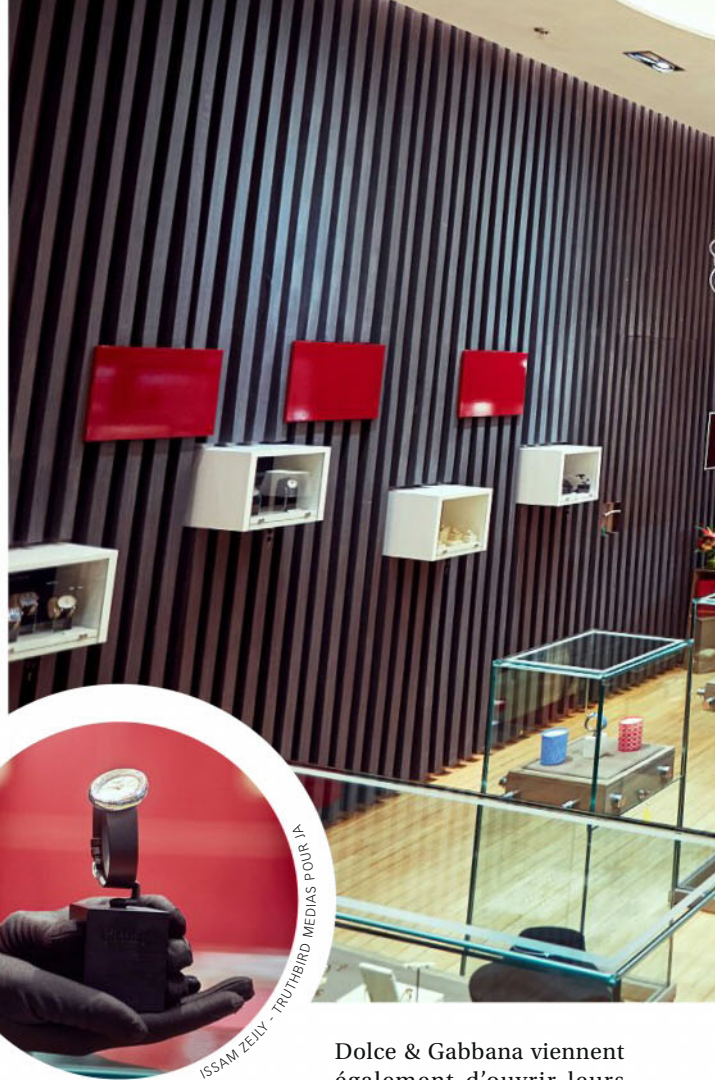
physiquement en Afrique. Sur le continent, des concessions Porsche ont ouvert en Afrique du Sud, au Kenya, en Égypte, au Nigeria, en Angola, au Maroc et à Maurice (où le nombre de HNWI a augmenté de 20 % entre 2015 et 2016). Les autres constructeurs automobiles de luxe tels

Ferrari, Bentley, Rolls-Royce ou Lamborghini sont essentiellement présents en Afrique du Sud. C'est d'ailleurs dans ce pays que le luxe génère le plus de revenus, avec 2,3 milliards de dollars en 2016, devant le Kenya, le Nigeria et l'Angola. Sur l'ensemble du continent,

le Maroc et l'Égypte représentent les champs d'activité les plus stables, mais « la Tanzanie et le Botswana sont également des foyers à millionnaires dont on entend très peu parler », selon Coralie Omgba. Des griffes de luxe comme Hugo Boss, Gucci, Prada, Jimmy Choo ou

Dolce & Gabbana viennent également d'ouvrir leurs boutiques sur le continent. « D'autres marques, plus frieuses mais conscientes de ce marché en pleine expansion, préfèrent passer par des *corners* ou des boutiques, auxquels elles attribuent des licences pour la distribution de leurs produits », poursuit la spécialiste du secteur. Parmi ces marques, le créateur Christian Louboutin, les horlogers Rolex ou Ulysse Nardin, le joaillier Chopard ou encore la marque de haute couture Balenciaga. Les *malls* qui ont vu le jour à Lagos, Accra ou Abidjan abritent également des boutiques multimarques.

EXPÉRIENCE. La boutique Yuxe West Africa, fondée en 2015 et dirigée par Yamoussou Thiam, est située dans la galerie marchande de l'hôtel Ivoire d'Abidjan. Elle propose cinq marques de joaillerie et d'horlogerie :





La boutique Yuxe West Africa, à Abidjan, offre une sélection de marques de joaillerie et d'horlogerie.

ISSAM ZELY - TRUTHBIRD MEDIAS POUR JA

Cartier, Poiray, Piaget, Panerai et IWC Schaffhausen. « Ma clientèle est très majoritairement ivoirienne. Il s'agit de femmes actives âgées de 30 à 60 ans. Les hommes, eux, se déplacent pour les grandes occasions, pour faire plaisir à leurs épouses », indique Yamouso Thiam, qui compte

prochainement décliner sa boutique dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest tout en étoffant son panel de marques. « Les principaux noms de la haute horlogerie ont très bien compris qu'un Ivoirien ne va plus forcément en Europe pour s'offrir un produit de luxe », reprend

Coralie Omgba. Le secteur s'affirme majoritairement, pour l'instant, en Afrique anglophone, « où l'argent n'est pas un tabou. Les gens y sont plus démonstratifs qu'en Afrique francophone, où l'on préfère rester plus discret. Le dynamisme économique n'est évidemment pas

le même non plus », analyse-t-elle encore. Seule Abidjan se hisse au niveau des grandes métropoles anglophones du continent en matière de classe moyenne émergente et de croissance économique. Pour Coralie Omgba, le marché souffre, en Afrique subsaharienne, d'un manque d'infrastructures déterminant dans l'implantation du secteur. Les Africains vivent majoritairement le shopping comme une expérience. Aussi, si 80 % d'entre eux se rendent en Europe ou aux États-Unis, l'Afrique du Sud et Dubaï restent des destinations privilégiées. Un Africain se sent plus proche d'un Émirati que d'un Parisien », estime encore l'experte. S'il relève les nombreux défis économiques qui l'attendent encore, le continent pourrait être en mesure, dans les années à venir, d'accueillir d'autres grandes enseignes, parmi lesquelles les marques de prêt-à-porter Chanel, Hermès, Dior, L.K. Bennett, Canali ou Mulberry. De telles arrivées devraient doper encore un secteur aussi émergent en Afrique que la classe moyenne. ●

Tout ce qui brille

Le secteur du luxe est également devenu un terrain de jeu pour les créateurs et entrepreneurs africains. Le multimillionnaire Alexander Amosu, designer britannico-nigérian, s'est fait un nom en customisant des biens de consommation pour en faire des produits de luxe : une bouteille de champagne en or et diamants à 1,8 million d'euros, un BlackBerry serti de diamants à plus de 22 000 euros, entre autres créations. L'Anglo-Sierralaonaise Satta Matturi, ancienne salariée du conglomérat diamantaire sud-africain De Beers, s'impose en haute joaillerie. La marque qui porte

son nom est présente en Afrique du Sud, au Nigeria, au Botswana, en Sierra Leone, mais aussi à Londres. Également passée par De Beers, la Bissau-Guinéenne Vania Leles a créé dans la capitale anglaise l'enseigne Vanleles Diamonds. Dans la cosmétique, la marque Epara de la Nigériane Ozohu Adoh séduit notamment des clientes établies au Kenya et au Nigeria. Il faut également goûter aux thés de luxe proposés par la maison Yswara, lancée en 2012 par la Franco-Ivoirienne Swaady Martin-Leke. Installée en Afrique du Sud, la marque compte également des points

de vente en Côte d'Ivoire, au Nigeria et en France. Autre exemple à suivre : la griffe du Gabonais Dominique Siby, Felio Siby, présente dans le stylisme, la maroquinerie et la haute horlogerie. Établi à Miami, ce dernier travaille avec une clientèle africaine ultrariche répartie entre le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, l'Angola et le Congo. À l'instar de ces acteurs, le fabricant de wax néerlandais Vlisco mise sur ses ambassadeurs, tous stylistes africains renommés, pour faire de ses tissus de véritables pièces de collection. ●

K.T.



JACQUES TORREGANO POUR JA

Le Brexit vu d'Afrique

Depuis le Brexit, rien n'est plus comme avant. Une vague d'incertitude s'est abattue sur le Royaume-Uni. La population africaine qui vit à Londres, et que Wikipédia estime à 573 931 personnes, Nigériens et Ghanéens en tête, est elle aussi prise dans la tourmente. Les Britanniques qui ont voté pour la sortie de l'Europe trouvent aujourd'hui qu'on leur a caché la vérité sur l'ampleur des difficultés. Dans le même temps, ceux qui voulaient garder le statu quo sont frustrés par le chaos dans lequel se retrouve la classe dirigeante conservatrice qui ne sait plus où donner de la tête. Les négociations ont du mal à aboutir à Bruxelles, chaque jour amène sa peine.

Peu de temps après le vote, une série d'agressions contre des Noirs et des ressortissants d'Europe de l'Est a affolé les étrangers. Ils ont eu soudain le sentiment d'être pris à partie. L'État a dû intervenir fermement pour calmer les esprits.

Mais le contraire peut aussi être vrai, rétorquent les sceptiques. En cas de récession économique, le pays offrira moins de possibilités d'embauche et réduira également ses investissements et son aide au niveau international.

Il y a les nonchalants qui pensent que, de toute façon, le Brexit ne changera rien. C'est seulement un problème entre Européens. Pour ceux-ci, ce sera, en quelque sorte, *business as usual*.

Et puis, il y a les angoissés, la grande majorité, qui craignent une baisse soudaine de leur niveau de vie. La livre sterling pique du nez, l'inflation est en hausse, et le moral de la nation est au plus bas. En fait, on a l'impression que les Britanniques ne voulaient pas véritablement de ce divorce coûteux et douloureux. Par ailleurs, ils commencent à douter que l'amour ait jamais existé entre Européens. Pourquoi tant

d'acharnement, se plaignent-ils ? L'Union européenne a besoin de se réformer, tout le monde en est conscient. Elle s'est coupée de sa base et a été trop ambitieuse en voulant une Europe de plus en plus étendue malgré les grands écarts dans les niveaux de développement, sans compter les différences culturelles importantes. Une révolution était nécessaire, mais les anciens amis du Royaume-Uni ne peuvent lui pardonner de leur avoir tourné le dos.

Révolution intérieure également. Avec le Brexit, le contrat de confiance entre la classe dirigeante et le peuple britannique semble avoir été rompu. On reproche aux hommes et aux femmes politiques d'avoir ignoré que Londres absorbe la plupart des ressources et impose un mode de vie que le reste du pays ne peut pas suivre. La City est le berceau de la finance internationale et un véritable melting-pot où toutes les nationalités de la terre sont réunies. Il règne dans la capitale du Royaume-Uni un dynamisme et une richesse culturelle à nulle autre pareille. Mais c'est une ville à part, qui ne reflète pas

nécessairement ce qui se passe dans la nation tout entière. La question de l'immigration a probablement pesé lourd dans la balance. Le vote Brexit aura été autant une sanction contre l'élite que contre les diktats de l'UE.

Une chose est certaine, le Brexit est une onde de choc qui pénètre les moindres recoins de la vie quotidienne et collective et dont toutes les répercussions ne sont pas encore connues. Il serait judicieux pour les Africains de se préparer à traverser une zone de turbulences s'ils veulent continuer le voyage avec leurs hôtes. ●

À écouter certains économistes africains, l'optimisme devrait plutôt être de rigueur. En effet, si la Grande-Bretagne quitte le marché unique européen, elle va se tourner tout naturellement vers d'autres débouchés. Les relations commerciales avec l'Afrique pourraient alors connaître un regain d'intérêt.

Il y en a aussi qui se réjouissent du Brexit parmi les travailleurs africains. Ils pensent que l'un des avantages à long terme sera la réduction du flot des immigrants venant de l'Est. Cela entraînera de meilleures opportunités d'emploi.



ILLUSTRATION ADRIA FRUTOS POUR JA

UNE BANQUE - UN RÉSEAU



UBA
Connect

Votre compte bancaire voyage avec vous

Déposez et retirez de l'argent de votre compte partout en Afrique dans les pays suivants; le Sénégal, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso de la région UEMOA; le Cameroun, le Gabon, le Congo et le Tchad de la région CEMAC.



Éducation

Ces nouvelles fabriques des élites

Sur tout le continent, des entrepreneurs nouvelle génération fondent des établissements haut de gamme, souvent soutenus par des fonds privés. **Objectif : faire émerger les dirigeants de demain.** Clarisse Juompan-Yakam

Et si les maux de l'Afrique étaient essentiellement liés à un manque de leadership ? Des entrepreneurs d'un genre nouveau en sont persuadés et se disent déterminés à faire émerger des dirigeants capables de porter la transformation de toute l'économie africaine. Leur stratégie ? Multiplier les universités haut de gamme pour former l'élite du futur. « Je voudrais pouvoir imprégner les étudiants d'un sens profond de l'engagement, tout en leur donnant des compétences pour innover et entreprendre », affirme le Ghanéen Patrick Awuah. Ex-manager de Microsoft, il en a démissionné pour créer en 2002 l'université Ashesi dans la petite ville de Berekuso, à 30 km d'Accra. Immenses salles de classe ultra-connectées, laboratoires modernes, bibliothèque...

un campus international à l'américaine dans un paisible et luxuriant îlot de 40 hectares. Venus de l'ensemble du continent et notamment du Kenya, du Rwanda, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe, ses quelque 900 étudiants doivent s'acquitter d'environ 9000 dollars de frais de scolarité par

mise sur l'africanisation de son université. Son architecture s'inspire des cours traditionnelles d'Afrique de l'Ouest ; le nom de l'établissement signifie « commencement », en akan, et son logo renvoie à des symboles de cette culture. Elle propose six cursus différents de quatre

les étudiants choisissent une problématique à laquelle doit faire face le Ghana. Ils ont ensuite deux semestres pour trouver des solutions. Les projets sont présentés devant toute l'université, et les quinze les plus aboutis sont transformés en entreprises grâce aux soutiens de fondations partenaires. Patrick Awuah affirme que ses étudiants ont un taux d'insertion professionnelle de 90 %, six mois après l'obtention de leur diplôme.

L'ambition de l'African Leadership University ? Former 3 millions de leaders d'ici à 2060.

an. Mais grâce à un partenariat établi avec l'université, la fondation MasterCard prend en charge la scolarité de plus de la moitié d'entre eux. « Ils contribueront à l'amélioration du continent », parient les responsables de la fondation.

Bien qu'il valorise le modèle américain, Patrick Awuah

ans, tels que le management des systèmes d'information et les ingénieries informatique, électrique et électronique ou encore mécanique.

Conçus comme les *business games* des écoles de commerce occidentales, les cours se veulent participatifs. Par groupe de six à dix,

ÉCHANGES. Lauréat du Wise Prize for Education 2017, présenté comme le Nobel du secteur, il voudrait désormais étendre le modèle à tout le continent et milite pour une « panafricanisation » de l'éducation. Depuis cinq ans, il multiplie les programmes d'échanges avec des universités africaines. En 2017, il a



ASHESI UNIVERSITY COLLEGE

Remise des diplômes
2015 à l'université Ashesi,
près d'Accra.

basé à Kigali, au Rwanda, le second est opérationnel depuis septembre 2017. Ils accueillent chacun quelque 300 étudiants, en provenance d'une trentaine de pays. Fred Swaniker dit avoir reçu chaque fois plus de 6 000 candidatures en provenance de 54 pays en moins de seize jours. Un record, au regard du coût de la formation : 10 000 dollars annuels par élève sur quatre ans. Mais l'université, qui se finance grâce à des levées de fonds, prend en charge tout ou partie des frais de scolarité. En échange, les élèves s'engagent à lui reverser entre 2 et 10 % de leur future rémunération pendant dix ans. « Un bon compromis, quand on sait que la durée d'un prêt étudiant – quand on en obtient un – peut excéder vingt ans », estime Fred Swaniker.

CONFIDENTIEL. À l'horizon 2060, il rêve de former 3 millions de leaders africains dans un réseau de 25 universités (pour un coût global de 2,5 milliards de dollars). Il mise aussi sur le recrutement de 25 % de ses effectifs hors du continent, pour des frais de scolarité compris entre 20 000 et 24 000 dollars annuels.

invité une douzaine d'entre elles à créer une plateforme collaborative commune.

Autre Ghanéen piqué par ce virus de l'éducation nouvelle génération, Fred Swaniker, diplômé de la Stanford Business School, a créé l'African Leadership Academy (ALA), un programme qui vise à encourager l'esprit entrepreneurial chez les jeunes Africains. Créé en partenariat avec le Camerounais Acha Leke, consultant du cabinet McKinsey, et deux amis, Peter Mombaur et Chris Bradford, l'ALA a déjà accueilli plus de 700 étudiants à très fort potentiel issus de tout le continent. Mais son initiative la plus médiatisée reste l'African Leadership University. Ses deux campus haut de gamme ont représenté chacun un investissement de 100 millions de dollars. Considéré comme le Harvard de l'Afrique, le premier, dirigé par Graça Machel, a ouvert à Maurice en 2013 ;

Certains étudiants voient leur cursus – sur le continent ou ailleurs – financés par de généreux mécènes au travers de fondations. Pionnier en la matière, Nelson Mandela a parrainé en 2002 une initiative du Rhodes Trust. Ce fonds a alors donné 10 millions de livres sterling (environ 15 millions d'euros) à la Fondation Mandela Rhodes. Depuis 2005, une vingtaine d'étudiants, essentiellement sud-africains et zimbabwéens, sont entièrement pris en charge pour suivre un programme d'exception d'une année. Le cursus, qui se veut lui aussi panafricain mais reste confidentiel, repose sur quatre grands thèmes : leadership, entrepreneuriat, réconciliation et éducation. Les étudiants se rencontrent lors de retraites informelles avant la rentrée, puis repartent en milieu d'année pour des *bosberaad* (« conférences en brousse ») à travers le pays. Il s'agit d'échanger sans stress sur des questions de haute importance.

L'Anglo-Soudanais Mo Ibrahim entend lui aussi créer une pépinière de futurs leaders africains en finançant un

programme de bourses de leadership. Très sélectif, il offre aux heureux élus l'occasion de se former au plus haut niveau dans des institutions africaines comme la BAD ou des organismes multilatéraux ayant pour vocation d'améliorer les perspectives économiques et sociales de l'Afrique.

L'Union africaine (UA) fait aussi le pari d'une éducation haut de gamme avec son Université panafricaine (UPA). En lien avec les problématiques régionales, ses programmes sont destinés à former des cadres de haut niveau dans des organismes de développement. Elle compte cinq pôles dans les cinq régions du continent : sciences de la gouvernance et de l'intégration régionale en Afrique centrale (Cameroun), informatique et mathématiques en Afrique de l'Est (Kenya), sciences de la terre et de l'agriculture en Afrique de l'Ouest (Nigeria), sciences minières en Afrique du Nord (Algérie), sciences spatiales, à venir, en Afrique australe.

Chaque promotion compte quelque 70 étudiants, rigoureusement sélectionnés à Bac +3 dans les 54 États africains. Mais près de 15 % des étudiants enregistrés sont originaires des pays hôtes. Au Cameroun, par exemple, parmi les 58 élèves de la deuxième promotion, 15 sont des locaux. Formés pour intégrer l'UA, ils comptent parmi leurs enseignants des experts qui ont fait leurs preuves dans le management des institutions internationales, et même des Premiers ministres. Chaque mois, ils perçoivent une allocation comprise entre 750 et 1 100 dollars. Mais le coût de la formation, entièrement pris en charge par l'UA et ses partenaires suédois ou japonais, est tenu secret. ●

Agir à la racine

Le financier camerounais Cyrille Nkontchou, fondateur du groupe Enko Education, fait partie de ceux qui estiment que pour faire émerger des profils africains de qualité, compétitifs à l'international, il faut agir en amont. Présent au Cameroun, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, son réseau panafricain de huit établissements du secondaire a pour vocation de permettre aux élèves d'intégrer les meilleures universités au monde, grâce à leur baccalauréat international (BI), pour des coûts de formation compris entre 2 000 et 4 000 dollars annuels. Formés à Yaoundé, quelques-uns des douze premiers bacheliers d'Enko ont pu intégrer Yale, l'Imperial College de Londres ou encore les universités canadiennes de Toronto et de la Colombie britannique à la rentrée 2017. ●

C.J.-Y.



Depuis 4 ans à votre service au Togo Merci pour votre confiance

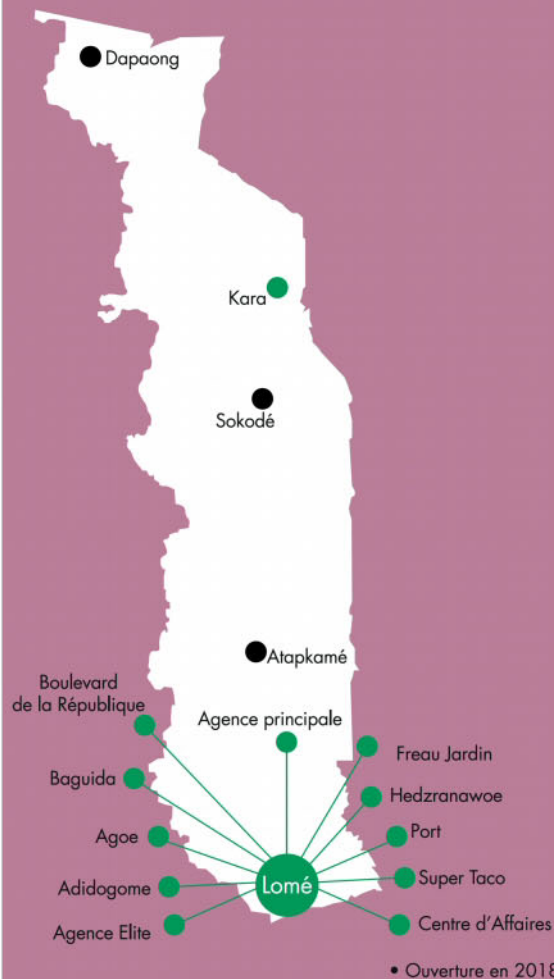
Créée en octobre 2013, BANK OF AFRICA - TOGO est la 16^{ème} Banque du Groupe BANK OF AFRICA, majoritairement détenu par BMCE Bank of Africa, 3^{ème} banque au Maroc.

BANK OF AFRICA - TOGO compte à ce jour 12 agences et 1 Centre d'affaires, à Lomé et à Kara. Son réseau se développe rapidement et BANK OF AFRICA sera présente dès décembre 2017 à Cinkassé, en janvier 2018 à Atakpamé et courant 2018 à Dapaong et Sokodé.

BANK OF AFRICA - TOGO est une banque tout public, toujours à l'écoute de sa clientèle, et propose une large gamme de produits, spécifiquement pensés pour chaque catégorie de clients, particuliers comme entreprises. La Banque compte aujourd'hui une centaine de collaborateurs, effectif qui a doublé en 3 ans.

BANK OF AFRICA - TOGO remercie chaleureusement l'ensemble de ses clients et tous ses partenaires, privés comme institutionnels, pour leur confiance et leur accompagnement.

www.boa-togo.com/fr
www.bank-of-africa.net





FABIEN COUSIN

Portuaire : le soleil se lève à l'est

Près de 9 millions : c'est le total des conteneurs manutentionnés en 2016 par les ports regroupés dans l'entité régionale Port Management Association of Eastern and Southern Africa (PMAESA). Cela représente 3 millions de plus en dix ans, mais le total correspond seulement à une année de trafic à Los Angeles ou à un trimestre d'activité dans le port de Shanghai ! De Djibouti à la Namibie en incluant les îles de l'océan Indien, le réseau portuaire PMAESA dessert un marché potentiel de 500 millions d'habitants. Et parce que la conteneurisation constitue un révélateur de la mondialisation marchande, il convient de rapporter qu'avec moins de 20 conteneurs pour 1 000 habitants, la zone d'influence de PMAESA reste à conquérir. La première étape vers le succès relève de la modernisation des interfaces portuaires afin qu'elles puissent accueillir dans les meilleures conditions des navires qui, sur les routes principales des marchés asiatiques et européens, dépassent désormais les 5 000 conteneurs de capacité. En 2016, Mombasa a enfin inauguré la première phase du Kipevu Container Terminal alors que son principal concurrent, Dar es-Salaam, espère doubler sa capacité de manutention en approfondissant le chenal d'accès. Port-Réunion et Port-Louis à Maurice sont engagés dans un autre duel pour attirer les trafics de transbordement dans l'océan Indien. Le premier commence à tirer les dividendes de l'accord signé avec CMA-CGM et espère atteindre 100 000 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) transbordés en 2018. Le second attend un million d'EVP pour 2025, mais les délais de dragage pour porter les bassins à une profondeur de 16,5 m modèrent les ambitions mauriciennes, malgré l'appui de l'expertise du groupe Bolloré. Au Mozambique, les ports (Maputo, Beira, Nacala) présentent l'originalité d'adosser leur développement maritime à la réalisation de corridors logistiques terrestres. Les connexions routières et ferroviaires depuis les ports mozambicains entrent en concurrence avec les solutions portuaires sud-africaines.

En perspective, la possibilité d'offrir une solution aux clients enclavés du Zimbabwe, de Zambie, du Malawi et du Botswana. Cependant, même si le trafic des ports mozambicains a augmenté de 350 000 EVP au cours de la dernière décennie, grâce notamment à l'installation de DP World à Maputo, le système sud-africain Transnet reste incontournable dans la sous-région. Les ports sud-africains concentrent 68 % du total des trafics conteneurisés de la zone économique couverte

par les ports du réseau PMAESA. Le duo Durban-Cape Town domine toujours avec 3,6 millions d'EVP en 2015 malgré des concurrences régionales exacerbées et des problèmes récurrents de congestion. Le dernier-né, le port de Ngqura, situé à proximité de Port Elizabeth, illustre la vulnérabilité d'un port voué au transbordement des conteneurs. Alors qu'il atteignait 780 000 EVP en 2013, les consolidations stratégiques des compagnies maritimes continuent d'hypothéquer sa croissance. À peine 400 000 EVP sont attendus pour 2017, alors même que l'autorité portuaire aurait les capacités pour



ADRIA FRUITOS POUR JA

absorber 1,5 million de conteneurs à l'année. Évoquer le port de Walvis Bay et son corridor logistique s'avère pertinent dans la compétition pour drainer les importants trafics de l'agrobusiness du cône sud-africain. Avec près de 400 000 EVP, le principal port namibien a doublé ses trafics depuis 2013 grâce à une politique agressive autant tournée vers le navire que vers la marchandise issue des zones enclavées. Car les ports ne demeurent que la partie visible d'une impérieuse modernisation logistique africaine. Telle est la conclusion formulée lors de la réunion annuelle de PMAESA, organisée en novembre à Livingstone, en Zambie. Connectivité, fluidité et compétitivité des pré- et post-acheminements terrestres demeurent largement en deçà des standards internationaux. Une situation difficilement tenable pour les pays africains enclavés, qui supportent les coûts de transport les plus élevés au monde. ●

Développement Maintenir le cap

La reprise économique semble en vue. Mais diversification et réduction des déficits publics sont la clé d'une croissance solide. **D'Alger à Yaoundé, focus sur quatre pays.**

Algérie Recherche d'équilibre

 Comment sortir du système de rente qui obère l'avenir de l'Algérie ? Il y a urgence à diversifier l'économie tant la crise qui affecte le pays depuis le choc pétrolier de 2014 continue de se faire sentir, et les indicateurs économiques attendus pour 2018 confirment cette vulnérabilité. Quasi stratosphérique, la facture des importations va encore lourdement peser sur les finances publiques. L'enveloppe ne doit pas dépasser les 30 milliards de dollars (environ 25 milliards d'euros) pour 2018, contre 41 milliards en 2017, selon les objectifs du gouvernement qui a instauré des mesures restrictives (licences d'importations notamment). C'est que les réserves du pays fondent à un rythme inquiétant pour une économie pratiquement à l'arrêt. Les bailleurs de fonds annoncent que la croissance ne dépassera pas 0,8 % en 2018, quand les autorités algériennes tablaient sur 4 %. Et l'embellie du cours du baril, repassé au-dessus de 50 dollars, ne suffira pas à rééquilibrer les comptes. Le déficit budgétaire devrait se situer autour de 15 milliards de dollars malgré les 35 milliards de recettes en devises

attendues. Aucun équilibre n'est espéré avant cinq ans, délai fixé par les pouvoirs publics, notamment en faisant tourner la planche à billets. Avec le risque de faire repartir une inflation à peine contenue, dont les effets ne manqueraient pas de se faire sentir auprès de la population. Le taux de chômage dépasse toujours 10 % et reste élevé chez les jeunes (27 %) et les femmes (20 %). Sur le million de PME que comptait le pays en 2016, 35 000 ont fermé leurs portes. Si les cours du pétrole repartent à la baisse et que le gouvernement n'arrive pas à diminuer la facture des importations, l'économie algérienne sera en grande difficulté. Le pays ne dispose plus de l'épargne amassée durant les années fastes dans le Fonds de régulation des recettes (FRR), aujourd'hui presque épuisé, alors que les réserves de change, qui assurent les importations,

perdent 1,5 milliard de dollars chaque mois. De 194 milliards début 2014, elles sont passées à 102 milliards en septembre 2017 et pourraient s'établir, d'après les chiffres du gouvernement, à 85,2 milliards fin 2018, soit l'équivalent de 18,8 mois d'importations. Les dirigeants connaissent pourtant la formule qui permettrait de relancer l'économie. Et le FMI n'hésite pas à marteler ses recommandations : rééquilibrage budgétaire, renforcement des finances publiques et maîtrise des dépenses de l'État, accroissement des recettes hors hydrocarbures, réduction des subventions... Le programme de réformes est aussi grand que le potentiel économique de l'Algérie lui-même. Le gouvernement doit également redonner confiance au secteur privé, sans lequel le pays ne pourra pas développer les infrastructures dont il a tant besoin. Vaste chantier en perspective, alors que l'Algérie vient de perdre 10 places dans le classement « Doing Business » de 2018, qui la classe en 166^e position sur 190 pays. ●

Farid Allat



Madagascar Attention fragile !

 Cinq ans après la fin de la crise politique qui a secoué le pays, de 2009 à 2013, la situation économique de Madagascar reste préoccupante. Et malgré toutes ses richesses naturelles, le pays figure toujours parmi les plus pauvres au monde. Si les bailleurs de fonds internationaux saluent le travail du gouvernement pour remettre l'économie sur les rails, ce dernier doit également compter avec les catastrophes naturelles et sanitaires qui frappent de manière récurrente la Grande Île. Alors qu'il se remettait à peine de l'invasion de criquets de 2013, le secteur agricole, qui compte pour plus d'un quart du PIB et fait travailler près de quatre Malgaches sur cinq, a subi en mars le passage du cyclone Enawo, qui, en dévastant le nord-est du pays, a limité la contribution du secteur primaire dans la croissance du pays. Estimée à 4,5 % pour cette année, celle-ci vient d'être révisée par le FMI à 4,3 %. Et c'est sans compter les conséquences liées à l'épidémie de peste, dont les effets sur l'activité économique du pays restent à mesurer. Après les 3,1 % enregistrés en 2015 et les 4,2 % de l'année dernière, le PIB continue donc sa

Croissance
4,3 %
PIB par habitant
412,2 dollars
Investissements
19,2 %
du PIB

SOURCE : FMI 2017

progression mais garde un rythme bien inférieur à celui prévu par le Plan national de développement (PND) 2015-2019, qui tablait sur une croissance de 8,9 % dès 2017. Il est surtout insuffisant pour faire face aux besoins de Madagascar en matière de santé et d'éducation, quand huit personnes sur dix vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et un enfant sur deux souffre de malnutrition, alors que la croissance démographique est en progression de 2,8 % par an. L'inflation, qui pourrait culminer à près de 8 % cette année, devrait encore compliquer les

conditions de vie de la population, confrontée à l'envolée des prix du riz mais aussi des principaux produits d'importation, à commencer par le pétrole. Dans ce contexte assez morose, la relance du secteur secondaire, porté par les bons résultats enregistrés par l'industrie textile, et du tertiaire, tiré par le tourisme et les banques, permet d'espérer une reprise économique à moyen terme. Même si le niveau des dépenses

publiques, plombées par les subventions accordées aux entreprises en difficulté (Air Madagascar et Jirama, la compagnie de distribution d'eau et d'électricité), reste trop important au regard des recettes. Résultat, le taux d'endettement du pays devrait dépasser les 42 % à la fin de cette année, contre moins de 39 % douze mois plus tôt. Pour remettre un peu d'ordre dans ses finances et surtout payer une partie des infrastructures nécessaires au développement du pays, le gouvernement compte sur les 10 milliards de dollars promis par la communauté internationale

en décembre 2016. Conditionnés à la lutte contre la corruption et à une amélioration de la gouvernance, les premiers décaissements se font toujours attendre. Le FMI veut pourtant croire que les réformes lancées ces dernières années porteront bientôt leurs fruits. Il table sur une croissance de 5,3 % pour 2018, dopée par l'investissement public et un rebond du secteur agricole. De quoi assurer un bilan présentable pour le président, Hery Rajaonarimampianina, en course pour un deuxième mandat en 2018. ●

Olivier Caslin

SUNU
Assurances

**L'assurance d'être
en de bonnes mains**



◆ Epargne

En fonction de vos revenus, constituez une épargne majorée d'intérêts pour réaliser vos projets. En cas de décès, l'épargne est reversée à vos proches même avant le terme.

◆ Automobile

Assurez votre véhicule 24h/24 contre tous les risques et profitez de la réactivité de dépannage, grâce aux garanties optionnelles de remorquage et de véhicule de remplacement.

Santé - Epargne - Automobile - Tous Risques Chantiers - Décès - Individuelle Accidents
Retraite - Voyage - Education - Habitation - Retraite Complémentaire - Mixte Plus



www.sunu-group.com



SUNU Assurances

Notre métier, l'assurance.



Ghana Embellie générale



Un taux de croissance en hausse, une inflation en recul et une balance commerciale dopée par les exportations d'or et de pétrole. L'économie du Ghana se porte relativement mieux, en dépit du déficit budgétaire. Si le taux de croissance en 2016 était de 3,3 %, celui de 2017, selon les prévisions du FMI pourrait se situer autour de 5,9 %. Au premier semestre 2017, le taux de croissance était de 6,6 %, son niveau le plus élevé depuis 2013, même s'il reste loin du record de 2011 - 14 %, grâce à l'exploitation pétrolière. Avec 565,2 millions de dollars (476 millions d'euros) décaissés par le FMI, le gouvernement a pu lancer un vaste programme de promotion de l'agriculture, avec des projets d'irrigation dans chacune des 275 circonscriptions parlementaires du pays. Arrivés au pouvoir en décembre 2016 après les huit années de règne du Congrès démocratique national (NDC) de l'ancien président Jerry Rawlings, Nana Akufo-Addo et son Nouveau Parti patriotique (NPP) ont proposé dès 2017 une politique industrielle qui commence à porter ses fruits. Les initiatives ne manquent pas. La promotion des produits made in Ghana, lancée timidement en 2016, s'est accentuée avec le nouveau Programme national de redynamisation

industrielle, comprenant un plan de relance de l'industrie ainsi qu'un plan national pour l'entrepreneuriat et l'innovation. Conjugué avec la politique agricole « Un village, un barrage », le projet phare « Un district, une usine », même s'il n'a pas encore été véritablement mis en œuvre, vise à promouvoir une industrialisation décentralisée. Le secteur pétrolier, gros contributeur au PIB derrière les services et suivi par l'industrie et l'agriculture, a été relancé en 2017 après la forte baisse de production d'hydrocarbures relevée en 2016. En effet, les problèmes techniques survenus sur l'une des plus importantes plateformes de production et de stockage (FPSO) du pays ont été entre-temps résolus. L'arbitrage en faveur du Ghana par rapport à la Côte d'Ivoire dans le conflit qui opposait les deux pays depuis 2011, confirmé en septembre 2017 par le Tribunal international du droit de la mer (TIDM), devrait largement doper les exportations ghanéennes. La réserve

de pétrole dans la zone disputée est estimée à 2 milliards de barils. Quant à l'inflation, alors qu'elle était de 11,9 % en juillet, elle a connu une légère hausse à 12,3 % en août, après les 13 % déjà enregistrés en avril 2017. Globalement, l'inflation dans la deuxième économie de l'Afrique de l'Ouest après le Nigeria reste maîtrisée, d'autant qu'elle était encore de 15,4 % en 2016. Toutefois, certains bémols sont observés dans cette embellie générale. L'État s'était fixé pour objectif de réduire son déficit public, de 8,7 % du PIB en 2016 à 6,5 % en 2017. Un scénario désormais improbable au regard de la modicité des recettes fiscales, inférieures aux prévisions gouvernementales. Le déficit est notamment lié au ralentissement du secteur des services (3,7 % au premier semestre 2017 contre 6,6 % sur la même période en 2016), consécutif à la chute des profits des établissements bancaires (- 40 %). « Par ailleurs, les exportations du Ghana restent à ce jour principalement constituées d'un faible nombre de produits de base très sensibles aux fluctuations des marchés mondiaux, relève la BAD. Tandis que la création de valeur ajoutée dans les secteurs minier et agricole reste soumise à d'importantes contraintes. » ●

André Silver Konan

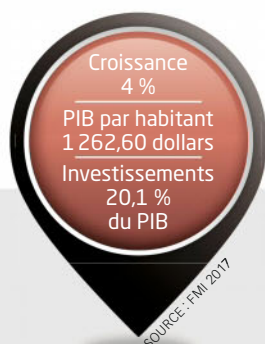


Cameroun L'art du rebond



Le 3 octobre, le deuxième pont sur la rivière Wouri, à Douala, a été partiellement ouvert à la circulation. Le 31 décembre, il suppléera définitivement le vieux pont qui constitue l'unique lien entre les entreprises de la zone industrielle de Bonabéri et le port de la capitale économique camerounaise. Plus au sud, le premier porte-conteneurs a accosté au terminal de Kribi le 5 décembre, comme s'y était engagé en juillet le consortium constitué par Bolloré, CMA-CGM et China Harbour Engineering Company.

Ces deux infrastructures font partie des grands projets de première génération que le Cameroun réceptionne progressivement. Enfin ! Le mouvement devrait s'amplifier en 2018 avec l'achèvement des barrages de Lom Pangar, Memve'e et Mekin. Les récents oukases d'Ahmad, le président de la CAF, menaçant le Cameroun du retrait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de 2019, ont sorti les autorités de leur inertie et donné un coup d'accélérateur à la construction des stades ainsi qu'à la réhabilitation d'ouvrages divers, hôtels, routes ou hôpitaux. En 2018,



le plan d'urgence triennal mis en œuvre par les pouvoirs publics arrivera à son terme, et avec lui les travaux engagés pour rattraper le retard pris dans l'exécution de l'actuel plan décennal, première étape devant mener à l'émergence en 2035. Autant de réalisations qui devraient, dès 2018, inverser le déclin de la courbe de la croissance entamé il y a trois ans. Le FMI attend une hausse de 4,6 %, après les 4 % enregistrés en 2017.

Bien que subissant le choc économique découlant de la chute des prix des matières premières, le

Cameroun se montre plus résilient que les autres pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). « Le poids du pétrole dans l'économie et le rôle de la commande publique dans la circulation monétaire sont moindres. Ces deux piliers ont été particulièrement ébranlés ces trois dernières années dans les autres pays de la zone. Il est donc compréhensible que le

Cameroun s'en sorte mieux », observe Emmanuel Leroueil, le directeur pour l'Afrique centrale du cabinet Performances. Pour redresser ses comptes, le Cameroun a conclu le 26 juin une facilité élargie de crédit (FEC) avec les institutions de Bretton Woods pour un montant de 666,2 millions de dollars, soit environ 595 millions d'euros.

Si la situation militaire contre la secte Boko Haram, dans le Nord, et l'afflux de réfugiés qui en découle semblent aujourd'hui maîtrisés, la mise en œuvre des réformes risque

toutefois de se heurter à la montée de l'insécurité dans les deux régions anglophones. Et un calendrier politique aussi chargé que contraignant pour les finances de l'État pointe à l'horizon : cinq élections vont être organisées en 2018, dont une présidentielle lourde d'incertitudes. « Le Cameroun s'oriente vers une période de transition très délicate. Les cartes ont de fortes chances d'être totalement rebattues dans les prochains mois », prédit Emmanuel Leroueil. ●

Omer Mbadi

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable



Station de Traitement des Eaux de Bouregreg - Rabat



Parc Eolien de Tanger

**Acteur de référence
pour le développement durable au Maroc**



Centrale Thermo Solaire d'Ain Beni Mathar



Station d'épuration des Eaux Usées - Grand Nador

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat - Maroc
Tél. : +212 5 37 75 96 00 - Fax : +212 5 37 75 91 06
E-mail : communication@onee.ma

Ajay Kumar Dubey

Professeur au centre des études africaines de l'école des études internationales, à l'université Jawaharlal-Nehru (JNU) de New Delhi



VIVEK SINGH POUR JA

L'Indafrique en marche !

Les relations entre l'Inde et l'Afrique sont historiques et multidimensionnelles. Le pays jouit d'une grande estime sur le continent, où vivent actuellement près de 3 millions de personnes d'origine indienne. Depuis 2008 et le premier sommet Inde-Afrique organisé à New Delhi, les liens économiques n'ont cessé de se renforcer entre les deux parties. Les objectifs de la politique étrangère indienne et ses méthodes d'engagement sur la scène internationale ont considérablement évolué, du mouvement des non-alignés pendant la guerre froide aux possibilités offertes par la mondialisation en marche. Pour l'Inde, l'Afrique représente d'abord une manne de nouveaux marchés, propices à l'investissement. Elle consi-

hydrocarbures, sont même cotées à la Bourse de New York. D'autres, comme Tata, Mahendra, Aditya Birla, Kiloshkar, ainsi que des acteurs majeurs des télécommunications ou de la pharmacologie, sont déjà très florissantes en Afrique.

Fibre. Toutes ces sociétés s'appuient sur la diplomatie économique mise en place par les pouvoirs publics indiens. New Delhi s'est depuis longtemps positionné comme un pourvoyeur d'aide au développement d'un genre différent, en participant au financement de partenariats entre des compagnies indiennes et des entités locales, publiques ou privées. En vertu de ces accords, la direction des entreprises

doit être transférée à moyen terme dans le camp africain. Les firmes ont également l'obligation d'employer une main-d'œuvre essentiellement locale. Ce transfert de compétences et de propriété volontaire est la clé d'une stratégie payante. L'Inde, par cet engagement singulier, se démarque des autres pays étrangers investis sur le continent.

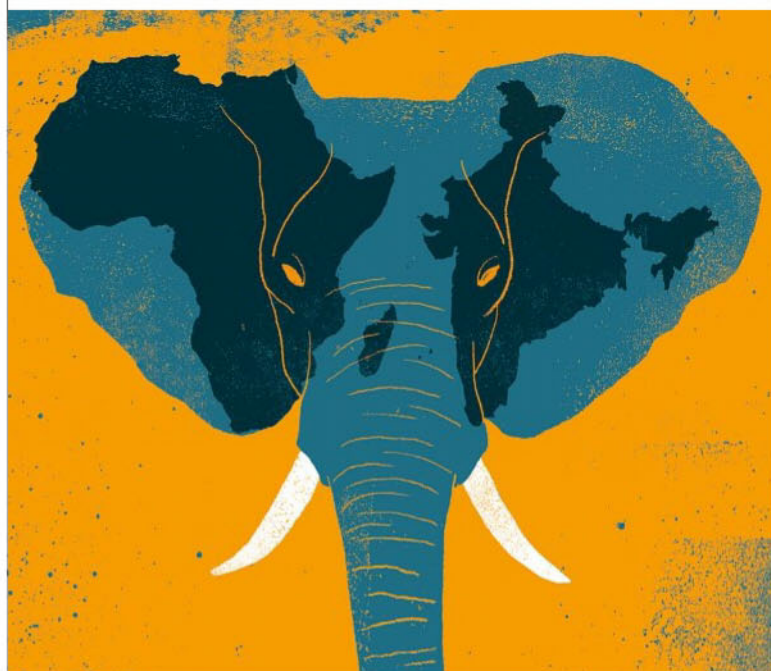
Mais la démarche de New Delhi ne s'arrête pas là. L'État a prévu de déboursier lui-même 125 millions de dollars (106 millions d'euros) pour son projet Pan-African E-Network, destiné à relier par fibre optique 47 pays africains, en accord avec l'Union africaine et les principales organisations sous-régionales à travers le continent.

Cependant, ce positionnement en Afrique, cette volonté de transformer cette estime traditionnelle en partenariat économique fait face à de nombreux défis. L'engagement indien est majoritairement traité par l'administration des institutions présentes dans le domaine des affaires étrangères. Leur fonctionnement, qui n'échappe pas à la corruption, absorbe près de 85 % des

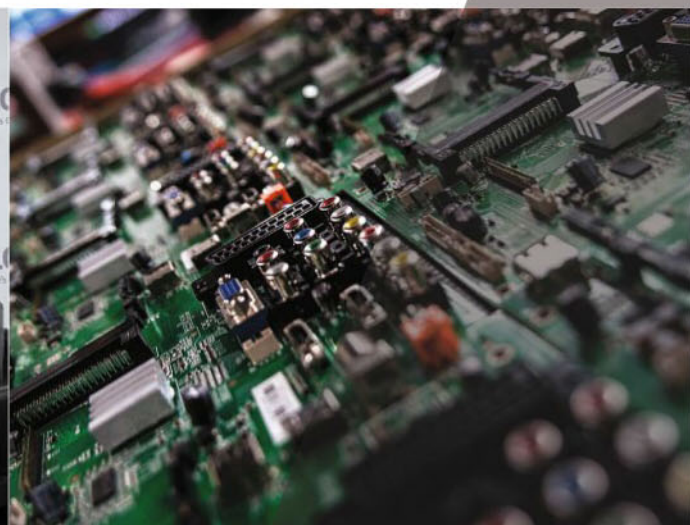
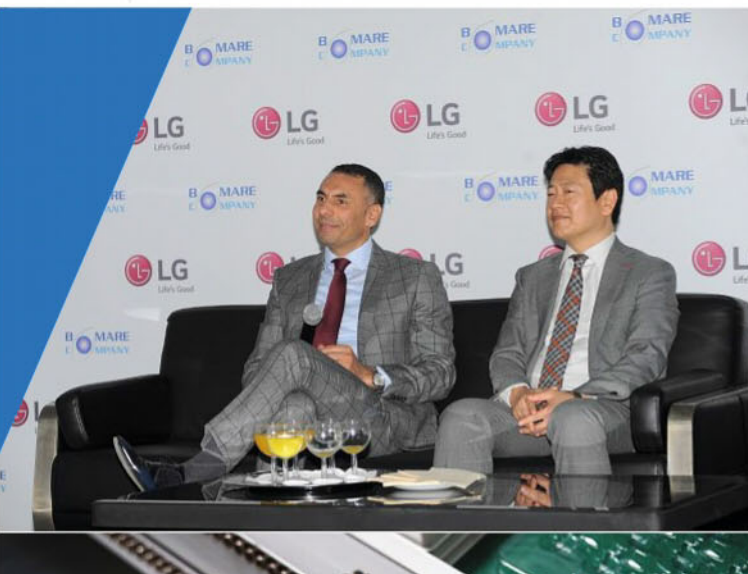
ressources financières allouées au développement. On peut également déplorer qu'il n'existe pas de principe d'évaluation des investissements réalisés ou de l'aide au développement apportée à l'étranger. De plus, le secteur privé indien se sent peu concerné lorsqu'il s'agit de maintenir de bonnes relations des deux côtés de l'océan, et les échanges professionnels peuvent parfois être très violents à l'égard des ressortissants africains, ternissant l'image de l'Inde sur le continent. Enfin, en dehors de Maurice, la diaspora indienne est peu intégrée dans les pays où elle réside. Autant de points sur lesquels il faut encore travailler pour conforter l'élan des acteurs publics et privés en Afrique. ●

dère également que le continent a un rôle prépondérant à jouer en matière de sécurité énergétique et de défense dans l'océan Indien. C'est enfin pour New Delhi un partenaire de poids dans le cadre de l'OMC, des négociations sur le changement climatique ou sur les réformes à engager dans les institutions comme le Conseil de sécurité de l'ONU, la Banque mondiale ou le FMI.

La présence indienne, en elle-même, a changé. Ce ne sont plus des entreprises publiques mais des sociétés privées qui s'engagent désormais sur le continent, des multinationales modernes devenues les véritables moteurs de nos échanges économiques. Certaines d'entre elles, comme ONGC Videsh, très présente dans le secteur des



ADRIÀ FRUITÓS POUR JA



À PROPOS DE BOMARE

Fondée en 2001 par M. Ali Boumediene et dotée d'un capital actuel de 6 millions d'euros, **Bomare Company est une entreprise algérienne leader sur le marché des NTIC et de l'électronique.**

Grâce à son savoir-faire reconnu et à ses plateformes utilisant des technologies avancées, **Bomare fabrique des appareils électroniques** (téléviseurs, smartphones, tablettes, récepteurs satellites, écrans professionnels, écrans d'affiches) **sous sa propre marque commerciale, Stream System**, et pour le compte de plusieurs marques internationales.

Dans le domaine de la sous-traitance, Bomare a également su séduire des partenaires actifs dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des énergies renouvelables.

Son usine est située à Birtouta dans la province d'Alger. Sur une superficie de 15 000 m², l'entreprise emploie 600 personnes dont la moyenne d'âge est de 30 ans; 40 % sont des cadres et des ingénieurs.

En 2017, Bomare a commencé la production des smartphones LG dans son usine.



BOMARE COMPANY dispose de:

- ✓ Deux Lignes SMT à grande vitesse de la marque « Universal Instruments » pour l'insertion de tous types de composants.
- ✓ Un équipement professionnel de contrôle de qualité en 3D de la marque " SAKI ".
- ✓ La technologie PIN IN PAST.
- ✓ Une ligne d'insertion manuelle (DIP) et soudeuse à la vague.
- ✓ Une ligne d'assemblage TV (LED, DLED, OLED et 3D).
- ✓ Deux lignes d'assemblage pour smartphones et tablettes avec équipements de test RF Rohde & Schwarz et une salle blanche de classe 100 et 1000.
- ✓ Une salle blanche hautement équipée pour la réparation d'écran LCD.

D'ici à 2020

- Un taux d'intégration de smartphones de 54 %.
- Un taux d'intégration TV de 75 %.
- Produire 1,5 million de téléviseurs par an en 2020.
- Produire 3 millions de pièces de smartphones par an.
- La société Bomare est certifiée par Alstom.
- 60 % de ses produits seront exportés vers l'Europe et d'autres continents.

En 2018, Bomare Company sera fière d'exporter vers l'Europe des smartphones LG fabriqués au sein de son usine.



Banque-assurance

Ainsi naissent les géants

Entre une croissance en hausse et une réglementation en mouvement, **les deux secteurs sont de plus en plus ouverts**. De quoi bousculer le statu quo. **Joël Té-Léssia**

« L'environnement bancaire est mûr pour un peu de perturbation ! »

L'avertissement est venu de Johan Van der Merwe, ex-baron de Sanlam, premier assureur africain. Patrice Motsepe, le milliardaire de Soweto, l'a débauché pour diriger African Rainbow Capital Investments. Ce véhicule financier vise une licence bancaire pour bousculer dès 2018 le statu quo sur un marché dominé par une demi-douzaine d'acteurs, le plus souvent contrôlés par des investisseurs internationaux.

Le marocain Attijariwafa Bank entend renforcer sa position sur le marché égyptien.

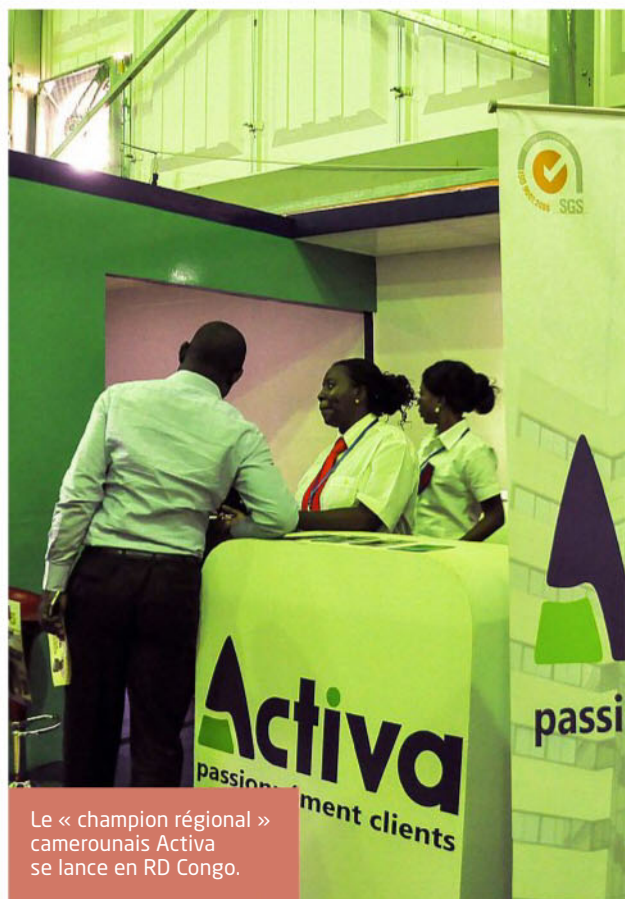
Les signes d'effervescence, dans la banque comme dans l'assurance, sont visibles sur tout le continent. Une embellie qui reflète en partie l'amélioration de l'environnement macroéconomique en Afrique subsaharienne, avec une croissance attendue à 3,4 % en 2018, contre 2,6 % estimés en 2017 et 1,4 % en 2016, selon le FMI. « La dynamique de 2017 devrait se poursuivre avec la prise de contrôle effective et la montée

en puissance de plusieurs acteurs régionaux qui ont signé des contrats importants », renchérit Sofiane Lahmar, associé chez Development Partners International (DPI), capital-investisseur britannique qui gère 1 milliard de dollars d'actifs en Afrique.

Le marocain Attijariwafa Bank, leader en Afrique du Nord, a par exemple lancé un nouveau plan stratégique 2017-2022 dans l'objectif, d'après Mohamed El Kettani, son PDG, « de renforcer significativement sa position dans le paysage bancaire égyptien », notamment à la suite du rachat

de la filiale locale du britannique Barclays. Une autre transaction majeure est d'ores et déjà prévue en 2018 : la cession par Emerging Capital Partners (ECP) de sa participation de 60 % dans l'opérateur bancaire panafricain Oragroup, annoncée en septembre 2017.

Le regain d'activité attendu en Afrique est également lié à une évolution de la réglementation sur les fonds propres des groupes financiers, qui devrait



Le « champion régional » camerounais Activa se lance en RD Congo.

JEAN-PIERRE KEPSEU

donner lieu à une vague de consolidations. Ainsi, les établissements marocains doivent se préparer à un passage de 80 % en 2017 à 100 % en 2019 du ratio de liquidité bancaire. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest impose aussi depuis juillet 2017 un capital social minimal de 10 milliards de F CFA (15,2 millions d'euros).

« **BIG BANG** ». L'évolution la plus remarquable est attendue dans un autre secteur : le régulateur de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (Cima, qui couvre quatorze pays subsahariens) a décidé que le capital minimum devait passer de 1 milliard à 3 milliards de F CFA en 2019 et à 5 milliards en 2021. Un véritable « big bang », selon la formule du financier Paul Derreumaux. « L'augmentation du capital minimal en zone Cima aura un impact considérable et se traduira probablement par des

acquisitions, des fusions, mais aussi des fermetures », prédit Roland Lewé, directeur général adjoint d'Activa Assurances Cameroun, qui ajoute : « Le régulateur entend favoriser la consolidation des marchés. » Activa se lance d'ailleurs en RD Congo, preuve qu'il y a de la place pour la croissance des champions régionaux africains. Comme un signal envoyé aux colosses de Munich (Allianz), Paris (Axa) et Londres (Prudential), qui, ces dernières années, ont réalisé d'importantes acquisitions au Maroc, au Nigeria et au Ghana. Un avis partagé par Matthew Myers de LeapFrog, un investisseur actif dans les services financiers africains (assurance, transferts de fonds, inclusion financière), pour qui « il n'y a pas lieu de craindre un effet d'éviction des investisseurs locaux par les fonds étrangers. Il ne faut jamais sous-estimer l'esprit d'entreprise des acteurs locaux en Afrique. » ●



VINCENT FOURNIER/IA

L'avenir est au Sud

J e rentre d'un séjour au Brésil. J'étais invitée au Festival littéraire international de Paraty (Flip) à l'occasion de la parution de la traduction de deux de mes livres : *La Femme aux pieds nus* et *Notre-Dame du Nil*. C'est la plus importante manifestation littéraire organisée dans le pays, le cinquième salon le plus important du monde selon les organisateurs. Pour sa quinzième édition, la Festa literária voulait mettre à l'honneur les écrivains noirs (30 %) et les femmes écrivaines (24 femmes pour 22 hommes). Parmi les *autores negros*, on comptait bien sûr des Brésiliens, entre autres Conceição Evaristo, 71 ans, universitaire, considérée comme la mémoire « nègre » du Brésil, le Jamaïcain Marlon James, l'Américain Paul Beatty et l'Angolaise Djaimilia Pereira de Almeida.

J'ai participé à de nombreux salons littéraires, mais l'accueil que j'ai reçu à Paraty reste une exception. Le chapiteau et l'église pleins à craquer, la foule jusque dans la rue... Plus de 800 personnes pour la seule église, m'a-t-on affirmé. Signatures sans discontinuer de 21 heures à 1 heure du matin. La salle prévue étant trop petite, je décide de faire la rencontre dans la rue. Ma présence provoque un enthousiasme que je croyais réservé à un joueur de football ou à une *rock star*. Était-ce parce que j'étais noire et surtout une authentique Africaine, était-ce en raison du génocide des Tutsis, que beaucoup semblaient découvrir avec une forte émotion ?

Je garderai aussi un souvenir inoubliable de mon intervention à la favela Vidigal, à Rio. Chez les plus pauvres, pour ne pas dire chez les pestiférés. L'accès y est très difficile, mais surtout les gens de là-haut sont considérés comme « dangereux », leur misère est telle une menace suspendue au-dessus de la ville d'en bas illuminée de toutes ses richesses. Les favelas sont livrées à la violence, qui, au dire des Cariocas, a pris cette année des proportions inquiétantes. L'Institut français y multiplie malgré tout les activités culturelles. Les rencontres ont lieu dans des locaux de l'école de théâtre. Patrick Chamoiseau m'y avait précédé.

J'ai été saisie d'une intense émotion. Pour moi, un quartier aussi pauvre ne pouvait pas exister en Amérique. Pourtant, je m'y suis sentie à l'aise, un peu comme si je rentrais chez moi. Le public, pour la première fois, était presque entièrement noir ou métissé. Je ne crois pas avoir parlé de littérature. Les questions ont tout de suite porté sur l'identité noire qui colle à la peau. Le racisme au Brésil



ADRIA FRUITOS POUR IA

structure les classes sociales. Le souvenir lancinant de l'esclavage hante encore les esprits. Le Rwanda n'a pas connu la traite. Mais je n'ignore pas la souffrance d'être en mal d'identité. J'y ai d'ailleurs consacré mon dernier livre, *Cœur Tambour*.

Luiz Inácio Lula da Silva, à l'étonnement général et surtout au mien, a tenu à me rencontrer dans son Instituto Lula, à Sao Paulo. Malgré les accusations de corruption dont il fait l'objet et ses déboires judiciaires, il reste très populaire. Les pauvres et les régions déshéritées du Nordeste n'ont pas oublié ce qu'il a fait pour améliorer leur sort. « Le Brésil a besoin de Lula », répètent ceux qui sont persuadés qu'il sera réélu. L'ancien chef de l'État s'est montré très chaleureux avec moi. Sa simplicité a confirmé ce que j'avais entendu dire de lui. Un gamin miséreux du sertão, élevé par sa mère, qui lui disait chaque jour : « Tu peux faire plus. » C'est peut-être grâce à cela qu'il est devenu président. C'est peut-être aussi pour cela qu'il a tenu à me rencontrer. *La Femme aux pieds nus* avait fait beaucoup de bruit à Paraty.

La conversation a surtout porté sur l'Afrique. L'ex-président a raconté avoir déployé toute son énergie pour créer une coopération avec de nombreux États du continent. « L'Atlantique n'est qu'un ruisseau entre le Brésil et l'Afrique », affirme-t-il. Malgré les difficultés économiques, les péripéties politiques, les injustices sociales, je reviens convaincue que, des deux côtés de l'océan, l'avenir est au Sud. ●

Aérien Comment prendre de l'altitude

Pour le ciel africain, **tout se joue au niveau régional**. Encore fragile, le marché est dopé par un trafic croissant et des partenariats entre compagnies. Reste à développer les infrastructures et à diminuer le prix des billets.

Rémy Darras

C'est sur les pistes flambant neuves du nouvel aéroport international Blaise-Diagne de Dakar (AIBD), inauguré le 7 décembre 2017, qu'Air Sénégal va déployer ses ailes. Après l'échec des deux précédentes tentatives, le pays tente de faire redécoller sa compagnie nationale en misant sur le long-courrier. « Dakar a toute sa place pour assurer des correspondances vers le Cap-Vert et la Mauritanie, mais on constate aussi un développement des flux Sud-Sud vers le Moyen-Orient, l'Asie et l'Amérique du Sud », remarque Christophe Leloup, directeur régional d'Emirates à Dakar, devenu un hub logistique de la compagnie en direction de l'Amérique du Sud. Portés par une croissance du secteur attendue à plus de 6 % par an dans la région, les aéroports s'agrandissent, comme à Lomé,

et les compagnies cherchent à reprendre de la hauteur. Cédée pour un franc symbolique par le Fonds Aga Khan à l'État, Air Burkina cherche à élargir sa flotte. En s'appuyant sur un plan de développement élaboré par Boeing, la compagnie camerounaise Camair-Co a relancé ses lignes domestiques et régionales et reprendra ses vols intercontinentaux dans un second temps. Enfin, début 2018, une compagnie béninoise doit prendre son envol, fruit du joint-venture entre le gouvernement de Cotonou et Rwandair.

TAXES. Ces transporteurs ont bien sûr à l'esprit les succès de la compagnie panafricaine Asky et d'Air Côte d'Ivoire. Toutes deux ont trouvé leur place en s'appuyant sur un hub régional qui leur permet d'accueillir les passagers d'une autre compagnie et de

les redistribuer dans la région. « Sur dix personnes voyageant avec Air Côte d'Ivoire, six viennent d'Abidjan. Nous ne devons aller en chercher que quatre dans la sous-région pour remplir nos avions », explique René Décurey, directeur général du trans-

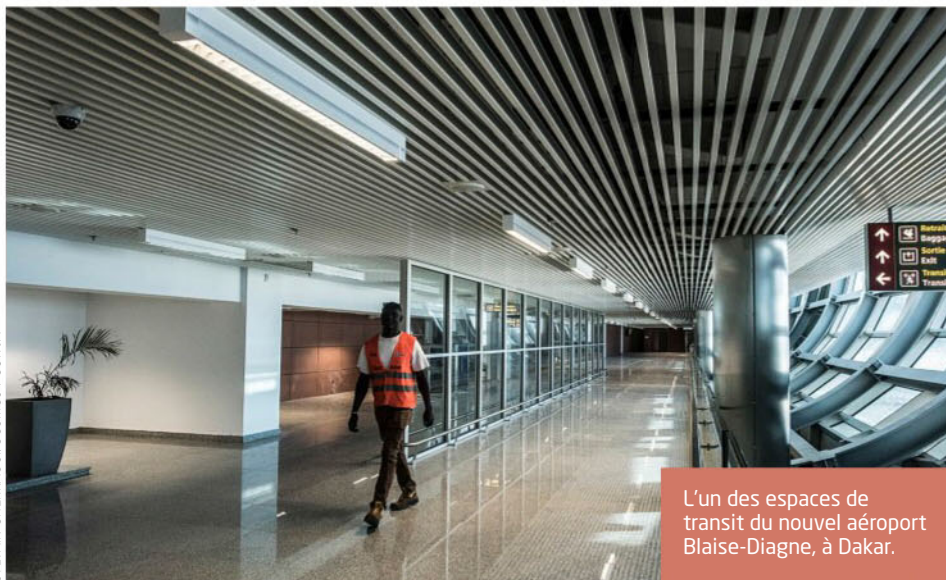
Pourtant, si ces sociétés recueillent les fruits de leurs efforts, leurs conditions d'opération restent difficiles. « L'"effet hub" nous permet de remplir nos avions, mais nous perdons encore de l'argent. Nous sommes écrasés par les taxes aéroportuaires, qui

Les transporteurs ont bien sûr à l'esprit les succès d'Asky et d'Air Côte d'Ivoire.

porteur ivoirien. Outre son partenariat stratégique avec Air France, Air Côte d'Ivoire a signé un accord avec Ethiopian Airlines pour attirer du trafic en provenance des États-Unis. La compagnie devrait transporter 850 000 passagers et atteindre les 100 milliards de F CFA (152 millions d'euros) de chiffre d'affaires en 2017.

représentent 55 % du prix du billet et nous obligent à maintenir des tarifs relativement élevés. Ce qui rend l'avion encore inaccessible à une large partie de la population », regrette René Décurey. Air Côte d'Ivoire et Rwandair entendent tout de même devenir rentables dès 2018.

Certains constructeurs ou poids lourds des airs, tels qu'Ethiopian Airlines, soutiennent économiquement ou techniquement des compagnies régionales qui, sans ces appuis, auraient du mal à se développer, comme la future Air Tchad. Pour justifier de tels investissements, les opérateurs tablent sur une augmentation irréversible du trafic, alors que la modernisation des aéroports doit aussi faire émerger de nouvelles activités commerciales et apporter de nouvelles recettes. De quoi provoquer une baisse du prix du billet d'avion et une hausse des revenus pour les compagnies. ●



L'un des espaces de transit du nouvel aéroport Blaise-Diagne, à Dakar.

Votre partenaire business en Afrique

Avec une présence dans 32 pays et un siège social basé au Maroc,
BMCE Bank Of Africa est un véritable hub financier en Afrique.
Grâce au renforcement de son expertise dans les métiers de l'international et au
développement de son réseau à l'étranger, le groupe vous accompagne dans
vos investissements et œuvre pour le développement de vos opportunités
d'affaires sur tout le continent africain.



AFRIQUE

Bénin • Burkina Faso • Burundi
Cameroun • Congo Brazzaville
Côte d'Ivoire • Djibouti • Ghana • Kenya • Mali
Madagascar • Maroc • Niger • Ouganda • R.D. du Congo
Rwanda • Sénégal • Tanzanie • Tunisie • Togo • Éthiopie

EUROPE

Allemagne • Belgique • Espagne
France • Italie • Pays-Bas
Portugal • Royaume Uni

AMÉRIQUE

Canada

ASIE

Chine • Emirats Arabes Unis

BMCE BANK OF AFRICA



Technologie Drones multi-usages

Du secteur médical à l'agriculture en passant par l'industrie extractive, l'usage professionnel des engins autonomes volants se développe sur le continent. **Un nouveau marché en pleine expansion.** Julien Cléménçon

DHL, Amazon ou Google auraient aimé être les pionniers de la livraison par les airs. Mais au Malawi, Matternet a pris une longueur d'avance. En mars 2016, la start-up californienne a testé pour l'Unicef l'envoi par drone d'échantillons de sang prélevés sur des enfants afin d'effectuer un diagnostic du VIH. Le temps de transport a été réduit de onze jours à deux heures en moyenne. Jugée concluante, l'expérience a incité l'État à ouvrir début juillet un couloir aérien grâce auquel 12 entreprises, ONG et universités vont pouvoir proposer de nouveaux services comme le transport de vaccins ou de médicaments, ou l'analyse d'images permettant de mieux gérer les situations de catastrophes naturelles.

Au Rwanda, une autre start-up américaine a marqué les esprits en inaugurant ses premiers vols commerciaux en octobre 2016. Zipline approvisionne sept hôpitaux en poches de sang. Depuis leurs débuts, ses mini-avions ont effectué plus de 1 400 missions, avec un taux d'échec de moins de 1 %. Encouragée par ces résultats, la société prévoit d'ouvrir à la fin 2017 un second « droneport », qui lui permettrait de couvrir 100 % des hôpitaux du Rwanda. Avant de s'implanter en Tanzanie.

Longtemps considérés comme des jouets high-tech, quand ils n'ont pas une réputation de robots tueurs, les drones, pilotés à distance ou préprogrammés, ont totalement changé de statut. En plus de la livraison de petits colis,



Un technicien gère une plateforme de lancement au Rwanda, en octobre 2016.

STÉPHANIE AGUETI/AFR

ils sont utilisés pour surveiller l'état d'ouvrages d'art, faire de la cartographie en 3D ou du comptage d'animaux, observer la croissance des cultures, pulvériser des traitements ou évaluer des stocks de minerais.

INVESTISSEMENTS. Malgré une législation stricte, l'Afrique du Sud est le pays le plus dynamique dans ce domaine. Selon une étude publiée à la mi-2017, on y recense près de 3 400 drones à usage professionnel, pour un chiffre d'affaires global d'environ 2 milliards de rands (environ 125 millions d'euros). Ces derniers mois, trois entreprises de la nation Arc-en-Ciel ont profité d'investissements d'un montant égal ou supérieur à un demi-million de dollars. En octobre, UAV Industries a annoncé avoir reçu 499 000 dollars (424 000 euros) de la société

Glenheim Venture Capital pour développer ses activités de location de drones et de formation de pilotes. En août, le fonds kényan Savannah et la société d'investissement sud-africaine 4DI Capital avaient déjà injecté environ 510 000 euros dans la jeune pousse Aerobotics, spécialisée dans l'analyse d'images prises par ces engins volants. Mais la plus grosse transaction à ce jour reste l'acquisition en février, pour 633 000 euros, de la société sud-africaine Rocketmine par le groupe Delta Drone. Établie dans la périphérie de Lyon, cette entreprise française est l'un des leaders mondiaux du traitement d'images aériennes. L'opération devrait donner les moyens à Rocketmine, numéro un des services offerts par le secteur à l'industrie extractive, de se développer aussi en Amérique du Sud.

Si ces marchés sont moins structurés en Afrique francophone, l'utilisation des drones s'y développe également. Pas un événement sportif ou culturel sans l'utilisation d'images aériennes. Une tendance confirmée par l'ouverture fin octobre par le français Drone Volt du premier centre de formation d'Afrique dans la capitale économique ivoirienne. Quelques entrepreneurs locaux, comme le Nigérien Aziz Kountché, PDG de Drone Africa Service, ou le Camerounais William Elong, avec la société Will & Brothers, occupent le terrain. Ils devraient être rapidement rejoints par de plus gros acteurs. Après des tests menés avec succès en juin, Delta Drone s'est associée à Bureau Veritas pour proposer des solutions à destination du secteur agricole pour toute l'Afrique de l'Ouest. ●



WITI DE TERA/OPALE/LEEMAGE

Quelle place pour Mayotte?

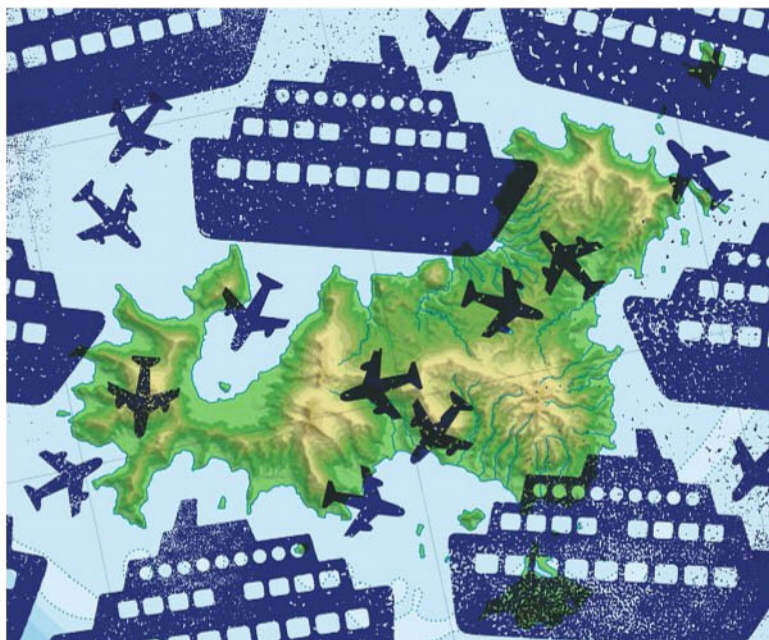
Mayotte, l'île aux syllabes dansantes, petit paradis plutôt paisible et réputé pour son lagon aux 760 espèces de poissons différentes, paraît aujourd'hui inquiète et peu disposée à festoyer. Coincée dans l'archipel des Comores, entre les Grandes Comores, au nord, et l'île de Madagascar, au sud, ce département français depuis 2011 doute de son avenir institutionnel. Depuis que circule la rumeur d'une révision imminente, par le gouvernement d'Emmanuel Macron, du visa Balladur instauré en 1995 et qui durcissait les conditions d'entrée dans l'île, les crispations sont palpables. Ce visa avait surtout pour cible les populations comoriennes et déshéritées venues principalement de l'île d'Anjouan. Près de 40 % de la population mahoraise serait d'origine étrangère, et les chiffres sont parfois rehaussés au regard du nombre de clandestins.

À Mayotte, l'objet de tous les émois concerne l'énigmatique « feuille de route » élaborée le 12 septembre 2017 par le gouvernement français et les représentants de l'État comorien. Elle viserait à « favoriser les échanges humains entre les îles de l'archipel, dans un cadre légal et en renforçant la sécurité des liaisons maritimes et aériennes ». Pour les politiciens mahorais, il ne s'agirait ici que d'une méprisable feuille de vigne masquant une politique d'abandon de Mayotte par la République française, au profit de la redoutée et mal gouvernée République comorienne. Une banderole brandie par des manifestants ulcérés, qui ont bloqué les services de délivrance des visas de la préfecture, était explicite : « Libre circulation des hommes = libre circulation des terroristes ». Ce slogan aux accents xénophobes est l'œuvre d'individus qui se sentent abandonnés face à une montée des tensions dues à l'insécurité, à la délinquance et à la violence.

Les Mahorais ne manquent plus une occasion de rappeler qu'elles œuvrèrent lors du référendum d'autodétermination de 1976 pour que Mayotte renforce son ancrage dans la République française. Leur cri d'alarme est celui d'une population en péril et confrontée à une submersion venue des Comores, dont les ressortissants se proclament « chez eux » à Mayotte. Ces Comoriens relèvent que leur dynamisme est ici incontestable. Mais surtout ils estiment juridiquement infondé le rattachement de Mayotte à la France. Ce discours récurrent dénonce les opérations référendaires de 1976, entachées d'un vice, car les voix de Mayotte, au lieu d'être comptabilisées dans un collège électoral unique, l'ont été à part. En clair, les Comoriens expriment

une légitimité historique, géographique, confessionnelle (les deux peuples sont musulmans à plus de 90 %), linguistique et, partant, hautement culturelle. Pour d'autres, minoritaires, Mayotte n'est pas la France, car trop de particularismes éloignent ce territoire de la République une et indivisible. La religion musulmane y est écrasante. La polygamie est ici monnaie courante et légalement acceptée. Les écoles sont surchargées. *Last but not least*, le français y est une langue minoritaire, loin derrière le shimaoré et le kibushi.

L'ancrage au sein de la République française des habitants mahorais, qui se disent fièrement français et ont pour l'Afrique voisine une forme de dédain, semble aujourd'hui lourdement hypothéqué. Le système de santé est dans un état calamiteux, on ne compte plus que 98 médecins pour 100 000 habitants. Alors que l'île détient le record du taux de natalité (38,9 ‰) en France, les enfants sont les laissés-pour-compte des politiques publiques. Les crèches se comptent sur les doigts d'une main.



ADRIA FRUITOS POUR JA

La République s'apprête-t-elle à en finir avec l'exception mahoraise ? C'est la question qui ronge les esprits. La renégociation du visa Balladur n'est qu'une première étape avant de déchirants réexamens concernant le rôle de politiciens accusés d'incompétence et de malversations diverses, l'éducation en déshérence, la montée du radicalisme islamique, la crédibilité de l'indivisibilité de la République... Cette dernière nécessite de lourds investissements, ou le départ, à terme, de la France. ●



L'ACIER AUTREMENT...

Prometal est depuis 2010, un acteur majeur de l'économie camerounaise et sous régionale. Avec la mise en route des grands projets structurants, le Cameroun a fait de l'acier un produit de consommation courante, de par la place privilégiée qu'il occupe dans la réalisation de ces projets.

Partenaire stratégique de l'Etat camerounais dans les projets de développement et, moteur de notre secteur d'activité, nous considérons qu'il est de notre devoir absolu, de mettre à la disposition de nos partenaires, des aciers dont la qualité est reconnue afin d'assurer, de sécuriser et de garantir les investissements engagés.

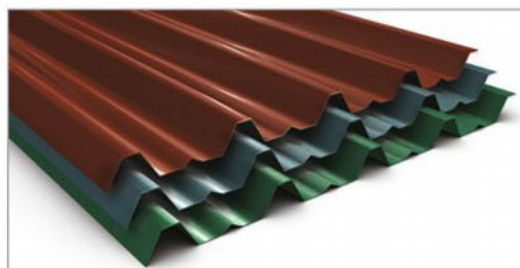
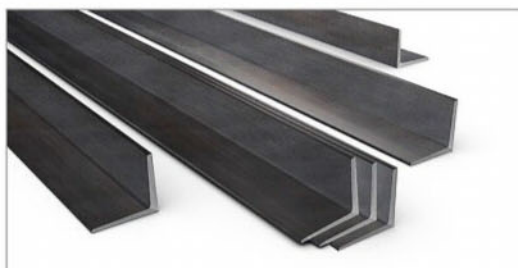
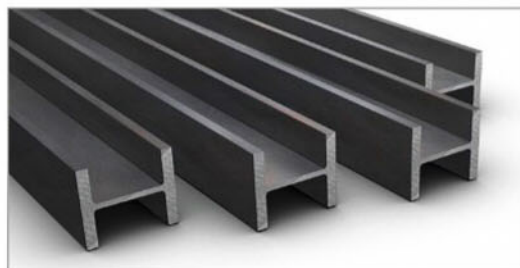
Pour cela nous devons rester performants et en constante amélioration afin de renforcer notre productivité. Tous les investissements que nous avons entrepris depuis notre création, notamment l'introduction des lignes de profilage en 2012, de tréfilage en 2013, de fabrication



de matériel agricole en 2014 et, en 2016 le renforcement de nos équipements de laminage à chaud avec l'acquisition d'un four à arc électrique d'une capacité de 160 000 tonnes/an, visent la pérennisation de notre industrie et la certitude de répondre à la demande sans cesse croissante.

Quatre processus de fabrication dont le laminage à chaud, le tréfilage des pointes, le profilage et le matériel agricole, permettent à Prometal d'offrir une variété de 63 produits d'acier. Avec 3 sites opérationnels et un 4^{ème} en chantier sur une surface totale de 175 000 m², près de 1000 emplois créés dont 97% de main d'œuvre camerounaise, plus de 200 fournisseurs et prestataires, des clients de renom dans le secteur des BTP, notre activité implique et anime aussi une cinquantaine d'acteurs économiques.

Ainsi, innover pour rester compétitifs, améliorer pour satisfaire nos clients et partenaires, écouter pour délivrer des réponses appropriées, encourager et développer pour fédérer notre personnel et l'impliquer dans l'avenir du Cameroun dont Prometal est acteur : voilà les leitmotiv permanents de notre management dont la pertinence est reconnue par le référentiel ISO 9001 depuis 2014.



Décideurs Les 8 qui feront 2018

Qu'ils soient diplômés ou autodidactes, nouvellement nommés ou expérimentés, hommes ou femmes, **ces dirigeants ne reculent devant aucun obstacle** pour faire progresser leur entreprise. **Julien Cléménçon**

Chance Ndagano

Directeur général de Rwandair

En avril, la nomination de Chance Ndagano à la tête de la compagnie nationale rwandaise a fait l'effet d'une bombe. En poste depuis 2010, son prédécesseur, John Mirenge, a été limogé sans la moindre explication sur instruction du président Paul Kagame. Le décollage de Rwandair repose désormais sur les épaules de cet ancien pilote, diplômé en aéronautique, qui a notamment été directeur des opérations d'Akagera Aviation, une petite compagnie privée qui dispose d'une flotte d'hélicoptères pour des vols d'affaires. L'intéressé a également servi comme vice-administrateur de l'aviation civile rwandaise. Si son pedigree apparaît relativement léger, sa mission revêt la plus haute importance pour le pays des Mille Collines, qui souhaite devenir un hub régional. Pour parvenir à ce résultat, Chance Ndagano devra jouer l'équilibriste entre les ambitions de la compagnie en matière de liaisons intercontinentales et une situation financière dégradée en raison d'un fort endettement. ●



Diallo Aissata Beavogui

Directrice générale de Guinea Alumina Corporation

Quand Conakry fait la promotion des réformes économiques entreprises en faveur des investissements en Guinée, les autorités n'oublient pas de citer le projet d'Emirates Global Aluminium (EGA). À Kamsar, le groupe dubaïote s'est engagé à construire une usine pour transformer la bauxite en alumine. Pour l'heure, Diallo Aissata Beavogui, directrice générale de Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale d'EGA, travaille d'arrache-pied pour construire les infrastructures nécessaires à l'entrée en production de la mine en 2019. Née en Guinée,



éduquée au Sénégal, cette quadragénaire a commencé sa carrière aux États-Unis dans des cabinets spécialisés en audit gouvernemental, après avoir décroché un bachelors en comptabilité à l'université de Binghamton (État de New York). En

2014, elle a rejoint GAC en tant que directrice de la conformité, avant d'être propulsée à la place de numéro un après la nomination de Mamady Youla au poste de Premier ministre. ●



CYRIL NDEGEYA



PATRICE MOULLET/AFRICA CEO FORUM

Basil El-Baz

PDG de Carbon Holdings

Avant même de quitter les amphithéâtres de Harvard, Basil El-Baz avait réussi à mettre en évidence ses talents d'entrepreneur en transformant son projet de fin d'études en success-story industrielle. Promoteur d'une usine d'ammoniaque, la première en Égypte, il l'avait revendue en 2005, avant même sa construction, à un pool d'investisseurs dont le principal était Orascom Construction Industries, dirigé par Nassef Sawiris. Depuis, le quadragénaire s'est imposé

dans le gotha des affaires égyptiennes. Entré dans le classement Choiseul des leaders africains de moins de 40 ans en 2015, il était numéro un du dernier palmarès, publié au mois de septembre. Brillant, accessible, très bien connecté, il fait partie de ces patrons que l'incertitude et l'instabilité politique n'effraient pas. Son groupe, Carbon Holdings, structure actuellement le financement d'un complexe industriel estimé à 10 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros). ●



AICPRESS

Mama Tajmouati

PDG d'Ynna Holding

Décédé en 2016, Miloud Chaabi était l'un des plus grands capitaines d'industrie du Maroc. Son empire comprend plus de trente filiales dans l'immobilier, l'industrie, le BTP, la distribution, l'agroalimentaire ou encore les énergies renouvelables, et une solide fondation d'œuvres sociales. Désormais, c'est son épouse, Mama Tajmouati, 81 ans, qui préside aux destinées des affaires familiales avec l'appui de ses enfants et qui organise sa succession. Active au sein du groupe bien avant la disparition du fondateur, elle a annoncé vouloir accélérer son développement. Fin novembre, elle était aux côtés de Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie numérique, et d'Aziz Rabbah, ministre de l'Énergie et des Mines, pour inaugurer à Kenitra les deux nouvelles unités de production de Gharb Papier et Carton (GPC), filiale d'Ynna Holding, pour un investissement de plus de 800 millions de dirhams (71,5 millions d'euros). ●

Abdelmoumen Ould Kaddour

PDG de Sonatrach

Être nommé à la tête de Sonatrach, c'est la certitude d'avoir signé un CDD. Au cours des seize dernières années, le géant algérien a connu dix PDG. La valse des dirigeants n'est sans doute pas étrangère aux difficultés que connaît la compagnie nationale, dont les revenus ont fondu de moitié entre 2014 et 2016 (de 62,8 milliards à 28,8 milliards de dollars, soit de 53 milliards à 24,3 milliards d'euros). Promu en mars 2017 à la surprise générale, Abdelmoumen Ould Kaddour, 66 ans, dont le parcours est marqué par une condamnation en 2007 à trente mois d'emprisonnement pour une énigmatique affaire d'espionnage dans laquelle il a ensuite été blanchi, a pour mission de remettre sur les rails l'opérateur pétrolier, moteur de l'économie nationale.

Parmi ses chantiers prioritaires: rétablir la confiance avec les partenaires étrangers pour poursuivre l'exploration du sous-sol algérien et revoir les circuits de commercialisation du gaz. Diplômé du Massachusetts Institute of Technology, il pourra mettre à profit l'expérience acquise à la tête de Brown & Root Condor (BRC), coentreprise créée par Sonatrach avec une filiale de Halliburton, le géant américain du pétrole et de la construction. ●



AHMED OUOBA POUR JA

Apollinaire Compaoré

PDG de Planor Afrique

Opiniâtre, tête même, Apollinaire Compaoré n'est pas du genre à abandonner. Lorsqu'en 2012 il a décroché la troisième licence de téléphonie au Mali, l'autodidacte burkinabè, fondateur du groupe diversifié Planor Afrique, n'imaginait pas qu'il lui faudrait attendre cinq ans avant de lancer son réseau. Mais malgré le conflit avec son ex-associé Cissé Komé, les difficultés à trouver les financements et les menaces de retrait du précieux sésame par l'État malien, l'homme d'affaires n'a jamais perdu de vue son projet. À la fin du mois de décembre, Atel, contraction d'Alpha Telecom, démarre ses opérations à Bamako en attendant de s'étendre à d'autres villes du pays. Pour financer l'extension de son réseau, le natif de Koassa, situé à une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou, pourra dans quelques mois s'appuyer sur sa propre banque, Wendkuni Bank International, pour laquelle il a obtenu un agrément en octobre. Également actionnaire de deux compagnies d'assurances et propriétaire de Telecel Faso, troisième opérateur du marché burkinabè, Apollinaire Compaoré, 64 ans, voit déjà plus loin et met en œuvre une stratégie faisant converger secteurs financier et télécom. La première étape sera le lancement de Telecel Money au Burkina Faso, un service de transfert d'argent et de paiement de factures. ●



DE



VINCENT FOURNIER/JA

L'éducation, un besoin vital

Une croyance bien installée veut que l'on puisse distinguer des besoins primaires, comme se nourrir et avoir un toit, des besoins secondaires, comme l'éducation. Il convient avant tout de fournir aux peuples de quoi manger, l'éducation peut attendre. Je m'élève contre cette idée reçue. Ce n'est pas parce que les besoins primaires sont plus simples que le besoin d'éducation que ce dernier n'en est pas moins fondamental.

En effet, tous les États qui n'ont pas fait de l'éducation leur priorité ont vu leur population s'appauvrir. La pauvreté, comme l'a bien montré le Prix Nobel d'économie Amartya Sen, est d'abord une privation de capacités, pas seulement une faiblesse de revenus. Or si l'on n'a pas été instruit, on ne peut même pas formuler le besoin de se nourrir, ni par conséquent lutter pour le satisfaire. Aller à l'école, c'est gagner en capacités, pour en acquérir la plus précieuse, l'autonomie. Les prétextes sont nombreux pour retarder l'éducation généralisée : il faudrait d'abord électrifier les zones rurales, faire des routes, construire des écoles...

Mais, en tant que besoin fondamental, l'instruction pour tous ne peut attendre. Durant la guerre civile au Liban, entre 1975 et 1990, on donnait des cours dans les garages. A contrario, le programme d'urgence d'aide à l'école au Maroc soutenu par l'Europe dans les années 2010 n'a pas été orienté vers la généralisation de l'instruction, ni vers la formation des enseignants : il s'est focalisé sur la construction des établissements. Résultat : l'école publique se retrouve avec des classes surchargées.

Élargissons la réflexion à l'ensemble du Maghreb. Un obstacle majeur a freiné la mission de l'école, qui est d'offrir des outils pour lire le monde : le choix de la langue. L'arabisation en elle-même ne pose pas problème, mais seulement si un effort constant de traduire le savoir mondial dans cette langue est fait.

On traduit pour comprendre et non pour simplement transposer des significations : une langue qui traduit est une langue qui s'enrichit. L'arabe a connu au IX^e siècle (Bagdad) puis au XIX^e (Le Caire) des moments significatifs de développement grâce la mise à disposition du savoir produit ailleurs (en Grèce puis en Europe). L'arabisation des années 1980 fut un phénomène idéologique abordé comme une nationalisation et une islamisation : aujourd'hui on alphabétise pour lire le Coran, télescopant ainsi deux objectifs distincts, la maîtrise de la langue et la connaissance du texte sacré.

Le français, qui fut si bien parlé au Maghreb, a été écarté ou fortement réduit sans que l'arabe n'ait pu prendre le relais. En cause, cette absence de traduction et l'aimantation par le sacré. Le résultat est catastrophique : sacralisation de l'idiome linguistique sans prise en compte de ses multiples usages contextuels et oubli de la grande tradition classique de littérature et de philosophie arabe au profit « d'études islamiques », présentées dans un style dogmatique et non critique. À défaut de traduire immédiatement tout le savoir mondial en arabe, force serait de reconnaître que les cours de langues étrangères représentent une priorité absolue, au même titre que l'eau et la nourriture. Plus on apprend les langues plus on perçoit les rapports logiques. L'apprentissage de la rigueur passe donc aussi par ces enseignements.

J'ai parlé tantôt d'instruction, tantôt d'éducation. Je voudrais clarifier ce point. De nombreuses personnes analphabètes



ADRIA FRUITOS POUR JA

ou illettrées au Maghreb ont une vaste culture faite de proverbes, d'adages, de savoir-faire non répertoriés. Autrement dit, une éducation, à défaut d'avoir une instruction. Mais cette éducation est minorée, démonétisée. C'est encore l'instruction qui peut redonner des couleurs et une vraie valeur à ces connaissances populaires, en se les appropriant.

La pluralité des langues d'une part, la reprise thématisée des usages sédimentés dans la langue de l'autre : voici quelques besoins premiers et vitaux pour gagner en autonomie. ●



Alioune Ndiaye *Directeur général de Sonatel*

Suivant l'exemple de son mentor et prédécesseur à la tête de Sonatel, Cheikh Tidiane Mbaye, Alioune Ndiaye, 57 ans, cultive la discrétion à l'extrême. En dehors des conférences de presse données à l'occasion de la publication des résultats financiers de la plus importante filiale d'Orange en Afrique (1,6 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2016), rares sont les

médias à avoir recueilli ses confidences. Peu importe, son bilan parle pour lui. Depuis 2012, il a consolidé la croissance de son groupe et préservé sa rentabilité. Le Sénégalais, diplômé de Télécom Sud Paris, peut aussi se targuer d'avoir convaincu sa maison mère d'autoriser Sonatel à reprendre son développement international via l'acquisition en 2016

d'Airtel, en Sierra Leone. Très apprécié de Stéphane Richard, PDG d'Orange, et de Bruno Mettling, patron des filiales d'Afrique et du Moyen-Orient, qui louent sa rigueur et sa diplomatie, l'ancien directeur général d'Orange Mali, de 2002 à 2012, pourrait prendre davantage de responsabilités dans les mois qui viennent au sein du groupe français. ●

Strive Masiyiwa *Président d'Econet*

En mars 2017, le magazine américain *Fortune* a classé Strive Masiyiwa, 56 ans, à la 33^e position de son palmarès des cinquante plus grands leaders rassemblant des personnalités du monde des arts, de la politique et des affaires. Réputé homme le plus riche du Zimbabwe (plus de 600 millions de dollars en 2016 selon *Forbes*), le fondateur du groupe Econet, établi en Afrique du Sud et présent dans 17 pays, doit sa première reconnaissance internationale à la bataille constitutionnelle qu'il a menée dans son pays pour briser le monopole de l'État dans les télécommunications. Cet épisode est considéré par beaucoup comme une étape décisive dans l'ouverture de ce secteur aux groupes privés sur le continent. Aujourd'hui, Econet compte une trentaine d'entreprises. Ses équipes sont en discussion avec l'opérateur établi au Luxembourg Millicom pour l'achat de ses filiales en Tanzanie, au Rwanda et au Tchad. Si la vente se concrétise, ce sera la première incursion du tycoon zimbabwéen dans un pays francophone. Outre des services de téléphonie mobile, Strive Masiyiwa fournit aussi de la fibre optique : il contrôle le groupe Liquid Telecom, premier opérateur privé dans ce domaine en Afrique, dont le réseau se déploie sur plus de 40 000 km, et développe un bouquet panafricain de télévision appelé Kwesé. ●





UN PORT ULTRA-MODERNE

développé en un temps record de 18 mois



150 000
conteneurs/an



3 millions
de tonnes/an



Fruit
d'un Partenariat
Public Privé

DES SERVICES
PORTUAIRES
ET LOGISTIQUES
DÉDIÉS

Quai de 690m



Silos à grain



Cuves
de stockage



Grues



Grue-portiques





Lire en 2.0

TOUT LE MONDE DIT...

Si tu veux cacher quelque chose à un Africain, mets-le dans un livre.

L'Afrique est le berceau de la parole.

Les Africains ont la culture de l'oralité.

Mais est-ce que c'est vraiment vrai ? Bien sûr, il y a des personnes parmi nous qui renchérissent sans réfléchir. Et pourtant...

Je lis et je sais que les Ivoiriens lisent. Allez à n'importe quel grand carrefour à Abidjan, rentrez dans les marchés ici en Côte d'Ivoire et vous verrez des livres de seconde main être vendus. Vous verrez aussi des gens en plein marchandage pour ces livres. Des oiseaux de mauvais augure vous diront qu'on ne voit les jeunes dans les librairies, par terre [d'occasion] ou autres, que lorsqu'ils doivent acheter un livre au programme. Entendez, scolaire. J'ai vu du Coelho, du Maryse Condé, du Vieux-Chauvet et j'en passe chez mon libraire par terre, et ces livres étaient là avant que j'entre dans sa vie. Je parle de sa vie de vendeur de livres de seconde main ; n'allons pas trop loin dans nos réflexions. Non, je pense plutôt que ce qu'on veut, ce sont des romans ou des nouvelles qui se contentent de nous raconter une histoire, et non de ceux qui nous font la morale.

Un autre jour, on parlera de l'industrie du livre en Côte d'Ivoire. Je suis cofondatrice d'Abidjan Lit, un mouvement activiste littéraire, et, lors des rencontres que nous organisons, nous accueillons des jeunes personnes comme nous qui lisent, qui se démènent comme nous chez les libraires par terre, dans les « vraies » librairies, mais aussi en ligne. Nous avons aussi de l'affluence, et ce ne sont pas les nombreux événements littéraires qui se tiennent à Abidjan qui diront avoir du mal à trouver des intéressés. Si les jeunes ne lisaient pas, viendraient-ils en grand nombre à ces manifestations ? On lit, donc, mais autrement.

Face au problème de l'accessibilité au livre et vu qu'on est tous sur nos smartphones, tablettes et consorts, pourquoi

ne pas joindre l'utile à l'agréable ? Le problème, c'est qu'on veut nous voir en librairie, alors que nous, on va plutôt sur nos Kindle et on télécharge ce dont on a besoin. On parcourt les blogs littéraires et on lit les quelques lignes de recommandation des autres. Si ça nous plaît, on télécharge. Quand on fréquente les librairies par terre, c'est qu'on est à la recherche des classiques. Quant aux vraies librairies, on les préfère indépendantes. Les chaînes, c'est l'époque révolue de nos parents.



L'approche intimiste est celle qui nous convient le plus. Les *coffee bars* qui proposent des livres et des magazines et où on peut lire le temps d'une pause-café. Des programmes d'échanges de livres entre amis ou collègues.

Du chemin à faire, oui, mais on lit. Ce n'est pas pour rien non plus que la littérature produite par les écrivains africains est aussi vibrante depuis ces dernières années et que les festivals littéraires sur le continent pullulent et se créent. On lit, mais en 2.0, différemment. Liseuse au lieu de livre papier. Festival littéraire au lieu de salon littéraire. Recommandations des blogs au lieu de celles des institutions. Abidjan lit, l'Afrique lit ! ●

UN TERMINAL

aux Standards Internationaux



Une surface
de 45 hectares



3.5 kilomètres
de voies ferrées



Un quai
de 170 mètres

Matériels de
manutention



Infrastructures
ferroviaires



Zone de stockage
et d'amarrage



DES SERVICES PORTUAIRES
ET LOGISTIQUES DÉDIÉS



Transport
et logistique



Agence
d'expédition



Opérations portuaires
pour Import/Export
de marchandises



Dédouanement

CLIENT

Une chaîne de valeurs complètes,
des gisements miniers au port.

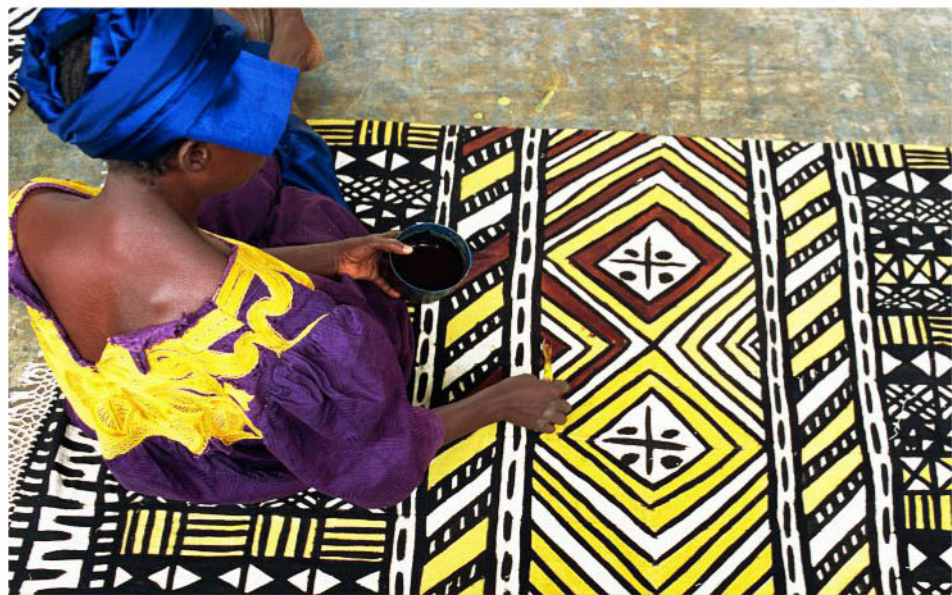
Design Place au bogolan

Depuis quelques années, de nombreux créateurs de mode et décorateurs d'intérieur s'affranchissent du wax. Au profit du **tissu traditionnel malien**. **Katia Touré**

« **F**ait avec de la terre. » C'est, en bambara, ce que signifie le terme *bogolan*.

Et pour cause, la fabrication artisanale de ce tissu lourd et imposant doit beaucoup aux matières naturelles. Sur du coton tissé, teint puis trempé dans une décoction de feuilles d'arbre, des motifs tribaux à la symbolique ancestrale sont réalisés à main levée avec de la boue. Quand le wax flamboie de mille couleurs, le bogolan présente donc une esthétique beaucoup plus sobre : il conjugue différentes nuances de marron mais aussi des teintes comme le noir, le blanc ou l'ocre, obtenues grâce à un mélange de soude, de céréales et de cacahuètes. Il est principalement confectionné au Mali, son pays d'origine, mais aussi au Burkina Faso, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Traditionnellement, il avait valeur de protection, – selon la forme ou la couleur des motifs, inspirés par la nature ou les actes de la vie quotidienne – pour ceux qui arboraient le tissu : chasseurs, femmes enceintes, personnes âgées, nourrissons, etc. Il accompagnait aussi certains rituels. Mais au fil du temps les codes coutumiers qui lui étaient attachés ont disparu.

C'est à l'orée des années 1980, peu après la naissance de sa propre marque à Abidjan, que le Malien Chris Seydou commence à faire connaître le bogolan. Premier styliste africain à avoir collaboré avec de grandes maisons de haute couture (Yves Saint Laurent, Mic Mac ou Paco



Il conjugue des nuances de marron, de noir, de blanc ou d'ocre (ici, un atelier de fabrication à Ségou).

Rabanne), dans les années 1970, il présentera ces créations autant en Afrique de l'Ouest qu'en Europe et aux États-Unis. Aujourd'hui, d'autres stylistes prennent le relais, comme Mariah

qui souhaite démocratiser ce tissu au même titre que le wax. Elle explique avoir été sollicitée par le fameux styliste ivoirien Gilles Touré, qui voudrait prochainement l'intégrer dans ses créations.

« Il permet une exploration créative vivifiante », observe le styliste El Hadji Malick Badji.

Bocoum. « Je travaille avec toutes les matières, mais je privilégie le bogolan, magnifique et noble. En l'utilisant, j'ai le sentiment de participer au développement artisanal de mon pays. C'est pour cela qu'on retrouve de moins en moins de wax dans mes collections », explique la créatrice,

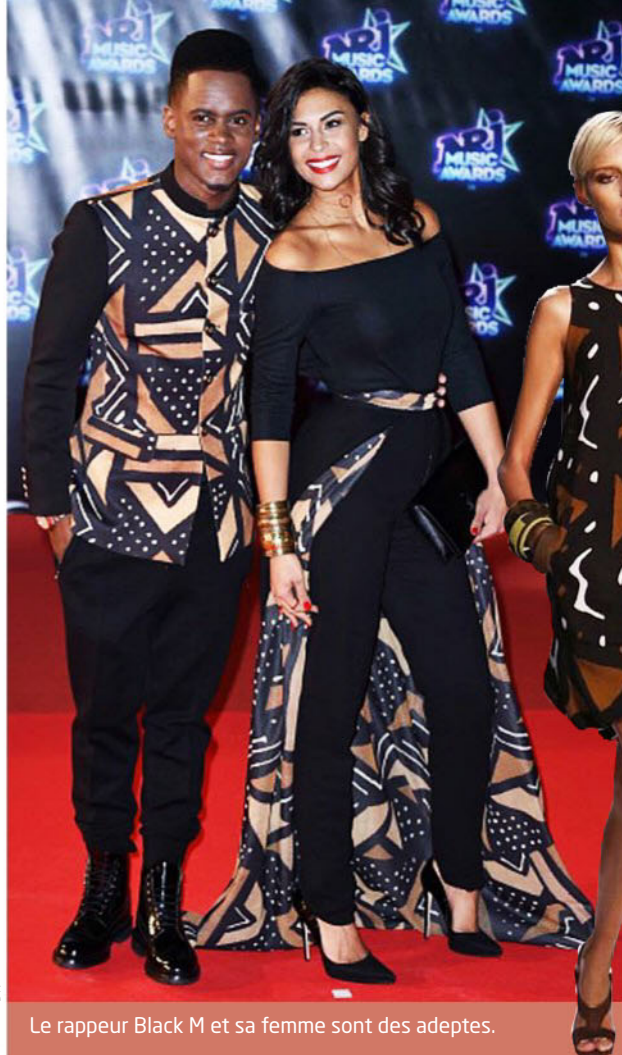
Quand le Sénégalais El Hadji Malick Badji a fondé sa marque de vêtements et de maroquinerie, Nio Far by Milcos, le message était clair : haro sur le wax. Le créateur de 29 ans a lancé plusieurs modèles de baskets en cuir et bogolan, fabriquées dans son atelier du quartier de Liberté 6, qui connaissent

un franc succès. Lors de sa dernière visite officielle à Dakar, en novembre 2016, le roi du Maroc lui en a acheté une paire. Le fondateur de Nio Far affirme que le bogolan connaît aujourd'hui un regain d'intérêt sur le continent africain. C'est à San, ville malienne située à 200 km de Mopti, que le jeune homme s'approvisionne. Là-bas, les deux yards (soit 1,83 m) de coton tissé puis travaillé selon ses envies lui coûtent entre 10 000 et 20 000 F CFA (entre 20 et 30 euros). « C'est un tissu résistant qui permet une exploration créative vivifiante, mais je trouve que la modernisation des techniques fait qu'il perd de sa superbe. »

À l'instar d'El Hadji Malick Badji, de nombreux créateurs africains l'adoptent. Le designer ghanéen Selassie Tetevie,

Oscar de la Renta,
printemps-été 2008.

à la tête de Ramdesign, crée des chaises dont les assises sont recouvertes de bogolan, qu'il se procure à Accra. En 2013, sa compatriote Aisha Obuobi, créatrice de la griffe Christie Brown, lui consacrait toute une collection, de la veste blazer à la jupe haute en passant par la veste tailleur. L'Afrique du Sud est aussi en première ligne sur ce terrain. Le bogolan, *mudcloth*, en anglais, se retrouve au cœur des créations de moult enseignes de mode et de décoration portées sur l'éthique et le coton bio, parmi lesquelles Kisua ou Lim. « Avec des pièces uniques confectionnées à partir de ce tissu, le Sud-Africain, en quête identitaire, a le sentiment de retrouver sa dignité tant extérieure qu'intérieure », analyse la styliste et décoratrice Awa Meité van Til, fondatrice du festival de mode Daoulaba, dont l'objectif est la promotion du coton malien, à Koulikoro.



Le rappeur Black M et sa femme sont des adeptes.

CONTEMPORAIN. Boubacar Doumbia est le fondateur et directeur de Ndomo, l'un des nombreux ateliers artisanaux de Ségou, au Mali, où est confectionné le bogolan. Il confirme que sa technique de fabrication s'est modernisée avec la réalisation de différentes gammes : lourde, semi-lourde et légère – ces deux dernières ayant la préférence des créateurs. Et pour s'adapter à la demande, les motifs traditionnels sont un peu délaissés au profit de modèles plus contemporains, explique Boubacar Doumbia.

« Nous exportons au Burkina Faso, au Sénégal, en Côte d'Ivoire mais aussi au Ghana, pour les boutiques de souvenirs et pour les designers », poursuit-il. Ce commerce se développe aussi à l'international pour des maisons de haute couture, de prêt-à-porter ou de décoration. La tendance touche l'Europe et les États-Unis. Et la France n'est pas en reste, avec des griffes comme Bogolove-Paris, House of Sudan ou la boutique Africouleur. « Proposer du textile décoratif en bogolan est une façon de donner les moyens aux

artisans de Bamako et de Ségou de faire perdurer leur travail », explique Férouz Allali, directrice et fondatrice d'Africouleur. À côté de ces tissus, qu'elle vend 130 euros pièce environ, elle propose aussi des produits en wax, de confection asiatique, qu'elle se procure sur les marchés de Lomé. « Il reste à la marche », glisse-t-elle.

En 2008, le styliste haute couture américain Oscar de la Renta proposait déjà une collection printemps-été exclusivement consacrée au bogolan. En 2011, la chanteuse Beyoncé prenait la pose dans les pages du magazine *L'Officiel* avec une imposante robe confectionnée dans ce tissu. Et, en 2013, c'est la marque italienne Marina Rinaldi qui le célébrait.

Mais, succès oblige, la fabrication du bogolan, à l'instar de celle du wax, s'industrialise. Aujourd'hui, on peut ainsi retrouver ses motifs sur

n'importe quel textile. « C'est un tissu que j'ai toujours apprécié. Mais il s'agit d'un coton épais et difficile à manier. Aussi, je me procure de la soie, du crêpe ou du coton plus léger, sur lesquels je fais reproduire les dessins traditionnels », explique Maureen Ayité, fondatrice de Nanawax, qui possède des boutiques à Cotonou, Abidjan, Dakar et Brazzaville, avec un point relais à Paris. Ses pièces ont aussi séduit Flora Coquerel, Miss France 2014, et le rappeur Black M.

La marque de maillots de bain Oba Swimwear, créée par Leïla Toukourou, une Parisienne aux origines béninoises et togolaises, utilise le même procédé que Nanawax pour ses modèles. Le jeune styliste malien Jean Kassim Dembele, créateur de la marque de prêt-à-porter JK Dressing, se procure des bogolans à la boutique Comatex du grand marché de Bamako, où le pagne de 1,80 m, coûte 1 500 F CFA. « Comatex ne propose pas de bogolan artisanal, mais ce tissu est en pleine évolution. Pour moi, en utiliser les motifs est déjà un gage d'authenticité. » Selon Awa Meité van Til, s'il ne supplante pas encore le wax compte tenu de la force de frappe de Visco et de ses filiales sur le continent, « il est certain que de plus en plus de créateurs s'attachent à leur africanité à travers ce tissu au fort aspect identitaire ». ●

Les baskets
Nio Far ont même
séduit le roi du Maroc.



THOMAS HALEY

Et si l'Afrique gagnait la Coupe du monde...

L'Égypte, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie se sont qualifiés pour la Coupe du monde 2018. Chacune de ces équipes nationales porte sur ses épaules le poids d'un rêve : qu'une équipe africaine triomphe enfin et remporte le trophée sportif le plus prestigieux. L'histoire a commencé avec les pionniers égyptiens, en 1934, et a repris après une longue interruption avec la qualification du Maroc en 1970. Puis en 1974 ce fut le tour du Zaïre, avant le premier match gagné par la Tunisie de Dhiab en 1978, la qualification volée à l'Algérie de Madjer et Belloumi en 1982, la première qualification pour les matchs à élimination directe du Maroc de Khairi et Krimau en 1986, l'aventure du Cameroun du Vieux Lion Milla en 1990, la double épopée de la *dream team* nigériane avec Amunike et

staff technique y aurait de bonnes conditions de travail, les entraînements se dérouleraient dans un environnement apaisé, et des équipements dignes de ce nom, confiance et stabilité seraient propices à un certain équilibre... Normal pour le reste du monde mais exceptionnel pour les sélections nationales des pays africains – dont les convulsions politiques se répercutent sur le terrain –, cet univers reste encore un rêve presque inaccessible sur le continent.

Si l'alignement des planètes se faisait et laissait enfin s'exprimer à sa pleine mesure le talent des joueurs africains, reconnu dans les championnats du monde entier, alors un pays du continent aurait toutes ses chances de remporter la Coupe. On n'ose imaginer la liesse dans les rues du vainqueur et dans celles des pays voisins, fiers de s'associer à la célébration d'une première historique.

Quel sentiment l'emporterait alors entre le panafricanisme et les divisions régionales ?

« Pour unir une patrie, donnez-lui la guerre ou la Coupe du monde », a déclaré Antoine Robein. Ce qui est vrai à l'échelle d'un pays ne l'est pas forcément à celle d'un continent, où la compétition peut être le miroir grossissant des antagonismes. Comme dans toutes ces institutions africaines où l'utopie de l'union se cogne trop souvent la tête contre les conflits historiques et les intérêts personnels, le sentiment de communauté sportive africaine se heurte aux rivalités entre les sélections, calquées sur les inimitiés politiques. Toutes les raisons sont bonnes pour honnir, calomnier, jalouser le voisin.

C'est particulièrement vrai pour les deux Afrique, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, qui ont tant de mal à se voir comme un ensemble unifié. Les résurgences d'une époque que l'on espérait révolue, faite de racisme et de sa forme exacerbée la plus ignoble, l'esclavage, montrent tout le chemin

qu'il reste à parcourir avant que les gradins d'un stade vibrent du chant commun de supporters, noirs et blancs comme un ballon de foot.

Aucune équipe africaine n'est allée au-delà des quarts de finale. L'Afrique gagnera un jour la Coupe du monde, comme elle poursuit inexorablement son développement économique. Jusqu'ici, il a manqué ce petit brin de chance et, parfois, cette prime aux puissants accordée inconsciemment par les arbitres au moment de prendre des décisions litigieuses. La compétition reproduit les rapports de force et l'ordre établi. À l'Afrique, sûre de son potentiel et capable d'assurer son plein épanouissement, de bousculer la hiérarchie. ●

Yekini en 1994, puis Yekini et Kanu en 1998, la victoire sur les champions du monde et le parcours jusqu'aux portes de la demi-finale du Sénégal de Diouf en 2002, le Ghana d'Essien en 2006, l'Algérie de Mahrez et Feghouli en 2014...

Qui seront les héros dont on narrera les exploits lors de la campagne de Russie, 21^e expédition pour le Graal sportif ? Quel capitaine soulèvera en 2018 le célèbre trophée Jules-Rimet ? Imaginons un univers parallèle sans problèmes de primes, de caprices de star ou de démission du sélectionneur à la dernière minute, sans interférence du politique sur la composition de l'équipe, sans marabout qui prenne le pas sur les accompagnateurs médicaux ni clash des ego... Le



ADRIA FRUTOS POUR L'A

La BEAC œuvre avec détermination au redressement de la situation économique et financière de la CEMAC



ABBAS MAHAMAT TOLLI,
GOUVERNEUR DE LA BEAC



SIÈGE SOCIAL DE LA BEAC



**BEAC - Banque
des États
de l'Afrique
Centrale**

BP 1917 - Yaoundé, Cameroun
Tél. : (+237) 222 23 40 30/
(+237) 222 23 40 60
Fax : (+237) 222 23 34 68
www.beac.int

Depuis la deuxième moitié de l'année 2014, la conjoncture économique au sein de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) s'est ralentie sous les effets combinés de la chute des prix du pétrole brut et de l'insécurité créée par les activités des groupes terroristes tels que Boko-Haram. Ainsi, la croissance du PIB s'est infléchie, revenant de 4,8 % en 2014 à 1,7 % en 2015 puis -0,2 % en 2016. Sur la même période, le taux d'inflation a baissé de 3,2 % à 1,1 %. S'agissant des comptes publics et extérieurs, les déficits budgétaire et extérieur courant ont atteint 6,1 % du PIB et 15,6 % du PIB, respectivement, contre 3,2 % et 4 % du PIB en 2014. Ces évolutions se sont traduites par une baisse sensible des réserves officielles.

Face à cette situation, les Chefs d'État des pays membres ont décidé, à Malabo le 30 juillet 2016, de mettre en place un Programme de Réformes Economiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC). Cette détermination a été réaffirmée lors de la Conférence Extraordinaire des Chefs d'État du 23 décembre 2016 à Yaoundé, au cours de laquelle les plus Hautes Autorités de la Sous-région ont préconisé une réponse rapide, vigoureuse et coordonnée de sortie de crise. Elles ont également clairement opté pour une approche communautaire de résolution de cette crise axée principalement sur un ajustement interne des économies, avec le soutien du FMI et des autres partenaires techniques et financiers de la CEMAC.

Les principales mesures du PREF-CEMAC engagées par les Etats et les Institutions communautaires, sont regroupées autour de cinq piliers, à savoir : 1/ politiques budgétaires, 2/ politique monétaire et système financier, 3/ réformes structurelles, 4/ intégration régionale, et 5/ coopération internationale. Ce programme sert aujourd'hui de cadre général aux pays membres lors des négociations des programmes économiques et financiers avec les institutions de Bretton-Woods.

En droite ligne du deuxième pilier du PREF-CEMAC, et dans l'optique de renforcer les réserves extérieures de la Sous-région,

la BEAC a procédé depuis mars 2017 à une réorientation de sa politique monétaire. Les mesures prises visent principalement cinq objectifs, à savoir :

- l'optimisation de la gestion de la liquidité centrale pour abaisser la pression sur les avoirs de réserve ;
- la redynamisation du marché interbancaire, avec entre autres le déploiement du mécanisme de la pension-livrée et l'adoption d'un cadre d'assistance de liquidité d'urgence ;
- la mise en place d'un meilleur suivi des transferts sortants et de la position extérieure de la CEMAC ;
- la réduction de la perception du risque de crédit par l'amélioration de la qualité de l'information financière en finalisant divers

projets dédiés (centrale des bilans, centrale des risques bancaires, bureaux d'information sur le crédit) ;

- la promotion des marchés de capitaux, notamment par le renforcement du marché des titres de créances négociables (TCN) et des titres publics.

La mise en œuvre de ces actions, combinée aux importantes mesures engagées par les États membres, singulièrement la consolidation budgétaire et la mise en œuvre des

réformes structurelles dans le cadre des programmes financiers conclus avec le FMI, a contribué à la stabilisation du cadre macroéconomique et au renforcement des réserves extérieures, tendance qui devrait se poursuivre à moyen terme. Ainsi, à fin 2017, les réserves de change devraient croître à environ 3 mois d'importations de biens et services, contre 2 mois en 2016. Dans le même temps, les prévisions tablent sur une réduction de moitié des déficits budgétaire et extérieur courant, respectivement à 3,0 % et 6,5 % du PIB, alors que la croissance entamerait une ferme remontée à compter de 2018.

Fort de ces performances encourageantes, le Gouverneur de la BEAC, Monsieur ABBAS MAHAMAT TOLLI, poursuit avec détermination l'action de la Banque Centrale en faveur du redressement des économies de la CEMAC, notamment grâce à la mise en place d'un ambitieux Plan Stratégique, véritable feuille de route de la BEAC pour les prochaines années. ●



LES PAYS DE LA CEMAC

Mode Ambassadeurs de style

Leurs créations sont présentées sur les plus grands podiums de la planète et sont **adoptées par des stars internationales**. Lumière sur ces jeunes talents fiers de leurs racines. **Katia Touré**



SEYNI B

Khadija Aisha Ba

(Sénégal)

Dans le sillage de Selly Raby Kane ou du duo Bull Doff, de nombreux designers sont en train d'inscrire le Sénégal sur la carte de la culture alternative. Parmi eux, Khadija Aisha Ba, fondatrice de la marque L'Artisane, qui fait revivre à travers ses créations un véritable héritage vestimentaire. C'est tout naturellement que la Sénégalaise a intitulé sa dernière collection Sidy, du nom de son grand-père, avec pour pièce maîtresse le boubou, revisité au féminin. Jouant avec le graphisme, les motifs, la coupe et l'ajout de détails plutôt ludiques, elle agrémenté également ses créations de bijoux, d'accessoires en bronze ou de pièces de maroquinerie. Inspirée par l'univers du cinéaste Djibril Diop Mambety, elle oscille entre une attitude branchée et l'élégance classique des codes stylistiques de son pays. De quoi obtenir des modèles intemporels. ●

Kibonen Nfi (Cameroun)

La Camerounaise Kibonen Nfi peut compter sur une ambassadrice de choix pour mettre en avant les créations de sa marque de prêt-à-porter Kibonen NY, lancée en 2011. L'actrice mexicano-kényane Lupita Nyong'o s'est en effet moult fois affichée avec des pièces de la styliste sur des tapis rouges, dans les pages de *Vogue*, et même sur le petit écran américain. De quoi attirer l'attention sur cette créatrice qui a fait ses armes à New York.

C'est avec le toghu, un tissu traditionnel camerounais, que Kibonen Nfi confectionne des robes, des foulards, des salopettes et même des dashikis pour hommes. Le tout à des prix abordables, ses vêtements ne coûtant pas plus de 200 dollars (170 euros) pièce. Privilégiant les modèles et les motifs raffinés, Kibonen Nfi ne fait pas dans l'extravagance. En cette fin d'année, elle a lancé le Lupita Dress Pop-Up Shop Tour afin de commercialiser ses modèles dans des boutiques éphémères. Première destination : Douala. Suivront Lagos, Yaoundé, Bamenda, Londres et plusieurs villes d'Afrique du Sud en 2018. ●



FERNANDA CAUFAT/GETTY IMAGES/AFP

Loza Maléombho

(Côte d'Ivoire)

Native du Brésil, cette styliste a grandi entre la Côte d'Ivoire, dont sa famille est originaire, et les États-Unis. C'est début 2016 qu'elle a vu son nom propulsé sur la scène internationale grâce au clip *Formation* de Beyoncé, dans lequel apparaît l'une des pièces de sa collection Zaouli. Diplômée en infographie et animation à l'université des beaux-arts de Philadelphie, elle a multiplié les stages pour parfaire ses connaissances en stylisme, passion qui l'anime depuis l'enfance.

L'affirmation de son identité noire et africaine, le développement durable et l'autonomie de la femme forment la base de la philosophie de la marque qui porte son nom. Citée à de nombreuses reprises par des institutions de la mode internationale, elle a remporté plusieurs prix en moins de dix ans. Elle fait aussi partie des designers avec lesquels collabore l'enseigne de wax Vlisco. En septembre 2017, elle a participé à la Pitti Women's Fashion Fair de Milan. Un mois après, c'est à la Lagos Fashion & Design Week qu'elle a marqué les esprits, avec une collection qui met en avant le patrimoine ivoirien. Ses créations s'inscrivent dans une modernité captivante, avec des coupes originales et inattendues et le télescopage de divers textiles. ●

DANIEL SERY



Laduma Ngxokolo

(Afrique du Sud)

Plusieurs fois primé, Laduma Ngxokolo a choisi de s'inspirer des tenues portées par les jeunes garçons de l'ethnie xhosa lors des rites de passage à l'âge adulte. Sa marque de tricot MaXhosa by Laduma, lancée en 2010, reproduit les motifs xhosas sur des pulls, des gilets, des robes, des écharpes, des châles (dont l'un a reçu le prix du plus bel objet sud-africain au Design Indaba Festival, en 2015) ou encore des étoles en mohair, laine mérinos et tissu d'Afrique du Sud qui ont notamment séduit des stars comme Beyoncé.

En 2015, Ngxokolo a participé au Pitti Uomo, salon de la mode masculine de Florence, et a remporté le prix Vogue Italia Scouting for Africa. L'été dernier, il a également noué un partenariat avec la marque Nivea pour une collection limitée de 250 tee-shirts, dans le cadre d'une campagne publicitaire de ce géant des cosmétiques. ●



ANDREAS RENTZ/GETTY IMAGES/AFP

STUART WILSON/GETTY IMAGES/AFP



Amine Bendriouich et Karim Adduchi (Maroc)

Artiste et designer de son état, Amine Bendriouich vit entre Marrakech, Casablanca et Berlin. Diplômé de l'école de stylisme Esmod de Tunis, ce trentenaire se distingue par son impertinence. Il s'est fait un nom grâce à des pièces excentriques, modernes mais aussi folkloriques d'inspiration berbère. Un mélange explosif. Nom de sa marque : Amine Bendriouich Couture & Bullshit, soit ABCB. *Bullshit* ? En français, ce terme anglais se traduit par « conneries ». Et quand Amine Bendriouich évoque son travail, entre arts visuels et musique, comme la traduction d'une « réflexion insolente et nonchalante sur la mode et la société », il prend tout son sens.

Quand il crée ses modèles dans son atelier de Marrakech, il dit jouer les scénaristes en s'inspirant de sa génération, portée par moult esthétiques : pop, urbaine et androgyne. Plusieurs fois récompensé, cet avant-gardiste a récemment fait sensation avec sa collection printemps-été 2018 unisexe

et *streetwear*, baptisée A DNA, lors du défilé organisé en marge de la Fashion Forward Dubai. En janvier 2017, il avait remporté le prix OpenMy Med de Marseille, qui soutient l'accompagnement des jeunes créateurs de la région méditerranéenne. De quoi assurer une prochaine collection détonnante.

Son compatriote Karim Adduchi n'est pas en reste en matière de créations sensationnelles. Connu pour ses pièces inspirées par la culture amazighe, il a également réalisé les couvertures de la série de romans *Vernon Subutex* de l'écrivaine française Virginie Despentes. Son travail ultra-recherché est placé sous le signe du volume et des matières singulières. C'est à Amsterdam que le styliste, nostalgique de la culture marocaine, a fait ses classes. En novembre, il a dévoilé sa nouvelle collection, un hommage à la femme berbère réalisé en collaboration avec des réfugiés syriens. ●



JONATHAN MENIALEC

Laëtitia Kandolo (RD Congo)

Elle a fait ses armes en tant que styliste free-lance auprès d'artistes internationaux comme Rihanna, Beyoncé, Kanye West ou Madonna. Puis elle a fondé, en 2015, Uchawi (« magie », en swahili), sa propre griffe de prêt-à-porter mixte, qui privilégie un modèle de fabrication éthique. « Uchawi, c'est un état d'esprit. Chacune des collections raconte une histoire unique. Les fils conducteurs sont le rêve mais aussi le voyage », indique cette Parisienne d'origine kinoise, qui a à cœur d'exporter le made in Africa à l'international. C'est d'ailleurs à Kinshasa, où elle s'est installée, que sont confectionnées ses créations. Uchawi propose plusieurs types de vêtements : des sweat-shirts basiques ornés du logo de la marque, mais aussi des créations plus « architecturales » en textiles divers (jupes, bustiers, chemisiers, robes, vestes, blazers, etc.). Elle s'attache aussi à préserver la technique de couture qu'est le *masusa* (« plis », en lingala). Pour sa deuxième collection, la styliste de 25 ans a choisi pour ambassadeur le chanteur Fally Ipupa. ●

Adebayo Oke-Lawal

(Nigeria)

À 27 ans, le créateur de la marque de prêt-à-porter pour homme Orange Culture a fait sensation cette année en lançant une collaboration avec Davido. Une collection *streetwear* inspirée par l'un des tubes de cette star de la musique nigériane, *If*, et présentée en septembre dans le magasin Selfridges de Londres. Adebayo Oke-Lawal a également marqué les esprits lors de la dernière Lagos Fashion & Design Week.

C'est après avoir décroché un diplôme en commerce international à la Northumbria University de Londres que le jeune homme a choisi de retourner au pays pour lancer sa marque. Orange Culture fait la part belle aux pièces fluides et légères grâce à des matières transparentes comme le plastique, la soie ou le lin, dans une explosion de couleurs vives. Ajoutant accessoires et bijoux, le créateur brouille les pistes entre les genres féminin et masculin. « J'ai voulu créer une marque qui glorifie l'homme dans sa douceur, sa vulnérabilité et son émotivité », a-t-il notamment confié au *New York Times*. ●



GIOVANNI-GIANNONI/PITTI IMMAGINE

Collins Obeng-Manu

(Ghana)

Au Ghana, si Aisha Obuobi et sa marque Christie Brown, créée en 2008, font l'unanimité, de nombreux stylistes émergent à la faveur d'univers déjantés. C'est le cas de Collins Obeng-Manu, fondateur de la maison de prêt-à-porter House of Pañ. « Pour moi, la mode est une façon de vivre, un moyen d'expression », affirme celui qui rêve de voir sa maison labellisée haute couture. Très porté sur le cuir et les textiles comme la soie, le satin, la mousseline ou la dentelle, le designer propose des collections

qui se suivent mais ne se ressemblent pas. De pièces plutôt obscures, où le cuir noir côtoie des touches de velours rose fuchsia, il passe à des collections aux tons plus légers comme la dernière en date, Libera, et ses tenues en coton et lin roses ou blanches.

« Je n'ai pas pour ambition de m'accrocher aux frontières du Ghana. Je veux m'adresser au monde entier. » Son leitmotiv semble être sans conteste la provocation et le mélange des genres. Plutôt raccord pour ce styliste qui décrit son travail comme étrange, audacieux et contemporain. ●

Ali Karoui

(Tunisie)

Ali Karoui marcherait-il sur les pas de feu Azzedine Alaïa ? Glamour, chic, sexy et bling-bling sont les principales caractéristiques des robes féeriques que crée ce jeune couturier né en 1986 à Tunis et diplômé de l'école de stylisme Esmode en 2005. Depuis le lancement de sa marque, en 2012, ce passionné de mode depuis l'enfance multiplie les défilés, de Tunis à New York en passant par Beyrouth, Paris, Berlin ou Rome. Depuis 2013, il habille certaines des stars qui montent les marches du Festival de Cannes. Il collabore également avec la marque de joaillerie de luxe Chopard. « J'ai grandi entouré de femmes. Cela m'a donné envie de les sublimer, d'en faire mon métier », nous confie-t-il, avant de clamer qu'il ne suit pas les tendances.

La chanteuse libanaise Nancy Ajram, le mannequin tunisien Kenza Fourati, l'actrice française Adèle Exarchopoulos, le top-modèle tanzanien Miriam Odemba ou encore la présentatrice Victoria Silvstedt sont autant de personnalités qu'il a eu l'occasion d'habiller. Le jeune designer privilégie le travail sur les détails, et plus particulièrement sur les broderies. Il aime également jouer avec la transparence. Dentelle, mousseline de soie ou tulle de couleur chair foisonnent au sein de son univers. En novembre, l'une de ses robes faisait la couverture de l'édition russe du magazine de mode *L'Officiel*. Un énième signe de reconnaissance pour ce créateur qui rêve d'habiller Madonna. ●



DR



HUMEUR

Katia Touré



« Afropolitain », drôle de vocable !

Tiens, l'Africain cosmopolite n'existe pas ! Celui qui habite et traverse le continent, celui qui voyage en dehors de ses frontières et brasse moults cultures, est désigné par un terme qui me laisse perplexe : « afropolitain ». Une contraction des termes « afro » et « cosmopolite » [anglicisme dérivé de *cosmopolitan*], qui fait partie de ces appellations permettant d'inscrire l'individu africain comme une exception, voire comme une anomalie dans un monde globalisé. À croire que l'Afrique ne fait pas partie de ce monde-là.

En soi, je pourrais aisément m'attacher à la définition portée par le philosophe et théoricien du post-colonialisme Achille Mbembe. Mais le raisonnement ne passe pas. Selon lui, l'afropolitanisme est la construction d'une Afrique urbaine qui se constitue comme une entité traversée par de nouvelles formes de connexions. Tant et si bien qu'elle invente « une culture éminemment créole, une forme de cosmopolitisme », mêlant des apports externes et des créations qui lui sont propres. Pour en arriver à cette conclusion, l'essayiste s'en tient, justement, aux migrations entre trois mégapoles africaines en ébullition : Johannesburg, Lagos et Kinshasa. La belle affaire ! Un état de fait des plus évidents et auquel l'Afrique n'aurait pu échapper ! D'ailleurs, lors d'un récent séjour à Bamako, je me suis rendu compte qu'il en allait de même entre la capitale malienne, Dakar ou Abidjan. Et là, je me suis dit : ces Bamakois sont profondément... cosmopolites ! Les qualifier d'afropolitains ne m'a jamais traversé l'esprit et pour cause, l'Afrique urbaine, connectée et mondialisée n'a pas à être pensée au moyen d'un propos distinctif, d'une classification particulière.

Et quand on traverse les frontières du continent, le terme « afropolitain » revêt un aspect fantasmé propre à cette « dialectique de l'euphorie », théorisée par l'essayiste sénégalais Felwine Sarr et qui domine les discours sur l'Afrique et sa diaspora. Dans un essai intitulé *Qu'est-ce qu'un afropolitain ?*, la romancière britannique Taiye Selasi, originaire du Ghana et du Nigeria, argue que les afropolitains, qu'elle définit comme des cosmopolites aux racines africaines (on aura tout lu !), ne sont pas des citoyens du monde mais des Africains du monde. Des

Africains du monde qui, pour mieux l'habiter, devraient visiblement s'inscrire à part... Sacré paradoxe.

L'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie est de ceux qui sautent au plafond face à ce type de précepte. Elle clame, et je partage son avis, qu'elle est tout simplement africaine et se dit fatiguée par l'emploi d'un mot qu'elle juge curieux à bien des égards. Et cela parce qu'« il inscrit les Africains en dehors de l'histoire générale de l'humanité dès lors qu'ils voyagent ou se retrouvent dans les capitales du monde ». Merci !

Et que dire de la dimension marketing de son usage, qui illustre l'essor d'une société fortement consumériste dans bien des capitales africaines... comme ailleurs. Nombre de médias africains ou de la diaspora ont par exemple

L'Afrique urbaine, connectée et mondialisée n'a pas à être pensée au moyen d'un propos distinctif.

choisi de s'octroyer cette dénomination comme pour définir une ligne éditoriale tendance, branchée, *lifestyle* et... multiculturelle.

Si le photographe ivoirien Ananias Léki Dago reconnaît les travers de ce concept, il fait partie de ces artistes qui continuent de s'y attacher dur comme fer. Celui-ci est au cœur de son œuvre : « Être afropolitain traduit mon désir d'aller vers l'autre, d'interroger mon identité culturelle au sein d'un monde globalisé mais surtout d'affirmer l'existence d'une Afrique libre et pleine de promesses. Quand on est africain et que l'on cherche à se déplacer, on se retrouve face à des contraintes géopolitiques et administratives qu'un Européen ne connaîtra jamais. Aussi, se dire afropolitain permet de se libérer de cet état de fait, de s'inscrire et se faire entendre dans le monde. Je le considère comme un acte de bravoure. » Mais n'est-ce pas là partir à la recherche d'une forme de valorisation de son identité à l'échelle d'un monde auquel on appartient de facto ? Les Africains n'en ont pas besoin. Ils n'ont rien à prouver. ●



Le Journal Afrique
Chaque soir sur TV5MONDE

20h30 (heure de Dakar) / 21h30 (heure de Tunis)

Présenté par N'Fanteh Minteh (du lundi au jeudi) et Dominique Tchimbakala (du vendredi au dimanche)

TV5MONDE | En partenariat chaque jeudi avec

JEUNE AFRIQUE

tv5monde.com



GROUPE MAROC TELECOM, ACTEUR MAJEUR DES TÉLÉCOMS EN AFRIQUE



GRAND PRIX MONDIAL HASSAN II POUR L'EAU

COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ DANS LES DOMAINES
DE LA GESTION ET DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

Brasilia, Mars 2018

Clôture des candidatures : 31 décembre 2017

www.hassan2gwwp.org

Le sous-thème de la 6^{ème} édition :

“ Œuvrer pour plus de solidarité et d’inclusion afin
d’assurer sécurité hydrique et justice climatique ”



FICHES PAYS

54 États à la loupe

AFRIQUE DU NORD

- 122 Algérie
- 123 Égypte
- 124 Libye
- 125 Maroc
- 126 Mauritanie
- 127 Tunisie

AFRIQUE DE L'OUEST

- 131 Bénin
- 132 Burkina Faso
- 133 Cap-Vert
- 134 Côte d'Ivoire
- 135 Gambie
- 136 Ghana
- 137 Guinée
- 138 Guinée-Bissau
- 139 Liberia
- 140 Mali
- 141 Niger
- 142 Nigeria
- 143 Sénégal
- 145 Sierra Leone
- 147 Togo

AFRIQUE CENTRALE

- 150 Cameroun
- 151 Centrafrique
- 152 Congo
- 153 RD Congo
- 154 Gabon
- 155 Guinée équatoriale
- 156 São Tomé-et-Príncipe
- 157 Tchad

AFRIQUE DE L'EST

- 160 Burundi
- 161 Djibouti
- 162 Érythrée
- 163 Éthiopie
- 164 Kenya
- 165 Ouganda
- 166 Rwanda
- 167 Somalie
- 168 Soudan
- 169 Soudan du Sud
- 170 Tanzanie

AFRIQUE AUSTRALE

- 174 Afrique du Sud
- 175 Angola
- 176 Botswana
- 177 Lesotho
- 178 Malawi
- 179 Mozambique
- 180 Namibie
- 181 Swaziland
- 182 Zambie
- 183 Zimbabwe

Océan Indien

- 186 Comores
- 187 Madagascar
- 188 Maurice
- 189 Seychelles

121 AFRIQUE DU NORD

129 AFRIQUE DE L'OUEST

159 AFRIQUE DE L'EST

149 AFRIQUE CENTRALE

173 AFRIQUE AUSTRALE

185 Océan Indien

SOURCES

FMI: PIB par habitant (2017);
inflation (2017), balance courante
(2017), PIB et taux de croissance

Pnud: population, croissance
démographique et espérance
de vie (2015), indice de
développement humain (2016)

Livre de poche de la BAD:
alphabétisation (2016)

Cnuced: investissements directs
étrangers (2016)

JA: principale exportation,
dernier changement de dirigeant

RÉSEAU MAN EN AFRIQUE :

toujours plus
proche de vous !



Maghreb Truck Company S.p.a. (Algérie)
Tél. : +213 21 452065
Tél. : +213 21452060/3/4/5/6/7
contact@mtc-man.com

Van Vliet International B.V. (Bénin)
Tél. : +31-(0)180-312644
info@vanvliet.com

Van Vliet International B.V.
(Burkina Faso)
Tél. : +31-(0)180-312644
info@vanvliet.com

Petrocom (Burundi)
Tél. : +250 788303178
info@petrocom.rw

BIA Cameroun (Cameroun, Tchad,
Guinée équatoriale, Centrafrique)
Tél. : +237 233 39 76 20
+237 233 39 76 21
info.cmr@biagroup.com

BIA Côte d'Ivoire
Tél. : +225 21 35 85 41
info.civ@biagroup.com

VanVliet International B.V. (Congo)
Tél. : +31-(0)180-312644
info@vanvliet.com

Kaleb Service Farmers House PLC
(Djibouti)
Tél. : +251 114393652
tesfayegm@kalebservice.com

Kastour Egypt for Industry and
Trading S.A.E. (Egypte)
Tél. : +201 541003132

Kaleb Service Farmers House PLC
(Ethiopie)
Tél. : +251 114393652
tesfayegm@kalebservice.com

Sodim TP (Gabon)
Tél. : +241 768596
sodim.tp@groupesogafric.com

MBG Ltd. (Ghana)
Tél. : + 233 244322948
info@mbg-ghana.com

Linco Automotives (Guinée Conakry)
Tél. : +223 71107729

Bureau BIA (Kinshasa)
Tél. : +243 84 844 30 01
info.cod@biagroup.com

El Maydan (Libye)
Tél. : +218 612331873/74

BIA RDC
(Lubumbashi)
Tél. : +243 84 844 30 00
info.cod@biagroup.com

Linco Automotives (Mali)
Tél. : +223 71107729

SMA - Société Mauritanienne
d'Automobile et d' Equipement
(Mauritanie)
Tél. : +222 45 25 30 18
c.ethmane@sma-man.com

SEFAMAR S.A. (Maroc)
Tél. : +212 522350750
man@sefamar.ma

Equipements & Services
Niamey (Niger)
Tél. : +227 23 90 03 79
info.ner@biagroup.com

SCOA Nigeria Plc. (Nigeria)
Tél. : +234 7098009898
info@scoapl.com

VanVliet International B.V.
(République du Sud Soudan)
Tél. : +31-(0)180-312644
info@vanvliet.com

Petrocom (Rwanda)
Tél. : +250 788303178
info@petrocom.rw

VAS Africa (Sénégal)
+34 928416550
pdniz@domingoalonsogroup.com

NEILAN Motors (Soudan)
Tél. : +249 183492498
adil@neilanmotors.com

VanVliet International B.V. (Togo)
Tél. : +31-(0)180-312644
info@vanvliet.com

Alpha International Tunisie (Tunisie)
Tél. : +216 98313763
alpha.international@planet.tn

En 2017, MAN a intensifié sa présence en Afrique et grâce à un solide réseau de partenaires, propose désormais ses véhicules (camions et bus) et services et solutions dans 28 pays.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.man-northernafrica.com ou par email à northernafrica@man.eu



AFRIQUE DU NORD

L'austérité au menu

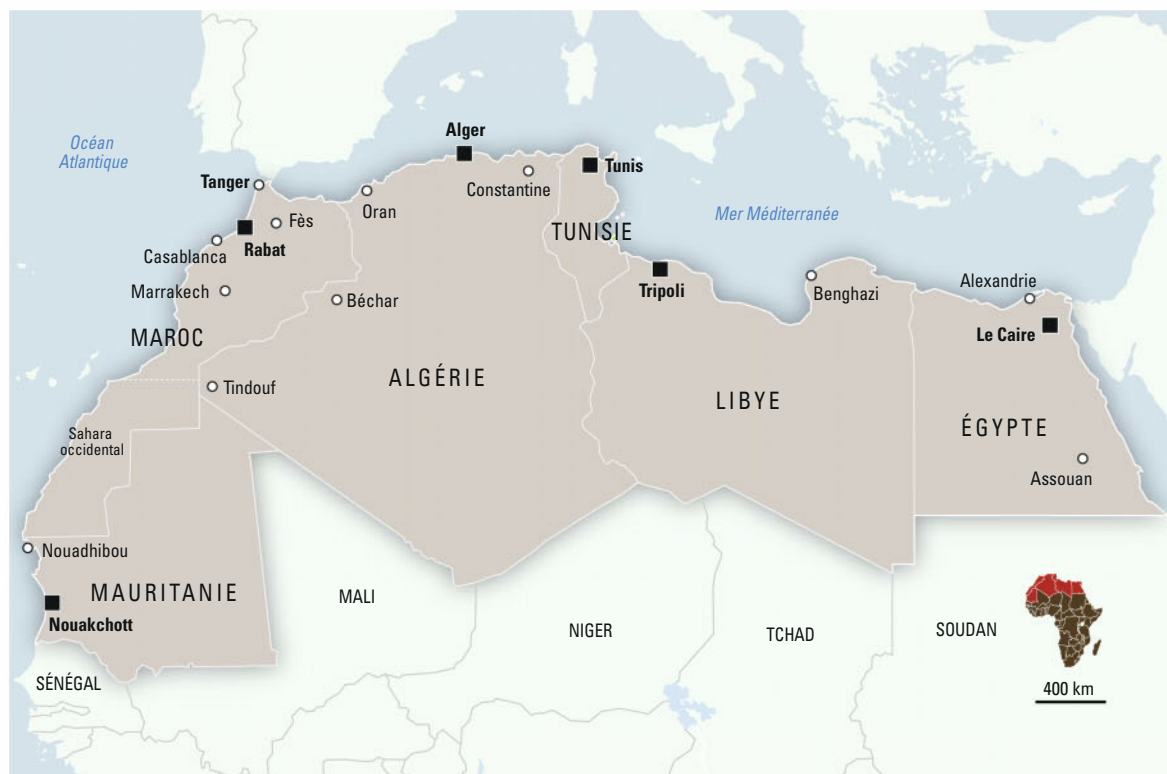
122 ALGÉRIE
123 ÉGYPTE
124 LIBYE
125 MAROC
126 MAURITANIE
127 TUNISIE

Touchée de plein fouet par la chute du prix du pétrole, l'Algérie s'est refusée à l'endettement extérieur. Pour privilégier une option tout aussi risquée : la planche à billets.

Partout ailleurs, on se serre la ceinture ou on se prépare à le faire. En Tunisie, la dette extérieure, qui s'élève à 69,2 % du PIB, pèse sur les esprits, comme au Maroc (environ 63 % du PIB) ou en Mauritanie (77,3 %). Le projet de loi de finances proposé par le gouvernement tunisien pour 2018 a ainsi des allures de plan d'austérité. En Égypte, le FMI, qui doit prêter au pays 12 milliards de dollars (10,2 milliards d'euros) sur trois

ans, s'est dit satisfait des réformes engagées depuis 2016. Même si l'inflation y sévit. Dans ces pays, 2018 peut autant être une année de contestation sociale qu'une année de lancement de projets structurants et de diversification économique. En quête de nouvelles opportunités, le Maroc, la Tunisie ou la Mauritanie tentent de renforcer leurs liens avec la Cedeao.

Pendant ce temps, à travers la médiation menée par le président congolais Denis Sassou Nguesso, l'Union africaine aimerait aider la région à répondre à un défi majeur : trouver une issue pour la paix en Libye. ●





ALGÉRIE

Ça passe ou ça casse

« L'année 2018 sera encore plus complexe que 2017. » Émis en septembre par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, ce constat résume à lui seul les difficultés de l'Algérie d'aujourd'hui. Difficultés auxquelles elle sera confrontée dans les cinq prochaines années au moins.

Durement frappé par la chute des cours du pétrole, qui assure avec le gaz 98 % de ses recettes en devises ainsi que 60 % de sa fiscalité, le pays vit sa plus sévère crise financière depuis l'accession au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika, en 1999. Pour y faire face, les autorités n'ont eu qu'une alternative : la planche à billets, pudiquement qualifiée de « financement non conventionnel », ou l'endettement extérieur, susceptible d'hypothéquer la souveraineté nationale.

Le gouvernement a opté pour la première option afin de résorber les déficits financiers et budgétaires chroniques, de payer les salaires des fonctionnaires, d'éponger les dettes de grandes entreprises publiques comme Sonelgaz ou Sonatrach, de tenter de relancer les investissements et donc d'améliorer le climat des affaires. Pari à double tranchant. Si le plan d'action d'Ahmed Ouyahia – qui s'étale sur cinq ans – venait à donner de premiers résultats positifs en 2018, les autorités s'épargneraient des troubles susceptibles de remettre en question la paix sociale. Le maintien des cours du baril d'or noir à plus de 50 dollars dans les prochains mois devrait grandement les y aider. Sauf catastrophe.

PAIX FRAGILE. Pour assurer cette paix fragile justement, le gouvernement a décidé de maintenir le système de subventions

étatiques consacrées aux produits de première nécessité (sucre, lait, carburants...), qui coûte 20 milliards de dollars par an, soit presque 13 % du PIB, au Trésor public. En dépit des recommandations des experts algériens, du FMI ou de la Banque mondiale, l'État refuse de toucher à cette rente.

SYSTÈME OPAQUE. Mais si le plan du chef du gouvernement devait en revanche échouer, l'avenir du pays serait menacé. On comprend dès lors qu'Ahmed

Ouyahia parle de complexité de la situation qui attend ses compatriotes dans les mois à venir. Du point de vue social et économique, 2018 sera donc une année charnière.

Elle sera tout aussi décisive sur le plan politique, car l'Algérie entrera de plain-pied dans la campagne pour l'élection présidentielle prévue au mois d'avril 2019. En l'absence d'une réelle visibilité dans ce domaine étant donné la nature opaque et diffuse du système

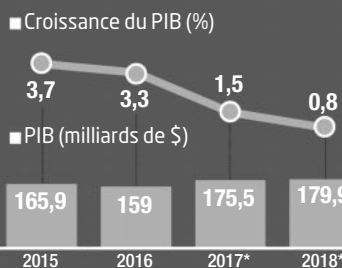
politique algérien, tous les scénarios sont possibles.

Handicapé par l'AVC dont il a été victime en 2013, le président Bouteflika, qui aura 81 ans en mars 2018, va sans doute faire durer le suspense sur son avenir politique jusqu'à la dernière minute. Sera-t-il candidat pour un cinquième mandat ? Ses partisans le souhaitent, en rêvent. Va-t-il désigner un successeur ? Il ne l'a jamais fait auparavant, il ne devrait donc pas choisir de candidat pour le remplacer à la tête de l'État. Son frère cadet et conseiller spécial, Saïd Bouteflika, pourrait-il être l'homme de la continuité ? Peu probable. L'Algérie est un État républicain et non une

Face à la chute des cours du pétrole, une seule alternative : la planche à billets ou l'endettement extérieur.



- Population: **39,7 millions**
- Croissance démographique: **1,9 %**
- PIB par habitant: **4 225 \$**
- Espérance de vie: **75 ans**
- Alphabétisation: **79,6 %**
- Inflation: **5,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **83^e**
- Investissements directs étrangers: **1 546 millions de \$**
- Balance courante: **- 13 % du PIB**
- Principale exportation: **hydrocarbures**
- Dernier changement de président: **1999**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

monarchie où le pouvoir se transmet par héritage ou filiation. L'armée va-t-elle imposer un choix de consensus comme elle le fit en proposant Bouteflika en 1999 ? Certes, l'époque des généraux décideurs est révolue, mais l'institution va peser de tout son poids dans cette course à la magistrature suprême. Le pays connaîtra-t-il enfin une élection ouverte, transparente et pluraliste ? C'est tout le bien qu'attendent les Algériens de leur président. ●



ÉGYPTÉ

Plus raide sera la pente

S sept ans après la révolution qui, en 2011, a fait chuter le pharaon Hosni Moubarak, les Égyptiens rêvent-ils encore de vaches grasses ? Ils n'ont qu'une certitude : le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, qui se voit investi d'une mission salvatrice, présidera à leurs destinées encore quatre ans. Le scrutin de début 2018 lui offre la dernière occasion de renouveler son mandat, car « il ne peut être réélu qu'une seule fois », précise la Constitution de 2014.

Les interviews données par le raïs, de passage à Paris en octobre 2017, laissent présager que l'autoritarisme du régime ne s'assouplira pas. « Il n'y a pas de prisonnier politique en Égypte », déclarait-il, quand les ONG en dénombrent des dizaines de milliers de tous bords depuis le coup d'État de 2013. Le pouvoir, sous influence militaire, voit dans cette inflexibilité une façon de restaurer la sécurité, sa priorité exclusive. Mais si la violence terroriste a décréu, elle continue de frapper les forces armées, parfois durement, comme lors de l'embuscade du 20 octobre qui a tué au moins seize policiers à l'ouest du Caire. Un mois plus tard, Daesh revendiquait l'attentat du 24 novembre dans le Sinaï, qui a ciblé une mosquée et fait 305 morts. C'est l'opération terroriste la plus meurtrière jamais survenue dans le pays. Mais les réconciliations interpalestinienne et interlibyenne qui se dessinent pourraient alléger les pressions sur les flancs de l'Égypte.

Dans l'optique du pouvoir, sécurité et stabilité sont le socle de la prospérité, du moins vers la satisfaction des besoins élémentaires du peuple, frappé par les pénuries et la flambée des prix. Les mesures prises en 2017 ont été saluées par le FMI, qui poursuit le versement des 12 milliards de dollars (11,3 milliards d'euros) promis fin 2016. Mais les Égyptiens

ont dû se serrer un peu plus la ceinture. La libération totale du cours de la livre à la même époque a entraîné une inflation record de plus de 30 % selon Bloomberg. L'instauration de la TVA et les réductions des subventions ont attisé le phénomène. En 2018, le choc sera encaissé, anticipent les experts du FMI, qui tablent sur un retour de l'inflation à 21,3 % en juin 2018 quand le président annonce un taux « à un chiffre en 2019 ». Estimée à 4,5 % en 2017 pour 4,3 % en 2016, la croissance repart encore trop lentement pour un pays qui a passé la barre des 100 millions d'habitants fin 2016 selon les statistiques officielles.

PLAN SUEZ. Les grands projets peinent à dégager des bénéfices. L'élargissement du canal de Suez, achevé en 2015, n'a encore rien rapporté : de 5 milliards de dollars en 2016, ses revenus sont même inférieurs de 500 millions à ceux de 2014. L'objectif de 13,4 milliards en 2023 n'avait pas anticipé la baisse du trafic commercial et la chute des cours du pétrole, qui rend le contournement du continent plus avantageux.

Volet majeur du plan Suez, le développement de quatre zones économiques autour du canal. Pékin y a investi 500 millions de dollars, trois protocoles ont été signés avec le Vietnam en 2017, l'allemand Mercedes-Benz va acquérir 96 000 m² pour y construire une unité d'assemblage. En février 2018, le président doit inaugurer vingt usines dans la zone.

Mêmes lenteurs au démarrage pour le mégaprojet de capitale administrative qui a

enfin trouvé, en octobre, un contracteur chinois pour bâtir son centre financier dans les quarante-trois mois, pour 3 milliards de dollars. L'essor économique se fera plus lentement qu'espéré, et 2018 sera consacrée à remonter la pente dévalée depuis les 5,14 % de croissance de

Dans l'optique du pouvoir, sécurité et stabilité sont le socle de la prospérité.



- Population : **91,5 millions**
- Croissance démographique : **2,2 %**
- PIB par habitant : **N.C.**
- Espérance de vie : **71,3 ans**
- Alphabétisation : **75,8 %**
- Inflation : **23,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **111^e**
- Investissements directs étrangers : **8 107 millions de \$**
- Balance courante : **- 5,9 % du PIB**
- Principale exportation : **hydrocarbures**
- Dernier changement de président : **2014**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

2010. La manne apportée par la mise en exploitation, fin 2017 et début 2018, du champ gazier offshore de Zohr pourrait doper cet effort et mettre enfin un terme aux pénuries d'énergie. L'ère de l'austérité ne cédera pas demain à celle de la prospérité, mais, « grâce à un surcroît de compétitivité et à la mise en œuvre de réformes destinées à améliorer le climat des affaires », souligne la Banque mondiale, les bases pour une relance durable sont là. ●



LIBYE

Avis d'accalmie

Le chaos libyen aurait-il cessé d'empirer ? La défaite de Daesh à Syrte, en décembre 2016, en était un signe avant-coureur, mais d'autres événements laissent à penser que les cartes sont en cours de redistribution après l'échec de l'accord de Skhirat, conclu en 2015 sous l'égide des Nations unies. Les succès militaires du maréchal Haftar dans le Croissant pétrolier comme à Benghazi contre des jihadistes, ainsi que ses alliances avec les tribus du Sud, ont persuadé la communauté internationale qu'il n'était plus possible de traiter en pestiféré le trublion de Tobrouk.

Une reconnaissance confirmée spectaculairement le 25 juillet 2017 à La Celle-Saint-Cloud par la rencontre – sous le patronage d'Emmanuel Macron – du maréchal avec le chef du gouvernement « d'union nationale » libyen, Fayeze el-Sarraj. La discussion entre l'homme fort de l'Est et le Premier ministre, reconnu mais cantonné dans l'Ouest, a débouché sur une déclaration – non signée – évoquant un cessez-le-feu et des élections législatives et présidentielles en 2018. L'impasse politique et militaire a contribué à ce début de sagesse.

Même éclaircie sur le plan économique. Sous la houlette de Mustafa Sanalla, le patron de la National Oil Corporation (NOC), la production d'or noir, qui était tombée à moins de 400 000 barils par jour, a dépassé le million quotidien fin 2017. Mustafa Sanalla assure ainsi les salaires des fonctionnaires et les subventions aux produits alimentaires de première nécessité dans l'Est comme dans l'Ouest via la Banque centrale. Mais cela n'améliore pas encore le quotidien des Libyens, à court de liquidités et victimes d'une inflation galopante, et ne fait qu'atténuer la récession.

La nomination, en juin, de Ghassan Salamé comme émissaire de l'ONU pour la Libye a été une autre bonne nouvelle. Cet ancien ministre libanais de la Culture maîtrise les codes politiques, ethniques et claniques du monde arabe que méconnaissait son prédécesseur, Martin Kobler.

ACCORD. Enfin, il semblerait que les notables des clans de Misrata et de ses milices, qui haïssent Haftar, commencent à se lasser du chaos qu'ils ont contribué à créer et de la réputation

exécrable que cela leur a valu dans le reste du pays. Les Égyptiens, soutiens du maréchal, ont pris langue avec eux et l'aide du Qatar ne leur est plus assurée depuis la mise en place de l'embargo que les pays du Golfe ont infligé à cet émirat pour son soutien au « terrorisme ». Les Misratins deviendraient plus réalistes.

Si le pire scénario s'éloigne, la multitude d'incertitudes n'incite pas à l'optimisme. Dans un pays où l'on circule en convois escortés par des hommes en armes et où l'administration est presque à l'arrêt, l'organisation d'élections l'année prochaine comme il a été avancé semble très aléatoire.

Il n'est pas sûr que toutes les milices acceptent de remiser leurs armes, notamment celles que contrôle l'ancien « Premier ministre » Khalifa Ghweil dans l'Ouest. La renaissance du clan kadhafiste autour de Seïf el-Islam, le fils aujourd'hui libéré du « Guide », risque de compliquer une donne déjà bien embrouillée : aux différentes couleurs de l'islamisme se mêlent celles des « révolutionnaires », ainsi que les intérêts des ethnies touareg, toubou ou berbère.

À l'instar de la France, de l'Italie, de l'Égypte ou de l'Algérie, les puissances



- Population: **6,3 millions**
- Croissance démographique: **0 %**
- PIB par habitant: **5 166,20 \$**
- Espérance de vie: **71,8 ans**
- Alphabétisation: **91,4 %**
- Inflation: **32,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **102^e**
- Investissements directs étrangers: **493 millions de \$**
- Balance courante: **1,8 % du PIB**
- Principale exportation: **hydrocarbures**
- Dernier changement de président ou Premier ministre: **2015**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

concernées poussent peu ou prou à un accord entre le maréchal Haftar et Fayeze el-Sarraj. Même la Russie, qui cajole le premier depuis peu, maintient des liens avec le gouvernement de Tripoli.

Restent quelques inconnues, en particulier la Turquie, qui n'apprécie pas de voir ses Frères musulmans mis en difficulté, et le président américain Donald Trump, dont les fougades pourraient aggraver les tensions s'il lui prenait l'envie d'impliquer les États-Unis dans une crise dont il ignore tout. ●



MAROC

Un horizon nommé Afrique

Pour prendre le pouls du royaume, une lecture des discours de Mohammed VI s'avère payante. Le souverain marocain en a prononcé un en juillet à l'occasion de la fête du Trône, l'autre en août pour commémorer la Révolution du roi et du peuple. Dans le premier, le roi n'a pas caché sa colère, pointant les carences dont souffrent de nombreuses régions du pays et les populations les plus modestes, en raison des manquements de l'administration. S'il n'y faisait pas d'allusion trop appuyée, le discours était bien une réponse à la situation dans le Rif (Nord), où les manifestations ont rythmé l'année 2017, notamment dans sa capitale, Al Hoceïma.

« **AVENIR** ». Deuxième allocution, deuxième ambiance. Le roi indique un horizon nommé Afrique plus qu'il ne dresse de bilan. Pour lui, le continent « représente l'avenir qui commence aujourd'hui ». Fin janvier, lors du 28^e sommet de l'UA, le Maroc a retrouvé sa place dans l'institution, qu'il avait quittée en 1984. Une victoire magistrale qui n'a pas ralenti le royaume : dans la foulée, il a frappé à la porte de la Cedeao et obtenu début juin l'accord de principe de ses membres pour intégrer l'institution mi-décembre 2017. De quoi faciliter ses affaires sur un marché où

ses opérateurs bancaires et de télécoms évoluent déjà depuis plusieurs années.

En matière de diplomatie, 2017 aura été plus féconde que jamais. Le roi a trouvé dans le continent un espace naturel d'évolution où assumer ses multiples casquettes : commandeur des croyants, il est aussi le dirigeant d'un pays à la pointe de la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'un partenaire capitaliste capable d'assumer le virage de la transition écologique. Le royaume, qui s'était lancé dans une

aventure africaine à l'aune d'une politique de non-alignement et pour trouver des alliés sur la question du Sahara, pourrait devenir un leader régional.

Reste la politique intérieure. Le long mouvement de contestation sociale dans le Rif a atteint son paroxysme quelques semaines seulement après le dénouement d'une crise politique majeure. L'islamiste Abdelilah Benkirane, charismatique secrétaire général du Parti de la justice et du développement (PJD), vainqueur des élections législatives d'octobre 2016, a été remercié par le roi en mars 2017, après qu'il a échoué à former un gouvernement. Le monarque a appelé à sa place un autre islamiste, Saadeddine El Othmani.

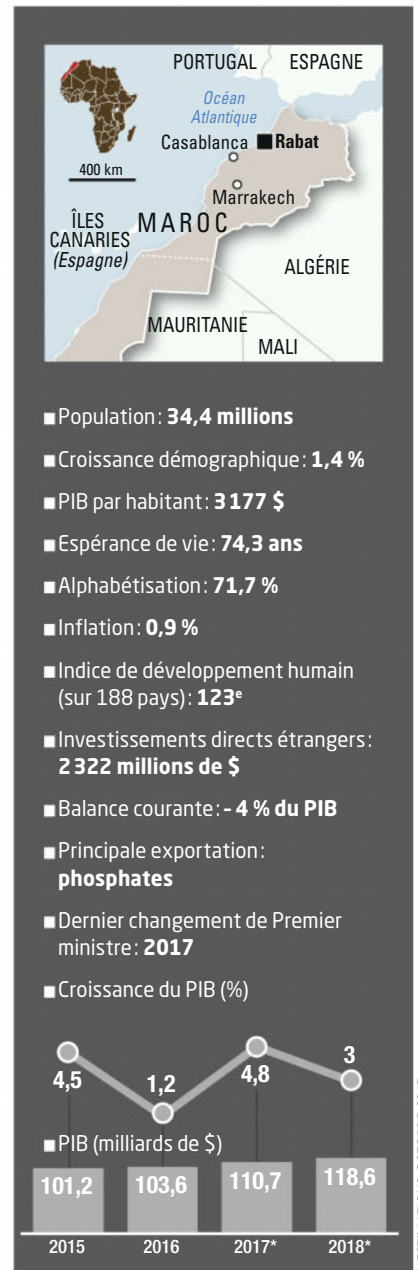
En décembre, cet homme de consensus a aussi ravi au tonitruant et remuant Benkirane la place de secrétaire général du parti. Pour la première fois, le PJD est apparu divisé. Les islamistes enta-

ment l'année 2018 dans une logique de compromis avec le Palais. Reste à savoir s'ils s'en tiendront (tous) à cette ligne...

Ces questions se posent avec d'autant plus d'acuité que, sur le plan économique, 2018 porte son lot de défis. La dette du Trésor se chiffre, pour les neuf premiers mois de 2017, à 683,72 milliards de

dirhams (60,5 milliards d'euros), le chômage ne passe pas sous la barre des 10 %, et il est particulièrement élevé chez les jeunes. Tandis que la dette publique demeure un souci important. À l'inverse, le FMI a relevé le taux de croissance de 2017 à 4,8 %, et plusieurs experts assurent qu'une stabilisation de la dette relative au PIB est possible dans les trois ans à venir. Et les agences de notation comme plusieurs institutions de prévenir : stabilités économique et politique sont liées.

Pour la première fois, le PJD apparaît divisé. Tous s'en tiendront-ils au compromis avec le Palais ?



Il s'agit de parvenir à marier croissance et développement inclusif. Sur ce chapitre, les islamistes, force politique légitime capable de générer un consensus préalable à la réforme, jouent un rôle primordial. En 2018, ils sont aussi censés participer à l'accélération du plan de développement provincial Al Hoceïma, phare de la Méditerranée, lancé en 2015 et dont les retards ont été dénoncés par les militants du Hirak, le mouvement de contestation sociale du Rif. ●



MAURITANIE

Aziz en roue libre

Les Mauritaniens n'ont pas fini de voter. Le 5 août 2017, le cycle électoral a commencé par un référendum qui a adopté par 85,6 % des suffrages exprimés la suppression du Sénat et la création de conseils régionaux, ainsi que la modification du drapeau et de l'hymne national. L'opposition « radicale » a boycotté cette consultation qu'elle jugeait anticonstitutionnelle.

Des élections régionales sont donc devenues nécessaires. Suivront des législatives et des municipales en 2018 avec dans la ligne de mire la présidentielle de 2019, qui sera particulièrement ouverte puisque le président Mohamed Ould Abdelaziz ne peut pas se représenter.

RECOMPOSITION. Les scrutins de 2018 qui précéderont cet événement majeur devraient voir une recomposition du jeu politique. L'opposition sera contrainte d'abandonner sa tactique de boycott systématique, qui l'a marginalisée. Il lui faudra adopter un programme commun qui ne repose pas seulement sur l'hostilité à l'égard du président.

Elle devra aussi renouveler ceux de ses champions qui atteignent 75 ans, âge limite pour se présenter à la magistrature suprême. Par exemple Ahmed Ould Daddah, l'inamovible président du Rassemblement des forces démocratiques (RFD), ou Messaoud Ould Boulkheir, fondateur de l'Alliance populaire progressiste (APP). Un seul homme s'est déclaré candidat : Biram Ould Dah Abeid, le tonitruant patron de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA). Il semble exclu que les autres formations d'opposition se rallient à lui.

Face à une telle division, le poulain du président sortant a de bonnes chances d'être élu malgré les blessures ouvertes

par la suppression du Sénat et la rébellion des élus de la majorité qui s'est ensuivie. Nul ne sait qui Mohamed Ould Abdelaziz choisira et quand. Les paris sont ouverts pour savoir qui sera l'heureux élu : le Premier ministre, Yahya Ould Hademine, son prédécesseur, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, le chef d'état-major des armées, Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, dit El Ghazouani, ou le ministre de l'Économie et des Finances, Moustar Ould Diaye...

Il semble que les responsables mauritaniens soient parvenus à surmonter la crise des finances de l'État due à l'effondrement des recettes tirées du fer. Ils ont taillé dans les dépenses d'investissement, mobilisé les réserves du pétrole, amélioré les rentrées fiscales et laissé glisser le cours de l'ouguiya. Ils ont aussi eu recours à l'emprunt, ce qui a porté la dette extérieure au niveau - record pour la

région - de 72,9 % du PIB.

Le redressement du cours du fer et la résistance de celui de l'or ont aidé la croissance à accélérer à 3,1 % en 2017. Mais le premier ne dépassera plus les 65 à 70 dollars la tonne, soit deux fois moins que le sommet du début des années 2010. Et le FMI presse la Mauritanie de sortir de son addiction aux mines, les seuls investissements étrangers concernant son sous-sol.

CHAMP GAZIER. La stratégie de croissance pluriannuelle actuellement en préparation devra faire la part belle à la pêche et au secteur agroalimentaire, qui sont sous-exploités à ce jour. Leur développement contribuerait à réduire l'extrême pauvreté, qui affecte un tiers de la population mauritanienne, selon l'ONU.

Marginalisée, l'opposition va devoir abandonner sa tactique de boycott systématique.



- Population: **4,1 millions**
- Croissance démographique: **2,5 %**
- PIB par habitant: **1 284 \$**
- Espérance de vie: **63,2 ans**
- Alphabétisation: **52,1 %**
- Inflation: **2,1 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **157^e**
- Investissements directs étrangers: **272 millions de \$**
- Balance courante: **- 14,2 % du PIB**
- Principale exportation: **fer**
- Dernier changement de président: **2009**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

Le président Mohamed Ould Abdelaziz a commencé, en 2017, à vanter les bienfaits à venir du champ gazier offshore commun avec le Sénégal, qui pourrait commencer à produire à partir de 2021. Encore faudra-t-il s'entendre, dès 2018, sur le partage du gâteau et mettre au point un système transparent pour éviter la « maladie » des pays riches en hydrocarbures, à savoir la prédation des élites, l'aggravation des inégalités, la spéculation immobilière et les gaspillages en tout genre. ●



TUNISIE

Réformes en slow motion

Une jeune équipe gouvernementale d'union nationale munie d'une feuille de route, un retour à la sécurité et 34 milliards de dinars (13,9 milliards d'euros) de dons et d'intentions d'investissement récoltés lors de la conférence Tunisia 2020, en novembre 2016, faisaient dire au chef de l'exécutif, Youssef Chahed, « *Tunisia is back* », en donnant la priorité à l'économie. Mais, une crise gouvernementale et un remaniement plus tard, il lui fallait, dans la course à la relance, compter avec les tiraillements politiques exprimés à l'Assemblée des représentants du peuple. Conséquence : une lenteur dans l'adoption des lois permettant la mise en place des réformes, notamment celle du partenariat public-privé, clé de voûte d'une nouvelle configuration de la gouvernance.

Néanmoins, le PIB atteindra 2,3 % de croissance fin 2017, selon le FMI, une progression soutenue par les phosphates, l'agriculture et le tourisme – suffisamment pour envisager une reprise, mais trop peu encore pour estimer que l'économie est tirée d'affaire. Avec 4,4 % d'inflation et une dette extérieure de 69,3 % du PIB en 2017, d'après le FMI, une dépréciation de 49 % du dinar face au dollar en quatre ans, une masse salariale de 14,1 % du PIB en 2016 et, selon la Cnuced, des investissements directs étrangers à la traîne (958 millions de dollars en 2016), le pays peine à se défaire de ses entraves structurelles.

Ces mauvaises performances n'ont pas empêché une mise en conformité des lois avec la Constitution, notamment en matière de droits des femmes. Mais l'instabilité politique et l'agitation sociale perturbent la remise en marche effective du pays. Dernier volet de la

transition, les élections municipales prévues en décembre 2017 ont été reportées à mars 2018. Une échéance importante pour laquelle les partis peinent à s'organiser. Cet ajournement retarde également la mise en place de la décentralisation, point crucial de la loi fondamentale, mais qui ne pourra masquer la nécessité à court terme d'une refonte du système et du choix d'un nouveau modèle socio-économique.

BRAS DE FER. Le principal objectif du gouvernement est de résorber le déficit public. Au programme : les réformes du système bancaire et fiscal, de la politique monétaire, du secteur public et des caisses de sécurité sociale ainsi que la réduction du nombre d'agents de l'État. Le projet de loi de finances 2018 est conçu comme une arme de guerre pour renflouer les caisses en faisant jouer la pression fiscale, voire en cédant des parts détenues dans certaines sociétés et en privatisant des entreprises publiques.

Des mesures très difficiles à faire accepter aux Tunisiens, d'autant que, s'ils constatent une hausse du coût de la vie, rien ne les sensibilise à l'austérité. Par ailleurs, les liquidités générées par l'informel échappent à tout contrôle. Les par-

tenaires sociaux le savent, et l'Union générale tunisienne du travail annonce déjà la couleur en préparant les négociations salariales d'avril 2018. Un bras de fer en perspective qui met en péril la relance mais aussi les réformes, dont celle de l'administration. Bien qu'on lui impute l'immobilisme du pays, ce corps bénéficie d'une loi de réconciliation qui exonère les fonctionnaires ou assimilés de poursuites pour corruption s'ils n'ont pas tiré profit de leur position.

Alors que la Tunisie a besoin



- Population : **11,3 millions**
- Croissance démographique : **1,1 %**
- PIB par habitant : **3 517,5 \$**
- Espérance de vie : **75 ans**
- Alphabétisation : **81,1 %**
- Inflation : **4,4 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **97^e**
- Investissements directs étrangers : **958 millions de \$**
- Balance courante : **- 8,7 % du PIB**

- Principale exportation : **hydrocarbures**
- Dernier changement de président : **2014**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

d'apaisement et de confiance, une justice transitionnelle qui avance dans l'opacité et une lutte contre la corruption qui se résume le plus souvent à la répression de délits douaniers constituent des bases insuffisantes pour fonder une cohésion nationale. Le sursaut espéré naîtra peut-être des grands travaux structurants qui ouvriront sur les régions et relanceront le développement. Reste à mettre en œuvre les conditions et les moyens de leur faisabilité. ●

310 MILLIONS D'ABONNEMENTS À LA LTE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE À L'HORIZON 2023

“ L'ensemble du trafic mobile pour la région devrait augmenter d'environ 49 % par an entre 2017 et 2023. Cette croissance rapide mène les opérateurs à explorer de plus en plus les méthodes d'optimisation de leurs réseaux avec davantage de capacité et de couverture. Nous soutenons les opérateurs de la région tout au long des différentes phases de l'évolution du réseau, en permettant des réseaux performants et une expérience client différenciée. ”

*Rafiah Ibrahim,
directrice d'Ericsson Moyen-Orient et Afrique.*

La dernière annexe régionale du Rapport d'Ericsson sur la Mobilité (NASDAQ : ERIC) prévoit une augmentation de 47 % des abonnements à la LTE, passant de 30 millions en 2017 à 310 millions en 2023 en Afrique subsaharienne.

Toujours selon le rapport, les abonnements aux services de téléphonie mobile en Afrique subsaharienne devraient augmenter de 6 %, entre 2017 et 2023, passant de 700 millions d'abonnements mobiles en 2017 à 990 millions d'abonnements à l'horizon 2023.

En outre, le trafic mobile au Moyen-Orient et en Afrique (MEA) augmentera à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 49 % tandis que les abonnements mobiles pour l'ensemble de la région MEA devraient augmenter de 4 % TCAC entre 2017 et 2023, passant de 1,59 milliards en 2017 à 2,03 milliards en 2023. Cela équivaut à une croissance de 3 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, soit une transition de 890 millions d'abonnements mobiles à 1,04 milliard d'abonnements entre 2017 et 2023.

D'autre part, les abonnements au haut débit mobile devraient augmenter de 15 % pour la région MEA, passant de 820 millions en 2017 à 1,85 milliard en 2023. L'analyse de ce pourcentage ré-



Rafiah Ibrahim, directrice d'Ericsson Moyen-Orient et Afrique.

vèle une augmentation de 13 % pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, passant de 460 millions d'abonnements haut débit mobiles en 2017 à 980 millions à l'horizon 2023. De même, les abonnements au haut débit mobile en Afrique subsaharienne devraient augmenter de 16 %, passant de 350 millions en 2017 à 880 millions en 2023.

Les abonnements LTE devraient augmenter de 29 % dans la région MEA, passant de 190 millions à 860 millions d'ici 2023. Cela signifie que les abonnements à la LTE au Moyen-Orient et en Afrique du Nord augmenteront de 23 %, passant de 160 millions en 2017 à 570 millions en 2023. Pour la région de l'Afrique subsaharienne, les abonnements à la LTE augmenteront de 47 %, passant de 30 millions en 2017 à 310 millions en 2023.

Selon Rafiah Ibrahim, directrice d'Ericsson Moyen-Orient et Afrique: « L'ensemble du trafic mobile pour la région devrait augmenter d'environ 49 % par an entre 2017 et 2023. Cette croissance rapide mène les opérateurs à explorer de plus en plus les méthodes d'optimisation de leurs réseaux avec davantage de capacité et de couverture. Nous soutenons les opérateurs de la région tout au long des différentes phases de l'évolution du réseau, en permettant des réseaux performants et une expérience client différenciée ».

Enfin, le rapport prévoit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une forte croissance à la fois pour le WCDMA/HSPA et la LTE au cours de cette pé-

riode. Groupées, ces technologies passeront de 50 % à plus de 90 % du total des abonnements d'ici la fin de la période.

Les premiers abonnements 5G sont attendus en 2020 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, pour atteindre environ 17 millions d'abonnements d'ici 2023.

QUELQUES FAITS SAILLANTS DE L'ANNEXE RÉGIONALE DU RAPPORT D'ERICSSON SUR LA MOBILITÉ :

L'Internet des objets (IdO) facilite la transformation numérique des industries et offre aux opérateurs mobiles du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne l'opportunité d'explorer de nouvelles sources de revenus.

Les abonnements cellulaires IdO au Moyen-Orient et en Afrique devraient passer de 35 millions à 159 millions entre 2017 et 2023 - soit un taux de croissance annuel composé (TCAC) d'environ 30 %.

L'EXPLORATION DE NOUVEAUX REVENUS DE LA NUMÉRISATION

Pour les fournisseurs de services mobiles, les sources de revenus traditionnelles diminuent et de nouvelles sources de revenus sont donc explorées. À mesure que le monde devient plus connecté, les industries connaissent une transformation impulsée par les TIC. Les revenus de la numérisation de l'industrie pour les acteurs des TIC proviennent de l'adoption ou de l'intégration des technologies numériques dans une industrie spécifique. Au Moyen-Orient et en Afrique, les revenus de digitalisation de l'industrie reposant sur la 5G pour l'IdO sont estimés à 242 milliards USD jusqu'en 2026.

La technologie 5G jouera un rôle important dans le développement de la numérisation industrielle, en particulier pour les cas d'utilisation qui dépendent d'une faible latence et d'une grande fiabilité. Cela représente une opportunité pour les fournisseurs de services prêts à explorer des sources de revenus intelligentes en s'adressant aux acteurs de l'industrie du B2B2X.

AFRIQUE DE L'OUEST

Année pivot

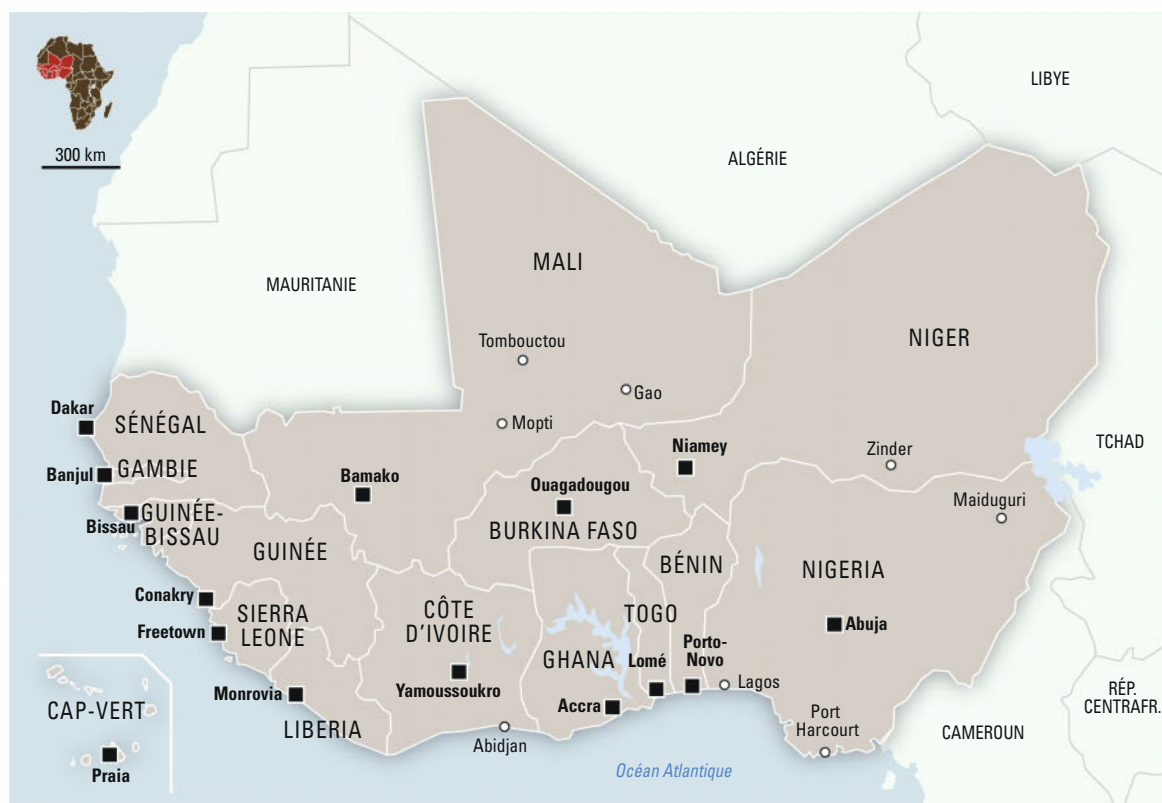
- 131 BÉNIN
- 132 BURKINA FASO
- 133 CAP-VERT
- 134 CÔTE D'IVOIRE
- 135 GAMBIE
- 136 GHANA
- 137 GUINÉE
- 138 GUINÉE-BISSAU
- 139 LIBERIA
- 140 MALI
- 141 NIGER
- 142 NIGERIA
- 143 SÉNÉGAL
- 145 SIERRA LEONE
- 147 TOGO

En 2018, la Cedeao devrait être dotée d'un avant-poste septentrional: le Maroc doit devenir le seizième membre de l'institution. Ces dernières années, le royaume n'a en effet cessé d'y accroître sa présence, au point d'en faire son premier partenaire commercial.

Croissance économique, relative stabilité politique... Si elle attire, l'Afrique de l'Ouest est néanmoins la proie de turbulences. Le défi sécuritaire s'y pose toujours de façon prégnante. L'initiative du G5 Sahel va tenter d'y faire face, mais ses difficultés de financement peuvent faire douter de ses chances de réussite. Victime d'attaques terroristes

incessantes, le Mali se prépare à vivre une année politique majeure avec une présidentielle difficile pour Ibrahim Boubacar Keïta. Au Liberia comme en Sierra Leone, un renouveau s'annonce à la tête de l'État puisque les présidents sortants ne se représentent pas. Des scrutins qui offriront à ces pays l'occasion de prouver qu'ils sont débarrassés des spectres des violences du passé.

Les courses à la succession sont déjà lancées au Sénégal, en Côte d'Ivoire et, surtout, au Togo, où Faure Gnassingbé fait face à une contestation sans précédent. C'est sûr, 2018 s'annonce comme une année pivot pour la région. ●





L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.


Castel
Beer

TOUT TRAVAIL
MÉRITE SA
BIÈRE

Le goût de la réussite



BÉNIN

Décollage imminent ?

En votant pour l'homme d'affaires Patrice Talon lors de l'élection présidentielle d'avril 2016, le peuple béninois a opté pour une rupture radicale. Après avoir fait campagne sur ce thème, le président a mis en place de nouvelles stratégies en vue du développement socio-économique et politique du pays. Tout en luttant contre la corruption.

L'agriculture, les infrastructures, l'électricité, le cadre de vie, l'eau potable, la protection sociale ou encore la création de la Cité internationale de l'innovation et du savoir (CIIS) sont quelques-uns des grands axes de son quinquennat, bâti autour de 45 projets phares pour un montant de 13,8 milliards d'euros, et dont l'objectif est de créer 500 000 emplois durant ces cinq années.

Les programmes initiés sous l'ère Talon traduisent une volonté de transformer profondément la société béninoise à moyen terme. Ainsi en est-il du projet « Grand Nokoué », dont la convention-cadre signée le 29 août 2017 permettra à l'État d'accompagner les communes de Cotonou, Ouidah, Abomey, Sèmè-Kpodji et Porto-Novo à travers la modernisation des marchés, la réhabilitation et l'extension de la voirie urbaine, la gestion des déchets solides et la mise en œuvre du plan directeur d'assainissement.

ENTHOUSIASME. Mais le pays traverse une crise qui s'explique en partie par la dépréciation de la monnaie nigériane, le naira, les deux économies étant très liées par leurs échanges commerciaux. La réalisation du Programme d'action du

gouvernement à l'horizon 2021 risque de connaître une forte perturbation. L'agriculture a tout de même connu un léger mieux, avec une hausse de la production pendant la campagne 2016-2017. La croissance a ainsi pu s'établir à un taux de 5,4 % en 2017 (contre 2,1 % en 2015), selon le FMI. Le PIB devrait même progresser de 6 % en 2018.

Après l'enthousiasme suscité par son accession à la magistrature suprême, le président est de plus en plus confronté aux réalités de l'exercice du pouvoir. Le budget 2018 en est la preuve : l'exécutif

a dû revoir ses ambitions à la baisse, et l'a fait passer de 2010 milliards de F CFA en 2017 à 1 862 milliards (de 3 à 2,8 milliards d'euros), soit près de 150 milliards de F CFA en moins.

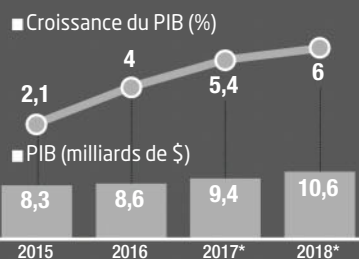
IMPATIENCE. Sur le plan socio-économique, on note une augmentation de 60 % du chômage et du sous-emploi chez les jeunes âgés de 25 à 34 ans, une crise à l'université d'Abomey-Calavi et la dénonciation par les syndicats des liquidations et des privatisations engagées par le chef de l'État.

Malgré tous ses efforts, la machine tarde à se mettre véritablement en marche. Un an après son arrivée au palais de la Marina, le président Talon n'a pas encore les moyens de tenir les promesses du candidat Talon. Le « président de la rupture » est contesté par ses opposants de toujours, mais aussi depuis quelques mois par certains de ses anciens alliés. Sébastien Ajavon, visé par un redressement fiscal colossal de près de 167 milliards de F CFA, s'impose désormais comme l'opposant numéro un de celui qu'il a contribué à installer au

Malgré tous ses efforts pour tenir ses promesses de campagne, Patrice Talon n'a pas encore pu lancer véritablement la machine.



- Population : **10,9 millions**
- Croissance démographique : **2,7 %**
- PIB par habitant : **826 \$**
- Espérance de vie : **59,8 ans**
- Alphabétisation : **38,4 %**
- Inflation : **2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **167^e**
- Investissements directs étrangers : **161 millions de \$**
- Balance courante : **- 8,7 % du PIB**
- Principale exportation : **coton**
- Dernier changement de président : **2016**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

pouvoir. Dans les états-majors des partis d'opposition, les stratégies s'affinent pour « empêcher Talon de dérouler son rouleau compresseur ». L'impatience du peuple, qui peine à voir les résultats des réformes entreprises par le président, huile le moteur de ses détracteurs. « Talon a été présomptueux de penser pouvoir transformer une société comme la nôtre en si peu de temps », estime l'un d'eux. Renoncera-t-il à son mandat unique afin de poursuivre ses grands chantiers après 2021 ? ●



BURKINA FASO

Pour en finir avec l'ère Blaise Compaoré

Ce que beaucoup redoutaient ces derniers mois s'est confirmé : l'insécurité a fortement augmenté en 2017 au Burkina Faso. Les attaques de jihadistes présumés se sont multipliées dans le Nord, en particulier dans la province du Soum, frontalière du Mali. Elles visent les forces de défense et de sécurité, mais aussi parfois les civils – certaines personnes suspectées de collaborer avec les autorités ont par exemple été assassinées. Menacés, les professeurs ont déserté les écoles pendant de longs mois dans plusieurs localités.

Ces attaques à répétition sont pour la plupart l'œuvre d'Ansarul Islam, considéré par les spécialistes comme le « premier » groupe jihadiste burkinabè. Pour tenter de contrer cette menace grandissante, l'armée a envoyé des renforts dans le Nord, où 2 500 militaires sont désormais déployés (sur un total de 12 000 hommes environ). Les zones frontalières du Mali, où les assaillants ont généralement leurs bases arrière, ne sont pas les seules visées. Le 13 août 2017, deux hommes ont tué 19 personnes dans un café-restaurant de l'avenue Kwame-Nkrumah, la grande artère centrale de Ouagadougou, à quelques centaines de mètres seulement de l'endroit où un commando jihadiste avait perpétré le premier attentat de masse de l'histoire du pays, le 15 janvier 2016. Pour la deuxième fois en quelques mois, les Ouagalais étaient confrontés à l'horreur terroriste.

Avec des moyens limités et des services de renseignements toujours en reconstruction, les autorités peinent à inverser cette spirale dangereuse. Comme leurs voisins maliens et nigériens, elles misent sur la

force conjointe du G5 Sahel (organisation régionale qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad), qui a mené sa première opération début novembre 2017, pour sécuriser davantage leurs frontières communes. De son côté, la force française Barkhane surveille de plus en plus près la bande frontalière entre le Burkina et le Mali, où elle a mené différentes opérations ces derniers mois.

MACHIAVEL. Au niveau politique, le régime de Roch Marc Christian Kaboré a connu un véritable tournant le 19 août, avec

le décès brutal de Salif Diallo, le président de l'Assemblée nationale. Acteur incontournable depuis trois décennies, ce Machiavel burkinabè, ex-tête pensante de Blaise Compaoré, avait une influence considérable à tous les niveaux du pouvoir et disposait d'un solide réseau à l'étranger. Sa disparition laisse un vide au sommet de l'État, ainsi qu'à la tête du Mouvement du

peuple pour le progrès (MPP), le parti présidentiel, qu'il dirigeait depuis l'élection de Kaboré.

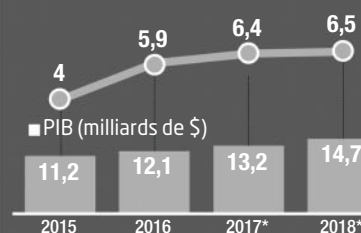
Sur le plan institutionnel, le gouvernement entend rompre définitivement avec l'ère de Blaise Compaoré en promulguant une nouvelle Constitution instaurant une V^e République. Ce texte symbolique devrait être soumis à référendum ou présenté à l'Assemblée nationale en 2018.

Malgré les difficultés sécuritaires, les résultats économiques sont plutôt positifs. Selon le FMI, la croissance devrait même être un peu plus élevée que prévu, à 6,4 % en 2017 et 6,5 % en 2018. Pour atteindre les ambitieux objectifs affichés (obtenir 7,7 % de croissance d'ici à 2020,

Le décès brutal de Salif Diallo a laissé un vide au sommet de l'État comme à la tête du parti présidentiel.



- Population : **18,1 millions**
- Croissance démographique : **2,9 %**
- PIB par habitant : **696,5 \$**
- Espérance de vie : **59 ans**
- Alphabétisation : **37,7 %**
- Inflation : **1,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **185^e**
- Investissements directs étrangers : **309 millions de \$**
- Balance courante : **- 7,2 % du PIB**
- Principale exportation : **coton**
- Dernier changement de président : **2015**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

créer 50 000 emplois par an, moderniser l'administration...), le gouvernement a mis en place un Plan national de développement économique et social (PNDES). Celui-ci a récolté plus de 12 milliards d'euros de promesses de dons des bailleurs internationaux et 16 milliards de dollars d'intentions de financement du secteur privé, qui doivent dorénavant se concrétiser à travers le pays par des investissements dans différents projets de taille (autoroute, barrage hydroélectrique, centres de formation...). ●



CAP-VERT

Un paradis presque parfait

Alors qu'il est bien loin du Vieux Continent, l'archipel situé au large du Sénégal et de la Mauritanie pourrait pâtir de la faible croissance européenne et du Brexit. Et pour cause : l'économie cap-verdienne est toujours dominée par le secteur du tourisme, qui représente un quart de son PIB. Or, malgré les efforts accomplis pour diversifier les zones dont sont originaires les visiteurs, les Européens restent majoritaires, le Royaume-Uni demeurant le principal pourvoyeur. La reprise de l'activité enregistrée en 2016 (3,8 %) s'est confirmée en 2017 avec une croissance de 4 % selon le FMI. Entre 2010 et 2015, l'économie avait subi de plein fouet la crise financière mondiale, et sa croissance était tombée à 1,3 % en moyenne seulement.

La politique d'investissements massifs adoptée par l'État pour lutter contre ce phénomène a fait exploser la dette publique, passée de 72,4 % en 2010 à 128,7 % en 2017. Et le déficit budgétaire se creuse pour atteindre - 3,9 % en 2017, sans toutefois remettre en question la solvabilité de l'État. Compte tenu du poids dans le budget de l'État d'entreprises nationales telles que la compagnie aérienne TACV Cabo Verde Airlines, en grande difficulté financière en 2016, la marge de manœuvre du gouvernement pour limiter les dépenses est limitée.

DIASPORA. Installé au 122^e rang des 188 pays classés par le Pnud selon leur indice de développement humain, cet État de 538 000 habitants - dont l'une des dix îles demeure inoccupée - a réussi à quitter la liste des pays les moins avancés (PMA) de l'ONU en 2016. L'espérance de vie, de 73,5 ans, y est la plus élevée d'Afrique subsaharienne et le taux

d'alphabétisation des adultes atteint 87 %. La diaspora joue un rôle très important dans le développement de l'archipel puisque ses contributions financières représentent 12 % du PIB.

MER. Toutefois, l'industrialisation se heurte à de nombreux obstacles, parmi lesquels figurent les difficultés d'accès au marché, la cherté de l'électricité et la faiblesse du réseau de transport entre les îles. Le pays, dont seules 10 % des terres sont arables, est par ailleurs

très dépendant de l'extérieur puisqu'il importe 85 % des denrées alimentaires dont il a besoin. Il figure désormais parmi les 57 Petits États insulaires en développement, dont beaucoup sont menacés par la montée du niveau de la mer, conséquence du réchauffement climatique. Or environ 80 % de la population réside dans les zones

côtières, où se concentrent la plupart des infrastructures.

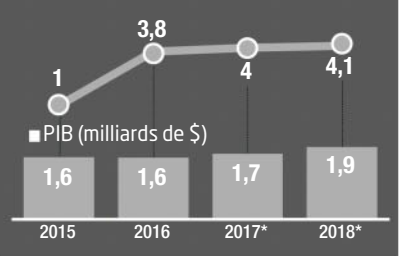
Réputé pour sa stabilité politique, le Cap-Vert est une démocratie installée. Indépendant en 1975, l'archipel n'a pas connu un seul coup d'État et l'alternance, depuis l'introduction du multipartisme en 1990, est régulière. La vie politique est dominée par le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) et le Mouvement pour la démocratie (MpD, au pouvoir).

Depuis les élections législatives de mars 2016, la cohabitation est terminée. L'actuel Premier ministre, le libéral Ulisses Correia e Silva, leader du MpD et ancien maire de la capitale, Praia, partage le pouvoir à la tête de l'État avec le président Jorge Carlos Fonseca (MpD), réélu pour un second mandat en octobre 2016. Cette situation devrait, en

Frappé de plein fouet par la crise mondiale, l'archipel a fait exploser sa dette publique pour s'en sortir.



- Population : **0,5 million**
- Croissance démographique : **1,2 %**
- PIB par habitant : **3 213 \$**
- Espérance de vie : **73,5 ans**
- Alphabétisation : **88,5 %**
- Inflation : **0,9 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **122^e**
- Investissements directs étrangers : **119 millions de \$**
- Balance courante : **- 6 % du PIB**
- Principale exportation : **maquereaux**
- Dernier changement de président : **2011**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

théorie, faciliter l'adoption de réformes structurelles et de mesures favorables aux investissements privés, notamment fiscales. Dans le rapport « Doing Business » de la Banque mondiale, qui évalue la facilité de faire des affaires, le Cap-Vert arrive en 127^e position sur 190 pays. L'archipel est par ailleurs l'un des champions de la transparence puisqu'il occupe la deuxième marche du podium africain des pays les moins corrompus d'après Transparency International, juste derrière le Botswana. ●

CÔTE D'IVOIRE

Surprises, surprises...

Même si elle s'est achevée plus sereinement qu'elle n'avait débuté, l'année 2017 ne s'est pas déroulée comme le président Alassane Dramane Ouattara (ADO) l'espérait. Dès la nomination du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, en janvier, la Côte d'Ivoire a semblé entrer dans une zone de turbulences. Aux grèves dans la fonction publique et à la crise du secteur du cacao ont succédé une série de mutineries dans l'armée, réveillant le souvenir d'un passé troublé. Tous ces événements mènent à la même conclusion : après plus de cinq années de croissance soutenue et malgré de multiples avancées, le pays doit encore faire face à de nombreux chantiers.

RÉTROGRADÉ. Le deuxième mandat du président prendra fin en octobre 2020. Mais depuis un an déjà, la question de sa succession monopolise l'attention. L'alternance réclamée par le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, d'Henri Konan Bédié), allié du Rassemblement des républicains (RDR, au pouvoir) au sein du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), a dicté l'agenda politique, tandis que le cas Guillaume Soro a alimenté toutes les spéculations. Président de l'Assemblée nationale, l'ancien chef des Forces nouvelles (FN) a été rétrogradé dans l'ordre protocolaire, lors de la mise en place de la nouvelle Constitution et de la création d'un poste de vice-président. S'il a semblé vouloir prendre ses distances avec le RDR et Alassane Ouattara, son positionnement demeure l'une des grandes incertitudes.

Et ce n'est pas la seule, tant les ambitions des uns et des autres commencent

déjà à s'affirmer. Le parti unifié tant annoncé verra-t-il bien le jour ? Et si oui, quand ? Sa création va-t-elle chambouler la scène politique ivoirienne, traditionnellement marquée par la présence de trois grosses formations ? Quel rôle l'opposition réussira-t-elle à jouer ? Toutes les combinaisons semblent possibles et 2018 amènera son lot de surprises.

CACAO. Ce contexte politique très incertain et mouvementé aurait presque tendance à faire oublier la situation économique du pays. Si le FMI a salué de « solides performances » en 2017, il a appelé à une accélération des réformes structurelles. Car les années passent et les attentes des Ivoiriens, toujours aussi nombreux à demander un meilleur partage des fruits de la croissance, demeurent inchangées. ADO avait fait du concept de l'« Ivoirien nouveau » un thème de campagne, au même titre qu'atteindre l'émergence en 2020. Alors que la fin de son mandat arrive à grands pas, il devrait lancer ses derniers grands projets en 2018.

En 2017, le budget de l'État avait été fortement atteint par la chute vertigineuse des cours du cacao, obligeant le gouvernement à effectuer des coupes sévères. Pour l'année à venir, ce dernier a fixé un budget ambitieux de 6 723,5 milliards de F CFA (10,25 milliards d'euros), tablant sur une croissance de 8,3 %. Il prévoit également en 2018 un déficit budgétaire de 3,75 % du PIB correspondant aux pré-

visions du FMI, lequel se montre en revanche plus prudent concernant la croissance, de 7,3 % selon lui. En 2017, le déficit devrait se chiffrer à 4,5 %, et le gouvernement espère revenir à la norme

Malgré cinq années de croissance, ADO doit encore faire face à de nombreux chantiers.



- Population: **22,7 millions**
- Croissance démographique: **2,4 %**
- PIB par habitant: **1 598,80 \$**
- Espérance de vie: **51,9 ans**
- Alphabétisation: **43,3 %**
- Inflation: **1 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **171^e**
- Investissements directs étrangers: **481 millions de \$**
- Balance courante: **- 2,9 % du PIB**
- Principale exportation: **cacao**
- Dernier changement de président: **2011**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

communautaire dans l'UEMOA, de 3 % en 2019. L'amélioration du secteur du cacao sera déterminante pour la bonne santé de l'économie ivoirienne. Le prix « bord champ » par kilogramme de fèves a été maintenu à 700 F CFA pour la première partie de la commercialisation de la récolte du cacao de la campagne 2017-2018, qui s'achèvera le 30 mars. Mais le différentiel de prix fixé au Ghana - 1 735 dollars la tonne contre 1 270 dollars en Côte d'Ivoire - inquiète tant il risque de favoriser la contrebande. ●

GAMBIE

Un nouveau départ sur de vieilles dettes

Pour les Gambiens, le passage en 2017 avait constitué un grand saut dans l'inconnu. Après avoir, à la surprise générale, accepté sa défaite à la présidentielle du 1^{er} décembre 2016, Yahya Jammeh avait brusquement fait volte-face quelques jours plus tard et annoncé qu'il n'avait finalement nulle intention de quitter le pouvoir. Les pays de la Cedeao, Sénégal en tête, avaient alors instauré une double pression, diplomatique et militaire, pour le contraindre à céder sa place au vainqueur de l'élection, Adama Barrow. Le 21 janvier, après plusieurs semaines de tensions et de crainte d'un conflit armé, celui qui dirigeait la Gambie d'une main de fer depuis 1994 s'envolait sans violences pour la Guinée équatoriale, où il vit depuis.

Dans les rues de Banjul, ses compatriotes laissaient exploser leur joie. Avec le départ de Jammeh, l'espoir d'une « nouvelle Gambie » était sur toutes les lèvres et dans toutes les têtes. Un homme est censé incarner cette renaissance démocratique : Adama Barrow, 52 ans. Le nouveau chef de l'État, élu grâce au soutien de toute l'opposition et qui bénéficie aujourd'hui d'une confortable majorité à l'Assemblée nationale avec 31 députés sur 53 issus de son Parti démocratique unifié (UDP), a vite affiché sa volonté de rupture avec le régime dictatorial de son prédécesseur. Il a ainsi rebaptisé la redoutée Agence nationale du renseignement (NIA), qui faisait régner la terreur sous Jammeh, « Services de renseignement de l'État » et fait arrêter ses principaux responsables. Le gouvernement a ensuite annoncé le gel des biens de l'ex-président, soupçonné d'avoir détourné plus de

44 millions d'euros avant son départ en exil, et mis sur pied une commission chargée d'enquêter sur ses nombreuses affaires financières.

PAROLE. Après plus de deux décennies dans un climat de peur généralisée, où personne n'osait s'exprimer en public, la parole se libère peu à peu dans la petite enclave de 2 millions d'habitants. Les Gambiens réclament désormais justice pour les différents crimes commis par le régime de Yahya Jammeh. Des centaines de victimes, soutenues par des ONG gambiennes et internationales de défense des droits humains, ont par exemple lancé une campagne pour traduire l'ancien maître du pays en justice.

Sur le plan sécuritaire, Adama Barrow et son gouvernement se méfient toujours d'éventuelles tentatives de déstabilisation menées par des militaires pro-Jammeh, dont certains sont restés dans l'armée. Face à une situation encore jugée fragile, le mandat de la Micega, la mission de la Cedeao en Gambie, a été prolongé d'un an,

mi-2017. Ses 500 militaires resteront donc dans le pays jusqu'en juin 2018 au moins. De son côté, le Sénégal, qui soutient Adama Barrow depuis son élection, garde un œil attentif sur ce qui se passe chez son voisin. Dakar a notamment renforcé sa coopération bilatérale avec Banjul, en particulier en matière de sécurité et d'économie.

Les nouvelles autorités gambiennes peuvent aussi compter sur l'appui de leurs partenaires internationaux. L'Union européenne a ainsi débloqué une aide de 225 millions d'euros pour tenter de relancer une économie exsangue qui

Adama Barrow se méfie toujours des militaires restés fidèles à Yahya Jammeh.



repose principalement sur l'agriculture et le tourisme. Mais les difficultés restent nombreuses. La population est excédée par les coupures d'électricité récurrentes, qui paralysent nombre de secteurs d'activité, et la dette publique de près de 1 milliard de dollars (près de 850 millions d'euros, soit 120 % du PIB) est devenue presque insoutenable pour le gouvernement. Malgré tout, l'économie gambienne n'aurait pas trop souffert de la crise postélectorale : selon les estimations du FMI, sa croissance devrait être de 3 % en 2017 et de 3,5 % en 2018. ●



GHANA

Le meilleur est à venir

Élu président de la République du Ghana le 7 décembre 2016 avec 53,85 % des suffrages, Nana Akufo-Addo – qui remplace John Dramani Mahama – a axé son programme sur le redressement économique : désendettement, réduction de la pauvreté, création d'emplois... Pour y parvenir, le nouveau chef de l'État mise sur un projet phare : le Bridge Power, soit la construction de la plus grande centrale électrique du monde, d'une capacité de 400 MW, qui démarrera sa production en 2018. Les pénuries d'électricité qui frappent régulièrement le pays ont largement empiré ces cinq dernières années, ce qui a fait augmenter son coût. Afin d'améliorer la situation, le budget 2017 prévoit un investissement dans les énergies renouvelables, en particulier dans le domaine thermique, pour compléter l'énergie hydroélectrique. Des initiatives qui devraient finir par mettre le pays à l'abri des délestages.

INDUSTRIALISATION. Par ailleurs, près de 100 millions de dollars (environ 84,5 millions d'euros) seront investis au cours des quatre prochaines années afin de stimuler les petites entreprises susceptibles d'embaucher des jeunes. Le gouvernement compte également mettre en place un Plan national pour l'entrepreneuriat et l'innovation, ainsi que la proposition One District, One Factory (« un district, une usine »), destinée à promouvoir une industrialisation ancrée au niveau local.

Depuis quelques années, l'économie ghanéenne est confrontée à plusieurs difficultés. Le cédé a subi une

dépréciation en 2016 tandis que la dette publique partait à la hausse pour représenter 73,4 % du PIB et 70,5 % fin 2017.

Toutefois, plusieurs facteurs laissent espérer des jours meilleurs en 2018. Le pays a obtenu le soutien du FMI pour son programme d'ajustement. Il peut aussi s'appuyer sur un secteur bancaire solide

et compter sur les prévisions de remontée des prix du pétrole et de l'or pour voir s'améliorer sa santé économique. Le PIB devrait atteindre une croissance de 5,9 % en 2017 et de 8,9 % en 2018 grâce à l'entrée en production de nouveaux puits de pétrole, ainsi qu'à la faveur d'une embellie dans les autres secteurs économiques.

INDÉPENDANCE. Le gouvernement de Nana Akufo-Addo poursuit la politique de promotion du made in Ghana

lancée sous l'ère Mahama, qui a tenu les rênes du pays de 2012 à 2017. Un nouveau Programme national de redynamisation industrielle devrait atténuer les effets de la mauvaise conjoncture économique.

La réussite de ces politiques devrait aider le Ghana à gagner en indépendance vis-à-vis des institutions de Bretton Woods. Par exemple en lui évitant de prolonger le programme d'aide financière du FMI, qui arrivera à expiration en avril 2018. « Il n'y a pas lieu d'envisager une extension de ce programme. Nous voulons passer à autre chose », a indiqué le président Nana Akufo-Addo.

Mais l'institution demande – à juste titre – aux autorités de poursuivre leurs efforts pour remédier à la faiblesse des recettes fiscales, de renforcer les

Entre l'aide du FMI et la hausse probable des cours du pétrole, le pays pourrait espérer une embellie économique.



- Population: **27,4 millions**
- Croissance démographique: **2,4 %**
- PIB par habitant: **1 607,7 \$**
- Espérance de vie: **61,5 ans**
- Alphabétisation: **76,6 %**
- Inflation: **11,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **139^e**
- Investissements directs étrangers: **3 485 millions de \$**
- Balance courante: **- 5,8 % du PIB**
- Principale exportation: **hydrocarbures**
- Dernier changement de président: **2016**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

mesures de contrôle pour contenir les dépenses courantes et empêcher la récurrence des arriérés intérieurs. Le prix à payer pour remettre le pays sur les rails.

Avec sa troisième alternance pacifique, le Ghana poursuit sur sa remarquable lancée démocratique et fait figure de modèle sur le continent, même s'il ne parvient pas encore à relever totalement les défis de la transparence et de la lutte contre la corruption. ●

GUINÉE

Maintenant ou jamais

Après une année 2017 marquée par une embellie économique et des tensions politiques persistantes, 2018 sera une année charnière pour la Guinée. Plusieurs fois programmées et autant de fois reportées, les élections locales, attendues depuis 2010, date de la fin du mandat des derniers maires élus en 2005, ont été fixées au 4 février 2018 par la Commission électorale nationale indépendante. Une occasion pour le président Alpha Condé de faire un peu descendre la tension à Conakry. La tenue de ce scrutin était l'une des principales revendications de l'opposition, toujours emmenée par l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, qui espère que cette nouvelle date sera la bonne.

Au pouvoir depuis 2010, et abordant la seconde moitié de son deuxième mandat qui doit s'achever en 2020, le chef de l'État devra se saisir des dossiers judiciaires brûlants restés en souffrance, dont le plus emblématique, celui du massacre du 28 septembre 2009, sous la junte militaire qui avait précédé son arrivée au pouvoir. L'arrestation fin 2016 à

Dakar (et l'extradition à Conakry) de Toumba Diakité, tenu pour être l'un des responsables de la tuerie de 157 personnes et du viol d'une centaine de femmes, a laissé espérer aux familles des victimes une avancée de l'enquête. Si, pour le moment, aucune condamnation n'a été prononcée par la justice à l'encontre des dirigeants militaires et civils incriminés, les magistrats pourraient enfin passer à l'acte en 2018, du moins pour certains cas. Quant à la mise au pas des éléments ayant fait un usage excessif de leurs armes pour réprimer les nombreuses manifestations de l'opposition depuis 2010, elle reste largement un vœu pieux

Après une année passée à la tête de l'Union africaine, Alpha Condé va reprendre en main ses grands chantiers.

des autorités, qui se méfient de la grande muette – mal formée, et surtout mal encadrée depuis des décennies. Ces dernières devront pourtant bien un jour réformer en profondeur son fonctionnement.

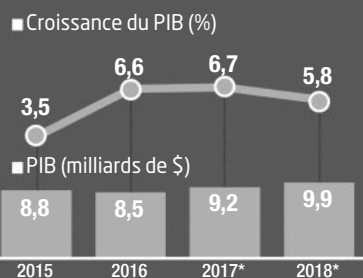
BAUXITE. L'économie, durement frappée par l'épidémie d'Ebola en 2014, a commencé à redécoller en 2016 avec une croissance de 6,6 % que le FMI évalue même à 6,7 % en 2017. Et à 5,8 % en 2018. C'est l'extraction de bauxite (dont on fait l'aluminium), qui représente 25 % du PIB du pays et 95 % de ses exportations, qui explique ces bons chiffres. Cette activité, pilier de l'économie du pays depuis son indépendance, a été dopée par l'arrivée de groupes chinois, au premier rang desquels la Société minière de Boké, qui expédie depuis juillet 2015 la bauxite guinéenne, sans la transformer, vers l'empire du Milieu.

Mais le développement de cette filière a déjà montré ses limites, et la population n'en ressent pas encore les retombées : fin 2016, des manifestations dans la région de Boké ont dénoncé la pénurie d'électricité subie par les communautés vivant aux alentours des mines et les conditions de travail difficiles au sein des groupes chinois.

Seule voie possible vers une croissance mieux partagée pour le gouvernement du Premier ministre Mamady Youla, composé essentiellement de technocrates : continuer à améliorer les infrastructures électriques – malgré les barrages inaugurés, les délestages sont récurrents –, mais aussi les routes, cruciales pour l'agriculture. Alors que le « Professeur » Alpha Condé mettait ce secteur en avant dans ses campagnes électorales de 2010 et 2015, beaucoup reste à faire, notamment en



- Population : **12,6 millions**
- Croissance démographique : **2,7 %**
- PIB par habitant : **708 \$**
- Espérance de vie : **59,2 ans**
- Alphabétisation : **30,5 %**
- Inflation : **8,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **183^e**
- Investissements directs étrangers : **104 millions de \$**
- Balance courante : **- 25 % du PIB**
- Principale exportation : **or**
- Dernier changement de président : **2010**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

matière de mécanisation des exploitations. Pour financer ces efforts, le chef de l'État a usé de son statut de président de l'Union africaine en 2017 pour obtenir des prêts de la Russie et de la Chine, lesquels doivent encore être transformés en engagements fermes.

Avec tous ces chantiers à leurs débuts, les esprits s'échauffent déjà à Conakry sur les intentions supposées d'Alpha Condé, de briguer un troisième mandat, ce qui est en principe interdit par la Constitution... sauf à moins de la faire évoluer. ●

GUINÉE-BISSAU

Cherche stabilité désespérément

Les législatives de 2018 s'annoncent décisives pour la Guinée-Bissau, toujours confrontée à une crise politique sans fin. À l'origine des actuelles tensions, il y a la destitution en août 2015 par le président José Mário Vaz (« Jomav ») de son Premier ministre Domingos Simões Pereira (DSP), leader du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC), dont sont issus les deux hommes. Depuis l'éviction de DSP, les militants du puissant ancien parti unique ne cessent de dénoncer « une trahison » du président envers leur formation.

En signe de protestation, ses députés ont déserté les rangs de l'hémicycle ces derniers mois et boycotté la prestation de serment de l'actuel Premier ministre, Umaro Sissoco Embaló, nommé en novembre 2016 par le président Vaz.

IMPASSE. Une nomination qualifiée d'anticonstitutionnelle par le PAIGC, qui martèle les règles fixées par la loi fondamentale: il revient au parti vainqueur des législatives de 2014 (le PAIG) de proposer un Premier ministre, lequel sera nommé par le président. Une tradition remise en question depuis que l'ex-parti unique, confronté à la fronde de quinze de ses députés fin 2015, a perdu sa majorité absolue à l'Assemblée.

Impossible de sortir de l'impasse depuis. Et les dispositions de l'accord de Conakry, qui devait permettre de trouver une issue à cette énième turbulence politique, peinent toujours à être appliquées, plus d'un an après sa ratification en octobre 2016 par les acteurs de la crise. À tel point que la Cedeao a brandi la

menace de sanctions si aucun progrès n'était réalisé avant les élections.

Celles-ci seront en effet décisives. Le PAIGC ira-t-il aux législatives avec DSP à sa tête ? Dans ce cas, et si l'ex-parti unique venait à l'emporter, les Bissau-Guinéens pourraient avoir une sensation de déjà-vu avec le retour de DSP à la primature. De son côté, Umaro Sissoco Embaló pourrait lui aussi envisager de se présenter. Selon sa garde rapprochée, l'actuel Premier ministre n'exclurait pas de créer un parti pour appuyer sa candidature.

Reste qu'à quelques mois des scrutins, plusieurs observateurs redoutent désormais que le calendrier électoral ne soit retardé. Selon les opposants au président Vaz, ce dernier en profiterait pour organiser les législatives en même temps que la présidentielle, censée avoir lieu en 2019.

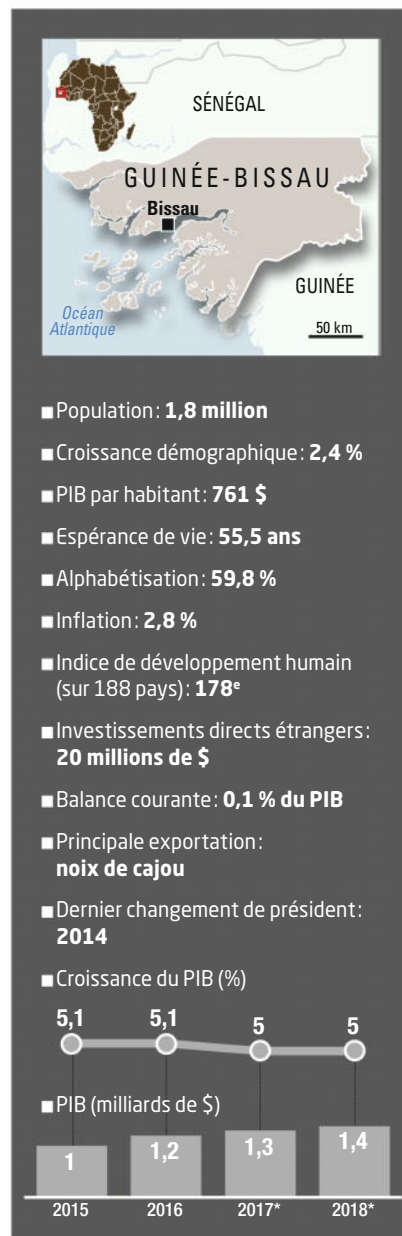
Des considérations qui exaspèrent la population, toujours confrontée à un manque criant d'infrastructures, aux défaillances des politiques d'éducation, ou encore à un système sanitaire exsangue.

En 2017, des centaines de manifestants ont demandé le départ de « Jomav ».

En 2017, des centaines de Bissau-Guinéens sont d'ailleurs descendus dans les rues pour demander le départ de « Jomav », sorti affaibli et isolé de cette crise. Car au-delà des luttes de pouvoir, l'instabilité chronique du pays a rendu frileux investisseurs étrangers et bailleurs internationaux, dont la Guinée-Bissau demeure très dépen-

dante malgré une croissance que le FMI estime à 5 % en 2017.

Si les législatives devaient avoir lieu, le prochain gouvernement aurait la lourde tâche de rassurer ses partenaires pour débloquer l'aide internationale et enclencher les chantiers prioritaires. Parmi eux :



le développement des infrastructures énergétiques, et aussi la réforme du système constitutionnel bicéphale et de sa répartition trop concurrentielle entre Premier ministre et président. Sans oublier la restructuration de l'armée, maintes fois promise mais jamais réalisée. Un dossier sensible dans ce pays où le dernier putsch ne remonte qu'à 2012. Mais, signe positif, les militaires sont cette année encore restés dans leurs casernes, laissant au pouvoir civil le soin de se dépêtrer de ses propres vicissitudes. ●



LIBERIA

De l'art d'éviter la guerre

Première femme élue chef d'État sur le continent, Ellen Johnson-Sirleaf, 79 ans, n'a pu se présenter à la présidentielle du 10 octobre 2017. En cause : la limite de deux mandats successifs, qu'elle avait atteinte après douze années de pouvoir (elle était en poste depuis 2006). Pendant cette période, elle a eu pour principal objectif de construire un modèle démocratique transparent impliquant tous les citoyens.

Mais le bilan de la « dame de fer » est mitigé. Malgré la création d'une structure de lutte contre la corruption, ce fléau mine toujours le Liberia. Tout comme la pauvreté, qui reste le lot quotidien de près de 64 % de la population, selon le Programme alimentaire mondial. Le seul véritable succès du Prix Nobel de la paix 2011, c'est d'avoir réussi à préserver son pays des guerres civiles qui l'ont rongé pendant des années.

Parmi la vingtaine de candidats en lice pour succéder à Ellen Johnson-Sirleaf, deux se sont démarqués au premier tour malgré les difficultés : la star du ballon rond George Weah, qui s'est présenté sous la bannière du Congrès pour le changement démocratique (CDC), et le vice-président sortant, Joseph Boakai, sous l'étiquette du Parti de l'unité, au pouvoir.

CHAOS. Désireuse d'éviter que le pays ne sombre à nouveau dans le chaos, la communauté internationale s'est mobilisée afin que l'élection présidentielle se déroule dans des conditions satisfaisantes et que toutes les parties en acceptent les résultats, mais les contestations en série qui ont suivi la proclamation de ceux du premier tour augurent des temps incertains.

Quelle que soit son identité, le nouveau président aura pour défi de redonner le sourire à un peuple qui se relève lentement de l'épidémie d'Ebola. Officiellement terminée en juin 2016, elle a fragilisé une économie déjà en difficulté. Et la baisse des cours des matières premières exportées – notamment celui du fer –, conjuguée à la chute des volumes produits, n'a pas arrangé la situation. Sans oublier les dépenses liées à un processus électoral difficile et long, qui a rendu les investissements incertains. Par ailleurs, l'arrêt progressif des activités de la Mission des Nations unies au Liberia, la Minul, qui devrait prendre fin le 30 mars 2018, ralentit également l'activité, essentiellement dans le secteur des services.

Le bilan de la « dame de fer » est mitigé. La corruption mine toujours le pays, tout comme la pauvreté.

IMPATIENTE. La croissance, tirée par des investissements dans l'or et les installations hydroélectriques, se situe autour de 2,6 % en 2017, selon le FMI. Quant au PIB par habitant, il semble stagner : de 474,3 dollars en 2015, il s'est élevé à 477,6 dollars en 2016 avant de retomber à 475 dollars

en 2017 (ce qui devrait également être le cas en 2018). Quant à l'inflation, elle devrait s'atténuer à 9,9 % en 2018, contre 12,8 % en 2017. Des perspectives plutôt correctes pour un pays heurté de plein fouet par la misère. Les efforts sont en cours pour faire passer le taux d'électrification rurale à 35 % d'ici à 2030. Selon les prévisions du gouvernement sortant, toutes les villes du territoire devraient être reliées au réseau d'ici à 2025.

Le prochain gouvernement devra poursuivre et intensifier la politique sociale d'Ellen Johnson-Sirleaf. Mais la tâche s'annonce ardue pour le futur chef de ce pays de plus de 4 millions



- Population : **4,5 millions**
- Croissance démographique : **2,6 %**
- PIB par habitant : **475 \$**
- Espérance de vie : **61,2 ans**
- Alphabétisation : **47,6 %**
- Inflation : **12,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **177^e**
- Investissements directs étrangers : **453 millions de \$**
- Balance courante : **- 26,7 % du PIB**
- Principale exportation : **fer**

■ Dernier changement de président : **2006**

■ Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

d'habitants. Il faudra assainir les dépenses publiques dans le cadre du programme de facilité élargie de crédit en cours avec le FMI, lutter contre la corruption, promouvoir la bonne gouvernance et surtout renforcer la cohésion nationale. La classe politique se montre unanime sur la nécessité de satisfaire rapidement une jeunesse de plus en plus impatiente. Construction ou réhabilitation d'infrastructures, investissements dans l'éducation, relance de l'agriculture... Les défis ne manquent pas. ●



MALI

Coup de chaud à Bamako

Deux ans après la signature de l'accord d'Alger entre le gouvernement et les groupes armés, en juin 2015, la paix est toujours loin d'être une réalité dans le nord du Mali. Après plusieurs mois de trêve, les ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) se sont de nouveau opposés aux combattants progouvernementaux du Groupe autodéfense touareg imghad et alliés (Gatia), mi-2017, dans la région de Kidal. Face à cette nouvelle poussée de fièvre, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, début septembre, un régime de sanctions contre tous ceux qui violent le cessez-le-feu et entravent le processus de paix.

AVANCÉES. Parmi ces derniers figurent toujours, en première ligne, les différents groupes jihadistes qui sillonnent le nord et le centre du pays. Le 1^{er} mars, les principaux ont annoncé leur fusion sous la bannière noire d'Al-Qaïda et le commandement d'Iyad Ag Ghali pour former une seule et même organisation : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Celle-ci est désormais derrière la plupart des nombreuses attaques qui visent, chaque semaine ou presque, les soldats maliens, les Casques bleus de la Minusma, et plus rarement les militaires français de la force Barkhane. Elle a également montré qu'elle était capable de frapper à Bamako, en perpétuant le 18 juin un attentat contre le campement Kangaba, un lieu de villégiature fréquenté par les Maliens aisés et les Occidentaux. Bilan : cinq morts.

Dans ce climat d'insécurité, le processus de paix progresse lentement. Quelques avancées ont eu lieu, avec

l'installation des autorités intérimaires dans les cinq régions administratives du Nord (Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudénit) ou le lancement d'un bataillon mixte (composé de soldats maliens et de combattants des différents groupes armés signataires de l'accord de paix) à Gao. Plus de trois ans après le départ de l'administration et de l'armée de Kidal, en mai 2014, un gouverneur a officiellement pris fonction fin août dans le bastion de la rébellion touarègue.

GROGNE. Cela suffira-t-il à Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) pour être réélu à la prochaine présidentielle, qui devrait se tenir en juillet 2018 ? À quelques mois du scrutin, le chef de l'État ne fait pas l'unanimité, même s'il demeure une figure respectée au sein d'une large partie de la population. En juillet, il a affronté une mobilisation populaire sans précédent depuis son arrivée au pouvoir contre

son projet de révision constitutionnelle. Sous la pression de l'opposition et d'une partie de la société civile, IBK a finalement renoncé à organiser le référendum censé entériner cette nouvelle Constitution controversée. Beaucoup ont aussi vu dans ces manifestations un signe de la grogne sociale ambiante à Bamako,

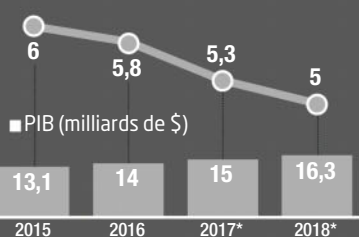
en dépit des efforts accomplis en ce domaine par le gouvernement.

Un climat politique et social qui pourrait s'accroître dans les mois à venir à l'approche de la présidentielle. Face au chef de l'État sortant, Soumaïla Cissé, le chef de file de l'opposition et président de l'Union pour la république et la démocratie (URD), devrait être son plus sérieux challenger.

Le climat politique et social va inévitablement se tendre avec la présidentielle.



- Population: **17,5 millions**
- Croissance démographique: **3 %**
- PIB par habitant: **794 \$**
- Espérance de vie: **58,5 ans**
- Alphabétisation: **33,1 %**
- Inflation: **0,2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **175^e**
- Investissements directs étrangers: **126 millions de \$**
- Balance courante: **- 7 % du PIB**
- Principale exportation: **coton**
- Dernier changement de président: **2013**
- Croissance du PIB (%)



Enfin, sur le plan économique, le pays tarde encore à décoller. La baisse de la croissance, observée depuis deux ans, semble se poursuivre. Elle était de 5,8 % en 2016, de 5,3 % en 2017, et devrait s'établir à 5 % en 2018, selon le FMI. Par ailleurs, le rapport de la Banque mondiale sur les perspectives du marché des matières premières publié en avril 2017 affirme que le Mali a perdu sa place de troisième producteur d'or du continent au profit du Soudan (avec 82 tonnes contre 53 tonnes en 2016). ●

* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017



NIGER

Un chef de guerre nommé Issoufou

L'année 2017 devait marquer un nouveau départ. Mahamadou Issoufou, réélu en 2016 avec 92,5 % des suffrages, avait les coudées franches, ayant laissé l'opposition exsangue, orpheline de son leader Hama Amadou, en exil en France et toujours accusé de complicité dans un trafic d'enfants présumé. Seini Oumarou, président du Mouvement national pour la société du développement (MNSD-Nassara), avait même rejoint

les rangs de la majorité présidentielle, devenant haut représentant du chef de l'État. En janvier, Niamey avait même signé avec le FMI un accord triennal pour un crédit de 134,04 millions de dollars (125,2 millions d'euros). L'institution estimait alors que le pays avait accompli des progrès de 2012 à 2016, la croissance étant notamment repartie à la hausse. De 3,9 % en 2015, point bas dû à la chute des cours de l'uranium et à la crise de l'économie nigérienne, elle passait à 5 % en 2016 pour s'établir à 4,2 % en 2017 et devrait atteindre 4,7 % en 2018. Mieux, la hausse attendue de la production pétrolière devait mettre le pays à l'abri pour les prochaines années.

Mais les Nigériens n'ont pas ressenti d'embellie. Le pays a bien du mal à tenir son budget et à suivre son programme de développement, 8 000 milliards de F CFA (environ 12,2 milliards d'euros) sur cinq ans dévolus notamment à l'éducation, l'un des principaux chantiers du second quinquennat d'Issoufou. La faiblesse des cours de l'uranium ne s'est pas démentie et l'exploitation de la mine d'Imouraren, présentée à l'origine comme un miracle économique potentiel, est toujours gelée. Nul n'ose imaginer qu'elle puisse commencer avant 2020 au mieux.

Pis, la Somaïr, filiale nigérienne d'Areva, a annoncé en octobre le licenciement de plusieurs centaines de salariés afin d'« assurer sa survie ».

Surtout, le contexte sécuritaire ne s'est guère amélioré. Il nécessite des dépenses massives en matière de défense, tandis que le gouvernement continue de serrer la vis en n'hésitant pas à interpellier certains journalistes, militants de la société civile ou opposants. Certes diminué, Boko

Haram n'a pas abandonné le combat face à la Force multinationale mixte, que le Niger compose en compagnie du Nigeria, du Tchad et du Cameroun. Et cette crise persiste à perturber les principaux moyens de subsistance que sont la pêche ou la vente de poivron et de bétail dans la région de Diffa (Sud-Est).

Difficile, dès lors, de remplir l'objectif du programme de « renaissance » lancé par le chef de l'État : renforcer la sécurité alimentaire. En 2018, l'agriculture demeurera en outre le principal moteur de la croissance, loin devant l'industrie et l'entrepreneuriat, et ce malgré les réels efforts engagés dans la promotion de ce dernier.

ÉTAU. Les problèmes ne s'arrêtent pas au sud. C'est bien la frontière avec le Mali, où se sont multipliées les incursions terroristes en 2017, qui représentera le véritable défi du président en 2018. Mutualisation des renseignements, intensification des patrouilles de surveillance, coopération accrue avec les partenaires régionaux et internationaux... Les ingrédients sont connus mais restent à mettre en place. Très actif sur le plan diplomatique, Mahamadou Issoufou a œuvré en pointe à la formation de la force du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali,



Mauritanie, Niger, Tchad), mais celle-ci peine à se montrer opérationnelle, faute de moyens, alors que les soldats français de l'opération Barkhane montrent leurs limites. Pris en étau entre les situations libyenne, malienne et nigérienne, sans oublier la crise des réfugiés, la question de la vie chère (hausse du tarif de l'électricité, taxes nouvelles, réintroduction de la TVA sur des produits de première nécessité) et le défi démographique, le Niger de Mahamadou Issoufou se bat décidément sur tous les fronts. ●



NIGERIA

Léger réveil de titan

À Abuja, 2017 s'est mieux terminée qu'elle n'avait commencé. Au second semestre, l'économie, fortement dépendante de l'or noir, est enfin sortie d'une récession qui aura duré quinze longs mois grâce à une production pétrolière en hausse, frôlant les 2 millions de barils par jour, et un cours du brut un peu meilleur, qui a dépassé les 60 dollars le baril fin octobre. Une hausse de la production de 30 % par rapport à 2016 due pour beaucoup à une amélioration de la situation dans le frondeur delta du Niger, où les attaques des groupes rebelles et coupures de pipelines ont été moins fréquentes. Le FMI établit la hausse du PIB à 0,8 % en 2017, ce qui reste très faible compte tenu

du potentiel (en particulier agricole) du pays, et du défi que représente sa croissance démographique, de 2,7 % par an.

Après une longue absence du pays pour raison de santé, le président Muhammadu Buhari, qui a passé pas moins de cent trois jours en soins à Londres, semble enfin être revenu aux manettes, appuyé par son vice-président, Yemi Osinbajo. Ce technocrate originaire du Sud, formé à la prestigieuse London School of Economics, a rassuré ses concitoyens et les investisseurs par son efficacité lorsqu'il a assuré l'intérim. C'est grâce à lui qu'un véritable dialogue a pu s'amorcer dans les régions productrices de pétrole, où il s'est rendu en personne début 2017 pour parler avec les parties prenantes. Ce à quoi se refusait Buhari, ancien officier du Nord droit dans ses bottes, davantage porté sur la manière forte.

Quant à Boko Haram, il a subi plusieurs revers face à l'armée dans le nord-est du pays. Sans être totalement mise hors d'état de nuire – il commet

toujours des enlèvements et des attentats, principalement dans l'État de Borno – ses exactions se sont réduites. Là encore, Osinbajo, en complément des manœuvres militaires poussées par Buhari, facilite le dialogue, appuyé par des hommes d'affaires originaires du Nord, tel le tycoon Aliko Dangote.

SANTÉ. Mais rien n'assure que cette conjoncture perdurera si le pays ne poursuit pas ses réformes sur cinq chantiers titanesques : la gouvernance du secteur pétrolier, et en particulier de la Nigerian National Petroleum Corporation, partenaire de tous les projets extractifs du pays ; l'amélioration des infrastructures, décisives pour favoriser les échanges

dans un immense pays peuplé de plus de 182 millions d'habitants ; la diversification de l'économie, notamment dans le secteur agricole ; la lutte contre la corruption, pilotée par la Commission des crimes économiques et financiers, aux résultats peu probants ; et, encore et toujours, les défis sécuritaires du Nord-Est et du

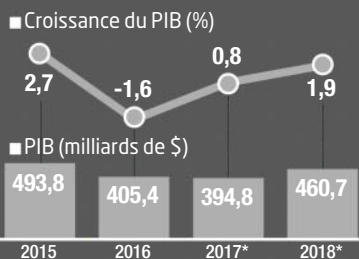
delta du Niger. Alors que la capacité du président Buhari à diriger fait l'objet de polémiques en raison de ses problèmes de santé persistants, sa gestion de ces dossiers suscite de multiples critiques, de la part de l'opposition (logiquement), mais aussi de figures telles que Lamido Sanusi, émir de Kano et ancien gouverneur de la banque centrale, très écouté dans les milieux économiques et musulmans.

La succession de Buhari, dont le mandat doit s'achever en 2019, alimente déjà toutes les discussions. Au sein du Congrès des progressistes (APC, au pouvoir), certains parient sur Osinbajo, qui a commencé à faire ses preuves, même si, dans le Nord, les caciques ne l'entendaient

La succession du président Muhammadu Buhari alimente déjà toutes les discussions.



- Population : **182,2 millions**
- Croissance démographique : **2,7 %**
- PIB par habitant : **2 092,5 \$**
- Espérance de vie : **53,1 ans**
- Alphabétisation : **59,6 %**
- Inflation : **16,3 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **152^e**
- Investissements directs étrangers : **4 449 millions de \$**
- Balance courante : **1,9 % du PIB**
- Principale exportation : **hydrocarbures**
- Dernier changement de président : **2015**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

pas de cette oreille. Le Parti démocratique populaire (PDP, dans l'opposition et précédemment au pouvoir avec l'ancien président Goodluck Jonathan), peut, lui, compter sur Peter Ayodele Fayose. Le gouverneur de l'État d'Etiki (Sud-Ouest), très virulent contre le président Buhari, a lancé sa candidature dès septembre 2017. Une course à la présidentielle enclenchée très en amont, ce qui pourrait faire douter de la volonté de la classe politique de se concentrer sur les questions de fond du géant ouest-africain en 2018. ●

SÉNÉGAL

Dans les starting-blocks

L'année écoulée aura fait office de répétition générale à l'approche de l'élection présidentielle prévue début 2019. Le 30 juillet 2017, le résultat des législatives a consacré la prééminence de la coalition gouvernementale Benno Bokk Yakaar (BBY), qui réunit l'Alliance pour la république (APR) et ses principaux alliés. En récoltant 49,47 % des voix, BBY remporte une majorité écrasante à l'Assemblée, avec 125 députés sur 165. L'organisation du scrutin s'est toutefois révélée chaotique, puisque 30 % des électeurs n'avaient pas reçu leur carte biométrique à quelques jours du vote, ce qui a conduit l'opposition à remettre en question les résultats.

Deux faits majeurs auront émaillé la campagne. La participation de l'ancien président Abdoulaye Wade, 91 ans, revenu à Dakar afin de conduire la Coalition gagnante/Wattu Senegaal. Et l'élection inédite de Khalifa Sall avec Manko Taxawu Senegaal, malgré son incarcération. Mis en cause dans la gestion de la régie d'avance de la mairie de Dakar, le frondeur socialiste avait été inculpé le 7 mars, notamment pour « association de malfaiteurs » et « escroquerie aux deniers publics », et placé sous mandat de dépôt.

Dénoncé par les partisans de Khalifa Sall comme une « cabale politique » visant un rival potentiel de Macky Sall à la prochaine présidentielle – même si l'intéressé ne s'est jamais déclaré officiellement candidat –, ce placement en détention alimente depuis la chronique. Fin novembre, son immunité parlementaire a été levée, préalable à un procès qui s'est ouvert le 14 décembre et sera au cœur des tensions médiatiques.

POLÉMIQUES. Pour Macky Sall, la voie vers la magistrature suprême semble dégagée. Abdoulaye Wade, trop âgé, ne pourra se

présenter. Son fils Karim, désigné en 2015 candidat du Parti démocratique sénégalais (PDS, opposition), vit reclus au Qatar depuis sa sortie de prison, en juin 2016, et la date de son retour au Sénégal est incertaine, tout comme sa capacité à briguer la présidence étant donné son casier judiciaire et sa double nationalité franco-sénégalaise. Quant à Khalifa Sall, passible de cinq à dix ans de prison, son avenir politique semble compromis. L'opposition saura-t-elle se trouver un champion crédible avant l'échéance fatidique ?

Le 7 décembre, un jalon important du Plan Sénégal émergent (PSE), cher à Macky Sall, a été posé : l'aéroport international Blaise-Diagne (AIBD) a été inauguré, ce qui a coïncidé avec le lancement officiel d'Air Sénégal SA. Maintes fois retardée depuis 2012, l'entrée en service de l'AIBD est censée conférer à Dakar un statut de hub régional. La capacité de la nouvelle compagnie nationale, née sur les cendres de feu Sénégal Airlines, à se faire une place au soleil laisse toutefois sceptiques les professionnels du secteur. Lancés

dans la précipitation, selon un agenda essentiellement politique, l'AIBD et Air Sénégal SA auront donc fort à faire pour convaincre.

Moins incertain est le potentiel énergétique du Sénégal, récemment mis au jour : ses réserves d'hydrocarbures s'annoncent prometteuses. Ces trois dernières années, les découvertes de gisements pétroliers et gaziers offshore se sont multipliées, permettant d'envisager une exploitation à l'horizon 2021-2022. Les polémiques, elles, n'ont pas attendu cette échéance pour se répandre. Craignant des conflits d'intérêts dans l'attribution des concessions, la société civile a fait feu de tout bois en 2017,

Le procès du maire de Dakar, Khalifa Sall, sera au cœur des tensions médiatiques.



- Population : **15,1 millions**
- Croissance démographique : **3,1 %**
- PIB par habitant : **998,2 \$**
- Espérance de vie : **66,9 ans**
- Alphabétisation : **55,6 %**
- Inflation : **2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **162^e**
- Investissements directs étrangers : **393 millions de \$**
- Balance courante : **- 5,1 % du PIB**
- Principale exportation : **produits de la pêche**
- Dernier changement de président : **2012**
- Croissance du PIB (%)

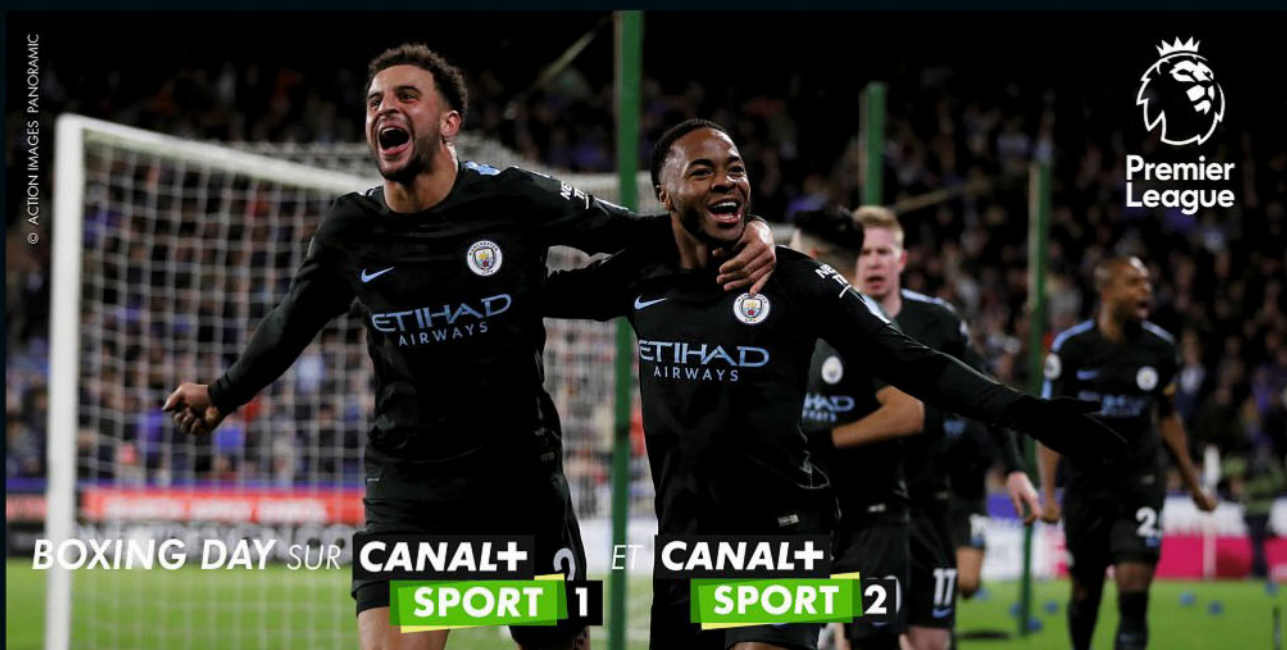


* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

contraignant le gouvernement à faire œuvre de transparence.

Pour de nombreux Sénégalais, l'année 2018 marquera aussi le retour des Lions de la Teranga au plus haut niveau lors de la Coupe du monde de football, en Russie. Seize ans après l'épopée – demeurée mythique – des coéquipiers d'El Hadji Diouf en Corée du Sud et au Japon, l'issue de leur parcours vaudra au président qui doit être élu en mars 2019 un bénéfique état de grâce... ou une sévère douche froide. ●

CETTE ANNEE, NOËL EST SUR PLUSIEURS JOURNEES



Vivez de grands moments de foot pour un Noël incroyable avec **LES BOUQUETS CANAL+**

Le meilleur du foot ne prend pas de congés pour la fin d'année !

Ne manquez pas le classico de LIGA, samedi 23 décembre sur CANAL+SPORT 1
et le football anglais qui joue les prolongations avec le BOXING DAY

les 26, 27, et 28 décembre sur **CANAL+ SPORT 1** et **CANAL+ SPORT 2**

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

Pour vous abonner : Côte d'Ivoire : 13 13* - Sénégal : 201 555* - RDC : 444 555*
Cameroun : 85 56* - Gabon : 86 00* - Burkina Faso : 30 75* - Congo : 06 877 92 92* - Bénin : 70 55*
Togo : 22 22 65 65* - Mali : 36 555* - Niger : 94 24 11 11* - Madagascar : 20 22 39 4 73*
Guinée Bissau : 96 900 55 55* - Guinée Equatoriale : 222 101 444* - Mauritanie : 45 25 25 44*
Tchad : 99 09 89 89* - RCA : 77 32 88 88* - Autres pays : + 33(0)1 41 22 11 55**

* Coût d'un appel local

** Coût d'un appel international selon tarif en vigueur de votre opérateur

LES BOUQUETS
CANAL+

SIERRA LEONE

Pluie de coups durs

Dix ans après l'arrivée au pouvoir d'Ernest Bai Koroma, 2018 doit sonner l'heure du renouveau. Élu en 2007, puis facilement reconduit en 2012, le chef de l'État sierra-léonais a fixé la date de la prochaine présidentielle au 7 mars 2018. Le scrutin sera couplé aux législatives, lors desquelles les 124 sièges de députés seront renouvelés, et à des élections locales. Face à un Sierra Leone People's Party (SLPP), la principale formation d'opposition très affaibli, l'All People's Congress (APC, coalition au pouvoir) part largement favori.

Lors de la convention de son parti, qui s'est tenue en octobre 2017 dans sa ville natale, le président sierra-léonais a désigné son ministre des Affaires étrangères, Samura Kamara, comme candidat. L'économiste de 66 ans passé par le FMI affrontera Julius Maada, un homme qu'il connaît bien pour avoir été brièvement son ministre des Finances.

Chef de la junte qui a détenu le pouvoir pendant quelques mois en 1996, Maada était déjà candidat en 2012.

INQUIÉTUDES. Le face-à-face s'annonce tendu, les crispations n'ayant cessé de se renforcer pendant les derniers mois de 2017. Et les partisans des deux camps se sont affrontés sporadiquement. Si elle a fait la preuve de ses capacités techniques et organisationnelles, la Commission nationale électorale manque cruellement de financements et dépend largement des aides internationales. Pour assurer la sécurité des scrutins dans les 11 200 bureaux de vote disséminés sur tout le territoire, 1,7 million de dollars (1,4 million d'euros) seront en outre nécessaires, estime le chef de la police. Ce déficit de moyens explique

notamment l'abandon du projet gouvernemental de référendum constitutionnel – la consultation avait été annoncée pour 2017.

Les inquiétudes sont d'autant plus vives, dans ce pays qu'une guerre civile a ensanglanté de 1991 à 2002, que le mécontentement social est fort. Au terme du premier mandat d'Ernest Bai Koroma, son bilan avait été globalement salué, notamment pour ses efforts de reconstruction. Le réseau routier a été

sensiblement amélioré, tout comme l'alimentation en électricité et en eau courante – même s'il reste encore beaucoup à faire. Certaines mesures sociales, comme la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les très jeunes enfants, avaient convaincu.

Cinq ans plus tard, les avis sont bien plus contrastés, car d'immenses défis demeurent. La saison des pluies de 2017, pendant laquelle

500 personnes sont mortes et 800 autres ont disparu dans un glissement de terrain, a rappelé la vulnérabilité du pays. Contrainte de demander l'appui de la communauté internationale, la Sierra Leone s'est vu promettre une aide de 500 millions de dollars sur trois ans par la Banque mondiale, dont 82 immédiatement pour faire face aux intempéries. Très fragile – malgré une légère progression, de la 181^e à la 179^e place sur 188 dans le classement du Pnud selon l'indice de développement humain –, la Sierra Leone reste l'un des pays les plus en difficulté au monde, et le taux de désœuvrement des jeunes, estimé à plus de 60 %, ne baisse pas. Quant à la corruption, elle demeure omniprésente.

Ces dernières années, l'économie sierra-léonaise a connu plusieurs coups durs. Après avoir été marquée par une

Entre Samura Kamara et Julius Maada, le face-à-face pour la présidentielle s'annonce tendu.



décennie de progrès, elle s'est contractée de 20,5 % en 2015, notamment à cause de l'épidémie d'Ebola et de la sévère chute du cours mondial du fer. Depuis, la croissance est redevenue positive avec 6,1 % en 2016, 6 % en 2017, et des prévisions du FMI encourageantes de 6,1 % en 2018, grâce notamment à un léger rebond de l'activité minière, secteur indispensable à la santé du pays. La consolidation de cette reprise s'avère déterminante, à l'heure où la Sierra Leone est gagnée par l'incertitude. ●

En 2019,
célébrons nos
10 ans

In 2019,
celebrate our
10 years

AFRICA24

BELIEVE IN AFRICA

BELIEVE IN AFRICA

The first *global*
news channel for *Africa*

La première chaîne *mondiale*
d'information pour *l'Afrique*

NEWS BUSINESS LIFE SPORT MUSIC



TOGO

Dialogue au forceps

Au pouvoir depuis 2005, Faure Gnassingbé avait qualifié son troisième quinquennat de « mandat social ». Mais malgré la mise en place du Fonds national de la finance inclusive, de nombreux Togolais vivent toujours dans la pauvreté. Et une bonne partie d'entre eux réclament une amélioration de leur niveau de vie. Presque toutes les couches sociales sont en ébullition. La deuxième année du mandat actuel (2015-2020) du président a été marquée par de violentes revendications. Les personnels de santé et de l'éducation en particulier ont protesté contre leurs conditions de travail. Les autorités, quant à elles, savent qu'elles n'ont pas intérêt à laisser le front social sous tension dans ces périodes politiquement difficiles.

IMPRÉVU. Depuis août 2017, des partis de l'opposition regroupés en coalitions (le Combat pour l'alternance politique en 2015 - CAP 2015 -, le Groupe des six et le Parti national panafricain - PNP) descendent dans la rue. Ils réclament des réformes, notamment le retour à la Constitution de 1992 dans sa version originelle (c'est-à-dire en incluant les articles 52, 59 et 60, qui limitent à deux le nombre de mandats que peut effectuer le chef de l'État et instaurent un scrutin uninominal à deux tours pour l'élection).

Le gouvernement a annoncé une série de mesures pour permettre le démarrage du dialogue et lancé des consultations avec les principaux leaders de l'opposition pour en étudier la forme et les modalités. Le controversé projet de loi sur la réforme constitutionnelle porté fin septembre par le gouvernement devant le Parlement devra en passer

par l'étape du référendum pour une éventuelle adoption.

Un scrutin imprévu, qui intervient à la veille d'une année électorale chargée pour le Togo. Les élections locales auront probablement lieu en juillet 2018, soit trente et un ans après les dernières, qui avaient été organisées en 1987. Quant aux législatives, elles sont censées se tenir en juin. Pour les mener à bien, la classe politique devra relever les défis que constituent l'établissement du fichier électoral et la commande du matériel requis, ou encore l'authentification des bulletins de vote... Des questions qui ont toujours suscité des tensions entre opposition et pouvoir.

SOUBRESAULTS. Au Togo, les réformes ne seront pas seulement constitutionnelles, de nombreuses améliorations étant attendues sur le plan économique également. Selon la dernière mission du FMI, le pays a enregistré une croissance de 5 % en 2017

comme en 2016, contre 5,3 % en 2015. Cette année-là, l'institution de Bretton Woods avait déjà prévu un taux moyen de 5,5 % pour la période comprise entre 2015 et 2018. Mais rien n'est certain désormais, tant les soubresauts politiques et sociaux ont enrayé la dynamique. La méfiance des marchés financiers vis-à-vis du pays se ressent jusque dans le panier de la ménagère, les produits de première

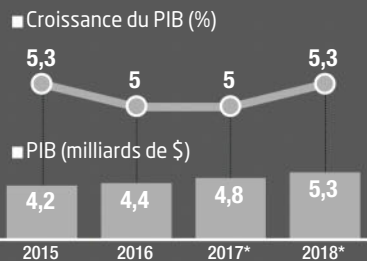
nécessité devenant de plus en plus chers.

Malgré les difficultés, le gouvernement mise sur ses chantiers sociaux pour atténuer les effets néfastes du ralentissement. Électrification rurale, assurance maladie gratuite pour près de 2 millions d'élèves, finance inclusive, etc., seront de nouveau au rendez-vous en 2018. Le pays vit sa plus grave crise politique et économique

Des élections locales et législatives, un référendum constitutionnel... Le calendrier s'annonce chargé.



- Population : **7,3 millions**
- Croissance démographique : **2,7 %**
- PIB par habitant : **621,80 \$**
- Espérance de vie : **60,2 ans**
- Alphabétisation : **66,5 %**
- Inflation : **0,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **166^e**
- Investissements directs étrangers : **255 millions de \$**
- Balance courante : **- 8,3 % du PIB**
- Principale exportation : **or**
- Dernier changement de président : **2005**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

depuis de nombreuses années. Mais s'il a su se relever des précédentes, il devrait aussi parvenir à se remettre de celle-ci. Néanmoins, l'apparition de nouveaux acteurs - tel Tikpi Atchadam, fondateur du PNP, dont l'agenda et la stratégie demeurent méconnus - augure des lendemains difficiles. En 2018, le Togo devra faire face à un seul véritable challenge : parvenir par le dialogue et le consensus à ramener la paix, gage de développement et de prospérité pour plus de 7 millions de citoyens. ●



Le fleuron agro-industriel des régions septentrionales du Cameroun a réalisé un chiffre d'affaires de 120 milliards lors de la campagne cotonnière 2016-2017. Ses prévisions des ventes, au titre de l'exercice 2017-2018, tournent autour de 140 milliards de FCFA, avec une production du coton graine estimée à 260 000 tonnes.

PERFORMANCES - DONNÉES MAJEURES ACTUELLES D'EXPLOITATION ET DE PRODUCTION

Après la grave crise infrastructurelle qui l'a frappée de 2014 à 2016, du fait de la vétusté de ses installations industrielles et sa logistique de transport, la SODECOTON est entrée dans une phase de redressement avec l'appui conjugué de l'État et des partenaires au développement dont elle bénéficie. C'est pour la première fois, depuis 10 ans, que cette entreprise, qui emploie près de 5000 personnes, permanents et saisonniers, et qui par ailleurs encadre plus de 250 000 producteurs (coton, soja, sorgho, riz, maïs) dans le Septentrion du Cameroun, a réussi à réorganiser sa stratégie fonctionnelle pour évacuer et égrener la totalité de sa production, soit 240 222 tonnes en fin mai. Ce qui prouve que, cette principale agro-industrie du Nord Cameroun commence à se faire une santé. Les actions les plus significatives, à même d'être citées, sont : d'abord, l'acquisition de

quarante (40) camions poly-bennes pour l'évacuation du coton graine des champs vers les usines ; ensuite, deux (02) prêts auprès des institutions financières pour la modernisation et le renforcement des capacités des huileries ; et enfin, d'un (01) prêt concédé par la Banque Islamique de Développement (BID), pour l'acquisition de 2 caravanes de génie civil.

DISPOSITIF ET CAPACITÉS INDUSTRIELLES

La SODECOTON dispose de neuf (09) usines d'égrenage, d'une capacité de traitement cumulée de 320 000 tonnes de coton graine, pour 121 000 tonnes de fibre et deux (02) huileries d'une capacité de trituration de 120 000 tonnes de graines de coton par an, avec une production de 14 à 19 millions de litres d'huiles de table et 60 à 70.000 tonnes d'aliments d'élevage par an. Elle a un parc de près de 500 engins roulants comprenant les véhicules légers, camions et autres engins lourds.

CHIFFRES

RUBRIQUE	CAMPAGNES AGRICOLES					
	2012 2013	2013 2014	2014 2015	2015 2016	2016 2017	2017 2018 PRÉVISION
Production coton graine (tonnes)	221 100	245 600	295 500	248 115	240 222	260 000
Production soja collectée (tonnes)	8 900	17 000	7 150	7 000	2600	00
Crédit agricole distribué (milliards de FCFA)	25	37	38	33	35	33
Revenus distribués aux producteurs (milliards de F CFA)	63	71	78	70	66	64
Production coton fibre (tonnes)	92 850	94 000	121 500	109 000	100 000	110 000
Production huiles raffinées de coton et soja (millions de litres)	14	13	12	15	17	19
Production d'aliments du bétail (tonnes)	48 856	44 500	60 000	65 213	66 000	66 000
Chiffre d'affaires (milliards de F CFA)	109	100	121	108	120	140



MOHAMADOU BAYERO,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA SODECOTON

PROJETS EN COURS ET PERSPECTIVES

Les objectifs stratégiques de l'État se situent à 400 000 tonnes de coton graine d'ici à 2021, un plan triennal de redressement en cours d'implémentation a été validé lors du conseil d'administration du 29 novembre 2017, il autorise la SODECOTON à rechercher des financements pour réaliser les investissements et actions de grande importance, qui sont, entre autres :

- deux (02) usines d'égrenage et une (01) usine d'huilerie à installer ;
- des matériels de génie civil pour les réfections des pistes rurales;

- des camions poly-bennes pour le ramassage du coton ;
- un (01) fonds de roulement engrais à procurer à la Confédération Nationale des Producteurs de Coton du Cameroun (CNPC-C) ;
- la réorganisation de la gouvernance générale de l'Entreprise, avec la mise en place d'un nouvel manuel de procédures et d'un système d'information géographique ;
- la modernisation du classement instrumental du coton avec des équipements de technologie récente ; et
- l'installation des jeunes agriculteurs sur fonds FED, pour une agriculture de type mécanisé.
- l'autonomisation de toutes les usines d'égrenage en énergie électrique et solaire.



SIÈGE SOCIAL

**BP 302 - Rue Mgr Yves Plumey
GAROUA, CAMEROUN
Tél.: (+237) 222 271 080
Secrétariat DG :
(+237) 222 271 685
sodecoton@sodecoton.cm**

AFRIQUE CENTRALE

Vive la crise!

- 150 CAMEROUN
- 151 CENTRAFRIQUE
- 152 CONGO
- 153 RD CONGO
- 154 GABON
- 155 GUINÉE
- 156 SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE
- 157 TCHAD

L'intégration régionale connaîtra-t-elle une accélération en Afrique centrale en 2018? L'accord de libre circulation conclu fin octobre 2017 par les six chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), après dix ans de tergiversation, est censé œuvrer dans ce sens. Financièrement malmenés par la chute des prix des matières premières (et du pétrole notamment), les pays de cette zone veulent miser davantage sur leur marché régional, en renforçant leurs échanges commerciaux. Désormais, les ressortissants de la communauté n'ont plus besoin de visas pour y circuler. De même,

leurs présidents ont enfin validé le principe d'une seule Bourse régionale après plusieurs années d'une rivalité stérile entre les places de Douala et de Libreville.

Alors que l'année qui s'ouvre devrait être consacrée à la mise en application de ces décisions dans la Cemac, en RD Congo voisine, 2018 sera encore marquée par une grande incertitude autour de la tenue des élections générales prévues le 23 décembre. Et, à São Tomé-et-Príncipe, c'est à travers des législatives censées se tenir en octobre que l'actuel Premier ministre, Patrice Trovoada, et son parti (ADI) affronteront le MLSTP de Manuel Pinto da Costa. ●





CAMEROUN

La tentation sécessionniste

Est si le Cameroun avait définitivement failli à sa réputation de « pays stable » ? Alors qu'on entre de plain-pied dans une année électorale, les indicateurs d'implosion virent au rouge en raison de la crise anglophone. Depuis novembre 2016, cette minorité – environ 20 % des 23 millions d'habitants – proteste contre sa marginalisation, certains exigeant le fédéralisme, d'autres la sécession. Deux options rejetées par Yaoundé, qui, jusqu'ici, se contente de réprimer les manifestations séparatistes. En réponse, les rangs de ces derniers s'étoffent, et les incidents se multiplient, faisant craindre, selon les observateurs, l'émergence d'une « insurrection armée » dans les deux régions anglophones du pays. Début octobre 2017, plusieurs manifestants sont morts en marge de la proclamation symbolique d'indépendance de l'État d'Ambazonie par des sécessionnistes. Fin novembre, la tension est

montée d'un cran après un nouvel assassinat de membres des Forces de défense et de sécurité (une dizaine de victimes entre octobre et décembre), attribué aux sécessionnistes, et la déclaration de guerre des autorités qui entendent « combattre sans état d'âme [cette] bande de terroristes ». À cela s'ajoutent les attaques-suicides de Boko Haram, en recrudescence malgré de notables succès contre le groupe islamiste. Pas de quoi ébranler le pouvoir cependant. La lutte contre Boko Haram a permis de relancer la machine sécuritaire. Le régime devrait pouvoir déjouer les pronostics d'éclatement et revenir très vite à la question du moment : la présidentielle de 2018, peut-être la dernière pour Paul Biya s'il devait se présenter.

À 84 ans, dont trente-cinq années au pouvoir, le locataire d'Etoudi ne s'est pas encore prononcé. Mais difficile d'imaginer

qu'il puisse en être autrement. Soucieux de se prémunir contre les affres d'une alternance, ses partisans l'y encouragent. Mieux, aucune figure incarnant l'idée de « succession » n'a émergé. Et on imagine mal le chef de l'État perdre le scrutin. Côté opposition, hormis le Social Democratic Front, qui tente de reprendre du poil de la bête à la faveur de la crise, et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC, de Maurice Kamto), dont la Caravane de la renaissance nationale sillonne les routes

du pays depuis 2016, les formations, atomisées, démobilisées, peineront cette fois encore à sortir de leur hibernation.

FRAÎCHEUR. Héraut de la lutte anticorruption et candidat déclaré en octobre 2017, l'avocat Akere Muna pourrait faire souffler un vent de fraîcheur sur la présidentielle – si rien ne l'empêche de concourir. Selon certains, seul un ticket Muna-Kamto pour-

rait faire contrepoids au prétendant Biya. Reste à persuader l'un d'être le second de l'autre. Autres rendez-vous attendus, les législatives et les municipales. Les dernières, en 2013, étaient intervenues alors que les mandats des députés et des conseillers municipaux étaient forclos depuis plusieurs années.

Par ailleurs, bien que le Cameroun reste l'une des économies les plus diversifiées de la zone Cemac, son activité a ralenti en 2016 et sa croissance s'est abaissée à 4 % fin 2017, contre 4,7 % en 2016. En cause notamment, la faiblesse de la production de pétrole (+3 % en 2016, contre +37 % en 2015). La poursuite de l'ambitieux programme d'infrastructures de l'État devrait largement contribuer au maintien d'une croissance solide dans les travaux publics et les services. Parce que le pays connaît des problèmes de gouvernance qui le

Les incidents avec les séparatistes anglophones nourrissent la crainte d'une insurrection armée.



- Population: **23,3 millions**
- Croissance démographique: **2,5 %**
- PIB par habitant: **1 262,6 \$**
- Espérance de vie: **56 ans**
- Alphabétisation: **75 %**
- Inflation: **0,7 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **153^e**
- Investissements directs étrangers: **128 millions de \$**
- Balance courante: **- 3,6 % du PIB**
- Principale exportation: **hydrocarbures**
- Dernier changement de président: **1982**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

rendent parfois peu attractif aux yeux des investisseurs, le Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam) apprécie de le voir passer de la 166^e à la 163^e place dans le classement « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale. Une mince avancée perçue comme un encouragement pour le gouvernement à entreprendre de nouvelles réformes, notamment en matière de commerce transfrontalier et de transfert de propriété. ●



CENTRAFRIQUE

Retour vers le chaos ?

« Plus d'un an après l'élection du président Touadéra, peu de progrès ont été accomplis pour apporter des solutions aux causes profondes de la crise qui frappe la République centrafricaine. » Le rapport du groupe d'experts sur la Centrafrique rendu au Conseil de sécurité des Nations unies fin juillet 2017 s'ouvre sur un constat sans appel.

Une absence d'avancée que les chiffres illustrent : en mai 2017, le pays comptait quelque 500 000 déplacés intérieurs. « Soit autant qu'au plus fort de la crise en 2014 », signalent les spécialistes. Le 30 mars, à l'occasion de la fin de sa première année de mandat, Faustin-Archange Touadéra déclarait pourtant : « Le pays s'est doté de ces institutions prévues par la Constitution. Il fonctionnera désormais dans toute sa plénitude institutionnelle. »

À Bangui, Rome ou Libreville, des groupes armés, des technocrates tatillons envoyés par des institutions internationales, des religieux et des représentants de l'État centrafricain écrivent un scénario dont les maîtres mots sont « transition », « paix » et « réconciliation ». À plusieurs kilomètres de là, les préfectures de la Haute-Kotto, du Mbomou, de la Ouaka, de l'Ouham ou de l'Ouham-Pendé sont retournées à l'état de zones de guerre. La Minusca – plus de 10 000 Casques bleus en mai 2017 – doit y faire intervenir ses hélicoptères de combat pour sauver des villes du chaos. Stephen O'Brien, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, a déclaré en août qu'il avait observé des « signes avant-coureurs de génocide ». Même si Adama Dieng, le conseiller spécial pour la prévention du

génocide du secrétaire général de l'ONU, est revenu sur la réalité de ce risque en octobre, les voyants sont au rouge.

Autre défi : garantir une vie politique saine. La tension est montée entre les partisans du président et ses détracteurs. Fin 2017, deux procédures judiciaires, notamment, étaient en cours. La première oppose Didacien Kossimatchi, un proche du chef de l'État, au président de l'Assemblée nationale et ex-candidat à la présidence Karim Meckassoua ; la deuxième voit s'affronter Joachim Kokaté, un soutien et un proche de Touadéra, et le député de l'opposition Anicet-Georges Dologuélé, qui avait lui aussi prétendu à la magistrature suprême.

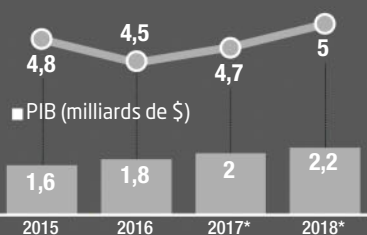
Tandis qu'à Bangui on parle de transition, la Haute-Kotto se mue en zone de guerre.

TEST. Pour les institutions centrafricaines, 2018 sera donc une année test. Les groupes armés, inquiets de l'arrivée en mai à Bangui du procureur de la Cour spéciale chargée d'enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme, pourraient augmenter la pression. Le président Touadéra, en attendant, convie leurs représentants au gouvernement pour ne pas rompre le contact. En septembre 2017, des personnalités de l'ex-Séléka ont été appelées à entrer dans l'équipe ministérielle : Lambert Lissane Mokove, cadre du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) proche de son leader, Noureddine Adam, a ainsi hérité du portefeuille des Eaux et Forêts.

Si le chef de l'État peut dialoguer avec les groupes armés, il ne peut maintenir de réelle pression sur ces derniers. La formation de ses soldats tarde. Début 2018, quelque 1 300 soldats seront formés, contre 1 500 prévus. Pas de quoi effrayer les chefs de guerre. Pour cela, le président ne peut compter que sur la Minusca, dont le mandat doit être renouvelé en novembre.



- Population : **4,9 millions**
- Croissance démographique : **2 %**
- PIB par habitant : **399,8 \$**
- Espérance de vie : **51,5 ans**
- Alphabétisation : **36,8 %**
- Inflation : **3,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **188^e**
- Investissements directs étrangers : **31 millions de \$**
- Balance courante : **- 9,7 % du PIB**
- Principale exportation : **diamants**
- Dernier changement de président : **2016**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

Ses capacités seront-elles améliorées ? C'est ce que Touadéra ne cesse de demander, mais il semble toujours plus isolé sur la scène internationale.

De cette stabilité peut aussi émerger une reprise économique. Car, contre toute attente, le FMI demeure relativement optimiste et tablait en octobre sur un taux de croissance de 4,7 % pour 2017. Il remarque par ailleurs que des secteurs importants, comme les mines et les forêts, restent dynamiques. ●



CONGO

Sortir de la morosité

C'est une difficile entrée en matière pour la nouvelle république congolaise. Depuis la réforme constitutionnelle de 2015, survenue une année avant la réélection du président Denis Sassou Nguesso, le Congo semble s'être mis en stand-by. Sur le plan sécuritaire, la situation demeure tendue dans le département du Pool, où les forces gouvernementales font toujours face aux bandes résiduelles du pasteur Ntumi, les ex-Ninjas Nsiloulous. En conséquence, plus de 80 000 personnes ont fui leurs habitations de cette partie méridionale du pays et se retrouvent, pour beaucoup, en situation d'insécurité alimentaire.

Dans la capitale, le dialogue politique est toujours figé. Certes, certains partis de l'opposition « républicaine », l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) de l'ancien président Pascal Lissouba en tête, mais aussi l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) de l'ancien ministre Guy Brice Parfait Kolélas, candidat malheureux au scrutin présidentiel de mars 2016, ont accepté de reconnaître les institutions en place et de participer au jeu démocratique – notamment en siégeant au Parlement issu des législatives et des sénatoriales de juillet et août 2017.

Mais une autre frange de l'opposition, minoritaire, regroupée autour des ex-ministres Claudine Munari et Charles Zacharie Bowao, boude toujours le nouvel ordre. Et continue d'exiger la libération de deux camarades, Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, anciens candidats à la présidentielle détenus à Brazzaville. La Fédération de l'opposition congolaise qu'ils ont mise en place réclame également l'ouverture

de négociations directes avec le pouvoir en place. En vain.

MOROSE. L'embellie économique n'est pas au rendez-vous non plus. « La conjoncture est morose », a reconnu Denis Sassou Nguesso à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, fin septembre 2017. « La République du Congo traverse une étape marquée par un contexte socio-économique préoccupant dû à la chute drastique des cours pétroliers », a justifié le chef de l'État. En clair, les caisses sont (presque) vides, même si la récente hausse des cours du pétrole à près de

60 dollars (51 euros) le baril en décembre laisse espérer des lendemains meilleurs. La dette publique s'élève à 5 329 milliards de F CFA (plus de 8 milliards d'euros), selon le FMI. Abstraction faite de quelque 1 000 autres milliards de F CFA de dette intérieure que réclame à l'État l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo (Unoc). Il devient ainsi

urgent de conclure un accord avec l'institution de Bretton Woods. C'est vraisemblablement le principal chantier des autorités en 2018. Brazzaville espère finaliser en février le Plan d'ajustement structurel du Fonds, après plusieurs mois de tractations. Objectif : renflouer un tant soit peu les caisses de l'État pour faire face à la grogne sociale, marquée entre autres par des mouvements de grève dans les services publics.

Malgré ses difficultés socio-économiques, le Congo compte bien continuer à jouer un rôle de médiateur dans les différents conflits qui agitent la sous-région, voire au-delà. Dans cette optique, Brazzaville a accueilli en octobre 2017 une grand-messe de chefs

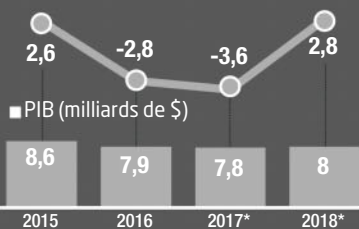
Principal chantier de ce début de 2018 : conclure enfin un accord avec le FMI.



- Population : **4,6 millions**
- Croissance démographique : **2,6 %**
- PIB par habitant : **1 794 \$**
- Espérance de vie : **62,9 ans**
- Alphabétisation : **79,3 %**
- Inflation : **-0,4 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **135^e**
- Investissements directs étrangers : **2 006 millions de \$**
- Balance courante : **-15,9 % du PIB**
- Principale exportation : **hydrocarbures**

■ Dernier changement de président : **1997**

■ Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) pour parler des crises en RD Congo, la voisine de l'autre rive, au Burundi ainsi qu'en Centrafrique. Quant au cas libyen, « le président Denis Sassou Nguesso a réussi à démontrer à d'autres partenaires internationaux qu'il doit être impliqué dans toute recherche de pacification de ce pays », soutient un diplomate congolais. ●



RD CONGO

Le grand gâchis

Si les Congolais ont appris une chose, ces quatre dernières décennies, c'est à survivre dans un environnement précaire et imprévisible. Du déclin de la dictature de Mobutu Sese Seko, amorcée dans les années 1980, à la décennie de guerre qui lui a succédé, le chef d'entreprise comme le vendeur de rue de Kinshasa se sont mués en débrouillards adroits. Même plongée dans le chaos, l'immense RD Congo recèle toujours d'incroyables opportunités pour les plus fûtés.

Le pays est, hélas, à nouveau entré dans une période d'incertitude. La crise politique, née du report de la présidentielle de novembre 2016, n'est toujours pas résolue. Ce scrutin devait marquer le départ du président Joseph Kabila, arrivé au terme de son dernier mandat constitutionnel. Or il se maintient au pouvoir jusqu'à ce que des élections soient organisées. Il n'a donc aucun intérêt à hâter le pas. Conséquence logique, à défaut d'être vertueuse : le processus électoral s'enlise. En novembre 2017, la Commission électorale nationale indépendante a fait savoir que les élections seraient organisées en décembre 2018. Mais cette date reste sujette à caution.

CHARISME. On est bien au-delà de la date limite fixée par l'accord du 31 décembre 2016 entre le pouvoir et l'opposition, à savoir fin 2017. Avec cette dernière, qui a le sentiment d'avoir été roulée dans la farine, la confiance est donc rompue, peut-être définitivement. Elle s'efforce désormais d'obtenir le départ de Joseph Kabila par d'autres moyens. Mais cet objectif semble pour l'instant hors d'atteinte. L'une des principales figures de l'opposition, Moïse Katumbi,

est contrainte d'opérer en exil (il serait arrêté s'il revenait). Et personne n'a le charisme de feu Étienne Tshisekedi, décédé à Bruxelles le 1^{er} février 2017, et dont le corps attend toujours d'être rapatrié pour des funérailles nationales.

INCERTITUDE. Le pouvoir semble en fait imperméable à toutes les pressions qui visent à lui faire accélérer le mouvement : ni les sanctions internationales contre l'entourage du président, ni la multiplication des révélations sur la corruption de cette élite, ni la contestation de la rue, sévèrement réprimée, n'ont semble-t-il d'effet. Paradoxalement, l'inquiétante prolifération de groupes armés – jusque sur des territoires où ce phénomène était inconnu comme le Grand Kasai – aurait même tendance à le conforter : c'est « lui ou le chaos », assènent-il. Les pays voisins, qui ont toujours pesé lourdement sur le destin de la RD Congo, semblent pour le moment très sensibles à cet argument.

Cette incertitude politique reste particulièrement néfaste pour l'économie. Après 2,8 % en 2017, la croissance ne devrait pas dépasser 3 % en 2018, le tout avec une inflation supérieure à 40 %. Bref, la population congolaise, qui augmente de plus de 3 % par an, va encore s'appauvrir cette année.

C'est d'autant plus problématique que de nouvelles opportunités se présentent dans ce pays doté d'un incroyable potentiel. Notamment pour le cuivre, mamelle traditionnelle de l'économie congolaise, dont le prix a bondi de 23 % entre juin 2016 et juillet 2017. Mais aussi et surtout pour le cobalt, composant essentiel des batteries électriques, dont la demande, tirée par l'industrie

Entre le pouvoir et l'opposition, la confiance est rompue, peut-être définitivement.



- Population : **77,3 millions**
- Croissance démographique : **3,2 %**
- PIB par habitant : **466,40 \$**
- Espérance de vie : **59,1 ans**
- Alphabétisation : **77,2 %**
- Inflation : **41,7 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **176^e**
- Investissements directs étrangers : **1 205 millions de \$**
- Balance courante : **- 4,6 % du PIB**
- Principale exportation : **cuivre**
- Dernier changement de président : **2001**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

automobile, explose. Le prix de cette matière première a plus que doublé en un an. Or le pays en contrôle la moitié de la production et des réserves mondiales. Selon BMI Research, une filiale du groupe Fitch spécialisée dans l'analyse des marchés émergents, c'est en RD Congo que le secteur minier devrait connaître la plus forte croissance mondiale sur les cinq prochaines années. Nul doute que certains sauront en profiter. ●



GABON

Place à la diversification !

Il reste beaucoup d'incertitudes sur le chemin qui mènera le Gabon à la sortie de la crise économique. Certes, le gouvernement a déjà arrêté un cap vers lequel avancer à marche forcée. Mais le pays doit faire davantage d'efforts pour se sortir des difficultés financières dues à la chute des cours du pétrole. La priorité des priorités, c'est de consolider l'accalmie du climat politique. Après une année 2017 fortement perturbée par la prolongation de la dispute électorale consécutive à la présidentielle du 27 août 2016, 2018 est propice à de grandes réformes, telle la révision constitutionnelle que le gouvernement souhaite mettre en œuvre à la demande des participants du dialogue politique qui a eu lieu mi-2017 au stade de l'Amitié de Libreville.

Réformes qui adviendront avant ou après un rendez-vous crucial : les législatives de 2018, qui auraient dû se tenir en 2017. Coalisée autour de Jean Ping, candidat malheureux à la présidentielle qui conteste la réélection d'Ali Bongo Ondimba, une partie de l'opposition n'a pas encore choisi entre participation et boycott. Parmi les proches de l'ancien président de la Commission de l'UA, certains souhaitent remporter la majorité des sièges à l'Assemblée nationale pour obliger le chef de l'État à partager le pouvoir. D'autres veulent perpétuer la stratégie de la chaise vide, qui avait déjà été utilisée lors des dernières législatives. Le boycott avait profité au Parti démocratique gabonais (au pouvoir), vainqueur du scrutin avec 117 sièges sur 120.

Année favorable, donc, pour entreprendre des réformes d'ampleur, notamment par la maîtrise des dépenses, le renforcement de la stratégie de

règlement et de prévention des arriérés dus aux PME et la mobilisation des recettes fiscales non pétrolières.

EFFET PERVERS. Ensuite il va falloir, aussi, accélérer la diversification de l'économie. Cet objectif étant quasi devenu une cause nationale face à l'urgence de sortir le pays du tout-pétrole. En 2016, les effets pervers de cette dépendance s'étaient fait durement sentir. De nombreuses entreprises du secteur avaient réduit leurs effectifs ou carrément clos leurs portes, faisant exploser le chômage dans la métropole pétrolière, Port-Gentil. Total, Shell, Perenco, Addax, Maurel & Prom

avaient tous adopté des mesures d'économie. Baker Hughes avait mis la clé sous le paillason. En difficulté, les compagnies ont entraîné les sous-traitants dans la crise. Schlumberger, Halliburton, Satram, Vaalco ont réduit la voilure ou fermé, entraînant la perte de milliers d'emplois.

Une légère embellie s'est esquissée en 2017. Le chiffre d'affaires de la filiale gabonaise du

français Maurel & Prom a augmenté de 21 % par rapport au premier semestre de 2016. Quant à l'opérateur historique Total Gabon, il a réalisé un résultat net de 21 millions de dollars (17,8 millions d'euros) sur les neuf premiers mois de 2017 – il était négatif sur la même période en 2016.

TIMIDE. Mais la reprise est encore trop timide pour sortir le pays de l'ornière. Selon le FMI, « ses perspectives à court terme restent difficiles, avec une croissance modeste de 0,8 % en 2017 ». Sur le tableau de bord, plusieurs signes alarmants : la direction générale de l'économie et de la politique fiscale estime que

Au menu de 2018, de grandes réformes. Et un rendez-vous crucial pour les électeurs : les législatives.



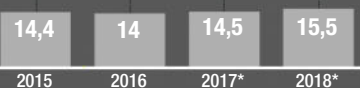
- Population : **1,7 million**
- Croissance démographique : **2,2 %**
- PIB par habitant : **7 583,9 \$**
- Espérance de vie : **64,9 ans**
- Alphabétisation : **83,2 %**
- Inflation : **2,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **109^e**
- Investissements directs étrangers : **703 millions de \$**
- Balance courante : **- 9,3 % du PIB**
- Principale exportation : **hydrocarbures**

■ Dernier changement de président : **2009**

■ Croissance du PIB (%)



■ PIB (milliards de \$)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 26 %, à 4 110,4 milliards de F CFA (6,3 milliards d'euros) au premier semestre de 2017. Elle représente 59 % du PIB, un seuil critique sachant que la Cemac en fixe la limite à 70 %. Le 19 juin, le conseil d'administration du FMI a apporté un précieux concours en approuvant un accord élargi d'un montant de 642 millions de dollars environ, au titre du mécanisme élargi de crédit. ●



GUINÉE ÉQUATORIALE

À bas le tout-pétrole...

« Ce sera un événement somptueux », prédit un diplomate équato-guinéen à propos du 50^e anniversaire de l'indépendance que son pays fêtera en 2018. Au début de cette même année, la Guinée équatoriale fera aussi son entrée au Conseil de sécurité des Nations unies, en tant que membre non permanent, aux côtés de la Côte d'Ivoire. Deux perspectives réjouissantes qui s'ajoutent à la large victoire aux législatives du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE, au pouvoir), fin novembre, avec 92 % des voix.

L'année 2017 a pourtant été tumultueuse. L'affaire des « biens mal acquis », dans laquelle est poursuivi le fils du chef de l'État, le vice-président Teodoro Nguema Obiang Mangue, alias Teodorín, a d'abord mobilisé la presse du monde entier pendant plusieurs mois. Initialement prévu le 4 janvier, le procès s'est tenu du 19 juin au 6 juillet. Le procureur avait requis trois ans de prison et 30 millions d'euros d'amende. Dans son verdict, rendu le 27 octobre, la présidente du tribunal Bénédicte de Perthuis a suivi la demande de son confrère, mais l'a assortie de sursis. « Un avertissement », a-t-elle conclu. Décision dont la Guinée équatoriale a fait appel début novembre.

Scruté depuis Brazzaville et Libreville, contre lesquels des procédures du même ordre pourraient voir le jour, cet événement inédit a été dénoncé par les autorités équato-guinéennes, qui y voient « un procès politique, sans aucun fondement légal ». Les multiples tentatives de conciliation du pays auprès des autorités françaises n'y ont rien fait. « Dix ans que cette affaire empoisonne les relations entre nos deux pays », poursuit notre diplomate.

Et ce n'est pas tout. En février 2018, les deux États poursuivront une autre bataille

devant la Cour internationale de justice. Entamée en 2016, elle doit déterminer si oui ou non le vice-président bénéficie d'une immunité (ce qui le mettrait à l'abri d'une condamnation tant qu'il sera en fonction) et sur le caractère diplomatique ou non du bâtiment qui accueille aujourd'hui l'ambassade équato-guinéenne à Paris, l'un des biens visés par la justice française.

RÉCESSION. Même si, du côté équato-guinéen, on assure vouloir entretenir les meilleures relations, les liens entre Paris et Malabo se sont distendus. Une situation problématique pour les nombreuses entreprises hexagonales qui détiennent des contrats dans ce petit pays, au premier rang desquels Orange et Total, à qui Malabo réclame des dizaines de millions d'euros d'impôts impayés...

Autre inquiétude : l'économie et les finances publiques, qui dépendent à 95 % du pétrole. La chute des cours du brut a plongé la Guinée équatoriale dans une récession dont elle peine à sortir : de -9,7 % en 2016, le taux de croissance devrait encore chuter en 2017, à -7,4 %, et à -7,8 % en 2018, estime le FMI. Une croissance positive n'est pas envisagée avant 2021, au mieux.

En resserrant ses dépenses publiques, notamment en suspendant de nombreux projets d'infrastructures, Malabo estime que le pire est passé. Mais afin de diversifier ses ressources financières (tous ses projets étaient payés sur fonds propres), le pays a entamé des négociations avec le FMI. Elles devraient se poursuivre en 2018.

La Guinée équatoriale s'est également rapprochée de nouveaux partenaires, dont l'Arabie saoudite, où s'est tenu mi-mai leur premier forum économique commun. Le 25, Malabo devenait le

Pour étoffer ses ressources financières, Malabo a entamé des négociations avec le FMI.



sixième membre africain de l'Opep. À Vienne, où siège l'organisation, Malabo était représentée par son ministre des Mines et des Hydrocarbures, Gabriel Mbaga Obiang Lima, le benjamin de la fratrie. La demande, faite en janvier 2017, a bien sûr été appuyée par Riyad. En rejoignant l'Opep, le cinquième producteur de brut d'Afrique s'engage aussi à réduire sa production de 12 000 barils par jour (elle était de 280 000 b/j en 2016), au moins jusqu'en 2018. ●



SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE

Virage chinois

Le parti du Premier ministre santoméen, Patrice Trovoada, remportera-t-il la bataille des législatives ? Annoncées pour octobre 2018, celles-ci seront une nouvelle occasion pour l'Action démocratique indépendante (ADI) de tester ses forces et son bilan face à son principal rival : le Mouvement pour la libération de São Tomé-et-Príncipe (MLSTP).

Nul doute que Patrice Trovoada s'investira totalement pour obtenir un nouveau mandat. Car depuis l'élection présidentielle de 2016, le Premier ministre a toute latitude pour gouverner. Après un scrutin rocambolesque – les résultats donnant la victoire dès le premier tour à Evaristo Carvalho, candidat de l'ADI, avaient été invalidés –, ce dernier a finalement été élu face au président sortant et éternel rival des Trovoada : Manuel Pinto da Costa, candidat indépendant, pourtant issu du MLSTP. Face aux deux hommes, l'ancien parti unique avait essuyé une cuisante défaite en ne parvenant pas à se qualifier pour le second tour.

EMBELLIE. Une victoire avant tout symbolique : la Constitution n'offre qu'un rôle d'arbitre au président de São Tomé-et-Príncipe, où le pouvoir appartient en réalité au Premier ministre. Raison pour laquelle les législatives seront décisives pour l'avenir de l'archipel, où le retour à la stabilité politique se confirme.

Un environnement plus serein accompagné d'une accélération de la croissance économique : la hausse du PIB était de 4,1 % en 2016, de 5 % en 2017 et sera de 5,5 % en 2018, selon les estimations du FMI. Parmi les secteurs de plus en plus porteurs, le tourisme haut de gamme,

dont le Premier ministre souhaite faire l'un des moteurs de croissance de São Tomé-et-Príncipe. Symbole de cette embellie : l'ONU étudiera en 2018 la promotion de l'archipel dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires, alors qu'il appartient aujourd'hui à celle dite des « moins avancés ».

Mais malgré l'amélioration sensible du contexte économique, le pays reste fragilisé par l'extrême dépendance – à hauteur de 90 % – de son budget à l'égard de l'aide internationale. Une préoccupation d'autant plus grande que l'aide publique au développement a drastiquement diminué ces dernières années, ce que déplorent les autorités santoméennes.

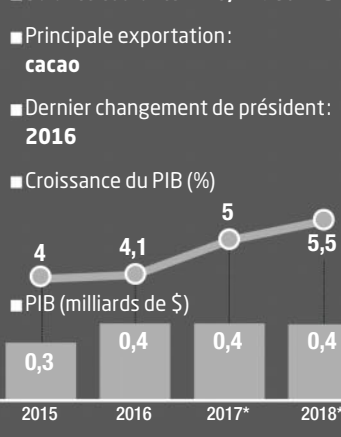
Les législatives d'octobre 2018 seront décisives pour l'archipel. Sa stabilité politique est en jeu.

THON. En la matière, São Tomé-et-Príncipe a opéré un virage diplomatique en rompant fin 2016 ses relations avec Taïwan pour adhérer au principe de la « Chine unique ». Un changement officialisé en avril 2017 à Pékin lors de la rencontre entre Patrice Trovoada et le président Xi Jinping. Quelques semaines plus tard, l'empire du Milieu accordait 146 millions de dollars (plus de 134 millions d'euros) de dons sur quatre ans à São Tomé pour ses programmes phares d'infrastructures. Parmi ceux-ci, l'extension de l'aéroport, nécessaire au développement de cet archipel niché au cœur du golfe de Guinée. Les fonds chinois devraient aider un autre projet emblématique : la construction d'un port en eau profonde doté de capacités de transbordement afin de soutenir la pêche industrielle de thon.

Autre secteur clé qui ne demande qu'à s'épanouir : le pétrole, grâce aux réserves dont semblent être gorgées plusieurs zones maritimes de l'archipel,



- Population : **0,2 million**
- Croissance démographique : **2 %**
- PIB par habitant : **1 749,5 \$**
- Espérance de vie : **66,6 ans**
- Alphabétisation : **91,7 %**
- Inflation : **4,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **142^e**
- Investissements directs étrangers : **22 millions de \$**
- Balance courante : **- 10,2 % du PIB**
- Principale exportation : **cacao**
- Dernier changement de président : **2016**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

dont celles qui se trouvent à cheval sur des secteurs nigériens. Sans cesse retardée, leur exploration pourrait démarrer dès 2019.

Une manne pétrolière toutefois hypothétique, sur laquelle les autorités santoméennes ne peuvent pas encore compter pour améliorer le quotidien des 200 000 habitants, dont deux tiers vivent avec moins de 2 dollars par jour, selon l'Agence des Nations unies pour le développement. ●

TCHAD

Vaches maigres et grandes manœuvres

Signe que les temps ont changé, le président Idriss Déby Itno en personne accompagnait une délégation de ministres en France en juillet 2017 pour inciter les hommes d'affaires européens à investir au Tchad et boucler ainsi le financement de son Plan national de développement (PND) 2017-2021. Plus de 2 000 milliards de F CFA (3 milliards d'euros) manquaient, sur un total de 5 500 milliards. Il fut un temps, pas si éloigné, où les délégations étrangères, françaises en tête, se précipitaient à N'Djamena pour discuter « business » au palais rose du nouveau « tigre » de la région.

Le programme ambitieux que le président tchadien a pratiquement réussi à faire financer comprend 300 projets qui misent sur une plus grande diversification de l'économie afin de sortir de la dépendance au pétrole et au coton. Toujours en guerre contre Boko Haram, le pays doit en effet faire face à une crise économique sans précédent, en partie due à la chute du cours de l'or noir. En 2016, le PIB hors pétrole a diminué de 6 %, après une baisse de 2,9 % l'année précédente selon le FMI. Et 2017 aura été marquée par les arrêts des vastes chantiers immobiliers et d'infrastructures routières du pays. À N'Djamena, le bruit assourdissant des avions de chasse français a remplacé celui des marteaux-piqueurs et les hôtels de luxe, tel le Radisson Blu tout juste inauguré, sont aux trois quarts vides.

Dans l'intérieur du pays, en raison de la faible production de riz en 2016, de l'épuisement précoce des stocks dans la Tandjilé et de la baisse de revenus de la main-d'œuvre, le Sud (la région

de Mandoul en particulier) connaît de nouveau un vaste exode rural, notamment des jeunes.

GANGRÈNE. À l'aube de 2018, le Tchad est donc à la relance. Son président – réélu en avril 2016 pour un cinquième mandat avec plus de 61,5 % des voix lors d'un scrutin contesté – sait que la pérennité de son régime en dépend. Dans cette logique, le gouvernement devrait poursuivre en 2018 sa politique d'austérité lancée en août 2016 à travers l'adoption de seize mesures visant à assainir son économie par d'importantes réformes structurelles, une diminution

drastique des fonctionnaires, des audits des grandes institutions et l'apurement de sa dette intérieure. Face à la corruption généralisée qui gangrène le pays, l'Inspection générale d'État, créée il y a deux ans pour traquer les agents publics indécents et directement rattachée à la présidence, commence à porter ses fruits. Elle aurait ainsi recouvré 59,8 milliards de F CFA.

En butte aux difficultés de faire passer les mesures d'austérité, notamment après d'importantes grèves dans les milieux enseignant, judiciaire et hospitalier fin 2016, le président Déby Itno tente depuis avril 2017 de calmer le jeu en organisant des rencontres régulières avec les principaux représentants de l'opposition, déjà exaspérés par le report des législatives à une date inconnue, a priori avant 2019. Mais les magistrats ont pris le relais en se mettant en grève en octobre 2017.

Malgré ses difficultés, le Tchad s'impose en puissance régionale incontournable sur les plans diplomatique et militaire. Idriss Déby Itno reste l'un des principaux artisans

À N'Djamena, le bruit des avions de chasse a remplacé celui des marteaux-piqueurs.



- Population : **14 millions**
- Croissance démographique : **3,3 %**
- PIB par habitant : **799 \$**
- Espérance de vie : **51,9 ans**
- Alphabétisation : **40 %**
- Inflation : **0,2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **186^e**
- Investissements directs étrangers : **560 millions de \$**
- Balance courante : **- 2 % du PIB**

- Principale exportation : **hydrocarbures**
- Dernier changement de président : **1990**
- Croissance du PIB (%)



de la mise en place récente de la Force conjointe transfrontalière du G5 Sahel. Depuis janvier 2017, son ex-ministre des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, est à la tête de la Commission de l'Union africaine. Et le Tchad préside depuis cette année la Cemac.

Une chose est sûre, le « sphinx » n'a pas renoncé à faire du Tchad un pays respecté et ambitieux, même si sa marge de manœuvre semble désormais limitée. ●

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs



AFRIQUE DE L'EST

Enlèvement

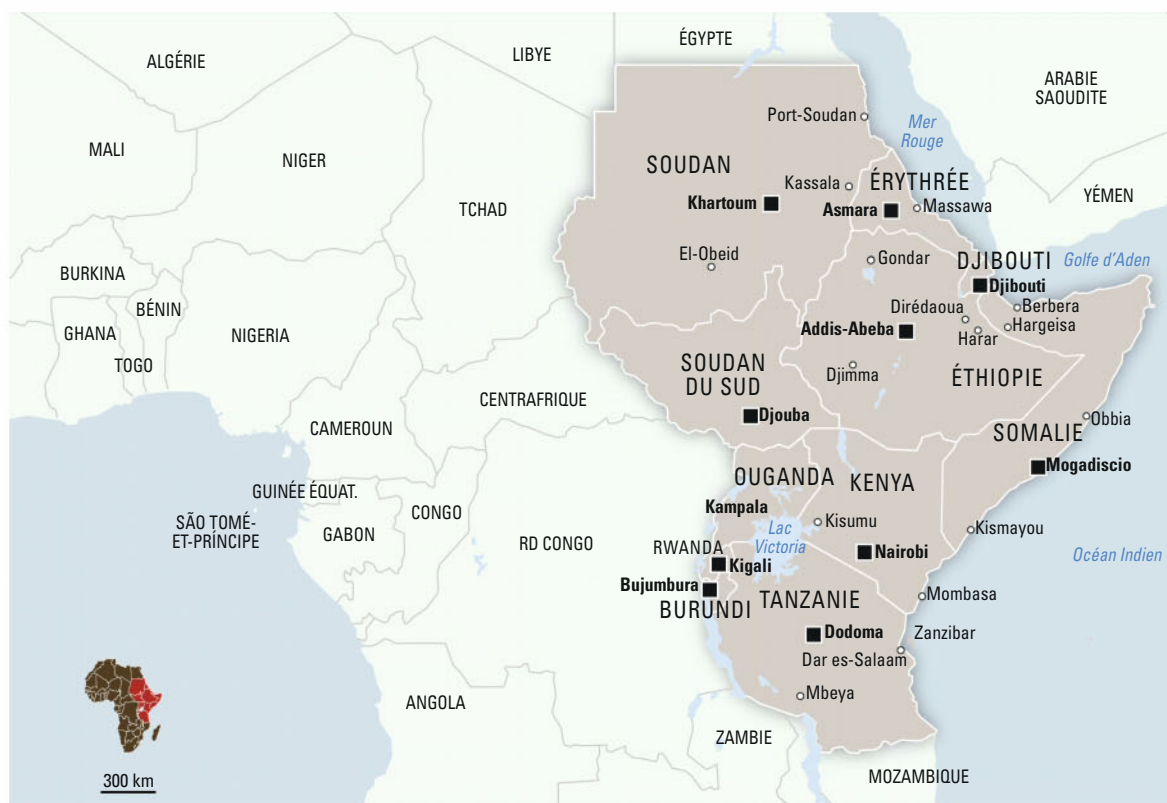
- 160 BURUNDI
- 161 DJIBOUTI
- 162 ÉRYTHRÉE
- 163 ÉTHIOPIE
- 164 KENYA
- 165 OUGANDA
- 166 RWANDA
- 167 SOMALIE
- 168 SOUDAN
- 169 SOUDAN DU SUD
- 170 TANZANIE

En annulant l'élection présidentielle d'août 2017, la cour suprême kényane a pris une décision historique pour le continent. Mais elle a aussi déstabilisé ce pays – alors que les souvenirs des violences de 2008 restent tenaces –, désormais en proie à des tensions politiques. Une situation inquiétante, et ce d'autant plus que la plupart des États de la région s'enlisent dans de graves crises.

Crise sécuritaire en Somalie et au Soudan, deux pays où, malgré la poursuite des combats, les effectifs des forces de maintien de la paix vont diminuer dans les prochains mois. Six ans après son indépendance, le Soudan du Sud fait quant à lui

figure d'État fantôme déchiré entre clans. Crise politique au Burundi aussi, où la répression se poursuit sans qu'une accalmie ne parvienne à se dessiner. Quant à l'Éthiopie, elle demeure déchirée par des dissensions internes.

En Afrique de l'Est, le Rwanda se démarque donc comme un îlot de stabilité. Après avoir modifié la Constitution, son président à poigne, Paul Kagame, a été réélu sans difficulté pour un troisième mandat. Son arrivée à la tête de l'Union africaine en 2018 pourrait remettre les problématiques de la région au sommet de la pile des préoccupations du continent. ●





BURUNDI

Jusqu'ici tout va mal

Depuis deux ans et la réélection pour un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, le Burundi sombre dans la crise. Une violence quotidienne qui, selon les dernières estimations, aurait causé entre 500 et 2 000 morts, alors que 420 000 Burundais ont quitté le pays pour se réfugier dans les États voisins. Le tout devant une communauté internationale impuissante, qui assiste au naufrage sans pouvoir renouer les fils du dialogue, à l'arrêt depuis des mois, entre les autorités burundaises et leurs opposants. Les organisations des droits de l'homme peuvent bien publier régulièrement des rapports dénonçant la politique répressive du gouvernement et l'épuisement de la population devant l'effondrement économique du pays, le régime, sûr de son bon droit sorti des urnes en avril 2015, n'entend pas abdiquer. Il prépare même l'opinion publique burundaise et internationale à une éventuelle quatrième candidature de son champion au scrutin présidentiel de 2020.

COPILOTES. La situation semble des plus alarmantes. Dans un document publié en septembre 2017, la Commission d'enquête de l'ONU a recueilli plusieurs centaines de témoignages de Burundais exilés en Ouganda et en Tanzanie, confirmant l'implication des services de sécurité burundais et des milices Imbonerakure, le mouvement des jeunes du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir, dans de nombreuses exactions. Certaines pourraient même relever de la Cour pénale internationale (CPI) au

titre de crimes contre l'humanité. Des accusations niées par le gouvernement burundais, qui estime que le pays est aujourd'hui suffisamment sûr pour que les réfugiés puissent rentrer chez eux.

En juillet à Dar es-Salaam, lors de sa première et pour l'instant unique visite à l'étranger depuis la tentative de coup d'État de mai 2015, le président Pierre Nkurunziza a reçu le soutien de son homologue tanzanien, John

Magufuli, dont le pays, comme l'Ouganda voisin, a décidé de ne plus accorder l'asile aux réfugiés burundais. Témoins privilégiés de la crise burundaise, ces deux États sont impliqués de très près dans la médiation régionale censée la résoudre. Mais ses deux copilotes, l'ex-président tanzanien, Benjamin William Mkapa, et l'actuel chef de l'État ougandais, Yoweri Museveni, n'ont toujours pas réussi à réunir autour de la table

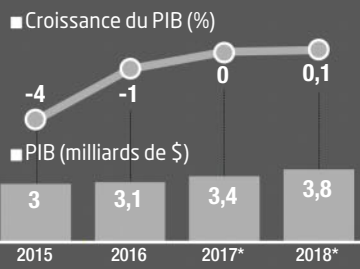
une opposition plus que jamais divisée et un régime qui a tout à gagner en maintenant l'actuel statu quo. Face à un pouvoir autiste et de plus en plus isolé politiquement et diplomatiquement, cette dernière, dispersée entre Bruxelles et Kigali, ne sait plus quelle ligne de conduite suivre, entre les tenants de la négociation à tout prix et ceux, de plus en plus nombreux, qui veulent engager la lutte armée.

Pendant ce temps, la grande majorité des Burundais continue de souffrir, alors que la situation économique devient chaque jour plus désastreuse faute d'investissements. Après avoir reculé pendant deux ans, la croissance est au point mort et elle ne devrait pas repartir à la hausse avant plusieurs années. Les finances comme les réserves de l'État

Entre une opposition divisée et un régime qui a tout à gagner à maintenir le statu quo, le dialogue est au point mort.



- Population: **11,2 millions**
- Croissance démographique: **3,3 %**
- PIB par habitant: **343 \$**
- Espérance de vie: **57,1 ans**
- Alphabétisation: **85,5 %**
- Inflation: **18 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **184^e**
- Investissements directs étrangers: **0 \$**
- Balance courante: **- 12,4 % du PIB**
- Principale exportation: **coton**
- Dernier changement de président: **2005**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

sont au plus bas et les déficits se creusent à mesure que le pays s'endette sur les marchés extérieurs pour importer les produits de base dont il a besoin. Déjà confrontée à d'importantes pénuries de carburant, la population a également fait face, dans certaines régions, à de graves famines ainsi qu'à des épidémies récurrentes de paludisme. En l'absence d'avancées notables dans les prochains mois, l'année 2018 s'annonce déjà comme une nouvelle épreuve pour le pays. ●



DJIBOUTI

L'âge des possibles

En 2017, Djibouti a fêté ses quarante ans d'existence. Ce qui, en soi, est presque déjà une performance. Force est de reconnaître qu'après avoir dû faire face à de nombreuses menaces pendant ces quatre décennies la petite république a prouvé sa résilience, au point de passer aujourd'hui pour un pôle de stabilité dans une région qui en manque tant. D'autant que, ces dernières années, Djibouti a réussi à tisser des liens étroits avec des partenaires aussi incontournables que l'Éthiopie et la Chine, à même de lui apporter les outils nécessaires à son développement économique.

Si les liens avec l'Éthiopie se sont encore renforcés ces derniers mois, dans la foulée de la modernisation de la liaison ferroviaire avec Addis-Abeba, qui doit démarrer ses opérations de fret et de transport de passagers prochainement, c'est avec la Chine que le rapprochement est le plus impressionnant. Pékin a ouvert sa première base militaire à l'étranger le long de la baie de Doraleh, et ses installations, dimensionnées officiellement pour abriter quelque 500 hommes, ont accueilli leurs premières troupes le 11 juillet 2017.

PORT. Les douze derniers mois ont également été marqués par l'ouverture d'un nouveau port multi-usage près de la capitale, bordé par une immense zone franche de 48 km² en cours de viabilisation et susceptible d'abriter, à moyen terme, plusieurs centaines d'entreprises chinoises délocalisées. L'empire du Milieu, dont les premiers établissements financiers viennent aussi de s'implanter à Djibouti,

a déjà investi près de 14 milliards de dollars (12,2 milliards d'euros) dans le pays en quelques années seulement.

La Chine semble avoir jeté son dévolu sur Djibouti dans l'objectif d'en faire un hub régional par lequel transiteront les flux physiques et financiers entre l'Asie et l'Afrique. Une vision qui s'insère parfaitement dans la stratégie de développement définie par les autorités djiboutiennes, qui rêvent de voir leur pays devenir « le Dubaï de l'Afrique ».

CHÔMAGE. Si la Chine a les moyens d'accompagner la transformation structurelle de l'économie djiboutienne, de la rendre plus diverse et compétitive pour remporter le pari de l'émergence, le pays doit faire un effort sur la formation professionnelle. Et c'est l'un des principaux buts d'Ismaël Omar Guelleh (IOG), réélu haut la main en 2016. Le chef de l'État a placé son quatrième mandat sous le

signe de la lutte contre le chômage, qui touche près de deux tiers de la population.

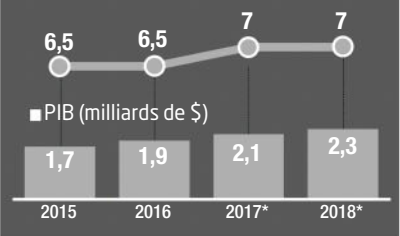
Les premières décisions prises par le gouvernement, dès sa nomination, commencent à porter leurs fruits en matière d'éducation et de logement, aidées en cela par la loi de décentralisation qui vise – enfin – à sortir de la capitale pour soutenir l'ensemble du territoire. En poursuivant sur cette voie, IOG et son camp devraient être en mesure de montrer des résultats tangibles à leurs électeurs lors des législatives de 2018. D'autant plus

que l'opposition peine, aujourd'hui encore, à se faire entendre, trop divisée pour réaliser une entrée en force au Parlement. Le pouvoir peut s'appuyer

C'est avec la Chine que le rapprochement est le plus impressionnant. Pékin a ouvert sa première base militaire à l'étranger le long de la baie de Doraleh.



- Population : **0,9 million**
- Croissance démographique : **1,3 %**
- PIB par habitant : **2 040 \$**
- Espérance de vie : **62,3 ans**
- Alphabétisation : **N.C.**
- Inflation : **3 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **172^e**
- Investissements directs étrangers : **160 millions de \$**
- Balance courante : **- 21 % du PIB**
- Principale exportation : **bétail**
- Dernier changement de président : **1999**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

sur son bilan économique pour faire la différence. Après une hausse de 6,5 % en 2016, la croissance doit atteindre 7 % les deux années suivantes.

Le pays profite également toujours de la présence des nombreux contingents étrangers qui, en plus de contribuer au PIB, garantissent sa sécurité. Même si les troupes érythréennes ont fait leur retour pour quelques jours dans le nord de Djibouti, après le départ précipité des forces qataries jusqu'alors postées à la frontière entre les deux pays. ●



ÉRYTHRÉE

Dictature un jour...

Dans un rapport présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations unies le 16 juin 2017, la rapporteure spéciale Sheila B. Keetharuth a fait état de la persistance des arrestations arbitraires, des détentions illégales et des disparitions forcées en Érythrée. Entre 5 000 et 10 000 personnes sont toujours détenues pour des raisons de « conscience » ou pour avoir tenté d'échapper au « service national », une conscription forcée d'une durée illimitée. De graves violations qualifiées un an plus tôt par les Nations unies de « crimes contre l'humanité ».

Le régime du président Issayas Afeworki, ancien héros de l'indépendance au pouvoir depuis près d'un quart de siècle, n'a ni Constitution, ni pouvoir judiciaire indépendant, ni Parlement élu, ni parti d'opposition. Cet État de la Corne de l'Afrique peuplé de 5,2 millions d'habitants selon le Pnud (ou même

de 6,7 millions de personnes d'après le FMI) ressort à l'avant-dernière place du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Très peu d'ONG (voire aucune) sont autorisées à y travailler, et le régime refuse toujours la présence d'observateurs internationaux sur son territoire, l'ONU n'y ayant qu'un accès limité. La dictature, imposée après la purge de l'opposition en 2001, continue d'alimenter les flux de réfugiés qui rejoignent l'Europe. De janvier à août 2017, plus de 5 600 Érythréens sont ainsi arrivés en Italie par la mer.

La faiblesse de son indice de développement humain (0,420) et son rang très bas (179^e sur 188 pays) dans le dernier rapport du Pnud témoignent des défis énormes que doit relever l'Érythrée, dont 70 % de la population active tire ses revenus de l'agriculture et de l'élevage. À

ce titre, l'Union européenne lui a accordé en décembre 2015 une enveloppe de 200 millions d'euros dans le cadre d'un programme d'aide qui court jusqu'en 2020. L'Érythrée figure également parmi les pays dans lesquels le taux d'électrification est le plus faible, et ses infrastructures de télécommunications sont médiocres (le taux de pénétration du mobile n'est que de 5 %).

POTENTIEL. Cependant, outre sa position stratégique le long de la mer Rouge, l'Érythrée dispose d'un fort potentiel écono-

mique et d'importantes ressources minières. Ce secteur en plein essor tire l'essentiel de la croissance, de 3,3 % en 2017 et de 3,6 % en 2018, en léger recul par rapport aux deux années précédentes (4,8 % et 3,7 %). Le lancement de l'exploitation des mines de Koka (or) en 2016 et d'Asmara (cuivre, zinc, or, argent) en 2017 a entraîné une hausse de

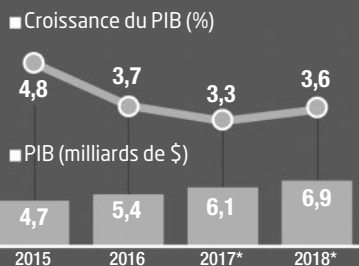
la production et des exportations de minerais – le cuivre en constituant le deuxième poste, après les produits de la mer – à la faveur de la stabilisation des cours mondiaux. L'entrée en production de la mine de potasse de Colluli est attendue, au mieux, en 2018.

Ces nouveaux projets miniers vont permettre à l'État de réduire sa dépendance financière à l'égard de la mine de Bisha (cuivre et zinc), qui représente sa principale source de revenus actuelle. Ils confortent par ailleurs la place privilégiée de la Chine – premier investisseur, créancier et partenaire commercial de l'Érythrée selon la Coface – dans le paysage économique, le géant asiatique étant également impliqué dans les grands projets d'infrastructures érythréens, comme la réhabilitation en 2016 de la centrale électrique d'Hirgigo et

Le climat des affaires reste extrêmement difficile, selon la Banque mondiale.



- Population: **5,2 millions**
- Croissance démographique: **2,2 %**
- PIB par habitant: **900,8 \$**
- Espérance de vie: **64,2 ans**
- Alphabétisation: **73,8 %**
- Inflation: **9 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **179^e**
- Investissements directs étrangers: **52 millions de \$**
- Balance courante: **0,7 % du PIB**
- Principale exportation: **or**
- Dernier changement de président: **1993**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

l'agrandissement du port de Massawa, en cours. Le climat des affaires reste toutefois extrêmement difficile, et le pays occupe l'avant-dernière place du classement « Doing Business » de la Banque mondiale.

Sur le plan régional, l'Union africaine s'est inquiétée mi-juin 2017 du regain de tensions entre l'Érythrée et Djibouti après que le Qatar a décidé de retirer ses soldats (déployés depuis 2010) du territoire revendiqué par les deux États à leur frontière. ●



ÉTHIOPIE

Lignes de faille

L'Éthiopie va-t-elle pouvoir continuer longtemps avec le même modèle politique ? Avec son mélange très particulier d'autoritarisme et de patriotisme, d'étatisme et d'appel aux investisseurs étrangers, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF), coalition au pouvoir depuis 1991, a réussi à faire de ce pays, encore majoritairement agricole, l'un des champions mondiaux de la croissance.

Mais les manifestations hostiles au gouvernement, qui ont débuté en novembre 2015 dans les régions oromo et amhara (les deux plus importantes ethnies du pays), ont fait apparaître des failles. Certes, l'état d'urgence instauré en 2016 a ramené le calme – après plus de 600 morts – avant d'être levé en août 2017. Mais la contestation reste importante, comme l'ont montré les affrontements à la frontière entre les régions oromo et somalie en septembre. Tout se passe comme si le « fédéralisme ethnique » censé conférer plus d'autonomie aux différents peuples avait exacerbé les particularismes.

RENAISSANCE. Les manifestants protestent contre la répression orchestrée par le pouvoir central, ainsi que contre la surreprésentation de l'élite tigréenne en son sein. Certains membres de l'establishment se sont joints à ces critiques, tel Abadula Gameda, un ancien président de la région oromo, qui a démissionné de son poste de président de l'Assemblée nationale en octobre pour dénoncer le manque de respect du pouvoir à l'égard de son peuple.

Pour les autorités, une grande partie du problème viendrait en réalité de la corruption de certains dirigeants, notamment régionaux. Elle empêcherait la population

de bénéficier des avancées du pays. Les réponses du pouvoir sont, là aussi, avant tout disciplinaires : une grande campagne de lutte contre les malversations a été lancée, avec par exemple l'arrestation d'Alemayehu Gujo, le ministre d'État aux Finances, en août. Et le mouvement s'étend au secteur privé, poussant certains hommes d'affaires à l'exil.

À terme, les moteurs de la croissance pourraient être affectés : plusieurs entreprises, notamment étrangères, ont été prises pour cibles dans les provinces frontalières, au risque d'effrayer les investisseurs. Quant aux secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, ils sont touchés de plein fouet.

Face à cela, l'EPRDF tentera de se réformer lors de son congrès national, prévu en mars 2018, avant les élections générales de 2020. Mais il n'est pas certain que ce scrutin restaure la légitimité

du régime. Les partis d'opposition, contre lesquels le pouvoir s'est acharné, sont soit en exil, soit discrédités. Ils sont débordés par les vagues de contestation organisées depuis l'étranger sur les réseaux sociaux par des militants tels que l'indépendantiste oromo Jawar Mohammed.

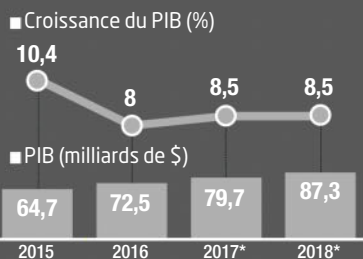
Pour s'en sortir, Addis-Abeba parie sur les investissements. Il

prévoit de tripler sa production électrique d'ici à 2020, avec des projets tels que le barrage de la Grande Renaissance éthiopienne, sur le Nil Bleu, dont 62 % seraient réalisés à fin octobre 2017. Le réseau de chemin de fer qui va quadriller le pays doit être terminé d'ici cinq ans. La mise en service commerciale de la ligne entre Addis-Abeba et Djibouti est imminente.

Ces infrastructures, ainsi que la dévaluation de 15 % du birr décidée en 2017, doivent permettre une industrialisation



- Population : **99,4 millions**
- Croissance démographique : **2,5 %**
- PIB par habitant : **861 \$**
- Espérance de vie : **64,6 ans**
- Alphabétisation : **49 %**
- Inflation : **8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **174^e**
- Investissements directs étrangers : **3 196 millions de \$**
- Balance courante : **- 8,3 % du PIB**
- Principale exportation : **café**
- Dernier changement de Premier ministre : **2012**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

rapide et tournée vers l'export. Les prémices en sont déjà visibles dans les parcs industriels de Mekelle, Bole-Lemi ou encore Hawassa (dans le Sud). Ce dernier emploie déjà 10 000 personnes, et devrait en embaucher 60 000 au total. Sept autres parcs doivent être mis en service en 2018 pour attirer des usines, notamment textiles et agroalimentaires. L'enjeu : absorber l'immense afflux de jeunes sur le marché du travail. La population éthiopienne gagne en effet plus de 2,5 millions d'habitants chaque année. ●



KENYA

Et l'apaisement, c'est pour quand ?

À la surprise générale, la Cour suprême kényane a invalidé, le 1^{er} septembre 2017, la présidentielle du 8 août. La victoire d'Uhuru Kenyatta, qui brigait un second mandat, face à Raila Odinga, 72 ans, avec 54,27 % des voix contre 44,74 %, a été annulée en raison d'irrégularités – une première sur le continent. D'abord saluée comme une avancée démocratique, cette décision historique a plongé le Kenya dans une grave crise politique et ravivé les tensions, dix ans après les violences intercommunautaires qui avaient fait 1 200 morts et poussé 600 000 à fuir après la présidentielle de 2007.

Saisie par le leader de l'opposition, trois fois déjà candidat malheureux à la magistrature suprême, la plus haute juridiction du pays a rendu un jugement accablant pour la commission électorale (IEBC), épinglée pour sa mauvaise gestion du scrutin.

« **PARODIE** ». La formation du chef de l'État sortant, le Parti du Jubilee (JP), semble toutefois majoritaire dans le pays puisqu'elle a également gagné les locales et les législatives, organisées le jour de la présidentielle. Après plusieurs rebondissements, la date du 26 octobre a été choisie pour l'organisation d'un nouveau scrutin. L'opération s'est déroulée dans un climat de grande confusion et de violence. Surtout en l'absence de Raila Odinga : l'adversaire numéro un du chef de l'État, refusant de participer à ce qu'il qualifiait de « parodie » faute de réformes au sein de l'IEBC, avait appelé au boycott. Son appel a été largement suivi et ses partisans ont empêché la tenue du vote dans 25 circonscriptions (sur 291),

soit près de 9 % du corps électoral. Après un report de 48 heures, le suffrage a par ailleurs été annulé dans ces bastions de l'opposition que sont les quatre comtés de l'Ouest (Homa Bay, Kisumu, Migori et Siaya), l'IEBC estimant que la sécurité de son personnel n'y était pas garantie.

Cette fois, Uhuru Kenyatta l'a emporté avec 98 % des voix. La participation, de 39 %, est très inférieure à celle du 8 août (79 %), selon la commission électorale. À nouveau saisie, la Cour suprême a validé l'élection. Une décision qui n'a néanmoins pas tourné la page des tensions qui perturbent le pays. Depuis le mois d'août, les affrontements entre les manifestants et la police ont fait 52 vic-

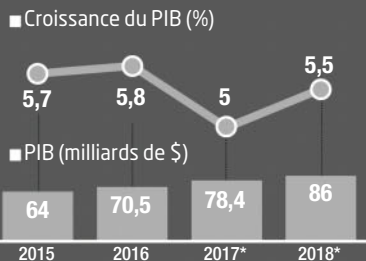
times, estime l'AFP, et de nombreux blessés. La veille de la décision de la Cour suprême, quatre personnes ont été retrouvées mortes dans le bidonville de Mathare, au nord-est de Nairobi, l'une des principales zones de violences. Deux jours plus tôt, trois manifestants avaient été tués dans un rassemblement organisé aux abords de l'aéroport international pour le retour de Raila Odinga, parti une dizaine de jours aux États-Unis.

Conformément à la décision de la Cour suprême, Uhuru Kenyatta, au pouvoir depuis 2013, a été investi le 28 novembre – un timide retour à la normale. Quel est l'impact de la crise sur l'une des économies les plus dynamiques du continent ? Mi-octobre, le FMI a abaissé son évaluation de la croissance en 2017 à 5 %, le taux le plus bas des cinq dernières années. Le secteur bancaire est déjà affecté par la décision du gouvernement, en août 2016, de plafonner les taux d'intérêt applicables aux prêts et aux dépôts. Et le chef de l'État

La croissance a atteint son taux le plus bas de ces cinq dernières années.



- Population: **46,1 millions**
- Croissance démographique: **2,7 %**
- PIB par habitant: **1 677,70 \$**
- Espérance de vie: **62,2 ans**
- Alphabétisation: **78 %**
- Inflation: **7,9 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **146^e**
- Investissements directs étrangers: **394 millions de \$**
- Balance courante: **- 6 % du PIB**
- Principale exportation: **thé**
- Dernier changement de président: **2013**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

a déclaré la sécheresse « catastrophe nationale » en février, le secteur agricole représentant 30 % du PIB.

L'inflation en revanche a pris de l'ampleur (7,9 % en 2017, contre 6,3 % en 2016), mais le phénomène semble ponctuel puisque le FMI prévoit 5,2 % en 2018. Et le Kenya attire toujours les investisseurs étrangers : dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale, il est le quatrième des pays africains où le climat des affaires est le plus favorable. ●



UGANDA

Un silence de brut

« Le problème de l'Afrique en général et de l'Ouganda en particulier, ce ne sont pas les peuples, mais les dirigeants qui veulent rester trop longtemps au pouvoir », disait Yoweri Museveni en 1986, année de son arrivée à la tête du pays. Trente et un an plus tard, l'inamovible président ougandais, 73 ans, ne semble pourtant pas sur le départ. Réélu pour un cinquième mandat en février 2016 au terme d'un scrutin très contesté, Yoweri Museveni se préparait d'ailleurs, selon l'opposition, à garder les rênes en remaniant la Constitution pour faire sauter la limite d'âge d'un candidat à la présidence. Un amendement taillé sur mesure, car en l'état actuel le texte impose aux prétendants de ne pas avoir plus de 75 ans. Si cette disposition venait à être amendée – le vote n'avait pas encore eu lieu à l'heure où nous mettions sous presse –, Yoweri Museveni pourrait briguer un sixième mandat lors de la prochaine présidentielle, prévue en 2021.

PUGILAT. S'il ne s'agit pas de la première modification constitutionnelle ajustée à Museveni, l'affaire a défrayé la chronique en Ouganda. Au Parlement, les débats ont provoqué des scènes de pugilat entre députés de la majorité et de l'opposition. Celle-ci n'a cessé de dénoncer les intimidations subies pour la forcer à rentrer dans le rang. Sans parler des tentatives de corruption. Cris, coups de poing mal ajustés, dossiers jetés à travers l'hémicycle : les parlementaires en sont venus aux mains après la présentation, le 26 septembre, d'une motion concernant l'amendement très décrié. La contestation s'est aussi étendue aux bancs de l'université de Makerere, la plus grande du pays. Des centaines d'étudiants ont

bravé les interdictions de la police pour protester contre cette réforme. Des défilés ont également eu lieu dans plusieurs villes du pays, notamment à Rukungiri, où une personne au moins a été tuée. En marge de ces manifestations, le chef de l'opposition, Kizza Besigye – arrêté à de nombreuses reprises l'an passé –, était de nouveau interpellé, alors que les locaux de l'ONG Action Aid, qui s'était montrée critique sur la modification constitutionnelle, étaient investis par les forces de l'ordre.

HOMOPHOBES. Ces signaux n'ont pas été de nature à rassurer les partenaires occidentaux de l'Ouganda, déjà rebutés par les positions homophobes du régime. Parmi eux, les États-Unis : après les manifestations de septembre, Washington s'est dit « profondément préoccupé » par le climat politique.

Ces avertissements ne semblent toutefois pas inquiéter Museveni, davantage orienté vers ses voisins régionaux et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). À commencer par la Tanzanie de John Pombe Magufuli, avec lequel

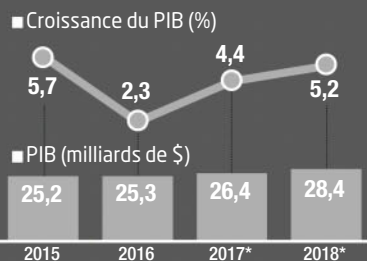
Yoweri Museveni a vilipendé la Cour pénale internationale (CPI) après que celle-ci a décidé d'ouvrir une enquête sur les crimes commis au Burundi au terme de la réélection contestée de Pierre Nkurunziza.

Au-delà de ces positions antioccidentales, ce sont surtout les projets économiques qui ont favorisé un rapprochement avec la Tanzanie. L'Ouganda l'a choisie pour être son partenaire dans l'un de ses plus gros chantiers : la construction d'un pipeline de plus de 1 400 km de longueur, dont la première pierre a été posée en novembre. Objectif : acheminer les

Intimidations, tentatives de corruption... Tout est bon pour faire rentrer l'opposition dans le rang.



- Population : **39 millions**
- Croissance démographique : **3,3 %**
- PIB par habitant : **700,5 \$**
- Espérance de vie : **59,2 ans**
- Alphabétisation : **73,8 %**
- Inflation : **5,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **163^e**
- Investissements directs étrangers : **541 millions de \$**
- Balance courante : **- 5,6 % du PIB**
- Principale exportation : **café**
- Dernier changement de président : **1986**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

réserves de brut découvertes dans l'ouest du pays jusqu'au port tanzanien de Tanga. Un projet faramineux de plus de 3,5 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros), qui s'annonce vital pour Kampala. Selon la ministre ougandaise de l'Énergie, Irene Muloni, cet ouvrage pourrait entraîner la création de quelque 10 000 emplois et rendre enfin concrète l'exploitation des réserves pétrolières ougandaises. Des chiffres que brandira sans nul doute Kampala pour rendre inaudibles les nombreuses critiques internes. ●



RWANDA

Aussi gros que le bœuf

Le pays des Mille Collines a beau ressembler à un confetti sur la carte de l'Afrique, son président, Paul Kagame, aborde la nouvelle année en empereur continental. Réélu en août 2017 avec 98,63 % des voix et 98,15 % de participation, selon les chiffres officiels, il exercera, à partir de la fin du mois de janvier 2018, la présidence tournante de l'Union africaine (UA). Mais ses pairs du continent ne l'ont pas seulement désigné pour les représenter : ils l'ont aussi chargé de réformer l'institution.

Autrefois synonyme de génocide, le Rwanda a su se donner, en Afrique et au-delà, l'image d'un pays sérieux en pleine success-story. Ce succès est pourtant à relativiser ces dernières années. Certes, ses progrès restent spectaculaires depuis la fin du massacre des Tutsis, en 1994 : il est le pays qui a enregistré la plus forte amélioration de son développement humain au monde entre 1990 et 2015. Mais après avoir connu une hausse de 11,2 % en 2008, sa croissance oscille ces dernières années autour de 6 %. Trop peu pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire dans les délais que prévoit son ambitieuse stratégie « Vision 2020 ».

AMBITIONS. Or pour y parvenir dans ce pays encore majoritairement agricole qui sanctifie les bovins, l'État a énormément investi, notamment dans les infrastructures et les services : le Centre de conventions de Kigali (KCC), inauguré en juillet 2016, a coûté au moins 300 millions de dollars (268 millions d'euros), ce qui en fait l'un des bâtiments les plus chers du continent. En deux ans, RwandaAir a déboursé près de 500 millions de dollars (prix catalogue)

pour l'acquisition de deux airbus A330. Et le gouvernement vient de lancer la construction d'un immense aéroport international dans la région du Bugesera. Sa première phase, dont l'achèvement est programmé pour décembre 2018, doit coûter plus de 400 millions de dollars.

Ces ambitions sont-elles exagérées ? L'État arrive rapidement aux limites de ses capacités financières : son endettement est passé de 20 % à 40 % du PIB ces cinq dernières années. Le secteur privé, écrasé par les conglomérats parapublics (notamment Crystal Ventures, le fonds du parti au pouvoir, le Front patriotique rwandais (FPR), qui est aussi le premier employeur privé du pays, et Horizon Group, détenu par l'armée), ne semble pas en mesure de prendre le relais.

Pour Paul Kagame, limiter l'influence politique des bailleurs de fonds étrangers demeure une priorité.

JEU. Dans le même temps, le pays s'efforce pourtant de réduire sa dépendance à l'égard des bailleurs de fonds étrangers. Leurs contributions, qui représentaient 20 % du budget de l'État en 2015-2016, ont été ramenées à 17 % pour 2017-2018. Limiter leur influence est devenu pour le gouvernement une priorité afin d'échapper aux pressions occidentales. Il n'a en effet nullement l'intention de se conformer aux recommandations en matière d'alternance politique et d'ouverture du jeu démocratique.

La Constitution rwandaise a été révisée en 2015 pour permettre à Paul Kagame de se présenter une nouvelle fois en 2017. Désormais, il peut théoriquement rester au pouvoir jusqu'en 2034. Et l'opposition légale ne dispose d'aucun espace pour émerger. Frank Habineza, candidat de l'unique parti d'opposition autorisé, le Parti démocratique vert du Rwanda,



- Population: **11,6 millions**
- Croissance démographique: **2,4 %**
- PIB par habitant: **754,1 \$**
- Espérance de vie: **64,7 ans**
- Alphabétisation: **71,2 %**
- Inflation: **7,1 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **159***
- Investissements directs étrangers: **410 millions de \$**
- Balance courante: **- 10,2 % du PIB**
- Principale exportation: **niobium**
- Dernier changement de président: **2000**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

n'a été crédité que de 0,48 % des voix lors de la dernière présidentielle, soit moins encore que Philippe Mpayimana (0,73 %), indépendant inconnu de la plupart des Rwandais six mois plus tôt. Remarquée pour ses critiques sans concession du FPR, Diane Rwigara n'a, pour sa part, pas pu concourir : elle n'a pas obtenu un nombre suffisant de signatures selon la Commission électorale nationale. Accusée « d'incitation à l'insurrection », elle a été arrêtée peu après le scrutin. ●



SOMALIE

Pas de pitié pour les pirates

Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmajo, 55 ans, est sorti vainqueur du vote des parlementaires, le 8 février 2017. Le scrutin, plusieurs fois reporté, s'est déroulé dans un hangar de l'aéroport de Mogadiscio, à quelques centaines de mètres de la principale base arrière de l'Amisom, la mission de l'UA déployée depuis 2007 en Somalie – l'un des endroits les plus sûrs de la capitale.

En raison de l'insécurité chronique qui règne dans le pays, ravagé par vingt-cinq ans de guerre, l'introduction du suffrage universel direct a été renvoyée à 2020. Issu du clan des Darod et originaire du sud du pays, Mohamed Abdullahi Mohamed a déjà été Premier ministre de 2010 à 2011 avant d'être évincé du pouvoir et de fonder son propre parti. Celui qui fut également ambassadeur de Somalie aux États-Unis pour le dictateur Mohamed Siad Barré a remporté 184 voix contre 97 au second tour face au président sortant Hassan Sheikh Mohamoud, qui a aussitôt reconnu sa défaite. Trois défis de taille attendent le chef de l'État : trouver une réponse humanitaire à la sécheresse, lutter contre la menace islamiste et combattre la corruption.

NAVALE. Depuis trois ans, la sécheresse frappe la Corne de l'Afrique, menaçant 20 millions de personnes. En 2011, elle a fait 260 000 victimes. Selon l'ONU, plus de 6 millions de personnes, soit la moitié de la population somalienne, dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. La majorité vit en zone rurale grâce à l'agriculture et à l'élevage, principales sources de nourriture et de revenus. Selon le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, près de 70 % des fonds demandés à la communauté internationale ont été récoltés et la famine a ainsi pu être évitée.

En Somalie, près de 2 millions de personnes ne bénéficient cependant pas d'aide humanitaire à cause de la situation sécuritaire. L'implantation des Shebab, affiliés à Al-Qaïda, est encore très profonde, en particulier dans les zones rurales et dans le Sud, régions où l'État est absent. La force de l'UA (22 000 hommes), dont le mandat a été prolongé de neuf mois le 30 août 2017, a certes réussi à chasser les combattants islamistes de Mogadiscio et des grandes villes, mais elle ne parvient pas à écraser l'insurrection. Les Shebab frappent régulièrement la capitale. Le 14 octobre, ils ont tué plus de 300 personnes dans l'attentat le plus meurtrier de l'histoire du pays.

En mai 2017, le groupe État islamique (EI) a pour la première fois revendiqué un attentat-suicide en Somalie, contre un check-point de Bosasso, ville portuaire du golfe d'Aden située dans la région semi-autonome du Puntland. Par ailleurs, après cinq ans d'accalmie, la force navale européenne (EU Navfor), au mandat

prolongé jusqu'à fin 2018, a recensé une série d'attaques dans le golfe d'Aden et le Bassin somalien, signe de la résurgence de la piraterie dans la région.

La sécheresse a eu un impact important sur l'économie, par ailleurs très dépendante des importations, qui représentent deux tiers du PIB, et la faible base d'imposition pèse sur le budget de l'État, dont la dette s'élève à 5,3 milliards de dollars. La Somalie détient le triste record du pays le plus corrompu au monde, selon Transparency International, et la presse demeure très contrôlée (167^e sur 180, selon Reporters sans frontières). Présente pour la première fois à l'Africa Oil Week fin 2016, la Somalie est l'un des derniers pays du continent inexplorés par les compagnies pétrolières. Pour y

La moitié de la population dépend de l'aide humanitaire pour survivre.



- Population : **10,8 millions**
- Croissance démographique : **2,4 %**
- PIB par habitant : **N.C.**
- Espérance de vie : **55,7 ans**
- Alphabétisation : **N.C.**
- Inflation : **N.C.**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **N.C.**
- Investissements directs étrangers : **339 millions de \$**
- Balance courante : **- 11,1 % du PIB**
- Principale exportation : **bétail**
- Dernier changement de président : **2017**
- Croissance du PIB (%)
- PIB (milliards de \$)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

remédier, l'État devra résoudre son différend frontalier avec le voisin, certains blocs kényans et somaliens mis en vente se chevauchant.

Au Somaliland, Musa Bihi Abdi, le candidat du parti au pouvoir, a remporté le 13 novembre la présidentielle (55,19 %), la troisième de l'histoire de cette région autoproclamée indépendante en 1991. Son engagement en faveur de la démocratie est devenu l'un de ses principaux arguments pour se faire reconnaître en tant qu'État. ●



SOUDAN

Un pas en avant, deux pas en arrière

Cette année s'annonce cruciale pour le Soudan. Conformément à la résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité fin juin 2017, la force mixte des Nations unies et de l'UA, déployée au Darfour depuis 2007, sera ramenée à 8735 militaires et 2500 policiers le 31 janvier 2018, soit une baisse respective de 45 % et de 26 %. Son budget annuel de 1 milliard de dollars (877 millions d'euros) diminuera par ailleurs de moitié. Cette décision est avant tout financière : la Minuad compte parmi les opérations de maintien de la paix les plus coûteuses, et elle est incompatible avec la volonté des États-Unis de réduire les dépenses qu'ils leur consacrent. Celle-ci témoigne également d'une lassitude à l'égard du conflit au Darfour (plus de 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés depuis 2003 selon l'ONU), tandis que Khartoum demandait le retrait des Casques bleus depuis plusieurs mois au motif que cette région de l'Ouest était pacifiée.

Pourtant, les combats entre les rebelles de la faction de l'Armée de libération du Soudan dirigée par Minni Minawi (SLM/A-Minawi) et l'armée soudanaise se poursuivent. Et ce, malgré l'instauration mi-2016 par le président Omar el-Béchir d'un cessez-le-feu unilatéral de six mois prolongé plusieurs fois. Ces affrontements ont fait plusieurs centaines de morts au Darfour, où les milices Janjawid persistent à commettre des violences à l'encontre des civils. Depuis que les principaux groupes rebelles ont signé, en août 2016, une feuille de route ouvrant la voie à des pourparlers sous l'égide de l'UA, le dialogue national est au point mort. Par ailleurs, dans les monts Nuba, l'aviation

soudanaise bombarde régulièrement civils et combattants qui demandent l'autonomie de cette région riche en pétrole, entraînant la fuite de plusieurs centaines de milliers de personnes au Soudan du Sud voisin.

TORTURE. Poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI) pour crime contre l'humanité, crime de guerre et génocide, le président Omar el-Béchir fait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux. Il voyage pourtant régulièrement sans

Bien qu'il fasse l'objet de deux mandats d'arrêt, Omar el-Béchir voyage sans être inquiété.

être inquiété. Les organisations de défense des droits de l'homme accusent son régime de répression, d'arrestation et de détention arbitraire, de disparition forcée, de torture, etc. Selon Reporters sans frontières, la liberté de la presse est inexistante au Soudan, 174^e des 180 États évalués, et le pays est l'un des plus corrompus au monde : il occupe le 170^e rang sur

190 dans le classement « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale.

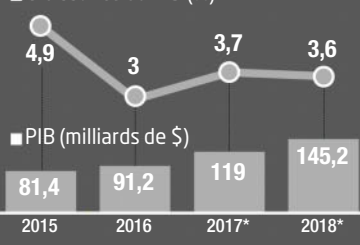
Au pouvoir depuis 1989 et réélu en 2015, Omar el-Béchir a déclaré qu'il quitterait ses fonctions en 2020, au terme de son mandat. Le Premier ministre nommé en mars 2017, le général Bakri Hassan Saleh, dont le poste a été rétabli près de trente années après le coup d'État d'el-Béchir, a donc pour mission de tenir jusqu'à la prochaine présidentielle.

Sur le plan économique, la situation se stabilise. Le FMI a évalué la croissance à 3,7 % en 2017, contre 3 % en 2016. Le pays importe la quasi-totalité de ses produits manufacturés et tire une grande partie de ses revenus de la redevance (indexée sur le cours mondial du brut depuis fin 2016) perçue sur le transport du pétrole



- Population : **40,2 millions**
- Croissance démographique : **2,2 %**
- PIB par habitant : **2 917,40 \$**
- Espérance de vie : **63,7 ans**
- Alphabétisation : **58,6 %**
- Inflation : **26,9 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **165^e**
- Investissements directs étrangers : **1 064 millions de \$**
- Balance courante : **- 1,9 % du PIB**

- Principale exportation : **hydrocarbures**
- Dernier changement de président : **1989**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

sud-soudanais dans les oléoducs situés sur son territoire. L'or, le bétail et le sésame représentent près de deux tiers de ses exportations, l'agriculture et l'élevage étant des secteurs clés de l'économie (35 % du PIB au moins selon la Banque mondiale), avec une population majoritairement rurale (66 %). La levée de la quasi-totalité des sanctions américaines (imposées depuis vingt ans au Soudan), confirmée le 6 octobre 2017, offre de nouvelles perspectives au commerce extérieur et devrait stimuler les investissements étrangers. ●



SOUDAN DU SUD

Tandis qu'il agonise...

Pour la deuxième année consécutive, aucune cérémonie ni manifestation officielle n'a été organisée pour célébrer le souvenir de l'indépendance de la plus jeune nation du monde, alors qu'elle devait fêter son sixième anniversaire le 9 juillet 2017. Après quatre ans de guerre civile, le Soudan du Sud est en voie de désintégration, et les combats auxquels se livrent les partisans du président sud-soudanais Salva Kiir (de l'ethnie dinka) et ceux de son principal rival Riek Machar (de l'ethnie nuer) ont pris une tournure effrayante. Et ce, malgré la présence de 13 000 Casques bleus, policiers et civils de la mission de l'ONU dans le pays (la Minuss), auxquels s'ajoutent les 4 000 soldats de la force de protection régionale, déployés sous mandat des Nations unies pour renforcer la sécurité à Djouba, la capitale.

Dans un rapport publié en juillet 2017, Amnesty International dénonce l'augmentation des violences sexuelles dont sont victimes les civils, qui fuient en masse les massacres. Plus de 1,9 million de Sud-Soudanais se sont réfugiés dans les pays voisins, dont au moins 1 million en Ouganda. La dynamique du conflit est à la fois politique et ethnique : Kiir est à la tête d'une armée composée à 90 % de Dinkas. C'est avec ce groupe qu'il compte gouverner.

DISLOCATION. Le président sud-soudanais a annoncé le 22 mai 2017 un cessez-le-feu unilatéral de ses forces et le lancement de pourparlers. Mais rien ne se concrétise sur le terrain, et ce « dialogue national inclusif » – sur le papier – exclut Riek Machar de la table des négociations. L'ancien vice-président, qui a fui la capitale en juillet 2016 lorsque

de violents combats y ont éclaté, puis quitté le Soudan du Sud, est toujours en résidence surveillée en Afrique du Sud. Sans surprise, l'opposition a rejeté l'offre, et les discussions sont toujours inexistantes.

À la guerre s'ajoute la famine dans certaines régions, conséquence de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs mois dans la corne de l'Afrique, de la dislocation de l'État et de l'effondrement de l'économie. Les États d'Unité (dans le Nord-Est) et de Jonglei (Centre-Est) sont particulièrement touchés. Selon l'ONU, plus de 6 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, souffrent d'insécurité alimentaire, le seuil le plus élevé jamais enregistré dans le pays.

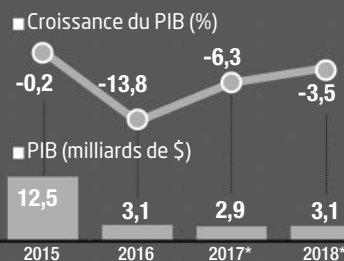
Parmi elles, 1,7 million sont confrontées à des niveaux de faim extrêmement aigus. En raison de l'insécurité, des zones entières demeurent isolées. Le travail des personnels humanitaires – qui sont menacés, détenus, attaqués et parfois tués – est très difficile. Depuis le début de la guerre civile, 80 d'entre eux ont ainsi trouvé la mort.

RÉCESSION. Très affectée par la chute des cours du brut, l'économie sud-soudanaise est en récession (– 6,3 % en 2017) et l'inflation a explosé (+ 182 %). Le pays, qui a récupéré 75 % des ressources pétrolières de l'ancien Soudan, est le plus dépendant au monde de l'or noir. Et celui-ci représente la quasi-totalité de ses exportations, 60 % du PIB et plus de 95 % de ses recettes publiques. Pour l'acheminer, le Soudan du Sud dépend des oléoducs soudanais menant à Port-Soudan et doit donc s'acquitter de redevances qui, depuis fin 2016, sont indexées sur le prix du brut.

Entre les partisans du Dinka Salva Kiir et ceux du Nuer Riek Machar, c'est l'escalade de la violence.



- Population : **12,3 millions**
- Croissance démographique : **4,1 %**
- PIB par habitant : **222 \$**
- Espérance de vie : **56,1 ans**
- Alphabétisation : **32 %**
- Inflation : **182,2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **181^e**
- Investissements directs étrangers : **- 17 millions de \$**
- Balance courante : **1,7 % du PIB**
- Principale exportation : **hydrocarbures**
- Dernier changement de président : **2011**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

Dans cette région en guerre depuis plus de cinquante ans, les défis liés au développement sont énormes. Lorsqu'il a acquis son indépendance, le Soudan du Sud ne disposait ni d'administrations ni d'infrastructures. Le climat des affaires est extrêmement difficile – le Soudan du Sud est 187^e sur les 190 pays du classement « Doing Business » de la Banque mondiale – et le pays occupe la deuxième place du podium des pays les plus corrompus au monde, selon Transparency International. ●



TANZANIE

Saut d'obstacles

Plus de deux ans après son élection à la tête de la Tanzanie, en octobre 2015, John Pombe Magufuli est plus que jamais fidèle à son surnom : « *tingatinga* », « bulldozer » en swahili. Chantre de la lutte contre la corruption, le successeur de Jakaya Kikwete doit sa réputation à son style peu consensuel et parfois abrupt, que ses détracteurs préfèrent pour leur part qualifier d'autoritaire et de démagogue.

En 2015, après avoir marqué les esprits en annulant les traditionnelles (et onéreuses) cérémonies de commémoration de l'indépendance pour balayer les rues de Dar es-Salaam, John Magufuli a poursuivi l'an passé sa politique de lutte contre le « gaspillage » de l'argent public, prenant soin de mettre en avant ses méthodes musclées et des exemples symboliques. En avril, il a ainsi renvoyé près de 10 000 fonctionnaires aux diplômes jugés « frauduleux ». Quelques mois plus tard, il dévoilait publiquement son salaire de 9 millions de shillings tanzaniens (environ 3 400 euros), annonçant également des coupes dans la rémunération des dirigeants des compagnies étatiques.

SCANDALE. Au passage, le président a poursuivi son ménage dans les ministères. En mai, il a limogé son ministre des Mines sur fond de scandale d'évasion fiscale. D'après un rapport d'experts commandé par le président, plusieurs entreprises minières auraient sciemment sous-évalué la valeur de leurs exportations afin de payer moins d'impôts. Et ce supposé système de fraude – nié par les sociétés incriminées – causerait selon les autorités des pertes immenses dans les caisses de l'État.

Un argument de plus pour Magufuli, engagé dans un bras de fer musclé avec les sociétés minières actives dans le pays.

En mars 2017, le chef de l'État a frappé un grand coup en interdisant l'exportation de minerais bruts non traités, en particulier d'or et de cuivre. Objectif : développer le tissu industriel local, quitte à ébranler l'activité de plusieurs compagnies, qui menacent désormais de fermer. Et ce n'est pas tout : en juillet, la Tanzanie a infligé une amende record de 190 milliards de dollars (plus de 161 milliards d'euros) à Acacia Mining, filiale du géant canadien Barrick Gold, numéro un mondial du secteur aurifère. Depuis, le vertigineux redressement fiscal, qui représente près de quatre fois le PIB de la Tanzanie (de 51,6 milliards de dollars selon le FMI) et que bon nombre d'observateurs jugent fantaisiste, fait l'objet de vives tractations. Celles-ci pourraient notamment aboutir à la création d'une entreprise minière tanzanienne afin de gérer trois importants sites d'Acacia : Bulyanhulu, Buzwagi et North Mara.

Mais ces épisodes pourraient aussi alarmer les investisseurs étrangers. Parmi eux, le milliardaire nigérian Aliko Dangote, qui s'est publiquement inquiété de la tournure des événements, accusant Magufuli d'avoir effrayé « un nombre assez important d'investisseurs ».

À ces craintes s'ajoutent des critiques liées au raidissement du régime à l'égard des voix discordantes. Journaux

fermés, meetings de l'opposition parfois interdits... Nombreux sont ceux qui s'alarment de la restriction des libertés publiques. En septembre, la principale formation d'opposition, le Parti pour la démocratie et le progrès (Chama cha Demokrasia na Maendeleo, ou Chadema) a même accusé le Parti de la

révolution (le Chama cha Mapinduzi ou CCM, au pouvoir) d'avoir commandité la tentative d'assassinat du député Tundu

Nombreux sont ceux qui s'alarment de la restriction des libertés publiques.



- Population : **53,5 millions**
- Croissance démographique : **3,2 %**
- PIB par habitant : **1 040,5 \$**
- Espérance de vie : **65,5 ans**
- Alphabétisation : **80,4 %**
- Inflation : **5,4 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **151^e**
- Investissements directs étrangers : **1 365 millions de \$**
- Balance courante : **- 5,6 % du PIB**
- Principale exportation : **métaux précieux**
- Dernier changement de président : **2015**
- Croissance du PIB (%)



Lissu, virulent critique du président blessé par balles devant son domicile, à Dodoma. Un climat dénoncé par les ONG, qui fustigent l'homophobie du pouvoir, mais aussi ses positions sur les droits des femmes. En juin, le chef de l'État avait ainsi soutenu que les écolières tombant enceintes ne pourraient plus être scolarisées. « Pas sous mon mandat », avait décrété Magufuli, soupçonné de vouloir écraser toute voix et opinion discordantes. ●

* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017



Résidence Hôtel and SPA

Contacts : (+241) 01.77.03.17 / 02.00.32.27 / 06.21.20.14

E-mail: royalpalm.libreville@gmail.com - web : royalpalm.libreville.com



trophées francophones du cinéma Cameroun 2017

Jeudi 21 décembre

21h00 sur TV5MONDE France Belgique Suisse *(heure de Paris)*

22h05 sur TV5MONDE Afrique *(heure de Yaoundé)*

Suivez la cérémonie qui récompense, cette année à Yaoundé, les meilleurs talents du cinéma francophone de par le monde.

Présidée par **Claire Denis**, animée par l'humoriste **Moustik**, en présence de **Julie Gayet**.

Pour tout savoir : trophees-francophones.org

À (re)voir sur tv5mondeplus.com

TV5MONDE

La chaîne culturelle francophone mondiale

AFRIQUE AUSTRALE

Changements en trompe-l'œil

- 174 AFRIQUE DU SUD
- 175 ANGOLA
- 176 BOTSWANA
- 177 LESOTHO
- 178 MALAWI
- 179 MOZAMBIQUE
- 180 NAMIBIE
- 181 SWAZILAND
- 182 ZAMBIE
- 183 ZIMBABWE

Cela ressemble à un grand chamboulement. Ces derniers mois, le Zimbabwéen Robert Mugabe et l'Angolais José Eduardo dos Santos ont tous deux quitté le pouvoir, après respectivement trente-sept et trente-huit ans de règne. Et le « parrain » de la région, le Sud-Africain Jacob Zuma, tirera quant à lui sa révérence au plus tard en 2019.

Les contextes sont, bien sûr, différents. Mais ils ont un point commun : chaque fois, la formation des dirigeants en question est parvenue à se maintenir au sommet de l'État. En cela, ces trois pays ne font que suivre des exemples rencontrés dans la région. Les quatre présidents qui se sont succédé à Gaborone

sont ainsi tous issus du Parti démocratique du Botswana. L'actuel chef de l'État, Ian Khama, vient d'ailleurs d'en céder la direction à son probable successeur, Mokgweetsi Masisi. Le Front de libération du Mozambique (Frelimo) a pour sa part organisé en son sein la succession entre les présidents Joachim Chissano, Armando Guebuza et Filipe Nyusi - lequel est entré en fonction en janvier 2015.

Avec ces rotations à leur tête, les partis de libération, encore dominants en Afrique australe, semblent avoir trouvé la recette pour conserver les rênes. Cela ne garantit pas une bonne gestion. Mais c'est au moins le gage d'une certaine stabilité. ●





AFRIQUE DU SUD

Zuma or not Zuma

Pour combien de temps encore Jacob Zuma sera-t-il le président de la nation Arc-en-Ciel ? Théoriquement, le mandat du chef de l'État court jusqu'aux élections générales de mai 2019. En pratique, le Sud-Africain pourrait céder les rênes du pays au candidat du Congrès national africain (ANC) désigné lors de la conférence nationale du parti.

Aux municipales d'août 2016, l'ANC – dont l'hégémonie s'effrite à mesure que s'allonge la liste des scandales de corruption entourant le président et que le pays s'enfonce dans le marasme économique – a enregistré le pire score de son histoire (moins de 54 % à l'échelle nationale), accusant de cinglantes défaites à Johannesburg, Pretoria et Port Elizabeth. Le futur candidat de l'ANC aura-t-il les mains libres pour tenter de sauver les meubles en 2019 ? La stratégie de Jacob Zuma, dont l'aplomb résiste à toute épreuve malgré son impopularité, est imprévisible.

ISOLÉ. Depuis l'affaire des GuptaLeaks – une série d'e-mails dévoilés début juin 2017 dans la presse révélant la collusion entre le chef de l'État et les Gupta, cette riche fratrie d'hommes d'affaires d'origine indienne à la tête d'un empire industriel tentaculaire –, Jacob Zuma semble plus isolé que jamais. Le 8 août, il a résisté à une motion de défiance déposée par l'opposition. Cette nouvelle victoire, obtenue à 24 voix près alors que le vote avait lieu à bulletins secrets – une première –, montre que le président détient toujours une majorité au sein de l'ANC.

Le parti de la libération, au pouvoir sans interruption depuis la fin de

l'apartheid, est toutefois de plus en plus divisé. Une situation qui a éclaté au grand jour avec la démission, le 30 mars 2017, du ministre des Finances, Pravin Gordhan, apprécié des milieux financiers. Le gardien du Trésor est désormais en guerre ouverte avec le chef de l'État. Son limogeage a poussé plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Johannesburg et de Pretoria, à l'appel d'un front « anti-Zuma » allant de l'Alliance démocratique (DA), le principal parti d'opposition conduit

par Mmusi Maimane, 37 ans, surnommé « l'Obama de Soweto », aux Combattants pour la liberté économique (EEF) du turbulent Julius Malema, 36 ans, à l'extrême gauche. Ce rassemblement de circonstance peut-il faire tomber l'ANC ?

AU RALENTI. L'économie la plus industrialisée du continent, toujours très dépendante du secteur

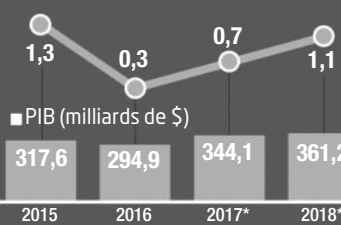
minier – qui représente la moitié de ses recettes d'exportation – tourne au ralenti : la croissance s'établit à 0,7 % selon le FMI, un très léger rebond par rapport à 2016 (0,3 %), où l'Afrique du Sud avait enregistré sa plus mauvaise performance depuis la récession de 2009.

Grâce à la reprise de la demande interne, à la hausse des prix des matières premières et à la fin de la sécheresse qui a frappé la sous-région pendant trois ans, la croissance pourrait atteindre 1,1 % en 2018. Ces prévisions demeurent toutefois incertaines compte tenu de la dégradation de la note souveraine de l'Afrique du Sud. L'arrivée aux Finances d'un fidèle de Zuma, l'ex-ministre de l'Intérieur Malusi Gigaba, fait par ailleurs craindre que le gouvernement dévie de sa trajectoire de maîtrise des dépenses publiques. Selon le FMI, le

Face à l'ANC, un front allant de Mmusi Maimane au turbulent Julius Malema.



- Population: **54,5 millions**
- Croissance démographique: **1,1 %**
- PIB par habitant: **6 089 \$**
- Espérance de vie: **57,7 ans**
- Alphabétisation: **94,6 %**
- Inflation: **5,4 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **119^e**
- Investissements directs étrangers: **2 270 millions de \$**
- Balance courante: **- 2,8 % du PIB**
- Principale exportation: **or**
- Dernier changement de président: **2009**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

déficit budgétaire s'établit à - 4,45 % du PIB, bien en deçà de l'objectif de - 3,1 % affiché en février 2017.

La croissance atone pèse sur la création d'emploi. Le chômage continue d'augmenter, et frappait 27,6 % d'actifs en 2017, d'après le FMI. Ce marasme contribue au maintien des pires inégalités au monde, selon l'indice de Gini. Une situation qui peut expliquer l'impact non négligeable de la stratégie populiste de Zuma, qui critique le monopole économique des Blancs. ●



ANGOLA

La vie après « Zedu »

Après trente-huit ans de règne, « Zedu » a enfin passé le flambeau. Depuis fin septembre 2017, José Eduardo dos Santos, 75 ans, n'est plus le président de l'Angola. C'est son ancien ministre de la Défense, le général João Gonçalves Lourenço, qui a pris le relais. Cette succession en douceur au sommet de la deuxième puissance pétrolière du continent a été orchestrée au cœur même du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), vieux parti marxiste qui dirige le pays depuis son accession à l'indépendance, en 1975. Des prétendants qui n'y exercent pas de rôle clé, fille ou fils du chef de l'État sortant soient-ils, ont été écartés de la course pour laisser la voie libre au vieux briscard du parti. João Gonçalves Lourenço, 63 ans, en a été le secrétaire général entre 1998 et 2003, après avoir participé à la guerre contre les forces coloniales portugaises.

AVANTAGES. Isabel dos Santos, la femme la plus riche d'Afrique, et son frère José Filomeno devront repasser. Mais ont-ils dit leur dernier mot ? Il est trop tôt pour l'affirmer. De l'avis de beaucoup d'observateurs des arcanes politiques angolais, l'après-Zedu sera caractérisé, dès 2018, par le rapport de force entre le nouveau maître de Luanda et le clan dos Santos : le premier répète déjà à qui veut l'entendre qu'il n'est pas la marionnette de son prédécesseur (il n'a même pas attendu deux mois avant de limoger Isabel dos Santos, qui était à la tête de Sonangol, la compagnie pétrolière nationale), alors que le second tente de préserver les avantages engrangés durant près de quatre décennies de pouvoir. De fait, l'ancien président s'est arrangé en se

retirant pour qu'une loi accorde aux ex-chefs de l'État angolais, « jusqu'à leur décès », des gardes du corps, un chauffeur et une pension équivalant à 90 % de leur salaire, qui est officiellement de 1 million de kwanzas (environ 5 300 euros) par mois. Un autre texte législatif interdit toute poursuite judiciaire à leur encontre pour des actes liés à l'exercice de leurs fonctions.

AGRICULTURE. Le redressement économique du pays constitue l'autre défi auquel doit faire face João Gonçalves Lourenço. Et sur ce terrain aussi, le nouveau président ne manque pas d'arguments. Il propose ainsi de diversifier l'économie. Celle-ci a été durablement affectée ces deux dernières années par le repli des cours du pétrole. D'autant que l'or noir représente jusqu'ici plus de 90 % des recettes d'exportation de l'Angola. C'est pourquoi la remontée du prix du baril fin 2017 a entraîné une certaine embellie. La tendance devrait légèrement s'affirmer en 2018. Le taux de croissance du PIB passerait ainsi de 1,5 % à 1,6 %, selon le FMI.

À défaut d'annoncer un programme avec l'institution – Luanda avait suspendu en juin 2016 les négociations à propos d'un prêt de 4,5 milliards de dollars (soit 4 milliards d'euros) –, les autorités ont exposé une série de mesures destinées à améliorer le climat des affaires. Cela passe entre autres par la restructuration des entreprises publiques.

Prêchant la sortie du tout-pétrole, Lourenço mise aussi sur l'agriculture. Le chef de l'État espère voir de nouveaux investisseurs s'intéresser rapidement au potentiel de son pays. Mais en

Le nouveau président répète à qui veut l'entendre qu'il n'est pas la marionnette de son prédécesseur.



attendant, il doit apporter des solutions immédiates aux problèmes sociaux auxquels est confrontée sa population. Le chômage continue à frapper les plus jeunes, le fossé entre les riches et les pauvres, qui vivent avec moins de 2 dollars par jour, ne cesse de se creuser. Autrement dit, la diversification souhaitée ne produira les effets escomptés que si les nouvelles autorités font de la réduction des inégalités sociales leur cheval de bataille. Le successeur de Zedu tiendra-t-il le pari ? ●

BOTSWANA

Si les diamants ne sont pas éternels...

L'histoire du Botswana est une success-story du développement. Champion continental de la lutte contre la corruption selon l'ONG Transparency International, ce pays discret de 2,3 millions d'habitants, couvert de désert aux trois quarts, a conjuré la malédiction des matières premières. En cinquante ans, il s'est hissé de la catégorie des pays les moins avancés à celle des pays à revenu intermédiaire et son PIB par habitant, de 7 673,8 dollars, est le plus élevé d'Afrique australe.

Découvert huit mois après le départ des Britanniques en 1966, le diamant constitue toujours la principale richesse du pays : il représente 80 % des exportations et 30 % des recettes budgétaires. Toute la chaîne de production, de l'extraction à la vente, se trouve sur le territoire, encadrée par un partenariat public-privé entre le gouvernement et le conglomerat diamantaire sud-africain De Beers, qui, depuis 2011, commercialise les bijoux depuis Gaborone.

EXTINCTION. Si le Botswana a su gérer intelligemment ses réserves minières et investir dans ses ressources humaines en développant ses systèmes sanitaires et éducatifs, la diversification de son économie attend toujours. En effet, des projections situent l'extinction de ses réserves de diamants en 2025, et le pays est très dépendant de l'évolution des cours et des fluctuations de la demande internationale en minerais et pierres précieuses.

Pour 2017, le FMI table sur une croissance du PIB de 4,5 %, confirmant la reprise enregistrée l'année précédente (4,3 %) après un épisode de récession en

2015 (-1,7 %). Cette amélioration repose sur le rebond des prix et de la production de diamants ainsi que sur un meilleur approvisionnement électrique grâce à l'agrandissement de la centrale à charbon Morupule B, qui a permis d'éviter des coupures de courant. L'inflation, de 3,7 % en 2017, selon le FMI, reste contenue. Une exception dans la sous-région, où les pressions inflationnistes sont fortes.

L'activité économique bénéficie également de l'Economic Stimulus Programme (ESP), lancé fin 2015 par le gouvernement dans le but de favoriser la création d'emplois. Pour ce faire, le lieutenant-général Seretse Khama Ian Khama, réélu président en 2014, mise sur les secteurs de l'agriculture, du tourisme, des services et des infrastructures. Cette politique expansionniste ne contrevient pas à la

soutenabilité des finances publiques : le FMI estime le déficit budgétaire à -0,05 % du PIB en 2017 et à -1,6 % en 2018 tandis que la dette publique est faible (15,4 % du PIB). Par ailleurs, en dépit de son enclavement et de la petite taille de son marché, le Botswana est le 5^e pays africain (et le 81^e sur 190) le plus favorable aux investisseurs dans le classement « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale.

Malgré ces indicateurs favorables et d'importants investissements publics dans l'éducation (l'accès à l'école est gratuit et universel jusqu'à l'âge de 13 ans), le chômage reste élevé, à 17,8 % officiellement, et les inégalités demeurent. Le Botswana a par ailleurs le troisième taux de prévalence du sida le plus important du continent, avec plus de 22 % d'adultes (entre 15 et 49 ans) séropositifs. La gratuité

Pour créer des emplois, Ian Khama mise sur l'agriculture, le tourisme, les services et les infrastructures.



- Population : **2,3 millions**
- Croissance démographique : **2 %**
- PIB par habitant : **7 673,8 \$**
- Espérance de vie : **64,5 ans**
- Alphabétisation : **88,2 %**
- Inflation : **3,7 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **108^e**
- Investissements directs étrangers : **10 millions de \$**
- Balance courante : **4,5 % du PIB**
- Principale exportation : **diamants**
- Dernier changement de président : **2008**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

des traitements antirétroviraux et du dépistage généralisé dans les années 2000 a toutefois endigué la progression de l'épidémie.

Le pays est une démocratie parlementaire stable, dirigée depuis 1965 par le Parti démocratique du Botswana (BDP). Au mois de juillet 2017, l'actuel vice-président, Mokgweetsi Masisi, a été choisi pour en prendre les rênes. Il pourrait succéder, lors des élections générales de 2019, à Ian Khama, qui achève son second et dernier mandat. ●



LESOTHO

Petit royaume, défis colossaux

Devant une foule compacte rassemblée dans le stade Setsoto, à Maseru, le Premier ministre Thomas Thabane, 78 ans, a été investi le 16 juin 2017 à la tête l'État, deux jours après le meurtre – non élucidé – de son épouse. La cérémonie s'est déroulée sous très haute sécurité, en présence de Cyril Ramaphosa, le vice-président sud-africain et médiateur de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour le Lesotho. Les Forces nationales de défense sud-africaines étaient déployées en masse pour éviter une intervention de l'armée contre le nouveau chef de gouvernement, de retour au Lesotho en février et vainqueur des législatives anticipées du 3 juin.

Depuis le coup d'État manqué qui a chassé Thabane du pouvoir en 2014, la monarchie parlementaire – le roi Letsie III ne joue qu'un rôle honorifique – est marquée par l'instabilité. Si ce scrutin, le troisième en cinq ans, a été jugé « crédible et libre » par la SADC, il s'est déroulé dans un climat tendu. Le Congrès du Basotho (ABC) de Thabane n'a certes pas obtenu la majorité absolue mais il est arrivé loin devant le Congrès des démocrates (DC) du Premier ministre sortant, Pakalitha Mosisili, dont la coalition a été mise en minorité en mars 2017. Combien de temps ce nouvel équilibre tiendra-t-il ? Le 5 septembre, le commandant des forces armées a été abattu dans son bureau. Un « assassinat », selon la SADC, qui freine les efforts du pays pour retrouver la paix.

Le Lesotho, enclavé dans le territoire sud-africain, reste très dépendant de la puissance régionale puisque près de la moitié des revenus de ses ménages

proviennent des ressortissants travaillant en Afrique du Sud, notamment pour des compagnies minières implantées autour de Johannesburg. Ils sont environ 400 000 dans ce cas, leur pays souffrant d'un chômage très élevé (entre 24 % et 28 %, selon la Banque mondiale). Le secteur du textile, principal employeur après l'Administration, n'offre pas suffisamment de postes. Et ce malgré la reconduction cette année de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa, adoptée en 2000), qui exonère le Lesotho de droits de douane sur ses exportations textiles vers le marché américain.

SÉCHERESSE. Le « royaume du ciel » reste par ailleurs très vulnérable aux aléas climatiques, sa population, rurale à 75 %, dépendant de l'agriculture et de l'élevage. Le pays souffre d'autant plus de la sécheresse qui sévit depuis trois ans en Afrique australe qu'il fournit l'essentiel de son eau, l'une de ses principales richesses naturelles, à l'Afrique du Sud.

Selon le FMI, la croissance s'établit à 4,6 % en 2017, contre 2,4 % en 2016. L'activité est soutenue par la deuxième phase du projet Lesotho Highlands Water et par le dynamisme du secteur minier avec l'ouverture, fin 2016, de la mine de diamants de Likhobong (11 millions de carats). L'institution de Bretton Woods table sur une inflation de 6,6 % en

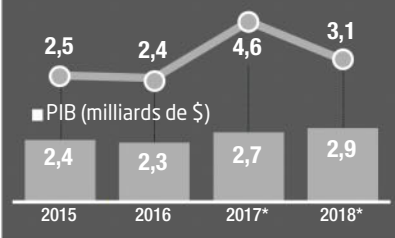
2017 et de 6 % en 2018, conséquence de l'impact de la sécheresse sur les prix des denrées alimentaires et de la faiblesse du loti, la monnaie nationale.

L'incertitude qui entoure le destin politique de ce petit royaume pèse sur

Le 5 septembre, le commandant des forces armées était abattu dans son bureau.



- Population : **2,1 millions**
- Croissance démographique : **1,2 %**
- PIB par habitant : **1 414 \$**
- Espérance de vie : **50,1 ans**
- Alphabétisation : **79,4 %**
- Inflation : **6,6 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **160^e**
- Investissements directs étrangers : **132 millions de \$**
- Balance courante : **- 8,5 % du PIB**
- Principale exportation : **diamants**
- Dernier changement de Premier ministre : **2017**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

ses perspectives de développement et empêche le gouvernement de relever les défis colossaux qui l'attendent. Le Lesotho est le deuxième pays le plus touché par le virus au monde (près du quart de la population est atteint). L'espérance de vie y a chuté à 50,1 ans, selon le Pnud. Avec un PIB par habitant de 1 414 dollars en 2017, cet État indépendant depuis 1966 figure parmi les pays à faible revenu. Il reste marqué par de fortes inégalités et plus de 57 % de sa population y vit dans une extrême pauvreté. ●



MALAWI

Le tabac ne suffit pas

Avec un PIB par tête de près de 327 dollars, le Malawi est le pays le plus pauvre d'Afrique australe, dont il pèse seulement 1,2 % du PIB régional. Très vulnérable aux aléas climatiques, cet État enclavé de plus de 17 millions d'habitants (selon les données 2015 du Pnud) se remet progressivement de la grave sécheresse qui a frappé l'Afrique australe durant trois ans, période durant laquelle plus du tiers de sa population a survécu grâce à l'aide alimentaire.

À la faveur d'un retour à la normale du climat, la croissance devrait atteindre 4,5 % en 2017 et 5 % en 2018, estime le FMI. Soit une reprise nette par rapport à 2016, où la croissance (de 2,3 %) était tombée en deçà de l'augmentation de la population (3,1 % par an). L'activité économique a également bénéficié de la hausse des prix du tabac, le Malawi étant l'un des trois principaux producteurs des précieuses feuilles vertes. Grâce à la normalisation du coût des produits alimentaires, l'inflation a diminué, à 13 % en 2017 (9,6 % en 2018, d'après le FMI), alors qu'elle avait franchi le seuil des 20 % les deux années précédentes.

URANIUM. Avec une population en grande majorité rurale vivant de l'agriculture de subsistance et une économie encore très dépendante du secteur agricole (qui représente près d'un tiers du PIB), ce pays doit poursuivre sa diversification pour assurer sa sécurité alimentaire et se développer.

En dépit d'importantes richesses minières (uranium, charbon, terres rares, pétrole), le Malawi peine à attirer les investisseurs étrangers et souffre d'un manque d'infrastructures qui pèse sur son approvisionnement en eau et en électricité.

Le président Peter Mutharika, élu en 2014, doit également redresser les comptes publics. Le budget, dépendant à 40 % de l'aide étrangère, a pâti du retrait des bailleurs il y a trois ans, après le scandale du « Cashgate » de 2013 (45 millions de dollars ont été détournés par des ministres et des proches du pouvoir). D'ailleurs, les poursuites des responsables impliqués continuent. Fin juillet, le gouvernement a annoncé l'émission d'un mandat d'arrêt

Fin juillet 2017, le gouvernement a émis un mandat d'arrêt contre Joyce Banda, l'ex-présidente.

contre l'ex-présidente, Joyce Banda, en poste lorsque le scandale a éclaté et vivant aux États-Unis depuis sa défaite électorale de 2014, ainsi que le licenciement de 68 fonctionnaires accusés d'avoir détourné 2 millions de dollars.

Afin de réduire les dépenses, le gouvernement a engagé une politique d'austérité qui commence à porter ses fruits : le déficit budgétaire n'est plus que de 5,2 % du PIB en 2017 (contre 7,1 % en 2016) et la dette publique s'établit à 54,7 % du PIB en 2017 (contre 60,2 % en 2016). Plusieurs réformes ont été conduites, comme la refonte du programme de subvention des intrants agricoles et la limitation des hausses des traitements des fonctionnaires. Ces mesures ont envoyé des signaux suffisants, puisqu'en mai 2017 la Banque mondiale a débloqué 80 millions de dollars (soit 72 millions d'euros).

La faiblesse de son rang dans le classement 2016 du Pnud selon l'indice de développement humain (170^e sur 188) en témoigne : le Malawi a encore bien des progrès à faire en matière d'accès aux soins et à l'éducation. Sur 1 000 enfants de moins de 5 ans, 59,1 mourraient en 2015 d'après l'OMS, et seul le tiers de la population a suivi un enseignement du niveau secondaire en 2016. Le pays a également d'immenses avancées à accomplir dans



l'égalité des sexes. Dans le sud du pays, les jeunes filles sont envoyées dans des camps où elles subissent des rites de « purification » et d'« initiation » sexuelle alors que la loi l'interdit depuis 2013.

Sur le plan régional, le pays s'oppose à la Tanzanie depuis plus de cinquante ans au sujet du lac Malawi, le troisième plus grand lac d'Afrique, potentiellement riche en pétrole. Le dialogue a repris en février, la précédente médiation, menée en 2012, n'ayant pas abouti à un accord sur le tracé de la frontière. ●



MOZAMBIQUE

À l'heure de se serrer la ceinture

L'année 2017 a été marquée par l'apaisement du conflit entre les rebelles de la branche armée de la Renamo (opposition) et les forces gouvernementales. À l'issue de leur rencontre, en août à Gorongosa (Centre), où le chef de l'ancienne rébellion, Afonso Dhlakama, est retranché depuis deux ans, le président, Filipe Nyusi, et le leader de l'opposition ont déclaré qu'ils espéraient conclure le processus de paix avant la fin de l'année. Les deux camps parviendront-ils à transformer l'essai ?

Après les élections générales de 2014, dont la Renamo contestait les résultats, les combats avaient repris et provoqué la fuite de milliers de personnes. Fin 2016, Afonso Dhlakama avait décrété un cessez-le-feu unilatéral pour faire avancer les discussions avec le gouvernement, sous pression depuis la découverte d'une dette cachée de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros), plongeant le pays dans une grave crise financière. Ces emprunts avaient été contractés entre 2012 et 2014 par trois entreprises à capitaux publics pour l'achat de matériel de surveillance maritime et de défense, lorsque l'ex-président, Armando Guebuza était en poste. L'affaire a fait exploser la dette publique, qui, entre 2015 et 2016, est passée de 88 % à 114 % du PIB. En outre, l'État est en défaut de paiement depuis un an.

Le Mozambique est désormais suspendu à la reprise du programme du FMI, qui, avec les principaux bailleurs internationaux, a gelé son aide budgétaire, exigeant un audit indépendant des sociétés concernées. Or le rapport du cabinet new-yorkais Kroll, dont les conclusions sont sorties en juin, relève des zones d'ombre, 500 millions de dollars de dépenses étant

inexpliquées. Ce scandale financier a viré à la bataille politique, provoquant d'importantes divisions au sein du Front de libération du Mozambique (Frelimo), dont l'hégémonie est de plus en plus contestée. À ce titre, les élections municipales de 2018 seront déterminantes pour l'avenir du parti au pouvoir. Le Frelimo a par ailleurs trans-

ché début octobre, lors de son congrès, en faveur de l'actuel président, investi à l'unanimité à la tête du parti, le désignant ainsi comme candidat à la présidentielle de 2019.

CHARBON. Sur le plan économique, le chef de l'État fait face à des difficultés de plus en plus sérieuses.

Après des années fastes (7,9 % de croissance en moyenne de 2004 à 2015), une baisse a été enregistrée en 2016 (3,8 %), qui se poursuit en 2017 (4,7 %). L'inflation reste forte (17,5 % en 2017, contre 19,2 % en 2016), malgré les efforts de l'État pour restructurer sa dette qui est retombée au niveau de 2015 (88 % du PIB) et la stabilisation, depuis quelques mois, de la monnaie nationale.

La hausse des cours mondiaux des matières premières – l'aluminium et le charbon occupent les deux premiers postes d'exportation du pays – devrait cependant permettre de renflouer les caisses de l'État. Autre bonne nouvelle, le gouvernement et le géant pétrolier italien ENI ont officialisé, en juin 2017, le lancement d'un premier mégaprojet gazier, pour un montant de 8 milliards de dollars. Cet événement marque le début de l'exploitation des gigantesques réserves de gaz (5 000 milliards de m³) découvertes en 2010 dans le bassin de Romuva, dans le Nord, et pourrait amener le Mozambique à figurer en tête des principaux pays producteurs de gaz naturel liquéfié.

ENI a lancé son mégaprojet gazier de 8 milliards de dollars.



- Population : **28 millions**
- Croissance démographique : **2,8 %**
- PIB par habitant : **418 \$**
- Espérance de vie : **55,5 ans**
- Alphabétisation : **58,8 %**
- Inflation : **17,5 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **181^e**
- Investissements directs étrangers : **3 093 millions de \$**
- Balance courante : **- 25,6 % du PIB**
- Principale exportation : **aluminium**

■ Dernier changement de président : **2014**

■ Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

Seulement, l'exploitation de ces richesses ne bénéficie pas à l'ensemble de ses 28 millions d'habitants, dont 70 % vivent en zone rurale. D'après le Pnud, le Mozambique occupe le 181^e rang sur 188 selon l'indice de développement humain. Ses défis sociaux sont énormes : moins de 60 % des adultes savent lire et écrire, l'espérance de vie avoisine 55 ans, et le paludisme y demeure la principale cause de mortalité (29 % de la population, 35 % chez les enfants). ●



NAMIBIE

De l'uranium et des hommes

Considéré comme étant le plus ancien de la planète, le désert du Namib, vieux de 80 millions d'années, est l'un des principaux atouts touristiques de ce pays peuplé de 2,5 millions d'habitants (seule la Mongolie a une densité de population plus faible).

Là n'est pas son seul attrait : il abrite également la mine géante de Husab, dont l'exploitation par la China General Nuclear Power Corporation a commencé au début de l'année 2017. La hausse de la production d'uranium ainsi réalisée devrait permettre à terme à la Namibie de monter sur la troisième marche du podium des producteurs mondiaux de ce minéral, derrière le Kazakhstan et le Canada. Cette mine constitue l'un des plus gros investissements chinois sur le continent, signe des relations étroites entre Windhoek et Pékin, qui finance également l'agrandissement du port de Walvis Bay, à une quarantaine de kilomètres au sud du gisement.

Malgré sa stabilité politique, ses infrastructures de transport et son important potentiel touristique, la Namibie demeure très dépendante de ses ressources minières. Le fort ralentissement de la croissance, de 0,8 % en 2017 selon le FMI, déjà remarqué en 2016 (1,1 %), devrait disparaître en 2018 (2,5 %).

DYNAMISME. L'activité économique est soutenue par la hausse de la production des nouvelles mines d'Otjikoto (or) et de Tschudi (cuivre), mises en service en 2015, à laquelle profitent l'augmentation de la demande internationale et la remontée des cours mondiaux. Pour encourager le dynamisme du secteur, le gouvernement a décidé la levée d'un

moratoire de dix ans sur les demandes de prospection et d'exploitation d'uranium sur le territoire. La croissance repose également sur la meilleure santé de l'agriculture et de l'élevage, qui ont souffert de la sécheresse qui a sévi pendant trois ans en Afrique australe.

À l'occasion du 27^e anniversaire de l'indépendance, le président Hage Geingob, élu fin 2014 avec 87 % des voix, a exprimé la volonté d'engager une réforme agraire s'inspirant des trajectoires suivies par ses voisins zimbabwéen et sud-africain. Objectifs affichés : que 43 % des terres arables soient redistribuées à la majorité noire d'ici à 2020 et que des compensations financières « justes » soient accordées aux fermiers blancs expropriés.

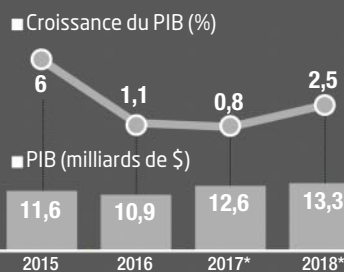
Autre proposition du chef de l'État – qui devrait être reconduit à la tête de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo), le parti au pouvoir depuis la libération – dans le cadre du Black Economic Empowerment : l'obligation pour les entreprises détenues par des Blancs de céder 25 % de leur capital aux Noirs.

L'ancienne colonie allemande (jusqu'en 1915) demeure en effet l'un des pays les plus inégalitaires de la planète. Selon l'indice de Gini, la Namibie est en deuxième position derrière l'Afrique du Sud, l'ancienne puissance tutélaire, dont l'apartheid a laissé des séquelles. Et ce malgré d'importants progrès en matière de réduction de la pauvreté et d'efforts dans l'éducation, gratuite jusqu'au secondaire. Ces annonces gouvernementales visent à répondre au mécontentement social nourri par le maintien d'un chômage élevé (28,1 %) et d'un fort taux d'inflation (6 % en 2017,

Le président Hage Geingob entend redistribuer 43 % des terres arables à la majorité noire d'ici à 2020.



- Population : **2,5 millions**
- Croissance démographique : **2,3 %**
- PIB par habitant : **5 358 \$**
- Espérance de vie : **65,1 ans**
- Alphabétisation : **90,8 %**
- Inflation : **6 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **125^e**
- Investissements directs étrangers : **275 millions de \$**
- Balance courante : **- 7,3 % du PIB**
- Principale exportation : **diamants**
- Dernier changement de président : **2014**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

5,75 % en 2018) mais elles pourraient nuire aux investissements étrangers. Le climat des affaires reste médiocre, la Namibie étant à la 106^e place du classement « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale.

En revanche, ce pays détient toujours le titre de champion continental de la liberté de la presse, d'après Reporters sans frontières, et peut se prévaloir de bons scores dans la lutte contre la corruption (Transparency International lui accorde la 53^e position sur 176). ●



SWAZILAND

Sans recettes fixes

La traditionnelle Fête des roseaux (ou Umhlanga) est devenue l'une des principales attractions touristiques du pays. Le 4 septembre 2017, 40 000 jeunes filles ont dansé devant le roi du Swaziland, Mswati III, et le président zambien, Edgar Lungu, son invité d'honneur pour l'occasion. La coutume veut que le roi, polygame (il a quinze femmes), choisisse parmi elles une nouvelle épouse à l'issue de la cérémonie, qui s'est déroulée au palais royal de Ludzidzini, près de la capitale, Mbabane.

À 49 ans, Mswati III est le dernier monarque absolu du continent. Depuis plus de trente ans, il dirige d'une main de fer ce petit royaume de 1,3 million d'habitants enclavé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique. Certes, le Parlement est élu, mais les partis politiques sont interdits depuis 1973, et la liberté d'association y demeure très compromise. Selon Reporters sans frontières, « la presse libre y est inexistante ». Aucune cour de justice n'est autorisée à poursuivre et à juger les membres du gouvernement, en revanche toute critique du régime est passible de procès, rendant l'autocensure quasi systématique.

DOUTE. Depuis deux ans, l'ancien protectorat britannique s'enfonce dans la crise. Après une année de récession (- 0,006 % en 2016), la croissance ne devrait pas excéder 0,25 % en 2017 (et retomber à - 0,9 % l'année suivante), selon le FMI. L'inflation, elle, reste toujours élevée (7 % en 2017 et 5,3 % en 2018). La population, en grande majorité rurale, a certes souffert de la sécheresse qui a durement touché l'Afrique australe pendant trois ans et frappé les cultures pluviales (maïs, coton, canne à sucre). Mais le domaine agricole, dont les rendements ont augmenté grâce

à l'amélioration des conditions météorologiques, ne contribue qu'à 6 % du PIB, loin derrière les secteurs tertiaire (51 %) et industriel (42 %).

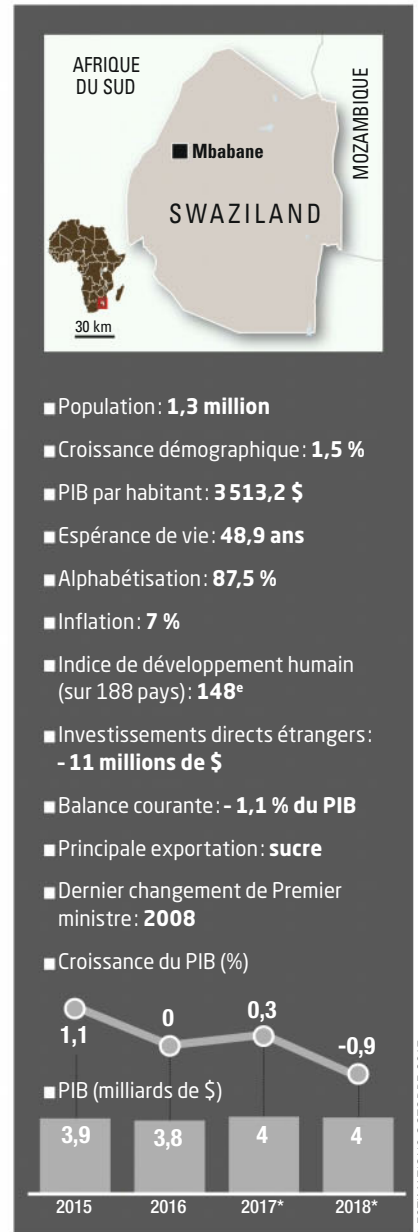
Le royaume subit de plein fouet les difficultés économiques qui frappent son puissant voisin sud-africain et, plus largement, l'Afrique australe. Le Swaziland est très dépendant de l'Afrique du Sud, qui contribue à 85 % de ses importations et absorbe 60 % de ses exportations. Le pays pâtit également de l'effondrement des revenus provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe (Sacu). Alors qu'ils représentaient près de la moitié des recettes fiscales du pays entre 2015 et 2016, ils ont chuté de 25 % en un an. Cette forte baisse pèse grandement sur les réserves nationales de devises et met en doute la solidité des finances publiques. Selon le FMI, le déficit budgétaire se creuse (il était de - 8,2 % du PIB en 2017), et la dette publique, qui a passé la barre des 25 % du PIB en 2016, aurait atteint 31,1 % cette année, contre 18,5 % en 2015.

Avec un PIB par habitant de 3 513,20 dollars, le Swaziland appartient à la catégorie des pays à revenu faible et intermédiaire, selon la Banque mondiale. Il figure au bas du classement du Pnud selon l'indice de développement humain (148^e sur 188). Plus de 63 % de sa population vit au-dessous du seuil de pauvreté, et de fortes inégalités persistent. Le royaume détient le triste record du plus fort taux de prévalence du sida

du monde (28,5 % des habitants âgés de 15 à 49 ans, selon l'OMS). Et le virus a fait reculer l'espérance de vie à 49 ans.

Cependant, le pays est parvenu à diviser par deux le nombre de nouvelles contaminations des 18-49 ans en cinq ans, grâce notamment à l'amélioration

Le royaume subit de plein fouet les difficultés qui frappent son puissant voisin sud-africain.



des tests de dépistage (dont le nombre a doublé entre 2011 et 2016, passant de 176 000 à 367 000) et à un meilleur accès aux traitements antirétroviraux.

Sur le plan régional, le Swaziland a cédé sa place à la tête de la Communauté de développement de l'Afrique australe à l'Afrique du Sud en août 2017, à l'occasion du 37^e sommet de l'organisation. La nomination du roi Mswati III avait suscité la polémique et provoqué une levée de boucliers chez les partisans de la démocratie. ●



ZAMBIE

Edgar à la main de fer

ouée d'ordinaire pour sa stabilité, la Zambie est le théâtre depuis plusieurs mois de fortes tensions entre le régime et l'opposition, qui accuse le président Edgar Lungu de dérive autoritaire. Au mois d'avril, Hakainde Hichilema (HH), le leader du Parti uni pour le développement national (UPND), cinq fois candidat à la présidentielle, a été arrêté à son domicile pour avoir tenté de bloquer le passage du convoi d'Edgar Lungu. Inculpé de trahison, l'adversaire numéro un du chef de l'État a été transféré à la prison de haute sécurité de Kabwe, à 150 km au nord de Lusaka, et a passé quatre mois derrière les barreaux.

La détention de « HH » a envenimé les rapports entre le camp présidentiel et l'opposition, déjà tendus depuis la réélection d'Edgar Lungu dès le premier tour avec une courte avance (50,35 %) en août 2016. Le bras de fer s'est à nouveau durci avec la suspension, mi-juin, de 48 députés de l'UNDP pour avoir boycotté un discours du chef de l'État dans l'hémicycle. Puis avec l'instauration de l'état d'urgence, le 6 juillet, en réponse à une série d'incendies criminels dont l'un, qui a dévasté le grand marché de la capitale, a été attribué à l'opposition par le régime. Enfin, par l'arrestation, début août, de Savior Chishimba, autre opposant très critique envers le pouvoir.

DÉLÉTÈRE. Sur la scène internationale, le régime d'Edgar Lungu a attiré l'attention de ses voisins lorsque le chef de file de l'opposition sud-africaine, Mmusi Maimane, s'est vu interdire, fin mai, d'entrer sur le territoire zambien. Forcé de faire demi-tour à son atterrissage à l'aéroport de Lusaka, le leader de l'Alliance démocratique (DA)

devait se rendre au procès de Hakainde Hichilema le lendemain pour lui témoigner son soutien. Depuis, le Sud-Africain ne ménage pas ses critiques envers le régime qu'il accuse de violer l'État de droit et dénonce sa connivence avec le président Jacob Zuma.

C'est dans ce climat politique délétère que le gouvernement négocie un programme d'aide avec le FMI. À l'issue de sa visite début juin, l'institution a salué les efforts réalisés en matière de gestion des finances publiques, l'une des priorités qu'affichait Edgar Lungu lors de sa réélection, même si le défi à relever reste de taille. Cette année, le déficit budgétaire devrait atteindre - 7,97 % du PIB selon le FMI, et la dette publique s'alourdir à 55,6 % du PIB.

Depuis août 2016, les tensions se sont accrues entre le président et l'opposition.

REPRISE. Le retour de la croissance, de 3,98 % en 2017, et même de 4,48 % en 2018, devrait toutefois permettre de soulager les comptes publics, qui avaient souffert du contexte préélectoral en 2016, empêchant tout ajustement budgétaire. Cette reprise s'explique par la remontée des prix du cuivre - dont la Zambie est le deuxième producteur africain - et la fin de la sécheresse qui a frappé l'Afrique australe pendant trois ans.

Le secteur minier, moteur de la croissance depuis 2001, continue d'attirer l'essentiel des investissements étrangers. Selon la BAD, la production de cuivre devrait progresser de 16 % en 2017 et de 8 % en 2018. L'activité bénéficie également du programme de redressement économique Zambia Plus, lancé par le gouvernement en octobre 2016. La politique monétaire très restrictive de la Banque centrale a par ailleurs porté ses fruits puisque le taux d'inflation,



toujours élevé, est tombé à 6,8 % en 2017 (au lieu de 17,9 % l'année précédente).

La croissance reste cependant très peu inclusive, notamment du fait de l'importance de l'économie informelle, qui représente près de 80 % des emplois. Troisième économie d'Afrique australe (4,5 % du PIB régional), la Zambie reste très marquée par la pauvreté et les inégalités et stagne dans les profondeurs du classement du Pnud selon l'indice de développement humain (139^e sur 188 pays). ●



ZIMBABWE

Du neuf avec du vieux

Beaucoup le voyaient mourir sur le trône. L'inamovible Robert Mugabe, 93 ans, dont trente-sept années à la tête de l'État en tant que Premier ministre puis président, a été poussé vers la sortie par les militaires qui, dans la nuit du 14 au 15 novembre 2017, ont pris le contrôle de Harare. Exclu de son parti, la Zanu-PF, lâché par les anciens combattants et son allié historique, l'Afrique du Sud, le plus vieux président du monde a donné sa démission le 21 novembre. En résidence surveillée, Robert Mugabe a d'abord refusé de se retirer lors de sa première allocution télévisée, alors que des dizaines de milliers de Zimbabweens avaient demandé son départ la veille dans les rues de la capitale. La nouvelle de son départ est tombée alors que les députés, réunis dans l'hémicycle, débattaient d'une procédure de destitution du chef de l'État. Elle a été reçue sous les applaudissements.

FRACTURES. Le coup d'État de l'armée a révélé les fractures entre les vétérans de la guerre de libération et Grace Mugabe, l'épouse pressentie comme héritière. Les militaires voulaient stopper la purge dont étaient victimes les partisans d'Emmerson Mnangagwa, le numéro deux du régime, et empêcher l'ascension fulgurante de la première dame. Le limogeage du crocodile a été le faux pas de trop. L'ancien guérillero, qui a servi Robert Mugabe plus de cinquante ans et a été désigné comme son successeur en tant que leader de la Zanu-PF, a annoncé « le début d'une démocratie au Zimbabwe ».

Emmerson Mnangagwa s'est engagé à organiser les élections prévues en 2018 dans les délais. Un rendez-vous qu'il a

toutes les chances de transformer en succès tant l'opposition reste divisée. À l'image de son chef historique, Morgan Tsvangirai, qui a révélé en 2016 qu'il souffrait d'un cancer du côlon, elle semble dépassée par les événements. Aux côtés du Movement for Democratic Change (MDC) de ce dernier, deux autres alliances tentent d'exister : la Coalition of Democrats (Code) et la People's Rainbow Coalition de Joice Mujuru.

RÉCESSION. Formellement investi le 24 novembre 2017, le nouveau président zimbabwéen hérite du bilan catastrophique de Robert Mugabe. Sous le règne de ce dernier, le pays de 15,6 millions d'habitants doté d'abondantes ressources minières (platine, or, diamant, nickel) s'est considérablement appauvri. Selon son indice de développement, il est classé 154^e sur 188 pays par le Pnud et son PIB par habitant y avoisinait 1 150 dollars en 2017. L'espérance de vie dépasse à peine 59 ans et, d'après la Banque mondiale, plus de 72 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2011.

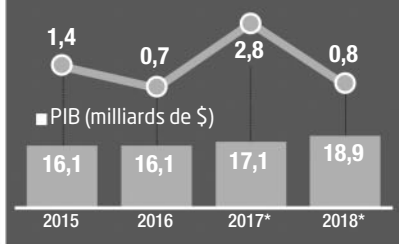
Ces dernières années, la crise a poussé entre 1 et 3 millions de Zimbabweens à prendre la direction de l'Afrique du Sud voisine. Grâce à de très bonnes récoltes (après trois ans de grave sécheresse), la croissance s'est élevée à 2,8 % en 2017 selon le FMI. Mais cette embellie n'est que passagère : la croissance sera atone en 2018 (0,8 %) et en 2019

(0,3 %). Et une récession s'annonce pour 2020. Le chômage, extrêmement élevé, toucherait 90 % de la population active, selon les syndicats. Sans compter que l'inflation est devenue incontrôlable (2,4 % en 2017, 9,5 % en 2018).

La réforme du système financier représente le principal défi du



- Population : **15,6 millions**
- Croissance démographique : **2,2 %**
- PIB par habitant : **1 149,70 \$**
- Espérance de vie : **59,2 ans**
- Alphabétisation : **86,9 %**
- Inflation : **2,4 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **154^e**
- Investissements directs étrangers : **319 millions de \$**
- Balance courante : **- 3,6 % du PIB**
- Principale exportation : **tabac**
- Dernier changement de président : **2017**
- Croissance du PIB (%)



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

nouveau gouvernement. Le portefeuille des Finances a été confié à Patrick Chinamasa, qui le détenait encore récemment sous Mugabe. À ce jour, l'exécutif ne peut prétendre à une assistance financière : ses arriérés de paiement auprès des bailleurs internationaux, FMI en tête, persistent. Et ces derniers ont posé comme condition au déblocage de leur aide le versement de compensations aux fermiers blancs dont les propriétés ont été saisies lors de la réforme agraire de 2000. ●

JEUNE AFRIQUE

L'hebdomadaire qui donne
du sens à l'actualité Africaine

CHOISISSEZ LA FORMULE D'ABONNEMENT QUI VOUS CONVIENT

ÉDITION DIGITALE

1 AN

47 NUMÉROS

dont 3 numéros doubles et 1 numéro triple

+ 2 HORS-SÉRIES

+ l'accès aux archives*

79,99 €

soit 63,53 € d'économie par rapport
au prix de vente unitaire en kiosques numériques

Des hors-séries
et numéros spéciaux
indispensables
pour approfondir
l'actualité économique
de l'Afrique



ÉDITION PAPIER

1 AN

47 NUMÉROS

dont 3 numéros doubles et 1 numéro triple

+ 2 HORS-SÉRIES

135 €

soit 76,11 € d'économie par rapport
au prix de vente unitaire en kiosques

* depuis 2015

Pour les abonnements entreprises, merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 18 07

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique -
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

Je m'abonne
à l'édition **DIGITALE**

■ 1 AN

47 numéros + 2 hors-séries
+ l'accès aux archives
au tarif de 79,99€

Je m'abonne
à l'édition **PAPIER**

■ 1 AN

47 numéros + 2 hors-séries
au tarif de 135€

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : Prénom* :

Société :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Pays* : Téléphone mobile* :

E-mail* : @

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par : ☐ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA) ☐ Carte Bancaire

N° CB : 3 derniers chiffres inscrits
au dos de ma carte bancaire

Expire fin : CVV :

☐ Virement bancaire : CIC Paris EST Taitbout GCE - 11 bis, Bd Haussmann - 75009 Paris
I BAN FR76 3006 6106 6000 0100 4680 237

Date et signature obligatoires

Offre valable jusqu'au 31/12/2017 en France métropolitaine. Les articles peuvent être achetés séparément. Prix de vente au numéro : 3,80 € - Numéro double : 6 € - Hors-série Finance et hors-série 500 entreprises : 6 € - Hors-série État de l'Afrique : 7,90 €. Jeune Afrique est une publication de SIFUA, S.C.A au capital de 15000000 € au 57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France - SIRET 784 683 484 00025. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant en écrivant à serviceclient.ja@jeuneafrique.com

www.jeuneafrique.com/abonnements/

+33(0)1 44 70 14 74

abonnement-ja@jeuneafrique.com

Service Abonnements
Jeune Afrique
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

CODE : JA3971

OCÉAN INDIEN

Vague à l'âme

Les années passent et se ressemblent dans la sous-région. Le seul changement politique significatif cette année concerne Maurice, où Anerood Jugnauth, 87 ans, a mis un terme à sa longue carrière pour confier le poste de Premier ministre à son fils Pravind. À celui-ci de poursuivre l'œuvre du « vieux lion ». Aux Seychelles, Danny Faure, devenu président en octobre 2016 à la suite de la démission de James Michel, marche lui aussi dans les pas de son prédécesseur en faisant de la protection de l'environnement la priorité de son mandat.

Aux Comores, Azali Assoumani tente pour sa part de prolonger les réformes lancées à son arrivée au pouvoir en mai 2016 avec, dans la ligne de mire, une grande consultation nationale pour réfléchir à l'avenir constitutionnel de l'archipel.

Du côté de Madagascar, c'est le scrutin présidentiel de décembre 2018 que l'on attend avec impatience. Avec l'espoir de sortir enfin de la crise politique, économique et sanitaire qui continue de freiner le développement de la Grande Île. ●

- 186 COMORES
- 187 MADAGASCAR
- 188 MAURICE
- 189 SEYCHELLES





COMORES

Tout est sous contrôle

Un peu plus d'un an aura suffi au président Azali Assoumani pour prendre en main tous les leviers du pouvoir de l'Union comorienne. Élu d'une courte tête en mai 2016 grâce au soutien inattendu du parti Juwa d'Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, chef de l'État de 2006 à 2011, Assoumani a profité de la crise entre l'Arabie saoudite et le Qatar pour se débarrasser de son encombrant allié. Proche de Riyad, bailleur de fonds traditionnel de Moroni, quand Sambi défendait une alliance privilégiée avec Doha, Azali Assoumani a remercié les différents ministres estampillés Juwa pour constituer, en juillet 2017, un nouveau gouvernement composé uniquement de membres de son parti, la Convention pour le renouveau des Comores (CRC). Le divorce entre celui qui a déjà dirigé le pays entre 1999 et 2006 et son principal opposant, devenu son successeur, n'était qu'une question de temps. Leur alliance s'était dégradée au fil des mois, leurs députés respectifs en venant même aux mains lors d'une séance parlementaire en avril 2017.

PÉNURIES. Désormais, Azali Assoumani a toute latitude pour appliquer le programme pour lequel il a été réélu, « lutter contre la vie chère ». La première année de son nouveau mandat lui a déjà permis de réorganiser les finances de l'État, en gelant notamment les recrutements dans la fonction publique, et d'améliorer l'approvisionnement en électricité, même si la population subit toujours d'importantes pénuries.

Quasi amorphe jusqu'en 2015, l'économie a dépassé 3 % de croissance en

2017 et devrait atteindre 4 % en 2018, en particulier grâce à la construction par les Émirats d'une centrale électrique d'une capacité de 25 MW sur l'île de la Grande Comore et aux contributions budgétaires de l'ami saoudien.

Le rythme reste néanmoins trop faible pour lutter contre la pauvreté, qui concerne encore la moitié de la population, et surtout pour parvenir à l'émergence, promise par Azali Assoumani à l'horizon 2030. Dans ce but, le gou-

vernement s'est lancé dans un vaste plan de diversification autour des secteurs de l'agriculture – en relançant la filière cacao notamment – et du tourisme, à la suite de l'adhésion des Comores à l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), en septembre 2017. Le pays est également membre de la SADC depuis le mois d'août.

L'autre dossier prioritaire du chef de l'État, c'est la question mahoraise. En ligne avec la

feuille de route signée le 12 septembre par Moroni et Paris, la France a accepté le principe de la gratuité des visas pour les Comoriens qui veulent entrer à Mayotte. Un moyen pour les autorités françaises d'éteindre la polémique suscitée par le président Macron avec ses propos déplacés sur les kwassakwassa, ces embarcations de fortune utilisées par les Comoriens pour rallier le 101^e département français. Ainsi qu'une première étape dans les nouvelles relations que les Comores veulent tisser avec Mayotte, dans l'objectif d'autoriser, à terme, la libre circulation des personnes et des biens. Cette question mahoraise, qui empoisonne le pays depuis son accession à l'indépendance en 1975, promet

Le président Assoumani a profité de la crise entre l'Arabie saoudite et le Qatar pour se débarrasser de Sambi.



- Population: **0,8 million**
- Croissance démographique: **2,4 %**
- PIB par habitant: **777,5 \$**
- Espérance de vie: **63,6 ans**
- Alphabétisation: **78,1 %**
- Inflation: **2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **160^e**
- Investissements directs étrangers: **8 millions de \$**
- Balance courante: **-9,5 % du PIB**
- Principale exportation: **clos de girofle**
- Dernier changement de président: **2016**
- Croissance du PIB (%)



■ PIB (milliards de \$)

* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

d'être au menu de la grande consultation nationale qu'Azali Assoumani a annoncée à New York en septembre à la tribune onusienne. Le chef de l'État veut saisir cette occasion pour dresser un bilan des quarante-deux années d'existence des Comores et de la présidence tournante mise en place en 2001 entre les différentes îles de l'archipel. En cas de réforme constitutionnelle, Azali Assoumani serait alors rééligible en 2021 pour un second mandat consécutif. ●



MADAGASCAR

Une lueur à l'horizon

Les années passent et Madagascar semble toujours enlignée dans la même crise politique depuis 2009. La grande île avait pourtant bien fini 2016, retrouvant assez de crédibilité sur la scène internationale pour obtenir une promesse de prêt de 6,4 milliards de dollars (environ 6 milliards d'euros) auprès des bailleurs de fonds – ce qui était suffisant pour relancer une économie globalement à l'arrêt depuis bientôt dix ans. Sauf que la somme n'a jamais été décaissée par une communauté internationale de nouveau méfiante face aux problèmes de gouvernance qui empoisonnent le pays. Corruption, népotisme... Madagascar souffre toujours des mêmes maux, et de leurs conséquences. Lasse, la population est de plus en plus consternée par l'impunité dont semblent encore bénéficier ses classes dirigeantes.

À un an de la fin de son mandat, le président Hery Rajaonarimampianina n'a pas vraiment réussi à remettre son pays sur les rails, et son bilan, déjà maigre, risque même aujourd'hui d'être entaché par les scandales à répétition mettant en cause certains proches du pouvoir. Contesté par la société civile comme par un pouvoir judiciaire inquiet pour son indépendance, le chef de l'État doit également composer avec une majorité parlementaire qui n'hésite pas à brandir régulièrement la menace d'une motion de censure. Difficile dans ces conditions de suivre une ligne de conduite claire, alors que le président a dû changer trois fois de Premier ministre en quatre ans.

CALAMITEUX. Il doit également compter ces derniers mois avec le retour au premier plan dans l'arène politique de Marc Ravalomanana – qui a dirigé le pays de

2002 à 2009 –, bien décidé à rempiler en 2018.

Trop occupé à asseoir sa position face à des rivaux parfois issus de son propre camp, Hery n'a jamais été en mesure de mettre en œuvre les grandes réformes nécessaires à la relance d'un pays tombé très bas ces dix dernières années. Les grands indicateurs sociaux restent calamiteux. Cette année encore, Madagascar figure parmi les cinq pays les plus pauvres de la planète, tandis que ses campagnes subissent des fléaux d'un autre temps, comme la peste ou la lèpre. Plombée par la sécheresse et le passage meurtrier du cyclone Enawo, l'économie ne redécoule que faiblement. Censée dans un premier temps atteindre 4,3 %, la croissance ne dépassera pas 4,1 % en 2017, selon les dernières évaluations du FMI, tandis que l'inflation devrait approcher 8 %, provoquant une nouvelle hausse des prix du riz qui va

compliquer davantage la vie quotidienne des Malgaches.

Les investissements lourds réalisés par les Chinois ces dernières années ont néanmoins permis au pays de commencer à s'équiper des infrastructures dont il a cruellement besoin. En attendant le déblocage des fonds internationaux, soumis à une amélioration de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Conjuguées à une hausse de la balance commerciale – dans la

foulée de la bonne santé des exportations de minerais –, ces sommes devraient, à terme, donner au pays les moyens de ses ambitions. C'est en tout cas ce que veut croire le FMI, qui table sur un taux de croissance de 5,1 % en 2018, dopé en outre par la montée spectaculaire

Le bilan du président Hery, plutôt maigre, risque d'être entaché par les scandales à répétition qui touchent ses proches.



des cours de la vanille. Symbole de cette bonne tendance, Madagascar a regagné deux places en 2017 dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale, après avoir reculé de six rangs l'année précédente. Malgré cette progression, l'investissement privé, notamment étranger, reste des plus discrets. Le président Hery a encore un an devant lui pour reprendre confiance, avant de repasser devant les électeurs lors d'un scrutin présidentiel qu'il vient de confirmer pour décembre 2018. ●



MAURICE

Petit frère se voit très grand

Pour les Mauriciens, 2017 restera l'année de la fin de la carrière politique du Premier ministre et ancien chef de l'État Anerood Jugnauth. Réélu en décembre 2014, le « vieux lion », 87 ans, a laissé son fauteuil en janvier à son fils Pravind, nouvel homme fort du pays.

Disculpé en 2016 par la justice dans une affaire de conflits d'intérêts qui avait secoué la classe politique, Pravind Jugnauth avait été nommé en mai ministre des Finances, avant de succéder à son père et de devenir le cinquième Premier ministre de la république mauricienne.

GLADIATEUR. Sir Anerood Jugnauth étant le dernier survivant des pourparlers d'indépendance engagés avec Londres en 1965, le pays vient de tourner une page de son histoire politique. Le vieux gladiateur quitte l'arène sur une ultime victoire, puisque c'est lui qui a dirigé la délégation mauricienne à New York le 22 juin 2017 et convaincu l'Assemblée générale des Nations unies d'autoriser son pays à saisir la Cour internationale de justice sur la question de la souveraineté de l'archipel des Chagos. Depuis cinquante ans, cette question envenime les relations entre Maurice, d'une part, et les Britanniques et les Américains, d'autre part, les premiers ayant conservé leur tutelle sur les Chagos pour laisser les seconds y implanter l'une de leurs plus importantes bases aéronavales au monde, sur l'île de Diego Garcia. L'avis des juges de La Haye, attendu pour mi-2018, reste consultatif, mais la perspective d'une victoire finale n'a jamais été aussi proche pour les Mauriciens.

Port-Louis travaille également à la redéfinition de ses relations avec le « grand frère » indien. Après la révision en 2016 du très controversé accord fiscal qui faisait de Maurice le premier investisseur étranger sur le sous-continent, un nouveau programme de

partenariat a vu le jour entre les deux pays l'année suivante. À la clé, une enveloppe de 353 millions de dollars, utilisée par les autorités mauriciennes pour lancer le très attendu projet du Metro Express entre Port-Louis et sa banlieue. Confirmé en août, le chantier d'infrastructures le plus important jamais ouvert dans le pays devrait s'achever en 2021.

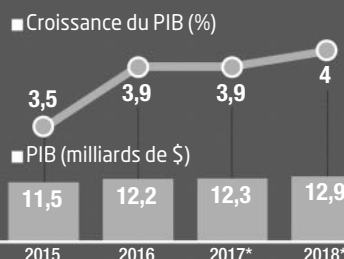
Dans la foulée de ce nouvel accord, les entreprises indiennes font une entrée en force dans le pays, l'utilisant comme plateforme financière et logistique pour pénétrer l'ensemble de l'Afrique. Depuis plusieurs années, Maurice profite de sa stabilité politique et de sa bonne santé économique pour s'imposer comme l'une des principales portes d'entrée du continent, abritant de très nombreux fonds d'investissements en provenance d'Asie et du Moyen-Orient. Au point de se rêver comme le futur « Singapour de l'océan Indien ».

VIRAGE. Pour y parvenir, le pays a fait prendre un véritable virage à son économie, plus que jamais tournée vers l'environnement et les océans. Un nouveau terminal est en construction dans la capitale pour donner à Maurice un rôle de hub maritime à l'échelle sous-régionale et une usine de transformation de produits de la

L'île veut s'imposer comme l'une des principales portes d'entrée du continent. Elle se rêve en « Singapour de l'océan Indien ».



- Population: **1,3 million**
- Croissance démographique: **0,4 %**
- PIB par habitant: **9 671,9 \$**
- Espérance de vie: **74,6 ans**
- Alphabétisation: **90,6 %**
- Inflation: **4,2 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays): **64^e**
- Investissements directs étrangers: **349 millions de \$**
- Balance courante: **- 5,8 % du PIB**
- Principale exportation: **thon**
- Dernier changement de Premier ministre: **2017**



* ESTIMATIONS OCTOBRE 2017

mer doit voir le jour dans le nord de l'île. Surfant sur une croissance proche chaque année des 4 %, les autorités ont également lancé la construction de cinq *smart cities* (« villes intelligentes ») innovantes dans le secteur de l'énergie et dans celui des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que dans la gestion de l'eau et des déchets. Avec l'espoir que tous ces projets puissent résorber un chômage qui concerne un jeune Mauricien sur quatre. ●



SEYCHELLES

À la pointe de la vague bleue

Pas moins de 80 % des 115 îles de l'archipel situé au nord de Madagascar sont menacées par la montée des eaux, conséquence du réchauffement climatique. Devant cette perspective alarmante, le président seychellois Danny Faure a fait du climat et de la protection de l'environnement un pilier de son mandat. Dans la foulée des COP21 de Paris et COP22 de Marrakech, le chef de l'État a adopté une série de mesures concrètes, déterminé à faire de son pays l'un des leaders mondiaux de « l'économie bleue », fondée sur l'exploitation durable des ressources maritimes, dont la République dépend grandement.

Danny Faure a ainsi annoncé la création d'une agence publique pour faire face au risque de catastrophe naturelle, et fixé comme objectif que 100 % de l'énergie soient issus de sources renouvelables d'ici à 2020. Le président s'est également engagé à protéger d'ici à la fin de son mandat 30 % de la zone économique exclusive de l'archipel, qui couvre 1,3 million de km², contre 1 % aujourd'hui. À cette fin, le gouvernement a lancé un exercice de planification très précis de l'espace marin et un plan de gestion des pêches sur le plateau de Mahé afin de mieux encadrer la filière. Pour soutenir ces projets, la Banque mondiale lui a accordé 20 millions de dollars (près de 17 millions d'euros).

TOURISME. Peuplé de 100 000 habitants (dont les trois quarts vivent sur l'île principale de Mahé), l'archipel vit essentiellement du tourisme, plutôt haut de gamme, et de la pêche, thonnière industrielle en particulier, ses deux principaux moteurs. Le premier est en plein essor : le nombre de visiteurs augmente

chaque année (ils étaient 304 000 en 2016, et 275 000 en 2015, soit une hausse de 10,5 %). En 2017, la croissance doit s'établir autour de 4 % selon le FMI, en légère baisse par rapport à 2016 (4,5 %) et à 2015 (4,9 %). Le taux de chômage demeure très bas (2,68 % en 2016 et 3 % en 2017), et les politiques budgétaires et monétaires prudentes du gouvernement ont porté leurs fruits puisque le déficit budgétaire s'élève à 0,6 % du PIB, et la dette publique à 66,17 % du PIB.

Avec un PIB par habitant de 15 658 dollars, la République, qui a adhéré à l'OMC en 2015, figure parmi les pays à revenus élevés et arrive à la 63^e place des 188 pays du classement selon l'indice de développement humain établi par le Pnud.

PARADIS. Considérées comme un paradis fiscal (en 2013, le pays comptait 120 000 sociétés offshore, contre 20 000

cinq ans auparavant), les Seychelles, citées dans le scandale des Panama Papers, rentrent progressivement dans le rang. Sans renoncer toutefois à cette manne, qui représente une part importante de l'économie nationale, le président Danny Faure a réitéré sa volonté de soumettre ce secteur aux standards internationaux de transparence définis par

l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En juin 2016, les Seychelles ont ainsi ratifié la convention multilatérale signée au siège de l'organisation visant à lutter contre l'optimisation fiscale des multinationales.

Investi en octobre 2016 après la démission du chef de l'État James Michel, dont il était le vice-président, Danny Faure doit compter avec l'opposition pour gouverner depuis la victoire de

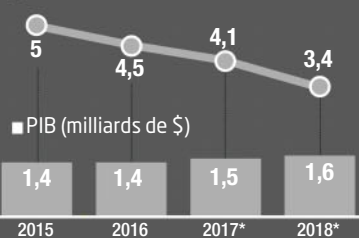
Cité dans l'affaire des Panama Papers, l'archipel rentre peu à peu dans le rang.



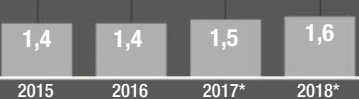
- Population : **0,1 million**
- Croissance démographique : **0,7 %**
- PIB par habitant : **15 658 \$**
- Espérance de vie : **73,3 ans**
- Alphabétisation : **95,3 %**
- Inflation : **2,8 %**
- Indice de développement humain (sur 188 pays) : **63^e**
- Investissements directs étrangers : **155 millions de \$**
- Balance courante : **- 15,6 % du PIB**
- Principale exportation : **thon**

■ Dernier changement de président : **2016**

■ Croissance du PIB (%)



■ PIB (milliards de \$)



cette dernière aux législatives de septembre 2016. Une situation inédite dans l'histoire de l'archipel, dirigé depuis 1977 par le Lepep, qui tient toujours l'exécutif. Le président a cependant rejeté la demande de l'opposition de convoquer une présidentielle anticipée, privilégiant la stabilité à la tête de l'État. Danny Faure s'est dit convaincu que l'unité nationale permettra de mener à bien les réformes sociales et structurelles nécessaires, dont celle du système de retraites, l'augmentation des salaires et la rénovation des infrastructures. ●

ANNONCES CLASSÉES

Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre - Tél. : 01 44 30 18 76 - Fax : 01 44 30 18 77 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique - 57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France

Décisif. Stratégique. Capital.

CERTIFICATIONS INTERNATIONALES
POUR PROFESSIONNELS, CADRES
ET DIRIGEANTS

SRM Certificat
Senior Risk Manager

RM Certificat
Risk Manager

FM Certificat
Fraud Manager

Pour plus d'informations, contactez RMC à
ja@rmcertification.com

ou notre représentant régional (CESAG)
+221 33 839 73 60 / 33 839 74 12

RMC

Risk Management
Certification

CERTIFIÉS RMC 2017 - SENIOR RISK MANAGER

BÉNIN

DJOSSOU Nounagnon Jean,
OCAL - Organisation du Corridor Abidjan-Lagos
HOUNGBO Bessanh Yaovi Grégoire,
SBEE-Société Béninoise d'Energie Electrique

BURKINA

HIEN Nanipouo, Centre MURAZ

CAMEROUN

MBAPPE Eyoun, SONARA -
Société Nationale de Raffinage
SAIBOU, DGRE- Présidence
de la République du Cameroun

CÔTE D'IVOIRE

TOURE Abdel Kader Sékou,
ANSUT- Agence télécommunications
DAGRI Bogui Serge,
ANSUT- Agence télécommunications
ZOROM Daouda, Bridge Bank
SANOGO Binta, Orange Money

GUINÉE

TOURE Aly, CONDE Yaya
et DIALLO Madhiou,
Banque Centrale de Guinée

MALI

KEITA Mohamed, SOPRECOM -
Société de Prestations et de Commerce
DIANE Fanta Mbo, Coris Bank International

SÉNÉGAL

Ibrahima SY,
OSIWA-Open Society Initiative for West Africa
Aminata FAYE SECK,
Banque Islamique du Sénégal
Ameth Aidara NDAO,
Orabank Sénégal
Alassane Mamadou THIAM,
PNLP - Programme National de Lutte
contre le Paludisme

TOGO

YACOUBOU-BOUKARI Khalid,
Bank Of Africa Togo
TCHANGAI Koudjokoum Jean,
Banque Atlantique Togo

WWW.RMCERTIFICATION.COM

Sous le parrainage de la Banque mondiale,
à travers le Joint Japan / World Bank Graduate Scholarship Program,
et celui du Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères

Programme de formation en Gestion de la Politique Économique (GPE)
Appel à candidatures pour la 25^{ème} promotion (session 2018-2019)

Master de l'Université Clermont Auvergne

- Formation de 9 mois à l'École d'Économie de l'Université Clermont Auvergne avec les enseignants-chercheurs du Cerdi, composée de modules thématiques sur l'analyse et la conception des politiques économiques dans le cadre spécifique des pays en développement et dans le contexte de la mondialisation.

Organisé à l'intention des économistes des pays en développement

- Diplômés de l'enseignement supérieur, niveau Master 1 (Maîtrise, Bac+4) requis, de préférence en sciences économiques.
- Minimum de 5 années d'expérience professionnelle, prioritairement au sein de l'administration, dans la gestion des politiques économiques et dans l'étude des questions de développement.

Admissibilité sur dossier

- Formulaire GPE disponible par téléchargement à partir de www.ferdi.fr.
- Envoi du dossier à la Ferdi avant la date limite du **16 février 2018** (par courrier postal uniquement, courrier express vivement conseillé).
- Ferdi - Programme GPE - 63, boulevard François-Mitterrand - 63000 Clermont-Ferrand (France).

Possibilité de bourse accordée par la Banque mondiale et le Japon (JJ/WBGSProgram)

- Sous condition de présenter une attestation d'admissibilité GPE, possibilité de candidater au programme de bourses conjoint du Gouvernement japonais et de la Banque mondiale, le Joint Japan / World Bank Graduate Scholarship Program.
- Candidature en ligne à partir de **fin février 2018** sur www.worldbank.org/wbi/scholarships (accès également possible sur www.ferdi.fr) jusqu'à **mi-avril 2018 date limite**.

Contacts

Philippe MESSEANT, Administrateur GPE (philippe.messeant@ferdi.fr)
Chloé HUGONNENC, Assistante GPE (chloe.hugonnenc@ferdi.fr)

Nos offres d'emploi

Responsable Innovation Digitale (H/F)
80K€ (Réf. JO-077561)

Maroc - Contrat Permanent - Services

Responsable Marketing Digital (H/F)
80K€ (Réf. JO-077563)

Maroc - Contrat Permanent - Services

Directeur Général (H/F)
110K€ (Réf. JO-078748)

Afrique Centrale - Contrat Permanent - Banque

Directeur Risque (H/F)
70K€ (Réf. JO-078749)

Afrique Centrale - Contrat Permanent - Banque

Chef de Projet Ingénierie (H/F)
40K€ (Réf. JO-078570)

Maroc - Contrat Permanent - Industrie

Directeur Juridique (H/F)
45K€ (Réf. JO-078128)

Cameroun - Contrat Permanent - Industrie

Retrouvez les détails de ces annonces
et postulez sur www.fedafrica.com



President & Chief Executive Officer

About AFC

Africa Finance Corporation (AFC) is an African-led international finance institution established in 2007 to bridge Africa's infrastructure investment gap through the provision of debt and equity finance, project development, and technical and financial advisory services. AFC has invested over USD4.5billion in infrastructure projects in 28 countries across Africa, with a particular focus on power, transport, telecommunications, heavy industries and natural resources (oil, gas and mining).

17 African entities have signed AFC's charter - Benin, Cape Verde, Chad, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Kenya, Liberia, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Uganda and Zambia. AFC's shareholders include the Central Bank of Nigeria, African financial institutions and other industrial investors.

The Role

In anticipation of the end of the current CEO's second mandate in 2018, AFC is looking to recruit and appoint, for a period of 5 years (renewable), a new CEO. This individual who will be based in Lagos, Nigeria, will oversee and supervise all strategic and business aspects of the institution. This CEO will have responsibility for the day-to-day leadership, strategy, operational management, and growth of the AFC and will guide the organisation as it moves into the next phase of its development. The new CEO will bring a compelling vision, a deep understanding of infrastructure development and will be a highly credible leader who has had visible responsibility roles throughout her/his career in Africa. The CEO must possess excellent diplomatic and leadership skills, a natural capacity for investment & fundraising and a proven capability to manage stakeholders. The CEO will work closely with the Board of Directors to develop and execute on strategies to achieve AFC's mission and goals.

The Person

Only African candidates will be considered and women are strongly encouraged to apply. Candidates should have the professional experience and standing to command the respect and trust of members of the business and governmental community and will have:

- At least 15 years relevant experience
- Experience in complex infrastructure and project financing
- Experience in originating, executing and managing equity, loan, mezzanine and guarantee transactions
- Experience in other aspects of managing a world class financial institution like asset and liability management, risk management and environmental and social management
- Experience in emerging market financing and investments in Africa
- Strong analytical and communication skills

The successful candidate will be offered an internationally competitive compensation package.

The Process

The AFC has retained the services of global executive search advisor Egon Zehnder to assist in this search. Applicants are requested to send a detailed CV, cover letter, and references to AFC@egonzehnder.com

Applications that meet the criteria must arrive by email no later than **midnight on December 31st 2017**. Only suitable candidates will be contacted by Egon Zehnder for further interviews and referencing. Should you not receive any correspondence by January 31st, 2018, please consider your application unsuccessful.

AA- Fitch Rating

A sign of our trusted track record in supporting the SME sector in Africa through partnerships with Financial Institutions.

The African Guarantee Fund has been assigned an Insurer Financial Strength (IFS) rating of "AA-" (Very Strong) by Fitch Ratings. This rating reflects AGF's financially sound fundamentals of strong owners, very strong capital position, proven business model as a provider of local currency guarantees for Small and Medium-Sized Enterprises in Africa, and low investment risk.



A GUARANTEE FOR AFRICAN GROWTH
www.africanguaranteefund.com

VACANCY ANNOUNCEMENT

The African Guarantee Fund for Small and Medium-sized Enterprises (AGF) is incorporated and licensed in Mauritius as a limited liability company and has its office of operation in Nairobi, Kenya. Its products and services provide financial institutions with the means which they can leverage in bringing their African SME financing interventions to the required scale.

The AGF contributes to the promotion of economic development, vital for prosperity, stability and poverty reduction in Africa through two lines of activity:

- Provision of a mix of financial guarantees and other products which reduce the risks supported by the financial sector when lending to SMEs that have insufficient collateral. These guarantees contribute to reduce the inability of SMEs to provide acceptable guarantees to financial institutions. Loan Guarantee based on a hybrid approach, Bank's Fund Raising Guarantee and Equity Guarantees are offered.
- Support for capacity development of the client financial institutions.

The AGF operates according to market principles and is a commercially viable venture with operations in a number of countries in Africa and its gradually expanding to other countries to cover the whole of Africa. The African Development Bank (AfDB) together with the governments of Denmark (through DANIDA), Spain (through AECID), France (through AFD) and the Nordic Development Fund (NDF) are the main shareholders of AGF.

AGF is rated with a stable credit rating of AA- by Fitch Rating International

Vacant Positions:

1. TREASURER

Position Summary

Reporting to the Chief Finance Officer, the Treasurer's main objective is to earn the maximum risk-adjusted return on capital that is compatible with keeping the capital intact and being able to settle all obligations in full as they fall due.

The main duties will be to manage and report on AGF's investment portfolio, perform portfolio risk assessments and manage related risks, undertake investments as per AGF Risk Management policy guidelines and re-balance the portfolio if the need arises. The treasurer will also perform day-to-day treasury activities compatible with AGF's operation.

2. GENERAL SERVICES OFFICER

Position Summary

Reporting to the Chief Finance Officer, the General Services Officer will be responsible for Procurement and ICT in the company. The ideal candidate should have excellent experience in procurement and information technology in a busy environment with vast technical and hands on experience to achieve set objectives.

3. FINANCE AND ADMINISTRATION OFFICER (Responsible finance et administration) - Affiliate Office

Position Summary

Reporting to the Managing Director, the finance and administration officer will be in charge of guaranteeing the good administrative accounting and financial management while monitoring the proper execution of the strategy and the defined procedures as per the framework of the strict rules defined by the Group's general management. He will Coordinate accounting and financial activities to provide reliable support to ensure that company accounts and the preparation of financial and accounting documents are in accordance with the legislation. Additionally, the incumbent will Support the human resources function and will be charged with providing both operational and strategic support to the team.

4. BUSINESS DEVELOPMENT OFFICERS

Position Summary

Reporting to the Region head, the business development officer focuses on implementation of business development strategies and plans to meet the department's revenue targets by Identifying and developing new business proposals to meet the department's volumes of Guarantees issued, revenue targets and social impacts.

Full job description can be found on: http://www.africanguaranteefund.com/en_new/careers-ten/career-ten

Terms of Offer

AGF Group is an equal opportunity employer and prides itself on its collegial, supportive and gender sensitive working environment and believes that staff diversity promotes excellence. Women candidates are strongly encouraged to apply.

Applications

Applicants should apply by email, sending as one document including a cover letter summarizing their relevance to this position, a full C.V. with names and contact information of three referees knowledgeable about the candidate's professional qualifications and work experience to: recruitment@africanguaranteefund.com

Applications will be considered until 7th January 2018. Only short-listed applicants meeting the above requirements will be contacted.

We invite you to learn more about us at:

www.africanguaranteefund.com

AFRIKA KOMMT!



Une initiative des entreprises allemandes pour les futurs dirigeants de l'Afrique subsaharienne

AFRIKA KOMMT! est une initiative conjointe des entreprises allemandes pour le développement des compétences. Le programme vise les jeunes professionnels hautement qualifiés des pays de l'Afrique subsaharienne avec quelques années d'expérience professionnelle.

Pendant un séjour de 12 mois en Allemagne, un stage de huit mois au sein d'une entreprise partenaire est au cœur du programme. Le stage offre aux participants l'opportunité d'acquérir une expérience de première main des pratiques de gestion et de participer dans des processus de changement économique, social et organisationnel. A partir de cette expérience, les participants peuvent initier des réseaux de coopération entre l'Afrique subsaharienne et les entreprises allemandes.

QUALIFICATIONS / EXPÉRIENCE REQUISE

- Diplôme universitaire dans un des domaines suivants: Administration des Affaires, Chimie, Communication, Economie, Finance, Gestion des produits, Ingénierie Industrielle, Mécanique ou Electrique, Sciences de la vie, Logistique, Marketing, Médecine, Pharmacie, Physique, Distribution, Ressources Humaines, Santé publique, Technologie Informatique,
- Diplôme des études postuniversitaires (par exemple MBA) est un avantage,

- Deux à cinq années d'expérience professionnelle pertinente,
- Excellentes compétences de la langue Anglaise,
- La connaissance du français, portugais et allemand est un avantage,
- Compétences interculturelles, ouvert à de nouvelles expériences à l'étranger et volonté d'apprendre l'allemand.

DÉTAILS DE LA BOURSE

- Vol aller-retour, voyages et logement en Allemagne,
- Frais pour un cours d'allemand,
- Allocation de subsistance,
- Couverture d'assurance maladie, d'assurance-accidents et d'assurance responsabilité civile,
- Cours de Gestion International,
- Frais de relocalisation.

Les applications pour **AFRIKA KOMMT! 2018-2020** peuvent être soumises jusqu'au **19 janvier 2018** à travers le système de candidature en ligne sur www.afrika-kommt.de

Les candidats sélectionnés seront invités à un centre d'évaluation en Afrique en Avril / Mai 2018.

En coopération avec



RÉPUBLIQUE DU TCHAD
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
PRIMATURE
MINISTÈRE DES POSTES ET DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
GROUPE SOTEL TCHAD
N° 001/PR/PM/MPNTI/GST/17

UNITÉ - TRAVAIL - PROGRÈS



جمهورية تشاد
رئاسة الجمهورية
رئاسة الوزراء
وزارة البريد وتكنولوجيا المعلومات والاتصالات
إدارة مدير مكتب الوزير

AVIS A MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LA PRÉSÉLECTION D'UN PARTENAIRE TECHNIQUE ET FINANCIER AU PROFIT DU GROUPE SOTEL TCHAD

Le Gouvernement de la République du Tchad annonce son intention de conclure un accord avec un partenaire technique et financier pour l'accompagner au redressement du Groupe SOTEL TCHAD.

Ce processus entre dans le cadre de la réforme du secteur des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) engagée depuis 1998 qui a permis d'atteindre quelques objectifs majeurs dont :

- la mise en place d'un nouveau cadre légal et réglementaire relatifs aux activités d'exploitation des services de communication électroniques et à la régulation dudit secteur ;
- la libéralisation du secteur par l'octroi des licences de deuxième, troisième et quatrième génération (Licence 2G, 3G et 4G) aux opérateurs privés de la téléphonie mobile.

La réforme a pour ambition prioritaire d'améliorer la disponibilité et la qualité de services mobiles et Internet. Dans ce contexte, l'option de rechercher un partenaire technique et financier au profit de Groupe SOTEL TCHAD, participe à l'objectif de l'amélioration des services de ladite société et celui de la rendre plus compétitive. En particulier le partenaire technique et financier devra apporter l'expertise technique et l'appui financier nécessaires à l'amélioration, à la consolidation et au développement des réseaux et des capacités commerciales du Groupe SOTEL TCHAD.

Société anonyme (SA) au capital de 10 milliards XAF entièrement détenu par l'Etat Tchadien, le Groupe SOTEL TCHAD dispose d'une licence globale (2G, 3G, 4G, LTE) et de plusieurs atouts dont :

- L'exclusivité sur le réseau de téléphonie fixe ;
- Un réseau GSM (2G) et CDMA (3G) ;
- Un réseau de Fibre Optique ;
- Des infrastructures et actifs immobiliers importants sur l'ensemble du territoire.

A cet effet, le Gouvernement de la République du Tchad invite les sociétés intéressées agissant seules ou dans le cadre d'un consortium, à exprimer leur intérêt à conclure un partenariat avec le Groupe SOTEL TCHAD pour l'exploitation de ses produits.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour participer techniquement et financièrement au processus de développement du Groupe SOTEL TCHAD.

Les manifestations d'intérêts rédigées en français et accompagnées des documents probants sur la capacité des candidats intéressés doivent être envoyées au plus tard le **02 janvier 2018 à 10 heures** précises à l'adresse ci-après :

À Mr l'Administrateur Provisoire du Groupe SOTEL TCHAD Quartier
GREDIA BP 1132 - Tél. : 22 52 14 28/77 22 43 62,
Email : ap@sotelchad.td / ap@groupesotelchad.com

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures dans la salle de réunion du Groupe Sotel TCHAD. Les soumissionnaires qui le désirent pourront assister à la séance d'ouverture des offres.

**Le Ministre des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information,
Président du Conseil de Surveillance du Groupe SOTEL TCHAD**

MAHAMAT ALLAHOU TAHER



République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline-Travail

Cabinet du Premier Ministre, Ministre du Budget
et du Portefeuille de l'État

Projet du Centre de Formation Professionnelle de l'Agriculture,
de l'Élevage et de la Pêche de Bouna en Côte d'Ivoire

Accords de Prêts BID N° 2IVC 0033 & 0034 du 10/12/2014



Banque Islamique
de Développement

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) N° 02/CFP-BOUNA/C3/2017

SÉLECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ÉLABORATION DE LA LISTE Y COMPRIS LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES, LE SUIVI DE LA LIVRAISON, LA FORMATION À L'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS ET LES SERVICES CONNEXES DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE DE BOUNA

I. Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) publié dans Jeune Afrique N° 2937 en date du 24 avril 2017, dans Fraternité Matin et dans le Bulletin Officiel des Marchés en date du 25 avril 2017. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a reçu un financement de la Banque Islamique de Développement (BID) afin de couvrir le coût du **Projet du centre de formation professionnelle de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de Bouna** et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de Consultant. Ces services comprennent :

- l'élaboration de la liste des équipements y compris le descriptif des spécifications techniques et le Dossier d'Appel d'Offres afférent ;
- le suivi et le contrôle de la livraison, l'installation et la mise en service des équipements, la formation à l'utilisation des équipements au profit du centre de formation professionnelle de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de BOUNA ;
- l'appui à l'Unité de Gestion du Projet (UGP) pour le contrôle de la cohérence et de la conformité des volets suivants : équipements – infrastructures et installations techniques – programmes de formation.

Ces services sont attendus pendant une période estimée à **douze (12) mois**.

II. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) invite les consultants éligibles à présenter leur candidature en vue de fournir les services définis ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations demandées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de compétences adéquates parmi leur personnel, etc.). L'expérience dans le secteur de l'agriculture /horticulture, de l'élevage, de la pêche/aquaculture et une bonne connaissance de l'énergie verte et des technologies innovantes agricoles sera considérée comme une exigence minimale pour la mission.

Le consultant devra justifier avoir réalisé des missions de : (i) réalisation des études, suivi et contrôle de projets d'acquisition d'équipements agricoles et/ou de construction et équipement d'infrastructures agricoles ; (ii) d'écriture de curricula et de formation dans un Institut de Formation dans le secteur de l'agriculture/horticulture, ou de l'élevage, ou de la pêche/aquaculture. **Toutes les expériences réalisées dans un climat semblable à celui de la Côte d'Ivoire seraient un atout.**

III. Les consultants peuvent se porter candidats sous la forme d'une association, validée par un accord entre les partenaires de l'association, indiquant clairement le type d'association, c'est-à-dire un groupement de consultants, une forme intermédiaire d'association ou une intention de sous-traitance.

IV. La sélection se fera en conformité avec les procédures stipulées dans les **Directives pour l'Utilisation des Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque Islamique de Développement** (édition Mai 2009, révisé en février 2012), disponibles sur le site internet de la Banque à l'adresse www.isdb.org.

V. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes :

8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures Temps Universel aux jours ouvrables.

Les manifestations d'intérêt devront comprendre :

- une lettre de manifestation d'intérêt ;
- L'accord de groupement le cas échéant ;
- les fiches projet décrivant de façon détaillée les expériences acquises par les candidats.

VI. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **vendredi 05 janvier 2018 à 10 heures GMT** et porter la mention « **Manifestation d'intérêt pour la sélection d'un consultant international pour l'élaboration de la liste y compris les spécifications techniques, le suivi de la livraison, et la formation à l'utilisation des équipements et services connexes du centre de formation professionnelle de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de Bouna** ».

VII. Adresse :

Unité de Gestion du Projet
Abidjan, Cocody-Riviera, World City, îlot 16, lot 140 - 25 BP 1795 ABIDJAN 25
Tél. : (225) 22 49 73 00 / Fax (225) 22 49 73 04
E-mail: ucp.receno@live.fr / www.receno-ci.org
A l'attention du Coordonnateur



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI)
GABON
PROJET D'APPUI À LA CIMA (CONVENTION CZZ 2198 01H)
SERVICES DE CONSULTANT POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE
À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE (AMOA)

Manifestation d'intérêt

Le Secrétariat Général de la Conférence Inter-africaine des Marchés d'Assurances (CIMA) a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre des prestations d'un cabinet d'assistance technique attaché au Projet d'appui à la CIMA (CZZ 2198 01H).

La convention de financement du projet CZZ 2198 01H a été signée le 02 mars 2017 entre le Secrétariat Général de la CIMA et l'AFD en vue d'atteindre les objectifs suivants :

1. la consolidation et l'assainissement du marché via le renforcement des capacités de supervision de la CIMA et des Directions Nationales des Assurances (DNA) de 5 pays ciblées (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon et Sénégal) ; et l'évolution et la mise en conformité des pratiques de supervision avec les standards internationaux ;
2. l'adaptation du cadre réglementaire portant sur les activités de réassurance, d'assurance et d'assurance inclusive ;
3. le renforcement de la gouvernance de la CIMA et des DNA des pays ciblées selon les meilleures pratiques et le cadre de référence international (normes IAIS).

Dans le cadre du projet, les services du consultant qui s'étaleront sur une période de 5 ans auront pour objet :

1. accompagnement au changement pour pouvoir structurer les réformes visées en matière de réglementation et de supervision (supervision basée sur les risques, transparence dans les processus de décision de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances, du Comité des Experts, et du Conseil des Ministres des Assurances, renforcement des capacités des DNA pour en faire des relais opérationnels du Secrétariat Général de la CIMA, etc.) ;
2. assistance en passation de marchés qui permettra d'appuyer le Secrétariat Général de la CIMA dans le respect des directives de passation de marchés de l'AFD ;
3. conseil en matière de régulation (réglementation financière, en matière d'assurance et structuration de la supervision) ;
4. conseil en matière de système d'information et de gestion.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) sera confiée à un cabinet unique ayant une expertise internationale en matière de régulation et étant en capacité de coordonner l'ensemble de ces expertises.

Le Secrétariat Général de la CIMA invite les consultants à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'article 1.3 des « Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les États étrangers », disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD www.afd.fr.

Les cabinets intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Si un groupement ou un consortium de cabinets est constitué, la manifestation d'intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres ou ;
- une lettre d'intention de constituer un groupement dans l'hypothèse où sa proposition serait retenue, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de groupement proposé.

Le caractère similaire des expériences sera analysé notamment en fonction des critères suivants :

- ampleur des marchés ;
- nature des services : assistance technique, renforcement des capacités, accompagnement au changement ;
- domaine et expertise technique : assurances, actuariat, finance, réglementation, système d'information.

Le Secrétariat Général de la CIMA examinera également la pertinence des manifestations d'intérêt au regard des critères suivants :

- qualifications, certifications et expériences professionnelles des consultants au regard des domaines d'expertises à mettre en œuvre ;
- procédures d'assurance qualité et certifications du consultant.

Le Secrétariat Général de la CIMA dressera une liste restreinte de 6 candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des services requis.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous **au plus tard le 31 janvier 2018** :

- Par courrier physique

Unité de Gestion du Projet d'appui à la CIMA
A l'attention de Monsieur Nchare Issouf,
Secrétaire Général de la CIMA - BP 2750 Libreville (Gabon)

- Par courrier électronique

E-mail : cima@cima-afrique.org

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux heures ouvrables.

République Démocratique du Congo
MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs (PFCGL)

AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS

Recrutement d'un Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet

N° Avis : AMI n° 012/MIN-COM/CI/PFCGL/2017

Date de l'Avis : le 14/12/2017 - N° de Crédit : IDA 57240 - ZR

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour l'exécution du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs (PFCGL), placé sous la tutelle du Ministère du Commerce Extérieur et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat de services d'un Consultant Individuel Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet.

Le Coordonnateur du Projet de Facilitation du Commerce dans la région des Grands-Lacs (PFCGL) a pour attributions de :

- Assurer la supervision de toutes les composantes du Projet y compris la Composante 1 exécutée par la Cellule Infrastructures du Ministère des Infrastructures et Travaux Publics et Etre responsable pour la coordination de toutes les parties-prenantes engagées dans l'exécution du Projet ;
- Assurer le rôle stratégique dans la conduite et la gestion du projet comme responsable le plus élevé dans l'Unité de Gestion du Projet ;
- Assurer la coordination à haut-niveau dans le gouvernement, notamment avec le comité interministériel du Projet et rendre compte de l'état d'exécution du projet périodiquement ;
- Participer et assurer la bonne coordination au niveau régional ;
- Animer l'ensemble de l'équipe du PFCGL pour la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du Projet ;
- Assurer la gestion quotidienne du Projet et la coordination technique avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet (Secrétariat du COMESA, ministères, gouvernements provinciaux, institutions et services publics, société civile, secteur privé, etc.) ;
- Veiller à l'harmonisation dans la mise en œuvre du Projet avec les interventions des autres partenaires au développement intervenant dans le secteur ainsi qu'avec les projets se rapportant à l'Initiative des Grands-Lacs (IGL), notamment le Projet de Pôles de Croissance Agricole et le Projet de Route Gulu-Kisangani ;
- Superviser le déroulement des tâches et missions des équipes provinciales tout en laissant une autonomie aux coordonnateurs provinciaux qui sont en contact direct et régulier avec les bénéficiaires ;
- Cosigner le compte spécial pour l'exécution du Projet dans le cadre des activités de la Composante 1 du Projet ;
- Assurer l'établissement du budget à temps et suivre son exécution au niveau du Projet.

Le démarrage des prestations est immédiat pour une durée d'un an renouvelable. Les termes de référence complets sont disponibles sur le site de la Cellule Infrastructures : www.celluleinfra.org sous l'onglet : « Appel d'offres ».

Le Ministère du Commerce Extérieur invite les Candidats admissibles, Consultants Individuels à manifester leur intérêt à fournir les services précités. Les Candidats potentiels intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ces services (un CV détaillé indiquant l'exécution des contrats analogues, expériences dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires, une lettre de motivation - 2 pages maximum - expliquant les motivations profondes d'intérêts pour la mission, les qualifications et expériences spécifiques pertinentes et similaires à prendre en compte pour l'examen des expressions d'intérêts en vue de la sélection, etc.).

Pour répondre aux exigences de la mission, l'expert devra présenter au moins le profil suivant :

- Avoir le leadership et de bonnes capacités de communication dans la conduite de l'équipe, l'exécution et la gestion du Projet ;
- Avoir une expérience réussie comme coordonnateur dans la gestion d'un projet financée par les PTF ;
- Avoir une expertise et une connaissance approfondies du commerce extérieur et international et avoir au moins 8 ans dans le domaine ;
- Etre soit titulaire d'un diplôme de DES, DEA, Masters/MBA en économie, commerce, relations internationales, l'administrations publiques, affaires commerciales, ou tout autre diplôme équivalent avec une expérience professionnelle d'au moins 8 ans dans les domaines de la gestion de projets à caractère du commerce extérieur, de l'économie, de la gouvernance dans le secteur public ou privé, soit titulaire d'un diplôme universitaire (minimum BAC +) en matière avec une expérience professionnelle d'au moins 10 ans;
- Etre titulaire d'un doctorat est un atout ;
- Avoir une parfaite maîtrise de la langue française en écrit et oral et une bonne maîtrise de l'anglais en écrit et oral ;
- Avoir une bonne connaissance des pratiques et méthodes employées dans le financement des projets par les bailleurs de fonds multilatéraux, particulièrement notamment de la Banque Mondiale, l'UE, la BAD etc. Avoir une expérience dans les institutions internationales serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance du secteur privé et du secteur public ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint) ;
- Savoir faire preuve d'initiatives ;
- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe ;
- Etre apte à travailler dans un environnement sous pression ;
- Savoir collaborer avec une diversité d'interlocuteurs ;
- Etre de bonne moralité.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID », Edition Janvier 2011, Version révisée Juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Un Consultant sera sélectionné, suivant la méthode de « **Sélection de Consultants Individuels** », telle que décrite dans les Directives susmentionnées.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous, chaque jour ouvrable de 9 heures à 16 heures locales.

Les manifestations d'intérêt écrites en langue française doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier ou par courrier électronique au plus tard le **03 janvier 2018 à 15 h 00' locales (TU+1)** et porter clairement la mention : **AMI n° 012/MIN-COM/CI/PFCGL/2017 - « Recrutement d'un Consultant individuel Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet PFCGL ».**

Cellule Infrastructures
70A, avenue Roi Baudouin - Commune de la Gombe à Kinshasa/RDC
E-mail: recrutement.ci@celluleinfra.org

Le Directeur de Cabinet,
José-Marie TASOKI MANZELE



AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT DE L'ENQUÊTE DE SURVEILLANCE DE SECONDE GÉNÉRATION 2017 (SSG 2017)

I. Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Niger a sollicité et obtenu du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, une subvention pour le renforcement, la décentralisation et l'amélioration de la réponse nationale face au VIH/sida au Niger pour une durée de trois (3) ans et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat de sélection d'un cabinet d'Etudes, Institution de recherche International chargé de réaliser l'enquête de surveillance de seconde génération 2017 (SSG-2017).

Les services du consultant sont de réaliser l'enquête de surveillance de seconde génération 2017 (SSG-2017).

Dans le cadre de cette étude de surveillance sérologique et comportementale, les populations ciblées sont :

1. Les professionnels (les) de sexe ;
2. Les populations carcérales ;
3. Les routiers et camionneurs ;
4. Les travailleurs migrants ;
5. Les mineurs et orpailleurs ;
6. Les hommes en uniformes (Forces de Défense et de Sécurité) ;
7. Les enseignants ;
8. Les jeunes de 15 à 24 ans ;
9. Les réfugiés.

II. Objectifs de la SSG 2017

1. Apprécier les changements de comportement obtenus au sein des groupes cibles du PSN 2013-2017 ;
2. Apprécier l'évolution des connaissances des modes de transmission et les moyens de prévenir le VIH au sein des groupes cible du PSN 2013-2017 ;
3. Apprécier les comportements discriminatoires vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH au sein des groupes cibles du PSN 2013-2017 ;
4. Analyser la distribution de la séroprévalence au sein des groupes prioritaires du PSN 2013-2017 ;
5. Analyser les liens entre les comportements à risque et la distribution de la séroprévalence au sein des groupes cibles du PSN 2013-2017 ;
6. Décrire le profil épidémiologique du VIH chez les clients directs des professionnelles de sexe ;
7. Recueillir des informations sur l'appréciation de la mise en œuvre des interventions par les groupes cibles du PSN 2013-2017.

III. Profil du cabinet de consultant

Le cabinet de consultant doit :

- Être spécialisé en matière d'enquête comportementale et sérologique ;
- Avoir une bonne connaissance des différents milieux à l'étude en particulier les professionnels de sexe, les hommes ayant des rapports avec les autres hommes et leurs clients ;
- Disposer d'une équipe comprenant au minimum :
 - Un Epidémiologiste, BAC+7 ayant au moins dix (10) ans d'expériences dans l'organisation des enquêtes de surveillance comportementale et sérologique sur les IST et du VIH ;
 - Un Statisticien / Démographe, BAC +5 ayant au moins sept (7) ans d'expériences

dans l'organisation d'enquêtes similaires (formation, élaboration des outils de collecte, encadrement des activités terrain, analyse des données, projections et estimations) ;

- Un Sociologue, BAC+5, ayant une expérience avérée dans la conduite des études quantitatives et qualitatives dans des domaines similaires.

IV. Durée de l'enquête

La durée de l'enquête est estimée à six (6) mois.

V. Livrables

Le cabinet retenu travaillera en étroite collaboration avec le comité technique national de suivi de l'enquête.

Il devra soumettre à la CISLS des livrables suivants :

- Le protocole ;
- Les rapports d'étape ;
- Le rapport provisoire ;
- Le rapport final ;
- Les bases de données apurées ;
- Le rapport de mission.

En outre, il doit participer aux rencontres de concertation (d'informations, de démarrage, de validation du rapport provisoire, etc.).

VI. Composition du dossier de soumission

Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Une lettre signée à manifestation d'intérêt adressée à Madame la Coordinatrice de la Coordination Intersectorielle de Lutte contre les IST/sida ;
- Présentation du cabinet (brochure, organisation, expérience, domaine d'activité, etc.) ;
- Références des missions similaires (années de réalisation, coûts, clients, etc.) ;

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous indiquée, les jours ouvrables de 08h00 à 17h00.

VII. Date et lieu de dépôt du dossier de candidature

Les manifestations d'intérêt doivent être soumises en français et déposées en trois (03) exemplaires (un original et deux copies) à la CISLS sous pli fermé ou envoyées à l'adresse électronique ci-après au plus tard le **mercredi 31 janvier 2018 à 10 heures, heure locale (GMT+1)** avec la mention : « **Manifestation d'intérêt N° 06/CISLS/2017 pour le recrutement d'un cabinet international pour la réalisation de l'enquête SSG 2017** ».

Coordination Intersectorielle de lutte contre les IST/VIH/sida (CISLS)

Rue Gamel Abdel Nasser - BP: 10.077 Niamey-Niger

Tél. : (+227) 20.73.28.09 - Email : assistant.adm.cisls@gmail.com

Ouverture des plis :

L'ouverture des plis sera effectuée par la Commission ad hoc en séance publique le **mercredi 31 janvier 2018 à 11 heures heure locale (GMT+1)**, à la CISLS.

Retrouvez
toutes nos annonces
sur le site :
www.jeuneafrique.com

Batiments moins chers
Depuis 2001

Acier Haute Résistance
Galvanisé et + fort !

**DÉSTOCKAGE !
HANGARS**

PIÈCES DISPO	LARG. x LONG. x H. (m)	PRIX CONCURRENTS*	NOTRE PRIX**
CHARPENTES GALVA + TOITURE TÔLES LAQUÉES			
3/2	12,60 x 24 x 5	10 384 €	8 580 €
3/2	12,60 x 36 x 5	15 104 €	12 480 €
1	12,60 x 48 x 6	21 122 €	17 453 €
2/1	16,60 x 24 x 5	23 588 €	19 990 €
1	16,60 x 36 x 5	21 468 €	17 890 €
1/0	16,60 x 54 x 5	30 621 €	25 300 €
1	20,60 x 12 x 5	12 900 €	12 000 €
1	20,60 x 42 x 5	31 919 €	26 374 €
3	20,60 x 30 x 6	24 426 €	20 183 €
2/1	24,50 x 48 x 5	52 628 €	43 485 €
4	30,10 x 36 x 5	54 138 €	44 733 €

PIÈCES LIMITÉES À saisir !

Liste complète sur notre site web

*Prix moyens constatés en Union Européenne pour un projet similaire.
**Prix départ HT dans la limite des pièces possibles, offre déstockage 2017, sauf erreurs ou omissions.
▲ Retour de chantier, refus de prêts, refus de permis, promotions, etc.

1 conteneur 40' OT

Tél : 00 352 26 311 898 | commercial@batimentsmoinschers.com



République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline-Travail

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



Banque Islamique
de Développement

PROGRAMME DE DÉCENTRALISATION DES UNIVERSITÉS



AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS (AGPM)

PROJET DE CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITÉ DE BONDOUKOU

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a fait la demande d'un montant de 101,88 millions d'Euros (équivalent approximativement à 120.18 millions de dollars des Etats-Unis) sous la forme de prêt non concessionnel de la Banque Islamique de Développement (BID) pour financer le **Projet de construction de l'université de Bondoukou**.

Le Projet vise les objectifs spécifiques suivants :

- i. améliorer la capacité d'accueil des établissements d'enseignements supérieurs ;
- ii. améliorer la qualité de l'offre de la formation supérieure pour l'employabilité des jeunes et la compétitivité des entreprises ;
- iii. renforcer le cadre institutionnel du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le Projet comprendra les composantes suivantes :

Composante 1 : Améliorer la capacité d'accueil des établissements d'enseignement supérieur

1.1. Construire, équiper et opérationnaliser une nouvelle Université avec une capacité d'accueil de 3 000 étudiants dont 1 000 à loger à l'internat dans la localité de Bondoukou ;

1.2. Les ouvrages qui seront réalisés pour chaque université dans cette première phase du projet sont notamment :

- le Bâtiment Cœur de site qui sera la vitrine de l'Université et regroupera les espaces et fonctionnalités suivantes :
 - Hall et accueil de l'Université ;
 - Sécurité du site ;
 - Centre de conférences de 600 places ;
 - Services et commerces : cafétéria, centre médical, une première tranche destinés aux services et commerces ;
 - Des espaces de vie étudiante : foyer et locaux associatifs.
- la bibliothèque principale ;
- la présidence de l'Université regroupant également l'administration centrale ;
- des locaux d'exploitation des UFR et Ecoles de formations ouvertes ;
- des aménagements sportifs extérieurs ;
- 2 blocs de résidences étudiants pour accueillir 1 000 étudiants ;
- une résidence de 50 chambres pour les enseignants, chercheurs et personnels de l'université ;
- 5 logements de fonction pour les responsables de l'université ;
- les locaux d'enseignement suivants :
 - 1 amphithéâtre de 500 places et 4 amphithéâtres de 250 places ;
 - 6 salles de 60 places ;
 - 27 salles de TD de 30 places dont une partie dédiée à l'informatique et aux enseignements des langues ;
 - 7 salles de TP nécessaires aux UFR en fonctionnement.

1.3. Les infrastructures construites seront dotées de mobilier (classes, bureaux, hébergements, infirmerie) et d'équipements appropriés (équipement de laboratoire, scientifique et pour les incubateurs).

Composante 2 : Améliorer la qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Les sous-composantes se présentent comme suit :

2.1 Former et recycler les enseignants de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;

2.2 Acquérir les équipements de reprographie, le matériel informatique, les équipements de laboratoires et de langues ;

2.3 Apporter un appui institutionnel aux services dédiés du MESRS à travers les sous-composantes et activités suivantes :

- un appui à la Direction de l'Assurance Qualité et des Normes (DAQN) comprenant : (i) la mise en place du système qualité avec l'appui d'un Expert International confirmé en assurance qualité dans l'enseignement supérieur ; (ii) la validation nationale et diffusion des référentiels ; (iii) l'élaboration de la politique nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique appuyé par un Consultant Expert International à recruter ; (iv) l'évaluation institutionnelle des Etablissements Scientifiques ; (v) la mise en place de l'Agence Nationale d'assurance Qualité dans l'enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique (portant sur l'opérationnalisation du cadre national d'assurance qualité appuyé par un Expert International à recruter et le renforcement des capacités techniques et scientifiques) ;
- un appui à la Direction des Systèmes d'Information (DSI) / Direction de la Planification (DP) avec le concours d'un consultant local portant sur : (i) l'étude des systèmes d'information existants dans les différents établissements ; (ii) la conception des manuels de procédures de gestion de l'enseignement supérieur en vue de la dématérialisation ; (iii) la mise en place de l'Identifiant Unique de l'étudiant et de la Carte Multi service ; (iv) le module de gestion de la scolarité et de la comptabilité ; (v) le module de Gestion des Procès-verbaux d'examen ; Module de gestion des ressources humaines ; (vi) et la mise en place des tableaux de bord statistiques / Annuaire statistiques.

Composante 3 : Service de consultants

Cette composante comprend la sélection d'un consultant pour l'assistance à la gestion de projet, l'équipement, le contrôle et la supervision des travaux de génie civil.

Composante 4 : Gestion du projet

Cette composante comprend les sous-composantes suivantes :

3.1 Matériel informatique, mobilier et autre équipement pour l'unité de gestion de projet ;

3.2 Mise à disposition d'un logiciel de gestion comptable et financière ;

3.3 Fourniture d'un système d'archivage électronique.

Composante 5 : Audit financier du projet

Il s'agira du recrutement d'un cabinet d'audit financier et comptable.

Les acquisitions de Biens et de Travaux seront effectuées conformément aux Directives pour la Passation des marchés financés par la Banque Islamique de Développement (édition de mai 2009 révisée en février 2012). Les marchés de services de consultants seront passés conformément aux Directives pour l'Utilisation des Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition de mai 2009 révisée en février 2012).

Marchés de Biens :

La fourniture des équipements scientifiques et de laboratoires fera l'objet d'un appel d'offres

international ouvert conformément aux procédures de la BID.

Les ouvrages de références et journaux périodiques pour la Bibliothèque seront acquis après une consultation à l'échelon international de trois fournisseurs, conformément aux procédures de la BID.

Les équipements mobiliers (classes, bureaux, hébergements et infirmerie) seront acquis par appel d'offres national, conformément aux procédures de la BID.

L'acquisition des équipements informatiques et des équipements de reprographie se fera par appel d'offres national, conformément aux procédures nationales.

Pour l'aménagement des locaux de l'Unité de Gestion du Projet, la procédure d'acquisition est la consultation de trois fournisseurs à l'échelon national conformément aux procédures de la BID.

Le logiciel pour la gestion comptable et financière et le logiciel pour la gestion des contrats et de la passation des marchés, seront acquis après consultation de trois fournisseurs à l'échelon national, conformément aux procédures de la BID.

Marchés de Travaux :

Les travaux de génie civil financés par la BID feront l'objet d'un appel d'offres international ouvert avec pré-qualification, conformément aux procédures de la BID.

Sélection de Consultants :

Le Consultant pour l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), la détermination des équipements scientifiques, le contrôle et la supervision des travaux sera sélectionné sur la base d'une liste restreinte de Consultants Internationaux, conformément aux procédures de la BID et selon la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC).

Le Consultant pour le Contrôle de normalisation des risques sera sélectionné sur la base d'une liste restreinte de Bureaux Nationaux, conformément aux procédures nationales et selon la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC).

Le Cabinet d'Audit sera sélectionné, conformément aux procédures de la BID, sur la base d'une liste restreinte de Cabinets d'audit locaux accrédités et selon la méthode de Sélection au Moindre Coût (SMC).

Le Consultant pour la mise en place d'un système d'information et de communication de l'assurance qualité du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), sera sélectionné, conformément aux procédures de la BID, sur la base d'une liste restreinte de Cabinets Nationaux, et selon la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC).

Le Consultant pour le développement d'un système d'information et de Gestion de l'enseignement Supérieur PROGES-U (PROgiciel de Gestion Intégrée de l'Enseignement Supérieur et des Universités) sera sélectionné, conformément aux procédures de la BID, sur la base d'une liste restreinte de Cabinets Nationaux, et selon la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC).

Les Consultants Experts pour l'appui à l'assurance qualité du ministère de l'enseignement supérieur seront sélectionnés, conformément aux procédures de la BID, sur la base d'une liste restreinte de Consultants Individuels Internationaux.

Le Consultant pour le renforcement des capacités du personnel administratif et technique sera sélectionné, conformément aux procédures de la BID, sur la base d'une liste restreinte de consultants nationaux et selon la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des renseignements supplémentaires et doivent confirmer leur intérêt par écrit auprès de :

Monsieur Djama N'GOU,

**Responsable de la Passation des Marchés et des Affaires Juridiques.
Plateau, Avenue du Docteur CROZET, Immeuble Azur au 1er étage.**

Tél. : (225) 22 24 22 40/ Fax : (225) 20 24 22 39

Site Web : www.pdu.ci - Courriel (E-mail) : djama.ngou@yahoo.fr

Les candidats doivent s'adresser uniquement à l'organisme en charge du projet à l'adresse ci-dessus et non la BID.



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

1. La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution de financement du Développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, organise une consultation en vue de recruter un Cabinet dont la mission consistera à la réalisation d'un état des lieux de l'Institution, afin de disposer d'une appréciation sur sa gouvernance, son organisation, son système d'information, sa situation financière et comptable pour déterminer les conditions dans lesquelles la Banque mène ses activités en relation avec les missions qui lui sont confiées.
2. La BDEAC invite les Cabinets à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les capacités et les qualifications requises, l'expérience pertinente pour l'exécution de ces services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des environnements semblables, etc.). Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : **le cabinet devrait disposer des compétences requises, justifier d'une expérience pertinente et prouvée par la réalisation au cours des 5 (cinq) dernières années d'au moins deux audits similaires à celui envisagé. En outre, il devra avoir une connaissance approfondie des problématiques liées à l'audit institutionnel, comptable et financier des banques, de l'implémentation et du fonctionnement des systèmes d'information bancaire.**
3. Seuls les Cabinets n'ayant pas eu de relations d'affaires avec la BDEAC au cours des cinq dernières années sont admissibles. Ils peuvent s'associer avec d'autres firmes, remplissant les mêmes conditions, pour renforcer leurs compétences respectives sous forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.
4. Un Cabinet sera sélectionné selon **la méthode fondée sur les Qualifications des Consultants.**
5. La prestation se déroulera sur une durée totale de quarante-cinq jours maximum.
6. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures à 15h30 heures (heures locales), tous les jours ouvrables.
7. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées ou déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous, en version physique ou par courrier électronique, au plus tard le **26 Janvier 2018 à 14 heures (heure locale).**

Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)
Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, B.P. : 1177 - BRAZZAVILLE - CONGO
Tél. : (+242) 06 652 96 70/71/73
A l'attention de Monsieur le Président de la BDEAC
Email : bdeac@bdeac.org - g.sop@bdeac.org

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple Un But Une Foi



AVIS DE PRÉSÉLECTION POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIÈGE DE LA BCS SA À BAMAKO

Date : 11 décembre 2017

Objet de l'avis : Présélection des entreprises pour l'exécution des travaux de construction du nouveau siège de la BCS SA

Financement : BCS SA

1- Objet

La BCS SA, a décidé de construire sur une parcelle N° 2390 – TF N° 17 980, sise à HAMDALLAYE ACI 2000 à Bamako, un immeuble devant abriter son siège. Pour ce faire, la Direction Générale de la Banque lance cet avis de Présélection des Entreprises pour la réalisation des travaux de Construction de son Nouveau Siège de la BCS SA à Bamako, Hamdallaye ACI 2000.

2- Consistance des travaux

Le nouveau siège de la BCS SA sera bâti sur un site 3 383 m2 situé à l'ACI 2000 Bamako. Il comprend un immeuble IGH avec sous-sol et des annexes.

Les travaux seront exécutés en Cinq (6) lots :

Lot 1 : Gros œuvre - Etanchéité - Terrassement - Clôture - aménagements extérieurs du bâtiment

Lot 2 : Electricité: Courant Fort - Courant Faible - Sécurité Incendie

Lot 3 : Fluides: Climatisation - Plomberie - Sécurité Incendie

Lot 4 : Menuiserie Aluminium - Bois - Ferronnerie

Lot 5 : Peinture - Faux Plafond - Revêtements

Lot 6 : Elévateurs : Ascenseurs - Monte-charges

L'entreprise peut postuler pour un ou plusieurs lots en fonction de sa qualification.

3- Conditions de participation

La présélection est ouverte à toutes les entreprises générales, groupements d'entreprise ou entreprises spécialisées maliens ou étrangers.

Les entreprises locales peuvent, si elles le veulent, former un groupement avec une entreprise étrangère.

Les entreprises étrangères intéressées par cet avis peuvent si elles le veulent former un groupement avec des entreprises maliennes.

Les entreprises désirant participer doivent justifier un chiffre d'affaire annuel pour chacune des deux dernières années d'au moins :

lot 1 : 2 000 000 000 F CFA TTC

lot 2 : 1 500 000 000 F CFA TTC

lot 3 : 1 500 000 000 F CFA TTC

lot 4 : 700 000 000 F CFA TTC

lot 5 : 500 000 000 F CFA TTC

lot 6 : 300 000 000 F CFA TTC

Elles doivent également fournir :

- Informations générales : Nom de l'entreprise, adresse du siège social, contact (téléphone, adresse électronique, site web, ...etc.) date et lieu d'enregistrement, nom et nationalité du ou des propriétaires ;
- Capacités techniques : expérience générale et spécifique, liste des travaux en cours, moyens généraux et humains organigramme, ... etc ;
- Capacités financières : bilan et chiffre d'affaire des 2 dernières années ;
- Attestation de non faillite et de non liquidation ;
- Déclaration d'engagement et de disponibilité pour le projet ;
- Tout autre document, brochure ou informations relatifs à l'objet de cet avis.

Les entreprises intéressées peuvent envoyer leur dossier au secrétariat de la Direction Générale de la Banque Commerciale du Sahel S.A. sise à Bozola, Rue 127 X 122, BP 2249 Bamako - Mali, Tel. : (223) 20 21 01 95 / (223) 20 21 01 97.

4- Délai de la consultation

Les dossiers de candidature doivent être envoyés sous pli fermé et recommandé avec accusé de réception, ou déposé contre récépissé au siège actuel de la BCS SA à Bamako ou encore envoyés par mail au secrétariat particulier de la Direction Générale de la BCS SA : dgbcs@bcssa-mali.com au plus tard le **vendredi 05 janvier 2018 à 12 h TU.**



*Un souffle d'avance**

INVESTIR DANS L'INDUSTRIE EN AFRIQUE



USINES CLÉS EN MAIN DE MISE EN BOUTEILLE PLASTIQUES PET ET CANETTES

Eau minérale • Boissons gazeuses • Huiles végétales • Lait • Vinaigre • Jus de fruits • Produits phytosanitaires •



• Cadence de 2000 à 15000 bph •

Plus de 40 références installées avec succès

- Usine de production de boissons plates, gazeuses, lait, huiles, et brasseries clés en main
- Supervision des usines pour garantir la rentabilité
- Fabrication Européenne
- Garantie 2 ans
Machines tropicalisées et protégées des fluctuations et des coupures d'électricité

TRÈS RENTABLE
Amortissement en 3 ans

- **SAV** performant en Afrique
Bureaux à Alger, Dakar et Brazzaville.



HTG Industry SAS 42 avenue Foch - 60300 SENLIS - FRANCE

Tél. : +33 (0) 344 265 893 - contact@htgindustry.com

VOTRE CENTRALE À BÉTON DISPONIBLE EN TOUS LIEUX

NEW

CARMIX 3500TC

BÉTON DISPONIBLE N'IMPORTE OÙ

- + NOUVEAU CARMIX CONCRÉTEMATE : SYSTÈME DE PESAGE ÉLECTRONIQUE, FACILE D'UTILISATION, TRÈS PRÉCIS POUR TOUS TYPE DE BÉTON
- + NOUVEAU PROMIX : NOTRE NOUVEAU SYSTÈME DE TAMBOUR-SONDE POUR ANALYSER VOTRE BÉTON DIRECTEMENT DEPUIS LA CABINE
- + NOUVELLE CABINE : CONFORTABLE, DE CONCEPTION SÛRE AVEC UNE BONNE VISIBILITÉ

CARMIX
4x4 mixers & dumpers

METALGALANTE S.p.A. - Via A. Volta 2 - Novento di Piave (Venezia) ITALY - T. +39 0421 65191 - F. +39 0421 658838

carmix.com

Tshitenge
Lubabu M.K.



On l'appellera Excellence

C'est un jeune homme. La trentaine. Profession : sans emploi. Pourtant, il a fréquenté une école supérieure avec une ambition : devenir ingénieur électricien. Durée des études : cinq ans.

Au bout de trois ans, il a jeté l'éponge après avoir obtenu un diplôme de gradué en électricité, ses parents n'étant pas en mesure de payer ses études jusqu'au bout du parcours. Le jeune homme, fier de lui mais un peu mégalomane, se considère comme un ingénieur électricien et se présente comme tel. Pourquoi pas ?

Un jour, entre chien et loup, mon chemin et celui de l'ingénieur se sont croisés. Tout de go, l'ingénieur m'a posé une question qui m'a coupé le souffle. « Pourquoi dit-on "Excellence, monsieur le ministre" ? » Ma première réaction fut de lui renvoyer la question : « En avez-vous une idée ? » L'ingénieur en avait bien une : « Les ministres sont appelés Excellence parce qu'ils ont tellement bien dirigé leurs ministères qu'aucun autre mot ne suffirait pour leur exprimer toute la gratitude du pays. » Hem ! Devais-je éclater de rire ou pleurer ? Ni l'un ni l'autre, même si mon hémisphère cérébral spécialisé en rire avait du mal à se contenir. J'ai demandé alors à mon interlocuteur s'il connaissait le terme « honorifique ». Réponse négative. Je me suis rabattu sur un autre vocable, « protocolaire ». L'ingénieur n'a toujours pas compris. Désarçonné, j'ai osé une ultime question : avait-il l'habitude de lire ? « Oui. J'ai déjà lu vingt livres », répondit-il. Vingt livres ? Trop précis pour être vrai ! Je vous imagine en train d'évoquer ma mauvaise foi... Je suis serein car j'ai une preuve irréfutable. Il s'agit d'un message que m'avait adressé, via un réseau social, un autre « ingénieur » sorti de la même école que le premier. Je vous adresse par anticipation toute ma gratitude si vous arrivez à le déchiffrer. Prêts ? Lisez : « slt papa vs etes enforme vs avez cameme abtuer okisouka pecher... c'est votre porte parole ; ke vs avez lessait au citter baudauin ki s'appel [...] ingenier électro&electri. » Je n'ai rien enlevé à ce texte, sauf le nom de son glorieux auteur, désormais professeur dans une école technique de Kinshasa. Pour enseigner l'électricité, on n'a pas besoin d'être tonton Maurice Grevisse, j'en conviens. Sauf que, si du fait de l'enseignement reçu l'on énonce mal ce qu'on semble maîtriser, il y a, sans aucun doute, un problème.

Je me suis demandé pour quelle raison l'ingénieur s'intéressait au mot « excellence ». Rêvait-il de devenir un jour ministre ? Je l'imagine en costume bleu, l'air théâtralement sérieux, conduit par un chauffeur dans un 4x4 de fonction, arrivant à son bureau où ses collaborateurs, tels des militaires, se mettent au garde-à-vous, avant de se plier en deux pour le remplir à satiété d'une belle expression : « Mes respects, Excellence ! » L'homme, ainsi honoré chaque jour, savoure les délices du pouvoir et se prend pour Jupiter. Le contraire n'aurait pas de sens.

Un ami et confrère, très connu comme journaliste sportif sur une grande partie du continent africain dans les années 1960-1990, et qui buvait du champagne au déjeuner et au dîner, me répétait sans cesse cette phrase : « Petit, le champagne fait mousser la vie. » Conclusion : « Les salamalecs sont le piment du pouvoir. » Mais de là à être appelé Excellence parce qu'on a brillamment mené sa mission, il y a une marge, cher ingénieur sans emploi. ●

JEUNE AFRIQUE

Fondateur : **Béchir Ben Yahmed**,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par SIFIJA

Siège social : 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél. : 01 44 30 19 60

Fax rédaction : 01 45 20 09 69

Courriel : redaction@jeuneafrique.com

Directeur général :

Amir Ben Yahmed

Vice-présidents :

Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication :

Marwane Ben Yahmed

Directeur de la rédaction :

François Soudan (f.soudan@jeuneafrique.com)

Directeurs exécutifs :

Marwane Ben Yahmed (mby@jeuneafrique.com),

Amir Ben Yahmed (aby@jeuneafrique.com)

Accords spéciaux : *Financial Times*

Relations presse & partenariats :

Abdoul Maiga, Sylvie Colombiè

*La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver
sur www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/*

Diffusion et abonnements

Ventes : 01 44 30 18 23

Abonnements : Service Abonnements Jeune Afrique,
56, rue du Rocher - 75008 Paris - **Tél.** : 01 44 70 14 74

Courriel : abonnement-ja@jeuneafrique.com

Tarifs d'abonnement :

1 an : 48 numéros dont 4 doubles, 125 €

1 an : 48 numéros dont 4 doubles plus 3 hors-séries, 135 €
(tarifs France métrop. Autres zones, nous consulter)

Communication et publicité

**DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion
de la communication)**

S.A. au capital de 1,3 million d'euros –

Régie publicitaire centrale de SIFIJA,

57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris

Tél. : 01 44 30 19 60

Fax : 01 45 20 08 23/01 44 30 19 86

Courriel : regie@jeuneafrique.com

Direction du développement : Florian Serfaty

Direction de la publicité : Laure Nitkowski

Annonces classées : Fabienne Lefebvre

Représentations extérieures

Maroc SIFIJA, Nabila Berrada,

Centre commercial Parafan, Ain Diab – Casablanca

Tél. : (212) (5) 22 39 04 54 - **Fax** : (212) (5) 22 39 07 16

Tunisie Sapcom, Slah Nouri

15-17, rue du 18-Janvier-1952 – 1001 Tunis

Tél. : (216) 71 331 244 - **Fax** : (216) 71 353 522

Société internationale de financement et d'investissement

S.C.A. au capital de 15 millions d'euros

Principal actionnaire : Béchir Ben Yahmed

Siège social : 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris

RCS Paris B 784 683 484

TVA : Fr47 784 683 484 000 25

Gérants commandités :

Béchir Ben Yahmed, Amir Ben Yahmed,

Marwane Ben Yahmed

Directeur général adjoint :

Jean-Baptiste Aubriot



Imprimeur : Siep – France

Commission paritaire : 1021c80822

Dépôt légal : à parution - ISSN 1950-1285

**Abonnez-vous à
JEUNE AFRIQUE**

Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74

www.jeuneafrique.com/abonnements/



SAVOIRS

Les clés
pour comprendre
le monde
en français

Pour enrichir vos connaissances,
apprendre et enseigner le français, partager vos savoirs,
rendez-vous sur le site **savoirs.rfi.fr**



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
AUX CÔTÉS DES
ENTREPRENEURS
EN AFRIQUE
DEPUIS 100 ANS**



**FINANCEMENTS
TRADE FINANCE⁽¹⁾
CASH MANAGEMENT⁽²⁾
COUVERTURE DES RISQUES DE MARCHÉ**



afrique.societegenerale.com



**DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'ÉQUIPE**

(1) Trade Finance = Financement de commerce. (2) Cash Management = Gestion de trésorerie. 2017 Société Générale, S.A. au capital de 1 009 641 917,50 € - 552 120 222 RCS PARIS, Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. © David Dang – FRED & FARID Paris